

LES IDEES DU MARXISME-LENINISME TRIOMPHERONT DU REVISIONNISME (II)

Sommaire :

LA FAILLITE DU "SOCIALISME SPECIFIQUE" YOUGOSLAVE ET LES NOUVELLES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES DE BELGRADE (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 17 mai 1962) (p. 2)

LE TAPAGE A PROPOS D'UN "TOURNANT" DE TITO ET LA VERITE INDENIABLE (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 30 juin 1962) (p. 10)

LE REVISIONNISME MODERNE AU SECOURS DE LA STRATEGIE FONDAMENTALE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 19 et 20 septembre 1962) (p. 17)

GRANDE TRAHISON A L'EGARD DU MARXISME-LENINISME (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 13 octobre 1962) (p. 39)

A PROPOS DES THESES CONCERNANT LE X^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN (Article publié dans le journal ZËRI I POPULLIT, les 17-18 novembre 1962) (p. 50)

A propos de certaines questions de la guerre, de la paix et de la coexistence pacifique (p. 50)

A propos de la "voie italienne" vers le socialisme (p. 57)

A propos de certaines questions du mouvement communiste international et des rapports entre les partis communistes et ouvriers (p. 74)

TENONS BIEN HAUT LE DRAPEAU REVOLUTIONNAIRE DES DECLARATIONS DE MOSCOU ET DEFENDONS-LES EN FACE DES ATTAQUES DES REVISIONNISTES MODERNES (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 6 décembre 1962) (p. 82)

LA CLIQUE DE TITO ET LE PROJET PRELIMINAIRE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION YOUGOSLAVE (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 13 décembre 1962) (p. 89)

LE GROUPE REVISIONNISTE KHROUCHTCHEV-TITO OURDIT DE NOUVEAUX PLANS AU DETRIMENT DE LA CAUSE DU SOCIALISME (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 8 janvier 1963) (p. 96)

POUR L'UNITE COMBATIVE DU MOUVEMENT COMMUNISTE SOUS LE DRAPEAU TRIOMPHANT DU MARXISME-LENINISME (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 7 février 1963) (p. 110)

N. KHROUCHTCHEV DE NOUVEAU DANS LE ROLE DU DEMAGOGUE, DU CALOMNIATEUR ET DU SCISSIONNISTE (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 18 avril 1963) (p. 122)

LA NOUVELLE CROISADE REVISIONNISTE CONTRE LE MARXISME-LENINISME ECHOUERA HONTEUSEMENT (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 15 juin 1963) (p. 141)

QUINZE ANNEES APRES LA PUBLICATION DE LA RESOLUTION DU BUREAU D'INFORMATION "SUR LA SITUATION DANS LE PARTI COMMUNISTE YOUGOSLAVE" (Article du journal ZËRI I POPULLIT du 29 juin 1963) (p. 147)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publiée en 1964 par l'Entreprise d'Éditions de l'Etat « Naïm Frashëri », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

LA FAILLITE DU « SOCIALISME SPECIFIQUE » YUGOSLAVE ET LES NOUVELLES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES DE BELGRADE

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 17 mai 1962)

Au début de ce mois, le président de la Yougoslavie, Joseph Broz Tito a prononcé un long discours à Split, en Dalmatie, à l'occasion de l'inauguration d'une centrale hydraulique sur le fleuve Tchétina. Dans de telles occasions on pouvait s'attendre à ce que le président de l'Etat yougoslave parlât des «succès» dans le domaine économique et des «perspectives» d'avenir, comme il en avait pris l'habitude dans la campagne pour faire de la publicité à son «socialisme spécifique». Mais le discours du président yougoslave, depuis le commencement jusqu'à la fin, fut consacré en fait à la situation catastrophique de l'économie yougoslave, au chaos et à l'anarchie qui la caractérisent, à la corruption et à la dégénérescence de ses dirigeants, au relâchement des organisations du parti et de l'appareil de l'Etat.

Qu'a dit Tito dans ce discours ? En Yougoslavie, a-t-il souligné, chacun fait ce qu'il veut et ce qui lui plaît, parce qu'il n'y a aucun système et aucun contrôle pour les investissements, parce que le financement de l'économie est fait par les banques d'après les pots-de-vin que reçoivent leurs fonctionnaires et pas d'après les besoins des secteurs de l'économie, parce que le traitement le plus élevé dans le cadre d'un collectif travailleur est de vingt fois supérieur au traitement le plus bas. Il a dit que beaucoup de gens voyagent à l'étranger sans motif et y séjournent plusieurs mois en dépensant l'argent de l'Etat, qu'ils reçoivent des dons des firmes étrangères capitalistes parce qu'ils font des concessions en leur vendant à vil prix les marchandises yougoslaves et en leur achetant cher leurs marchandises ; il y a même des cas où l'on dépose des sommes d'argent dans différentes banques étrangères. Tito a consacré une partie de son discours à la hausse des prix des articles industriels et agricoles. «Nous, en Yougoslavie, a-t-il déclaré, ressentons sans cesse, non seulement nous ressentons, mais constatons la hausse des prix des différents produits». Il s'est efforcé en vain d'expliquer ce phénomène, qui est constaté depuis longtemps dans l'économie yougoslave, par la faible organisation de l'approvisionnement et par le fait que les gens se permettent de hausser les prix comme il leur plaît. «Bien plus, — a déclaré Tito, — même dans les pays capitalistes existent quelques régulateurs qui empêchent la hausse excessive des prix, tandis que chez nous a lieu le phénomène comme quoi notre commerçant, à mon avis, fait ce que ne fait aucun capitaliste d'une manière si ouverte, il élève les prix dès qu'est constatée une pénurie des différents produits sur le marché. Il y a eu des cas où notre commerce a retenu les marchandises dans les dépôts afin d'en faire sentir le manque sur le marché et pour pouvoir ainsi maintenir les prix élevés». Il est clair que ce n'est pas là une question qui dépend des désirs des hommes, mais la conséquence de l'action illimitée de la loi de l'offre et de la demande dans les conditions de l'anarchie de la production, — trait caractéristique de l'économie capitaliste. Ces anomalies dans le commerce yougoslave ont conduit aussi à la création des marchés fermés locaux, à tel point qu'on ne peut pas vendre ou acheter une marchandise d'une république à l'autre.

Tito a parlé ouvertement également du véritable chaos qui règne dans le domaine du commerce extérieur. En Yougoslavie existent environ 540 entreprises, a-t-il dit, qui s'occupent de l'importation et de l'exportation des marchandises, qui se disputent et se querellent entre elles sur les marchés intérieurs et extérieurs et dépensent inutilement les devises de l'Etat. En mettant en évidence que le commerce extérieur de la Yougoslavie a un déficit de 800 millions de dollars, il a dit qu'on achète à l'étranger des marchandises dont le pays n'a pas besoin.

En parlant des conséquences politiques de cette situation, Tito a dit que «récemment se sont manifestés bien des phénomènes négatifs, tels que le localisme et le chauvinisme... Quelques communistes ont oublié les larges intérêts de la communauté entière, considèrent seulement leur entourage restreint, de sorte qu'ont été provoqués aussi bien le mécontentement politique que les injustices dans quelques républiques».

Un tableau non moins sombre a été présenté par Tito à propos de la situation de l'agriculture yougoslave également. Il a dit que les petites parcelles, qui se succèdent comme des tapis, n'ont pas même la possibilité de nourrir le paysan. Comme il l'a souligné, les moyens financiers qu'alloue l'Etat

pour l'agriculture «se perdent en grande partie en route dans les banques. Aujourd'hui il y a des cas où les banques versent à leurs employés 18 traitements par an».

En parlant de la criminalité dans l'économie, il a mis en relief qu'elle est très répandue et n'est pas condamnée. «Lorsque quelqu'un vole 5, 6 ou 7 millions de dinars il est condamné à deux ans de prison et de la sorte il gagne plus que s'il avait été en liberté». On vole dans les entreprises, on vole dans les banques, on vole dans les villages, on vole dans les assurances sociales, on vole partout et là où cela est possible, — tel est, donc, le tableau réel de la situation créée. Nous pourrions continuer à citer encore et encore Tito, mais il faudrait beaucoup trop de place pour cela, parce que les faits de ce genre mentionnés dans son discours occuperaient plusieurs pages de journal.

Le fait que le président de la Yougoslavie est obligé de parler si ouvertement et de reconnaître l'impasse où s'est engagée l'économie Yougoslave, montre que la situation là-bas est effectivement beaucoup plus grave que la description qu'il en a donnée et que le mécontentement du peuple est beaucoup plus grand. Mais cela n'est pas quelque chose de nouveau, ni d'inattendu. Quiconque a observé d'une manière objective le développement de la Yougoslavie actuelle, depuis que la clique de Tito a trahi ouvertement le marxisme-léninisme et s'est jeté graduellement dans les bras de l'impérialisme, a prévu sans difficulté que la voie dans laquelle la direction révisionniste yougoslave a introduit le pays ne pouvait conduire en fin de compte qu'à la perte des victoires que le peuple yougoslave a remportées par sa lutte de libération nationale et à la transformation de la Yougoslavie en un pays dépendant des grands monopoles du monde capitaliste occidental, avec toutes les conséquences qui en dérivent. Le fait est que, à présent, la direction yougoslave est obligée de reconnaître ouvertement la catastrophe, en tentant de dissimuler les véritables causes qui ont entraîné cette situation. Mais pourquoi Tito a-t-il parlé ces jours-ci de la grave situation de l'économie yougoslave? Pourquoi fait-il semblant de critiquer les défauts et une série de phénomènes négatifs dans les différents secteurs de la vie du pays? Pourquoi réprimande-t-il et attire-t-il l'attention du parti et de l'appareil de l'Etat sur une série d'horreurs, dont il ne dévoile pas les causes et ne montre pas non plus les voies pour les supprimer?

En premier lieu, les difficultés économiques et le mécontentement parmi le peuple sont si grands qu'on ne peut plus garder le silence : d'une façon ou d'une autre il faut donner une explication. Mais les dirigeants yougoslaves veulent se disculper pour la situation créée et en rejeter la faute sur quelques individus particuliers, sur les spéculateurs, les employés du commerce qui se rendent à l'étranger et ne connaissent pas le marché extérieur, ou bien sur les directeurs sans scrupule des entreprises, sur les communistes qui ont ravalé leur rôle ou bien sur les hommes corrompus. S'il s'agissait de quelques personnes déterminées, cela ne constituerait pas un problème sérieux et Tito aurait gardé le silence, aurait pris des mesures et tout se serait arrangé. Mais il ne s'agit pas seulement de «quelques»-individus de ce genre, ils constituent une couche entière de fonctionnaires du parti et de l'Etat, la couche des fonctionnaires de tout l'appareil bureaucratique et policier créé par le régime titiste lui-même et qui sont en même temps son principal appui. Ce sont, donc, ceux qui dominent la Yougoslavie actuelle, ceux dont Tito ne peut pas se passer.

Un autre motif qui oblige les dirigeants de Belgrade à dénoncer publiquement les grandes difficultés que traverse à présent la Yougoslavie, c'est que le sentiment de révolte du peuple a beaucoup grandi. C'est pourquoi, afin de l'amadouer, de le calmer, il faut recourir à une manœuvre démagogique semblable: prendre l'initiative pour les dénoncer d'en haut et donner des promesses. Tito a besoin de cela pour créer l'impression que les fautes ne retombent pas sur la direction, mais sur quelques fonctionnaires, que, soi-disant, la direction elle-même comprend et condamne ces choses, bien plus elle a pensé même à prendre des mesures pour améliorer la situation. Le but est clair : jeter de la poudre aux yeux des gens, les bercer d'espoirs et continuer comme avant. La démagogie est l'arme préférée des révisionnistes, ils sont passés maîtres en la matière. Tout cela sert à couvrir la véritable cause de cette situation: la trahison de la clique de Tito et son passage dans les bras des impérialistes.

Enfin, — et cela dans les conditions actuelles a une importance particulière, — la dénonciation publique par les dirigeants yougoslaves est faite pour créer l'illusion qu'en Yougoslavie sont faits quelques pas en avant, soi-disant, de caractère socialiste, que dans la politique économique sont faites quelques rectifications, soi-disant, positives, que s'ébauchent, soi-disant, certains indices qui montrent

que la Yougoslavie «s'achemine sur la bonne voie». Le but que poursuivent Tito et ses maîtres impérialistes par ce nouveau jeu est grand et très dangereux. Il s'agit d'introduire le «Cheval de Troie» dans la forteresse, dans le camp socialiste, étant donné qu'à présent sont apparus des gens qui sont disposés à démolir les murs et à l'introduire en grande pompe à l'intérieur, et même en lui réservant une place d'honneur. Il y a déjà quelque temps qu'on claironne que la clique de Tito montre «quelques aspects positifs» en ce qui concerne la politique extérieure. A présent les révisionnistes modernes vont claironner qu'on constate des «signes positifs» même en ce qui concerne la politique intérieure. Ainsi donc, sous le prétexte que, soi-disant, les dirigeants yougoslaves sont en train de procéder à un certain tournant et en faisant quelque observation «objective empreinte d'esprit de camaraderie» sur ce que les traîtres de Belgrade eux-mêmes ont dénoncé, on cherchera à tendre le bras entièrement à la clique de Tito. Il faut dire que toute cette histoire ne nuit nullement ni à Tito, ni à l'impérialisme, mais aide les révisionnistes yougoslaves à trouver de nouvelles fissures pour diviser et saper de l'intérieur le camp du socialisme et le mouvement communiste international.

Tout le monde se rappelle quels grand tapage et publicité ont été faits à propos de la «voie yougoslave vers le socialisme», tout le monde se rappelle la grande publicité dont ont été l'objet le Congrès de Ljubljana en 1958 et le programme de l'Union des Communistes de Yougoslavie. Alors on a dit qu'en Yougoslavie on avait fait une trouvaille, qu'on y avait découvert une sorte de «socialisme spécifique», qui, dans un court laps de temps, allait faire des miracles, que la théorie et la pratique du marxisme-léninisme avaient vieilli et qu'il fallait les remplacer désormais par le «communisme national» de Tito. Selon les révisionnistes yougoslaves, pour pouvoir édifier le socialisme, il fallait éliminer la direction du parti et de l'Etat dans l'économie, il fallait renoncer à la planification, il fallait substituer les prétendus conseils ouvriers à la direction unique des entreprises, substituer le système de l'autogestion des ouvriers à la direction centralisée des entreprises par l'Etat, il ne fallait pas faire la collectivisation de l'agriculture à la campagne, etc. etc. Libéralisation, autogestion, décentralisation, démocratisation, — ces slogans dont Tito et ses propagandistes se servaient à tout moment, étaient les moyens pour créer le «miracle yougoslave» —, qui allait éclairer ensuite le monde entier. Que reste-t-il à présent de ce «miracle» ? De même que reste-t-il de «l'expérience yougoslave qui mérite d'être étudiée attentivement» et à propos de laquelle a vociféré tout le chœur révisionniste ? La «libéralisation» a apporté la liberté pour faire main basse sur la propriété nationale ; «l'autogestion», le droit des ouvriers d'être exploités par l'appareil bureaucratique et celui des directeurs de toucher des traitements 20 fois plus élevés que ceux des travailleurs ; la «décentralisation» a permis à chacun de faire à sa guise, a entraîné l'anarchie dans la production, la concurrence sur le marché et le libre jeu des prix ; la «démocratisation» a permis de voler impunément des millions et a entraîné la dégénérescence complète de l'appareil d'Etat.

Les marxistes-léninistes véritables ont souligné depuis longtemps que la prétendue «voie yougoslave vers le socialisme» n'est autre chose qu'une diversion idéologique de l'impérialisme pour désorienter et frapper l'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire, tandis que, en ce qui concerne la Yougoslavie elle-même, elle allait conduire inévitablement à l'extension des éléments capitalistes. Qu'est-ce qui caractérise à présent l'économie yougoslave ? Comme il ressort du discours de Tito et de toutes les données quotidiennes de la presse yougoslave, elle est caractérisée par la non-réalisation des plans de la production industrielle, par la grande diminution de la production agricole, par l'accroissement continu du passif de la balance des paiements dans le commerce extérieur et la hausse rapide du coût de la vie.

L'année passée, beaucoup de branches de l'industrie yougoslave, y compris l'énergie électrique, l'industrie houillère et la métallurgie, l'industrie du traitement des métaux et l'industrie chimique, l'industrie des matériaux de construction, celle des textiles, etc. n'ont pas réalisé les plans de la production. Dans beaucoup de branches de l'industrie, la valeur de la production a été plus basse qu'en 1960. Comme il ressort de la presse yougoslave également, cela est dû à plusieurs motifs. L'industrie yougoslave a été édifiée d'une façon très chaotique. On a créé des entreprises suivant les intérêts locaux étroits des républiques et des communes, sans disposer d'une base de matières premières et sans se baser sur les besoins réels du marché intérieur ou des exigences des exportations. Beaucoup d'entreprises sont basées sur les matières premières importées, qui souvent ne sont pas procurées. Dans ces conditions, il va de soi que les petites entreprises, qui existent en grand nombre en Yougoslavie et

ne disposent pas de moyens financiers suffisants, n'ont pas les possibilités de déployer normalement leur activité économique. Le manque de la planification, l'anarchie de la production, la concurrence, la mauvaise gestion, les vols et les gaspillages font, certes, leur travail.

Dans ces conditions, un facteur important qui détermine cette situation de l'industrie yougoslave, c'est aussi le dumping des monopoles occidentaux, avec celui des Etats-Unis en tête, sur le marché yougoslave.

Au cours de ces dernières années, la Yougoslavie a reçu 2 milliards de dollars des USA et des autres pays occidentaux sous la forme d'emprunts économiques, où ne sont pas compris les fournitures d'aide militaire et autres secours. Certes, ces milliards de dollars ont été accordés à la Yougoslavie à des fins politiques déterminées, pour les services que rend à l'impérialisme le groupe de Tito, mais, dans le même temps, les trusts capitalistes, ne versent pas les dollars sans en tirer d'autres bénéfices en dollars. En fait les prêts accordés par l'impérialisme à la Yougoslavie sont une exportation de capitaux. Bien que dans l'industrie yougoslave les monopoles occidentaux n'aient pas investi directement des capitaux, une condition importante qui a été toujours imposée à la Yougoslavie lors de l'attribution des prêts, c'était qu'ils devaient être utilisés pour l'achat de marchandises fabriquées et semi-fabriquées, de blé et d'articles de consommation dans les pays occidentaux. Les monopoles capitalistes vendent les marchandises aux entreprises et aux organisations étatiques yougoslaves à des prix supérieurs à ceux du marché mondial. Dans son discours, Tito en a rejeté la faute sur les représentants commerciaux envoyés à l'étranger, qui sont corrompus en recevant des voitures et autres objets que les firmes capitalistes leurs offrent comme pots-de-vin. Cela est vrai ; le pot-de-vin a été érigé en système ; mais la principale faute doit être recherchée ailleurs. Au début de l'année passée, les milieux dirigeants yougoslaves adoptèrent la politique des libres importations et, par la «réforme» dans le commerce extérieur et dans le système de l'échange des devises, ont baissé les tarifs douaniers, élevé la valeur du dollar américain en Yougoslavie et laissé pleine liberté aux importateurs d'acheter n'importe quelles marchandises des firmes occidentales. La direction révisionniste yougoslave n'a même pas fait ce que font aussi les gouvernements des Etats capitalistes les plus développés, qui recourent à de sévères mesures protectionnistes pour leur industrie. Par conséquent, il arrive que les marchandises étrangères, bien que achetées à l'étranger à des prix plus élevés, sur le marché yougoslave font concurrence, pour une série de raisons, aux marchandises du pays, qui ne trouvent pas d'acquéreur. Dans la presse yougoslave on trouve beaucoup d'informations selon lesquelles l'industrie yougoslave n'est nullement en mesure de résister à la concurrence du capital monopoleur occidental. En fait, il faut reconnaître que cette «réforme» est une concession aux monopoles occidentaux, par cette voie ils reçoivent la contrepartie de leurs prêts et réalisent des bénéfices. Si à ce tableau on ajoute aussi le fait que le pouvoir d'achat des masses en Yougoslavie est très bas, alors on s'imagine facilement dans quelle situation se trouve actuellement l'économie yougoslave. La pénurie de matières premières, d'une part, l'accumulation des stocks et la crise de la vente, d'autre part, conduisent toujours davantage vers la paralysie de la production. Il va de soi que dans ces conditions, n'ayant pas à leur disposition des moyens financiers suffisants, beaucoup d'entreprises ne sont pas en état de faire face aux dépenses pour le développement normal de la production et alors la faillite est inévitable.

Dans cette grave situation de l'industrie yougoslave et de tout le pays, certes les souffrances ne sont pas le lot de ceux qui reçoivent des pots-de-vin des capitalistes de l'Occident, qui sont rétribués 20 fois plus que le simple ouvrier ou qui volent des millions de dinars. En bref, on n'y voit pas souffrir ces hommes qui poussent comme les champignons après la pluie à la faveur de cette situation, puisque c'est la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse qui souffrent.

Les faits montrent que la prétendue «autogestion ouvrière», où les ouvriers ne gèrent rien, n'est qu'une forme raffinée de leur exploitation par ceux qui tiennent entre leurs mains les entreprises, par les hommes de l'appareil bureaucratique de Tito. La vie luxueuse qu'ils mènent eux et leurs familles, les villas, les voitures, les sommes d'argent «déposées dans les banques étrangères», les voyages touristiques et autres, dont a parlé Tito également dans son discours, — tout cela est fait avec le sang et la sueur de l'ouvrier yougoslave. En fin de compte, ils ne font que suivre l'exemple de leur président, qui est connu pour ses somptuosités et ses randonnées touristiques dans le monde. Le vice-président du Conseil Exécutif Fédéral de Yougoslavie lui-même, M. Todorovitch, dans un rapport qu'il a présenté récemment à la session de l'Assemblée Fédérale Populaire, a été obligé de reconnaître que

nos bureaucrates veulent avoir une liberté d'action, réaliser des revenus excessifs et jouir de privilèges particuliers et cela ils tentent de l'obtenir en étouffant la démocratie et la liberté de leurs inférieurs». Pour exprimer plus clairement sa pensée, disons : en opprimant et exploitant les ouvriers.

De ce qui vient d'être dit ci-dessus on se rend compte que, en Yougoslavie, à cause de tous ces facteurs, s'élève sans cesse le coût de la vie. Comme l'annonçait dans son numéro du 9 mars le journal de Belgrade «Politika», les prix en Yougoslavie, au mois de février de cette année, s'étaient élevés de 8 pour cent par rapport au niveau moyen de l'année passée, les prix des produits agricoles 16 pour cent, tandis que ceux des articles industriels 5 pour cent. Dans le même temps on a augmenté les impôts aussi, qui en Yougoslavie, ainsi que dans les pays capitalistes, sont mis sur les entreprises et qui en 1961 ont été de 22 pour cent plus élevés que l'année précédente. Ces impôts, comme dans les entreprises capitalistes, pèsent sur les épaules des masses travailleuses. Tout cela permet de comprendre pourquoi dans son discours Tito a exhorté les ouvriers à ne pas se mettre en grève, lesquelles, quoique les autorités officielles les dissimulent, à ce qu'il paraît, ne sont pas rares.

Le problème de la production agricole en Yougoslavie est peut-être encore plus sérieux que celui de l'industrie. La Yougoslavie qui était connue auparavant comme un pays exportateur de produits agricoles, est obligée à présent d'importer de grandes quantités de blé américain pour nourrir la population. Cela dérive, en premier lieu, de ce que la terre est morcelée en parcelles très petites, on manque des moyens techniques modernes pour la cultiver, etc. etc. En outre, l'agriculture en Yougoslavie est soumise aux grandes spéculations des entreprises commerciales, qui, en partant du mobile de réaliser le maximum de bénéfices, manœuvrent, comme bon leur semble, avec les prix d'achat et de vente des produits agricoles. Cela a eu pour effet de ruiner continuellement les petites exploitations paysannes et de renforcer celles des koulaks et de plus a eu pour conséquence que, en Yougoslavie, comme l'a dit Tito, «les oignons coûtent plus cher que l'or».

Tous les efforts effectués par la direction yougoslave pour augmenter la production agricole ont échoué. Même les quelques moyens qui ont été assignés à l'agriculture ont fini, comme l'écrivait le journal «Borba», entre les mains des particuliers, autrement dit des koulaks. En 1961, l'agriculture yougoslave a fourni 20 pour cent moins de produits que le chiffre prévu et 9 pour cent moins qu'en 1959.

Tito dans son discours, ainsi que les autres dirigeants yougoslaves dans leurs récentes déclarations, en reconnaissant les difficultés que traverse l'économie yougoslave, s'évertue à caractériser cette situation comme un phénomène temporaire et transitoire. Tandis qu'en réalité c'est une maladie chronique, qui dérive de la nature même des rapports qui prédominent dans l'économie yougoslave, tout comme dans chaque pays capitaliste sont chroniques et permanentes l'anarchie dans la production, la concurrence, l'exploitation des travailleurs, etc. Les révisionnistes yougoslaves récoltent actuellement ce qu'ils ont semé: ils ont renoncé au socialisme, voici déjà les conséquences.

Lénine avait prédit en son temps que, dans la période de transition, lorsque se pose la question de savoir «Qui gagnera ?» existent les deux éventualités : c'est le socialisme ou le capitalisme qui gagnera. En Yougoslavie, étant donné que ses dirigeants ont trahi le marxisme-léninisme et se sont mis au service de l'impérialisme, la question, comme cela apparaît clairement, se résout actuellement en faveur du capitalisme. Les faits sont à tel point frappants que même les révisionnistes ne peuvent pas les dissimuler. L'anarchie dans la production et dans la répartition des fonds sociaux, la concurrence et la spéculation sur le marché, le processus de différenciation et le renforcement des éléments capitalistes à la campagne, l'extension des entreprises privées, surtout dans l'artisanat, etc. — tout cela, c'est des phénomènes non pas de l'économie socialiste, mais de l'économie capitaliste. Que les révisionnistes de Belgrade et leurs amis bafouillent tant qu'ils voudront à propos de l'édification du socialisme en Yougoslavie, la réalité montre le contraire.

De la prétendue «voie yougoslave vers le socialisme» il ne reste ni vestige ni trace. La pratique a confirmé d'une façon incontestable à quel point avaient raison notre Parti et les autres partis communistes lorsqu'ils ont critiqué l'essence antimarxiste et anti-léniniste de cette «voie», et condamné la politique scissionniste et de sape des dirigeants yougoslaves. C'est à juste titre qu'ils ont souligné que le «socialisme spécifique» de Tito n'a rien de commun avec le socialisme. Les dirigeants révisionnistes yougoslaves ont porté jusqu'à présent assez de préjudice à la cause du socialisme et de la

lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance nationale, pour la démocratie et le progrès social, pour la paix et le socialisme. Mais dans le même temps la tragédie des peuples de Yougoslavie, dont les auteurs sont Tito et son groupe, est un exemple qui montre où l'on peut aboutir lorsqu'on prête foi à la démagogie révisionniste, lorsqu'on s'écarte des principes du marxisme-léninisme et de la pratique confirmée de l'édification du socialisme dans les autres pays sur la base des enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Le chaos causé dans l'économie et dans toute la vie du pays par les théories révisionnistes, a entraîné aussi la corruption et la dégénérescence des cadres de l'appareil de l'Etat et du parti en Yougoslavie. Il y a quelques temps, à Novi Sad, comme le mandaient les agences étrangères, s'est déroulé un grand procès contre les directeurs de quelques entreprises d'Etat, qui, en collaboration avec un vaste groupe d'entrepreneurs privés, avaient spéculé et détourné de grandes valeurs matérielles, qui s'élèvent à des dizaines de millions de dinars. Tito parle ouvertement du gaspillage des fonds de l'Etat, des spéculations financières, de l'usurpation du patrimoine national. Tout cela a assumé désormais de telles proportions qu'on ne peut plus garder le silence. Dans son discours il dit que, sur la base d'une décision, qui devait entrer en vigueur le 2 mai, en Yougoslavie fut interdite l'importation des automobiles. «Mais que s'est-il passé ? — demande-t-il. — Deux mille automobiles sont arrivées à notre frontière la veille...» Il s'agit d'automobiles privées reçues comme pots-de-vin, qui à présent sont une chose tout à fait habituelle pour ceux qui s'occupent de commerce avec l'étranger et dont il a été question plus haut. Tito avoue également que beaucoup de directeurs d'entreprises, en collaboration avec des dirigeants des organismes locaux, se comportent comme ils veulent avec les biens qui leur ont été confiés et qu'ils en tirent beaucoup d'avantages au profit de leurs intérêts personnels.

Cette situation a créé également des conditions favorables pour inciter davantage les sentiments localistes et chauvins entre les régions et les républiques. Il est compréhensible que tant que, en Yougoslavie, existe la propriété de groupe, chaque groupe s'efforce de développer sa propriété au détriment de l'autre, de réaliser le maximum de bénéfices pour soi-même aux dépens de l'autre, de liquider l'autre pour vivre lui-même. Ainsi, par exemple, Zagreb n'a aucun intérêt à ce que se développe Prizren, la Croatie à ce que se développe le Monténégro. La concurrence entre les différentes entreprises et entre les républiques, la compétition pour réaliser le maximum de bénéfices pour soi-même, les efforts pour rafler aux dépens des autres, suscitent de profondes contradictions politiques, qui, avec le temps, se compliquent toujours davantage. Les rapports qui ont été établis dans l'économie yougoslave, rapports de type capitaliste, conduisent non pas au rapprochement et à la collaboration entre les classes et les nationalités, mais à la scission et à l'hostilité entre elles. Telle est la prétendue «solution» de la question nationale en Yougoslavie selon le programme de Tito !

Le chauvinisme en Yougoslavie a de profondes racines. Mais dans les nouvelles conditions il assume des proportions encore plus étendues. Au développement antérieur inégal entre les nationalités s'ajoutent des disproportions nouvelles dans le domaine de l'économie, de la culture, etc. Pour maintenir cette inégalité, à laquelle sont intéressés les chauvins serbes, d'une part, et les chauvins croates, d'autre part, et ainsi de suite, il est naturel que l'oppression politique et la machine répressive d'Etat doivent exercer leur action à la fois : la police, les tribunaux, les prisons. Cela confirme une fois de plus ce qui a été dit, et que tout le monde connaît, sur la situation misérable des Albanais de Kosovo, Macédoine et Monténégro et de bien d'autres régions nationales de la Yougoslavie.

Ces derniers temps, les dirigeants yougoslaves, y compris Tito en personne dans son récent discours, obligés par l'approfondissement croissant des contradictions dans l'économie et la vie politique yougoslaves, promettent qu'ils vont renforcer le contrôle de la part de l'Etat, etc. Mais les mesures qu'ils promettent, comme toujours ne touchent pas les véritables causes. Les intérêts des groupes qui réalisent des bénéfices non pas de leur travail, et surtout ceux de la petite bourgeoisie et des koulaks, en même temps que les intérêts du capital des monopoles étrangers, restent intacts.

Les causes de la situation actuelle en Yougoslavie ne sont pas subjectives, comme cherchent à les présenter les révisionnistes de Belgrade. Les causes sont objectives. C'est le système même de l'économie yougoslave qui est tel, c'est la nature même des rapports qui dominent dans l'économie, ce sont, enfin, les conceptions révisionnistes mêmes qui engendrent tous ces phénomènes négatifs, tous ces échecs qui apparaissent clairement dans la vie de la Yougoslavie aujourd'hui.

Jusqu'à hier, les dirigeants révisionnistes yougoslaves, pour leurs difficultés économiques considéraient fautif Staline, bien plus même aujourd'hui ils l'attaquent encore pour avoir, soi-disant, entravé le développement normal de la Yougoslavie. Mais la vie elle-même a confirmé d'une manière incontestable à quel point avait raison Staline lorsqu'il découvrit le véritable visage de la clique de Tito et prédit les dangers qui menaçaient la cause du socialisme en Yougoslavie et tout le mouvement communiste et ouvrier international par suite de la trahison de cette clique. La vie a montré que les prévisions de Staline sur le sort qui attendait le Parti Communiste de Yougoslavie et le peuple yougoslave, sur la dégénérescence du parti et de l'Etat en Yougoslavie ont été pleinement confirmées par la réalité. La direction du Parti Communiste Yougoslave trahit le marxisme-léninisme et conduisit à la perte des victoires des peuples, de Yougoslavie, à sa mise à la remorque de l'impérialisme. La situation actuelle de la Yougoslavie est, donc, une nouvelle confirmation de la juste attitude de principe de J. V. Staline, qui montre une fois de plus à quel point vaine et calomnieuse est la lutte que mènent les révisionnistes modernes contre ce marxiste-léniniste éminent, digne disciple de V.I. Lénine.

Dans son long discours, Tito n'indique pas d'issue. Et il ne peut, du reste, en indiquer une. Pour pouvoir le faire, il faut changer tout le système qu'ont mis sur pied les révisionnistes en Yougoslavie, il faut se détacher de l'impérialisme, mais le groupe de Tito ne peut pas le faire, on ne peut pas attendre cela de la part de ceux qui ont trahi le marxisme-léninisme.

La clique de Tito est liée politiquement, économiquement et militairement à l'impérialisme. Les termes de «socialisme» et de «neutralité» qui sont utilisés selon la nécessité, ne sont que des masques que les révisionnistes yougoslaves emploient pour cacher leur dépendance de l'impérialisme et les services qu'ils lui rendent. En fait, en Yougoslavie il n'y a rien de socialiste ou de neutre. La Yougoslavie est liée à l'OTAN à travers le Pacte Balkanique. Ce n'est pas pour rien que les USA lui ont donné des milliards de dollars et des équipements militaires. Aujourd'hui la Yougoslavie est un pays assez armé et qui s'arme sans cesse. Les observateurs occidentaux ont remarqué cela même à la parade du 1^{er} Mai de cette année à Belgrade, où le regard était frappé surtout par les armements américains, bien que de nouveaux tanks de marque soviétique n'ont pas manqué, aussi. L'armement de la Yougoslavie par l'impérialisme américain ne se fait pas sans motif. Il fait partie intégrante de l'armement général des puissances impérialistes et de leurs alliés. Voilà pourquoi il constitue un danger permanent et une menace pour les pays socialistes des Balkans, en particulier pour notre pays, puisqu'on connaît désormais ses desseins annexionnistes à l'égard de l'Albanie. Ainsi donc, dans ces conditions, la collaboration avec la clique de Tito signifie faire le jeu de l'impérialisme. Ni la démagogie de Tito, ni les sophismes de ses zéloteurs ne sont en mesure de changer ce qu'on sait et qui est prouvé publiquement, à savoir que Tito est le commis, tandis que l'impérialisme américain est son patron.

A l'heure actuelle en Yougoslavie il n'existe pas de parti marxiste-léniniste, capable de réaliser les grandes idées du communisme scientifique. L'Union des Communistes Yougoslaves et l'appareil d'Etat yougoslave ont plongé depuis longtemps dans le bourbier du révisionnisme, de la trahison des intérêts des peuples yougoslaves et du mouvement communiste et ouvrier international. Se faire des illusions et se bercer d'espoirs comme quoi il serait encore possible que les dirigeants révisionnistes yougoslaves se «corrigent» et commencent régulièrement à «édifier» le socialisme, signifient perdre complètement le sens de l'objectivité, tomber en contradiction ouverte avec ce que montre la pratique quotidienne elle-même de la vie actuelle yougoslave ou bien raisonner non pas en se basant sur l'analyse marxiste-léniniste des faits, mais sur les ratiocinations idéalistes des révisionnistes.

L'échec complet de la ligne économique yougoslave, ainsi que l'échec politique des révisionnistes yougoslaves, ne signifie nullement que leur caractère dangereux a désormais disparu. Tant qu'ils continuent leur besogne scissionniste et de sape contre le camp socialiste et le mouvement communiste international, tant que l'impérialisme les finance avec prodigalité pour cette besogne de traître, il est exigé de tous les communistes qu'ils redoublent sans cesse leur vigilance révolutionnaire et conduisent jusqu'au bout la lutte de principe pour la dénonciation et la destruction idéologique et politique complète des révisionnistes yougoslaves, de ces traîtres jurés du socialisme et valets fidèles de l'impérialisme.

Dans la Déclaration de Moscou des 81 partis communistes et ouvriers il est dit : «la dénonciation ultérieure des dirigeants des révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour préserver le mouvement communiste, ainsi que le mouvement ouvrier, des idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves, ne cessent d'être un devoir impérieux des partis marxistes-léninistes».

L'actualité de ces tâches continue à demeurer toujours comme elle était auparavant. Les révisionnistes yougoslaves, malgré les défaites qu'ils ont subies et subissent, chercheront à trouver de nouveaux «arguments» pour se camoufler en «socialistes», à trouver de nouveaux procédés pour combattre le socialisme, à trouver de nouveaux alliés pour diviser le camp socialiste et pour saper les rangs du front anti-impérialiste. Par conséquent, plus sera énergique la dénonciation des manœuvres démagogiques et des tactiques subtiles des révisionnistes yougoslaves, et plus sera grand le service rendu à la grande cause du triomphe du socialisme et de la paix.

SOFOKLI LAZRI

JAVER MALO

LE TAPAGE A PROPOS D'UN « TOURNANT » DE TITO ET LA VERITE INDENIABLE

(Article du journal ZËRI I POPULLIT du 30 juin 1962)

Le tapage qui a été fait ces derniers temps à propos d'un «tournant» de Tito a été un motif pour soulever une fois de plus en Occident la question des «garanties pour assurer l'indépendance de la Yougoslavie à l'égard du communisme mondial». Mais pour celui qui a suivi attentivement la politique américaine à l'égard de la Yougoslavie et les manœuvres de la clique de Tito dans son rôle de scissionniste contre le camp socialiste et le mouvement communiste international, il est clair qu'en réalité il n'y a et il ne peut y avoir aucun «tournant». Quoiqu'il en soit, les sénateurs américains, qui ne savent pas tout ce que sait le Département d'Etat, ont demandé de nouvelles «garanties». Bien plus on a parlé aussi d'une décision que, paraît-il, a pris le sénat américain pour suspendre les aides à la Yougoslavie et à propos de laquelle Kennedy en personne serait intervenu plus tard pour la faire annuler. En somme, toute une comédie.

Malgré cela on n'a pas manqué d'accorder les «garanties». Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Yougoslavie, Kotcha Popovitch, se rendit en visite officielle à Washington, où il fut reçu cordialement par le chef du Département d'Etat Dean Rusk, et par le président Kennedy lui-même. Les agences d'information ont fait connaître que, au cours de ces conversations «agréables et intéressantes», comme Popovitch a qualifié les conversations avec Dean Rusk, on a parlé du «Marché Commun», de Berlin, de toutes les questions concernant les relations entre l'Orient et l'Occident, de l'aide des Etats-Unis à la Yougoslavie et, probablement, de la possibilité d'une visite du maréchal Tito à Washington à la fin de cette année. En d'autres termes on a remonté les montres, on a accordé et reçu de nouvelles garanties pour l'avenir.

L'ambassadeur américain à Belgrade, George Kennan, qui n'est pas une personnalité de second ordre, mais est connu comme le «spécialiste américain numéro un des questions de l'Orient», a fait savoir, comme l'a communiqué l'agence yougoslave d'information Tanjug elle-même, qu'"il n'y a pas des motifs de douter que la Yougoslavie est un Etat absolument indépendant et qui dans l'avenir également gardera cette attitude».

Enfin, des «garanties» ont été accordées par Kennedy en personne également. A la conférence de presse qu'il a tenue le 7 juin, il a défendu la politique de son gouvernement à l'égard de la Yougoslavie, en qualifiant l'aide à la clique de Tito comme quelque chose qui est dans «l'intérêt national» des Etats-Unis d'Amérique. On ne pouvait pas attendre une affirmation plus nette dans la situation actuelle. Comme on dit: qui a des yeux n'a qu'à voir, qui a des oreilles n'a qu'à entendre.

Il est donc clair que le tapage à propos d'un certain «tournant» de Tito, qui a commencé après son discours à Split, où, à des fins désormais connues, on a laissé entendre que soi-disant ont lieu quelques «changements dans la politique yougoslave» n'est qu'un soporifique pour endormir ceux qui ont fermé les yeux et se sont bouché les oreilles pour ne pas voir et entendre dire qu'il s'agit seulement d'une manœuvre satanique et de rien d'autre.

Aussi bien Belgrade que Washington parle avec orgueil de la prétendue «indépendance» de la clique de Tito. Mensonge d'un bout à l'autre. Lorsqu'on sait que les impérialistes considèrent comme des pays dépendants et asservis seulement les pays socialistes, tandis que Taïwan, la Corée du Sud, le Viêt-nam du Sud, etc. sont proclamés par eux comme des champions de l'indépendance, il n'est pas difficile de tirer la conclusion que la Yougoslavie elle-même est indépendante autant que ces pays classiques de l'asservissement impérialiste. Il n'y a pas des gens qui envient une telle «indépendance».

Mais ce n'est nullement quelque chose de neuf: les mots «indépendance» ou «socialisme», qui sont souvent cités lorsqu'on parle de la Yougoslavie, ne sont que des masques que les révisionnistes de Belgrade et leurs amis utilisent pour cacher la vérité. Ici tout est évident : si ces masques tombaient, les révisionnistes yougoslaves ne seraient plus bons à rien. L'étroite collaboration américano-yougoslave dans tous les domaines est tellement grande et tellement frappante qu'elle ne peut pas être dissimulée. L'histoire des relations américano-yougoslaves parle clairement de «l'indépendance» de la Yougoslavie et du rôle qui lui a été confié. A ce propos il suffit de rappeler seulement quelques faits des années dernières. Au 7^e Congrès de l'Union des Communistes de Yougoslavie Tito a déclaré :

«Nous avons reçu de l'Amérique une aide économique et militaire, à un moment où elle était nécessaire au plus haut point, c'est-à-dire au moment des pressions politiques, économiques et propagandistiques exercées par Staline sur notre pays. Cela nous a beaucoup aidé à surmonter les grandes difficultés que nous traversions alors». Supposons pour un instant que ce fut en cette période-là seulement que les révisionnistes yougoslaves ont reçu des secours économiques et militaires des Etats-Unis. Mais pourquoi les impérialistes américains ont-ils accordé à ce moment-là cette aide à la Yougoslavie ?

Si l'on peut qualifier de désintéressée «l'aide» que les impérialistes américains ont accordée aux monarcho-fascistes pour opprimer le peuple grec, ou bien «l'aide» qu'ils accordent aujourd'hui aux cliques réactionnaires en Extrême-Orient, on peut qualifier également de désintéressée dans la même mesure «l'aide» accordée à la Yougoslavie. L'histoire ne connaît pas de cas où les impérialistes aient accordé d'aide désintéressée. L'aide américaine a eu toujours et partout pour but que les pays qui la reçoivent soient placés sous la dépendance économique et politique de l'impérialisme américain. La Yougoslavie ne pouvait pas y faire exception. Mais on sait que l'aide économique, militaire et politique des Etats-Unis à la Yougoslavie ne concerne pas seulement une période déterminée; elle a été continue et marquée par des proportions toujours croissantes.

Le public sait que, à partir de l'année 1948 jusqu'à la fin de l'année 1961, la Yougoslavie, comme l'écrivait le 27 novembre 1961 la revue américaine «United States News and World Report», a reçu des USA une aide militaire et économique d'un montant de plus de 3 milliards 500 millions de dollars. Les journaux et les revues du monde ne manquent pas de publier également des tableaux indiquant les années où a été reçue cette aide et les montants de cette espèce «d'aide» accordée sous différentes formes, parfois ouvertement, dans plusieurs autres cas d'une façon voilée ; parfois directement en dollars, en d'autres cas sous la forme de produits agricoles les excédentaires et, dans bien des cas, sous la forme d'armements. Les exposés des motifs indiquant pourquoi cette «aide» a été accordée dans des situations déterminées n'ont pas manqué non plus. Ainsi donc, rappelons à titre d'exemple que, au moment de la contre-révolution en Hongrie, à l'organisation de laquelle les révisionnistes yougoslaves avaient pris une part active, et après le discours de Tito à Pola, où il s'attaqua furieusement et lança des calomnies à l'Union Soviétique et à tous les autres pays socialistes, la clique de Tito reçut de grandes sommes en dollars. Le 3 novembre 1956, entre la Yougoslavie et les USA fut signé un accord pour la fourniture des excédents de produits agricoles américains d'un montant de 98.300.000 dollars et, à la fin du mois de décembre de la même année, le Gouvernement Américain remit à la Yougoslavie un chèque de six milliards de dinars environ.

En 1957, lorsque l'Union des Communistes de Yougoslavie refusa de signer la Déclaration de Moscou des partis communistes et ouvriers des pays socialistes et proclama son programme révisionniste, qui était opposé à tout le mouvement communiste et ouvrier international, les USA accordèrent à la Yougoslavie une nouvelle et importante aide. Une information diffusée par l'AFP le 22 novembre 1957 annonçait : «Il y a eu des symptômes nets que l'attitude yougoslave (il s'agit de l'attitude à l'égard de la Déclaration de Moscou) a suscité un vif intérêt au Département d'Etat. A Washington prédomine l'impression que le président yougoslave, le Maréchal Tito, a insisté une fois de plus par l'affirmation de son indépendance du bloc communiste». Et quelques jours après, le 8 décembre 1957, Tito reçut James Ridelber, alors ambassadeur des USA en Yougoslavie. Le lendemain, le journal «New York Times» écrivait que le «refus de la Yougoslavie de signer la Déclaration a été mentionné par Tito comme une preuve ultérieure de son indépendance continue». Il ne s'agit pas là de simples coïncidences. Mais ce n'est pas tout.

Le 15 juin 1958 Tito prononça son discours tristement célèbre à Labine, dont le principal but consistait à défendre la nature révisionniste du programme de l'Union des Communistes de Yougoslavie, qui avait été repoussé avec mépris par tous les partis communistes et ouvriers du monde et à donner un nouveau ton aux calomnies contre les partis communistes et ouvriers des pays socialistes. Le discours fut applaudi par le camp impérialiste et trois jours seulement après le discours de Tito, le 18 juin, le président Eisenhower fit son éloge pour s'être efforcé de «créer des forces centrifuges» à l'intérieur du camp socialiste, en exprimant en même temps son empressement à raffermir les liens avec la Yougoslavie.

Toujours à la même époque, et précisément le 19 juin, Robert Merfy, alors secrétaire adjoint au Département d'Etat, déclara : «Il (Tito) n'a jamais chancelé dans sa détermination à défendre l'indépendance de la Yougoslavie vis-à-vis de l'intervention dans les affaires intérieures de son pays». Il n'y a pas de doute qu'à toutes ces déclarations allaient succéder les dollars. Et il en fut ainsi. Le 18 juin, une mission militaire yougoslave visita le Département de la Défense des USA et demanda la livraison aussi rapide que possible des équipements militaires. La revue «News Week» écrivit alors que les «Etats-Unis avaient décidé d'accorder à la Yougoslavie la priorité politique dans l'aide américaine, ainsi qu'un emprunt». Et plus bas elle soulignait : «Les USA accorderont à la Yougoslavie 10 à 15 millions de dollars d'aide spéciale, ainsi que 80 à 90 millions de dollars de produits agricoles excédentaires et ils sont en train d'examiner également la question en vue de lui vendre directement des armes».

Que signifie tout cela ? La parfaite harmonie de la politique yougoslave avec celle de l'impérialisme montre nettement que tout cela n'est pas dû au hasard. Cette politique suivie d'une manière conséquente par Belgrade, a été approuvée et accueillie avec enthousiasme dans le camp impérialiste. Bien plus, les dirigeants yougoslaves, au moyen de toutes ces espèces «d'aides» ont reçu à chaque pas une nouvelle impulsion pour persévérer sur cette voie. «En réalité, écrivait le «New York Times, l'élasticité manifestée par l'Amérique dans le passé au sujet de l'aide à la Yougoslavie a été raisonnable du point de vue de nos intérêts». L'année 1959, ainsi que les autres années ne se sont pas écoulées sans des aides américaines à la Yougoslavie. Il est notoire que pour cette année elles s'élèvent à un montant global de 156.300.000 dollars.

Mais en 1960 se manifestèrent nettement les conséquences catastrophiques de la politique économique des révisionnistes yougoslaves. C'était le moment où la direction yougoslave se préparait à proclamer le nouveau système du commerce extérieur et du cours du change des monnaies étrangères, par lequel elle ouvrait encore davantage les portes au capital américain en Yougoslavie. A ce moment-là les révisionnistes déclaraient qu'ils avaient besoin de 350 millions de dollars pour faire face à l'état difficile des paiements. C'est bien alors que le Département américain d'Etat envoya à Belgrade son sous-secrétaire Douglas Dillon, qui est l'un des hommes les plus puissants à la bourse de New York. Après les pourparlers qu'il eut avec les dirigeants yougoslaves, il déclara que les «USA, durant plusieurs années de suite se sont efforcés d'aider la Yougoslavie à se consolider comme un pays indépendant... La Yougoslavie et les USA ont des relations constructives réciproques, qui se reflètent dans la collaboration économique, dans l'échange toujours plus intense des hommes et des programmes communs du développement technique». Ensuite il a dit : «nous recherchons sans cesse des domaines de collaboration, où les efforts communs apporteront comme résultat l'accroissement du bien-être et la sécurité de nos peuples». A quel point s'est accru le bien-être du peuple yougoslave par la collaboration avec les USA, c'est une chose que Dillon connaît bien. Cela est devenu encore plus clair avec le discours prononcé récemment par Tito à Split. La presse américaine également avait éclairci cela il y a déjà assez longtemps. Le 26 décembre 1961, l'agence américaine d'information UPI donnait le tableau suivant de la situation en Yougoslavie :

«Au cours de ces années, en Yougoslavie ont eu lieu des changements qui ont satisfait l'Occident, mais qui, par ailleurs, ont inquiété le Kremlin. La collectivisation par la force a été pratiquement éliminée par le régime de Tito. L'économie s'est adaptée toujours davantage au commerce occidental. Quelques aspects du commerce libre ont commencé à faire leur apparition dans la branche de l'industrie... On a encouragé les voyages à l'intérieur du pays et à l'étranger. Certains yougoslaves ont encore la «conscience marxiste». Il leur plaît encore de montrer (il va de soi rien que pour la forme) de temps à autre qu'ils sont de bons socialistes, qu'ils sont contre le système capitaliste. C'est pour ce motif qu'ils se rallient aux dirigeants du bloc africano-asiatique dans les désaccords avec les Etats-Unis et l'impérialisme occidental. Qui pourrait prétendre que «l'aide américaine a déferlé en Yougoslavie sans concessions économiques et politiques» !

Mais nous parlions de la visite de Dillon. Comme on s'y attendait, comme cela s'était passé en d'autres circonstances également, lorsque des personnalités américaines ont visité Belgrade, la clique de Tito reçut encore des dollars. C'est un fait. C'est un fait également que les révisionnistes de Belgrade prirent alors de nouveaux engagements devant «l'Oncle généreux». Mais pourquoi tant de générosité ?

«Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis, tout en s'efforçant de combattre les autres communistes partout dans le monde, aide à renforcer le régime communiste en Yougoslavie ? Pourquoi les USA sont-ils disposés à aider un soi-disant «marxiste résolu» en Europe, tandis qu'ils rompent leurs relations avec le Gouvernement Cubain ?» — demandait la revue «U.S. News and World Report» dans un de ses numéros de l'année passée. Et elle donnait en même temps la réponse: «Les Américains doivent se demander: Est-ce que les intérêts de Tito coïncident avec les nôtres? Considérée sous cet angle, notre politique à l'égard de Tito est juste». Voilà, donc, pourquoi. Tout est dit clairement. Mais, comme on l'a dit alors, cet article fut écrit pour calmer certaines personnes peu clairvoyantes en Amérique, qui, en entendant la phraséologie de Tito, suspectaient qu'il ne fut effectivement communiste. Ces personnes, comme on peut se le rappeler, élevèrent la voix au sujet des 130 avions de combat que le gouvernement de Kennedy allait fournir à la Yougoslavie et au sujet de l'entraînement des pilotes yougoslaves dans les bases militaires américaines. Quelques unes d'entrées elles en sont arrivées au point de dire que le gouvernement de Kennedy allait réexaminer la politique américaine à l'égard de la Yougoslavie. Mais ces voix se sont rapidement éteintes. Le 18 octobre de l'année passée, Dean Rusk déclarait à une conférence de presse qu'il «n'avait pas même le moindre doute que la politique d'aide militaire américaine à la Yougoslavie l'a aidée à préserver son indépendance en face du bloc soviétique»- et que «depuis l'année 1948 la Yougoslavie non seulement a préservé son indépendance, mais a été aussi un motif de scission au sein du communisme international». Bien plus, désireux d'écartier tout doute au sujet de l'attitude adoptée par les révisionnistes yougoslaves à la conférence des pays non engagés à Belgrade, le chef de la diplomatie américaine jugea nécessaire de déclarer: «L'attitude de la délégation yougoslave à la conférence des pays neutres ne montre pas que la Yougoslavie s'est éloignée de sa voie indépendante».

Des différents discours et déclarations de Rusk, bien que camouflés de phraséologie diplomatique, ressortent clairement les services que les révisionnistes yougoslaves rendent aux impérialistes américains, surtout leur rôle scissionniste dans le mouvement communiste international ; et leur besogne de sape dans les mouvements de libération nationale. A cet égard, est également très significatif une autre déclaration de Rusk, qui date du 5 février de l'année courante. En polémisant avec le sénateur Paul Kitchin, président du Comité Spécial de la Chambre des Représentants, le secrétaire d'Etat a déclaré : «L'aide américaine accordée par Eisenhower et Kennedy a renforcé l'indépendance de la Yougoslavie et a fait de Tito un exemple important de la séparation avec succès d'un pays communiste de l'impérialisme soviétique». Il a rendu encore plus claire cette déclaration lorsqu'il a dit que «le gouvernement de Kennedy est convaincu que la Yougoslavie ne prend pas part au complot communiste international pour saper l'indépendance des autres pays».

La «première décision» d'aider la Yougoslavie a été, d'après Rusk, «pleine d'imagination et hardie» et il a conclu en disant que «le résultat dépasse nos prévisions». Ou bien, voici ce qu'a déclaré ces jours-ci son adjoint Herlan Cleveland, qui, en parlant de l'aide que les Etats-Unis d'Amérique ont accordée à la Yougoslavie, a dit : «Il me semble que nous avons reçu une bonne récompense pour notre argent».

Les faits que nous avons mentionnés sont éloquentes d'eux-mêmes, ils montrent que la clique de Tito s'est placée corps et âme au service de l'impérialisme américain. Cela n'est pas confirmé seulement par les aides, les déclarations et les éloges que les leaders de l'impérialisme américain ont prodigués et prodiguent pour entretenir et inciter la clique révisionniste de Belgrade, mais aussi par toute la politique et l'activité révisionniste de la direction yougoslave, qui poursuit toujours le même objectif : diviser le camp du socialisme et prolonger l'existence de l'impérialisme. C'est ce que montre la participation au Pacte Balkanique, qui la rattache à l'OTAN, c'est ce que montrent les attaques ouvertes de Tito contre le camp socialiste, en le comparant au bloc impérialiste, c'est ce que montrent les calomnies innombrables contre l'Union Soviétique, contre le système socialiste. C'est bien par Tito que la décision du Gouvernement Soviétique de recommencer les essais nucléaires a été qualifiée ainsi : «une chose qui a alarmé le monde entier sur une très vaste échelle» et le Conseil Economique d'Assistance Mutuelle : «un obstacle sérieux» pour la collaboration économique, en le comparant au Marché Commun de l'Occident. C'est ce que montrent l'embellissement et le vernissage du système capitaliste, la propagation des points de vue révisionnistes sur les questions de la paix et de la guerre, de la coexistence, de la révolution, de la nature de l'impérialisme, etc.

Quant à savoir au service et au profit de qui les dirigeants révisionnistes yougoslaves mènent leur politique et leur activité, c'est une chose qui ressort de la façon la plus claire également de leur attitude hostile envers la lutte que mènent les peuples opprimés pour se libérer des impérialistes américains et des autres colonisateurs, ainsi qu'envers la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre les exploités capitalistes. Est-ce que l'attitude des révisionnistes yougoslaves à l'égard de la lutte pour l'indépendance du peuple congolais ne montre pas la même chose, étant donné qu'ils ont considéré l'intervention américaine au Congo comme un «facteur qui a contribué à stabiliser la situation», comme un facteur très important et précieux? Les impérialistes américains ne sont-ils pas les seuls à profiter, et la lutte pour la liberté des peuples de l'Amérique Latine ne souffre-t-elle pas de l'embellissement dont est l'objet de la part des révisionnistes yougoslaves le plan asservisseur de Kennedy avec la prétendue «Alliance pour le progrès»; est-ce qu'il n'en est pas de même de leurs sermons comme quoi l'impérialisme américain «a commencé à comprendre que les temps changent», et qu'il fait preuve, soi-disant, «d'empressement pour rectifier et corriger ses erreurs»? Les impérialistes américains ne sont-ils pas les seuls à profiter et la lutte pour la liberté des forces patriotiques du Laos ne souffre-t-elle pas de la politique des révisionnistes yougoslaves, qui glorifie les efforts de Washington pour la solution de la question laosienne, parce que l'impérialisme américain «est réellement préoccupé au sujet de la paix et de la neutralité du Laos»? ?

La clique de Tito en fait ne diffère point des autres alliés des USA, à l'exception du masque «socialiste», ou «neutre», qu'elle est obligée de porter, et du rôle spécial qu'elle joue en tant que «Cheval de Troie» pour diviser les pays socialistes et le mouvement communiste et ouvrier international. Une chose est vraie: si de temps à autre Rusk et les autres hommes d'Etat américains sont obligés de reconnaître quelques parties de la vérité afin de calmer ceux qui ne savent pas ce que sait le Département d'Etat, on se livre à une multitude d'autres agissements pour conserver ce masque.

Dans la situation actuelle, alors que les révisionnistes yougoslaves ont subi une faillite totale dans leur système économique et politique et où, sur le plan international, leur activité a été considérablement démasquée, le groupe de Tito se voit obligé de manœuvrer avec ruse et de trouver de nouveaux procédés pour diviser le camp du socialisme et le mouvement communiste et ouvrier international. Il est aujourd'hui dans l'intérêt des impérialistes américains et des révisionnistes modernes de rendre plus foncée la couleur rouge du masque déteint du groupe de Tito. C'est ce qu'ils font actuellement. Alors que, d'une part, Kotcha Popovitch se rend à Washington pour renforcer les liens avec les USA et pour coordonner la politique avec le Gouvernement Américain, d'autre part, Tito, par son discours à Split, fait semblant de procéder à des corrections «socialistes» en Yougoslavie. Ces manœuvres font partie intégrante du grand complot international de la réaction impérialiste, désormais connu, qui est dirigé contre le socialisme et la paix.

Par conséquent, affaiblir la vigilance contre le caractère dangereux des révisionnistes yougoslaves et, par surcroît, se faire des illusions à leur égard, que, soi-disant, ils se corrigent et s'acheminent sur la juste voie, qu'en Yougoslavie se renforcent, soi-disant, les éléments du socialisme, qu'on y édifie le socialisme, etc. signifie causer un grand préjudice au camp du socialisme et au mouvement communiste et ouvrier international.

Le mouvement communiste et ouvrier international a souligné avec force qu'il est du devoir de tous les communistes du monde de démasquer jusqu'au bout et avec persévérance l'activité des révisionnistes yougoslaves. C'est la première condition pour le renforcement de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, pour le renforcement du front anti-impérialiste, de la paix et du socialisme.

Mais que se passe-t-il? Alors que tous les faits confirment d'une manière indéniable que, en Yougoslavie, non seulement on ne bâtit pas le socialisme, mais il s'y développe plutôt un processus vaste et multilatéral pour la dégénérescence vers le capitalisme, les révisionnistes modernes mènent tous les efforts pour montrer le contraire. Mais les allégations selon lesquelles «la Yougoslavie est un pays socialiste» et que, «en Yougoslavie on édifie le socialisme», etc. sont un bluff, qui ne nuit en rien aux impérialistes, tandis qu'il permet aux révisionnistes modernes de toutes nuances de s'embrasser avec Tito et de justifier cela plus ou moins devant les autres. En bref, la clique de Tito est le pont qui relie les autres révisionnistes à l'impérialisme, tant que cela ne peut pas être effectué à présent

ouvertement et directement. Les efforts en vue de cacher cette vérité sont tout à fait vains, bien que les «arguments» utilisés pour expliquer, d'une part, pourquoi les impérialistes aident la Yougoslavie «socialiste» et, d'autre part, pourquoi les révisionnistes renforcent les liens avec la clique traîtresse de Tito, soient différents. Si «en Yougoslavie on édifie le socialisme», alors comment expliquer que les impérialistes américains aident la clique de Tito ? Selon cette logique, ou bien les impérialistes ne sont plus des impérialistes, mais ont commencé à faire preuve d'intérêt pour l'édification du socialisme, ou bien en Yougoslavie on n'édifie pas le socialisme et les impérialistes contribuent en fait à la restauration du capitalisme. De deux choses l'une, mais les révisionnistes modernes nient catégoriquement la seconde et, par conséquent, sont pour la première. Alors ils n'ont qu'à le dire ouvertement.

Si la «Yougoslavie est un pays socialiste», on est en droit de se demander : Combien d'espèces de socialisme y a-t-il dans le monde ? Selon la logique des révisionnistes modernes, il doit y avoir deux sortes de socialisme : un socialisme ennemi du capitalisme, contre lequel les impérialistes luttent avec toute leur sauvagerie, et un socialisme inoffensif pour le capitalisme, que les impérialistes aident sans ménagement. Le «socialisme yougoslave» est, donc, un socialisme inoffensif pour le capitalisme, autrement les impérialistes ne l'aideraient pas. Il est vrai que le «socialisme» de Tito, qui est aidé par l'impérialisme américain, n'a rien de commun avec le socialisme, la clique de Tito l'emploie seulement comme un masque. Cela équivaut à dire qu'il y a deux sortes d'impérialisme: un méchant, ennemi de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, exploiteur et belliciste, et un autre bon, qui prend soin du bien-être de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, libérateur des peuples et pacifique. Mais pour les marxistes-léninistes il n'y a pas deux sortes de socialisme, comme il n'y a pas non plus deux sortes d'impérialisme.

Il n'est nullement facile pour les révisionnistes modernes de justifier le motif pour lequel ils tendent aujourd'hui le bras à Tito avec tant de générosité. Pour se concilier avec lui ils sont obligés de violer la Déclaration de Moscou de l'année 1960, qui a qualifié les révisionnistes yougoslaves de traîtres au marxisme-léninisme. Mais ces temps derniers, les révisionnistes modernes ont laissé entendre qu'ils sont décidés à faire cela aussi. En fin de compte, n'ont-ils pas annoncé eux-mêmes, le lendemain même de la signature de la Déclaration de Moscou de l'année 1960, que ce document historique, élaboré et signé par les représentants des 81 partis communistes et ouvriers du monde, est un document de compromis ? Voici également les conséquences. Les compromis ne durent pas longtemps et voilà pourquoi les révisionnistes ont commencé à violer la Déclaration de l'année 1960 à qui mieux-mieux, même en ce qui était considéré comme l'une des questions essentielles : dans l'attitude à l'égard du révisionnisme yougoslave. Naturellement, ceux qui se trouvent en contradiction avec ce qui a été décidé en commun et a été écrit noir sur blanc dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, sont obligés de manoeuvrer encore.

Il s'agit là seulement d'une question tactique. Certes, dans la phase actuelle les révisionnistes modernes sont obligés de garder une certaine «distance» du groupe de Tito, qui s'est gravement compromis par ses liens ouverts avec l'impérialisme. Mais cette «distance» ne change en rien l'essentiel : la conciliation idéologique qui rattache les révisionnistes entre eux dans leur lutte contre le marxisme-léninisme. Cette sorte de «distance» n'entrave nullement les manifestations réciproques bruyantes d'affection et de collaboration. Par ailleurs, les révisionnistes de Belgrade ne sont pas stupides au point de ne pas comprendre «la nécessité» de cette «distance». «Le Cheval de Troie» n'attendait que ceci : les brèches dans les murs, car le reste allait venir après: C'est ce qui s'est passé en 1956 également ; mais les événements de Hongrie, où le groupe de Tito fut surpris en flagrant délit dans l'organisation de la contre-révolution en commun avec les impérialistes américains, ont brouillé les choses. Des leçons furent tirées des erreurs. A présent le travail a été commencé sur la base d'un plus vaste plan.

Ainsi donc, sous le couvert de la «coexistence pacifique» et des «relations normales d'Etat», a commencé le processus de la fusion en une seule et même chose. Aux déclarations pour des «relations normales» succèdent celles sur les «bonnes relations», qui sont suivies par les échanges innombrables des délégations, par l'extension des relations économiques, culturelles, etc. Autrement dit, on remarque le commencement de la collaboration «fructueuse et multilatérale» pour le rassemblement et la consolidation des forces du révisionnisme moderne dans la lutte contre le marxisme-léninisme. Ce processus se trouve à présent en pleine évolution et se concrétisera encore mieux dans l'avenir.

La «feuille de vigne», qui est encore utilisée parce que, soi-disant, avec «la Yougoslavie nous avons des points de vue idéologiques opposés», est neutralisée par les autres mots d'ordre pour la «Yougoslavie socialiste» et par les affirmations sur «l'identité de vues au sujet des questions les plus importantes de la politique internationale». Ce qui reste, c'est la parfaite harmonie non seulement en politique, mais en idéologie et dans les objectifs. Ces derniers temps il est fait état également d'une nouvelle «raison» qui induit à tendre le bras à Tito. On dit que, soi-disant, les impérialistes américains s'efforcent de tirer profit des difficultés économiques que traverse aujourd'hui la Yougoslavie pour organiser une «contre-révolution» en Yougoslavie. Et on poursuit: par conséquent il est juste, il est, donc, marxiste que, en face de ce danger, sans tenir compte de ce qui a été dit dans la Déclaration de Moscou de 1960, on pratique une politique de rapprochement avec Tito pour le sauver du «danger impérialiste». Il en découle vraiment une histoire agréable: les impérialistes vont renverser Tito. Pourquoi ? Pour instaurer le socialisme ? A présent cela aussi reste à être dit et tout apparaîtra au grand jour.

Mais le moment n'est pas encore venu pour cela. Et puis, il n'est pas nécessaire de dire tout. Les révisionnistes surtout prennent particulièrement soin de ne pas tout dire.

Jusqu'à quand va-t-on continuer ainsi? Pour le moment cela n'a pas beaucoup d'importance. L'attitude nette et résolue du mouvement communiste et ouvrier international contre la clique de Tito est un obstacle, les révisionnistes modernes ne peuvent ne pas en tenir compte. Mais les révisionnistes n'ont pas calculé les conséquences de leur conciliation avec Tito. Même la simple logique nous conduit à la conclusion que, tant que la clique de Tito est liée aux impérialistes, la conciliation avec elle est un pas de conciliation avec les impérialistes. Quoique fassent les révisionnistes modernes, qu'ils se concilient entièrement, ou bien gardent encore quelque «distance», qu'ils parlent «d'incompatibilité» à propos de certaines questions, ou bien qu'ils formulent même quelque «critique empreinte d'esprit de camaraderie» à l'adresse des «camarades yougoslaves», tout cela ne change rien à ce qui a été dit dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960 : les révisionnistes yougoslaves sont des traîtres au marxisme-léninisme et leur dénonciation ultérieure demeure une tâche indispensable des partis marxistes-léninistes.

Par conséquent, c'est à juste titre que le camarade En ver Hodja, dans son discours devant les électeurs, a souligné que «les partis communistes et ouvriers du monde, les communistes dans le monde, en s'appuyant puissamment sur les Déclarations de Moscou, continueront avec encore plus de vigueur à démasquer le révisionnisme moderne, ils arracheront le masque au groupe renégat de Belgrade et à son maître l'impérialisme américain et ils leur brûleront toutes les cartes entre les mains».

LE REVISIONNISME MODERNE AU SECOURS DE LA STRATEGIE FONDAMENTALE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 19 et 20 septembre 1962)

Le 7 août de l'année courante, le chef des révisionnistes yougoslaves, Tito, accorda une interview au journaliste américain Drew Pearson du «Washington Post». Dans cette interview que nous avons publiée dans notre journal du 18 septembre 1962, Tito montre une fois de plus son véritable visage, celui du renégat du marxisme-léninisme, du valet et agent endurci de l'impérialisme américain dans la lutte contre le communisme, contre le mouvement de libération nationale et la paix dans le monde, de l'intermédiaire impérialiste auprès du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev.

Les faits et les événements quotidiens montrent clairement que l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain, devient toujours plus agressif et fauteur de guerre. Récemment l'impérialisme américain, par l'entremise de Kennedy, de Rusk et d'autres représentants, a proclamé à nouveau sa «stratégie fondamentale» : la liquidation des pays socialistes, du mouvement révolutionnaire et de libération nationale des peuples, l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. Il lutte fébrilement pour la réalisation de cet objectif fondamental par tous les moyens et dans tous les domaines : économique, politique, militaire et idéologique.

Dans la réalisation de ce plan stratégique de l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain, les révisionnistes modernes, et, en premier lieu, la clique traîtresse révisionniste de Tito, lui apportent une grande aide avec tous leurs points de vue et toute leur activité. C'est ce que montre aussi la récente interview de Tito.

Tito nie la division du monde en deux systèmes opposés, il raie toute distinction entre eux, exprime son regret pour la destruction de «l'unité» du monde capitaliste et pour la création du système socialiste mondial, qu'il identifie à un bloc militaire-politique. Tito nie ouvertement les contradictions fondamentales de notre époque, — entre le socialisme et le capitalisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les peuples opprimés et l'impérialisme, entre les forces de la paix et de la guerre, entre celles de la démocratie et de la réaction, — et préconise ainsi de renoncer à toute lutte contre l'impérialisme et la réaction, à tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale. Dans son interview, Tito découvre nettement l'objectif final des révisionnistes : l'intégration du socialisme dans le capitalisme, l'implantation de la domination complète de l'impérialisme dans le monde.

D'une part, Tito préconise la modification de la nature agressive et belliciste de l'impérialisme et dit que ses leaders sont devenus à présent «sages», «pacifiques» et des «interprètes des aspirations de l'humanité», prend ouvertement sous sa protection la politique de guerre et d'agression des puissances impérialistes et, en particulier, de l'impérialisme américain, se préoccupe beaucoup du prestige des Etats-Unis d'Amérique, ce qui l'induit à leur recommander que, pour élever ce prestige, ils doivent prendre l'initiative pour l'interdiction des armes atomiques, il glorifie le potentiel économique des Etats-Unis d'Amérique, etc. D'autre part, Tito lance des calomnies contre la politique extérieure pacifique de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, en la présentant comme une politique militariste qui est, soi-disant, déterminée par les milieux militaires, met sur le même plan les organisations économiques et politiques des pays socialistes et celles de l'impérialisme, ternit les succès grandioses de l'Union Soviétique.

En jouant son rôle de «Cheval de Troie», dans son interview Tito tente d'enfoncer des coins dans l'unité du camp socialiste, en particulier pour porter atteinte à l'amitié des peuples soviétiques et chinois.

En tant que porte-parole le plus avancé des conceptions et des desseins des révisionnistes modernes, dans sa récente interview également, Tito montre ouvertement l'objectif vers lequel doivent avancer les révisionnistes dans la période actuelle. Chacun garde encore présent à l'esprit le discours prononcé par Tito à Pola au mois de novembre 1956. Alors il a été le premier à faire appel aux révisionnistes modernes, déclarés ou masqués, «de sortir de leur coquille» et de lutter plus activement pour le triomphe de l'orientation révisionniste, de porter jusqu'au bout la lutte contre le «stalinisme» et le «dogmatisme», de liquider avec courage les conséquences du «culte de la personne». Telle était la voie que Tito recommandait à tous les révisionnistes modernes. Le groupe de N. Khrouchtchev et ses

adeptes marchèrent résolument sur cette voie, en employant sans hésitation tous les moyens et méthodes, à commencer de la démagogie et des intrigues jusqu'aux complots, aux interventions, aux pressions, aux chantages et aux menaces ouvertes.

C'était le premier pas. Dans sa récente interview Tito incite les révisionnistes à faire courageusement le deuxième pas : marcher courageusement vers le rapprochement et la conciliation ouverte avec les impérialistes, vers «l'intégration économique et politique» avec le monde capitaliste, en d'autres termes sur la voie de la soumission à l'impérialisme. Dans son interview, Tito dit ouvertement aux révisionnistes : «l'intégration économique est notre perspective» et «après l'intégration économique vient l'intégration politique». Il s'efforce même de fournir la base «théorique» de cette voie révisionniste.

Il est intéressant de voir comment dans l'interview accordée au journaliste américain, Tito devient l'interprète des conceptions et des opinions de N. Khrouchtchev devant les impérialistes. Il présente N. Khrouchtchev comme un pacifiste, qui est décidé pour le rapprochement par tous les moyens et pour l'amitié avec les impérialistes américains et il a dit clairement au journaliste américain qu'il connaît bien Khrouchtchev, qu'il connaît ses opinions, qu'il a à peu près le même point de vue que lui, le même but et la même tactique, qu'ils prêtent mutuellement attention à leurs paroles, et qu'il est convaincu que le rapprochement avec lui peut être atteint. Voilà pourquoi Tito a recommandé aux impérialistes américains qu'il faut avoir de la patience, qu'il ne faut pas «dramatiser» les choses, parce que le diable n'est pas si noir qu'on le dit.

Il est également intéressant que le groupe de N. Khrouchtchev n'ait pas répondu à l'interview de Tito, qu'il n'ait pas contredit les interprétations que Tito a données des opinions, des tactiques et des objectifs de N. Khrouchtchev. Cela est significatif. Cela indique que N. Khrouchtchev et son groupe approuvent ce qu'a dit Tito dans son interview et par là ils confirment une fois de plus qu'ils sont pleinement d'accord avec les conceptions et les agissements de cet agent fieffé de l'impérialisme.

C'est pourquoi, nous jugeons important de donner une analyse détaillée des points de vue révisionnistes, exprimés dans l'interview de Tito, en les considérant en étroite liaison avec tous les points de vue et agissements concrets des révisionnistes actuels.

I. Souteneurs de la politique impérialiste de guerre, d'agression et d'oppression

La principale préoccupation des révisionnistes a été et est de convaincre les communistes et les peuples que l'impérialisme a, soi-disant, changé sa nature oppresseuse, exploiteuse et agressive, de persuader les communistes et les peuples qu'il faut renoncer aux révolutions et aux luttes de libération nationale et de justifier ainsi leur politique opportuniste et pacifiste, qui ne sert nullement aux intérêts des peuples, mais fait le jeu de la bourgeoisie impérialiste. Cette ligne des révisionnistes a trouvé aussi sa claire expression dans la dernière interview de Tito. Dans cette interview il dit entre autres : «Quelle nécessité pousse les hommes à lutter aujourd'hui, pour quels problèmes ? ... Hitler avait en son temps la folle idée de dominer le monde entier. Mais parmi les gens intelligents, parmi les personnes qui ressentent les aspirations de l'humanité, je ne vois aucune «raison d'être» d'une telle idée, de l'idée de lutte. Le monde a déjà surpassé la période où l'on luttait à cause des problèmes économiques. L'histoire connaît toute une série de guerres, à commencer des pillages des chevaliers sur les grands chemins jusqu'à l'occupation des colonies. Mais à l'heure actuelle les pays d'Asie et d'Afrique ne sont plus des colonies, ne sont plus des territoires, pour le partage desquels les grandes puissances se disputent, parce que les ex-colonies sont désormais des pays indépendants. Le développement des forces productives a atteint un niveau élevé dans les pays évolués et c'est pour cela qu'on n'y éprouve plus le besoin d'occuper quelque pays afin d'assurer des moyens de production, puisqu'ils peuvent les produire eux-mêmes en quantité suffisante... En outre les guerres nous éloignent de l'intégration du monde... Voilà pourquoi la guerre est une absurdité, dont on n'a plus aucun besoin. Mais elle apparaît aujourd'hui à l'horizon, parce que les hommes se sont armés jusqu'aux dents et ne savent que faire de leurs armements... Il est également absurde de permettre aux milieux militaires de déterminer et de suggérer aux gouvernements et aux peuples ce qu'ils doivent faire».

Ces thèses de Tito constituent l'essence des raisonnements des révisionnistes yougoslaves en ce qui concerne les problèmes fondamentaux de notre temps : les problèmes de la guerre entre les deux systèmes sociaux opposés, de la lutte pour la paix, de la lutte des peuples contre l'oppression et

l'exploitation coloniales, de la lutte de la classe ouvrière et de tous les travailleurs contre la domination capitaliste, etc. Elles sont une adaptation cousue de fil blanc de la «stratégie fondamentale» de l'impérialisme américain. Elles sont également un exposé plus explicite et plus avancé de l'essence des points de vue de tous les révisionnistes modernes sur les principales questions de l'évolution mondiale actuelle.

LA NATURE AGRESSIVE ET BELLICISTE DE L'IMPERIALISME A-T-ELLE CHANGE ?

L'une des principales questions que traite Tito dans son interview est la question de la guerre et de la paix. En parlant de ce problème, Tito reprend sa thèse connue selon laquelle l'impérialisme ne présente pas à présent un danger, il n'est plus le porteur et la cause des guerres agressives. Selon le révisionniste Tito, il ressort qu'il n'y a plus de raison qu'il y ait la guerre, que « le monde a surpassé la période où l'on luttait à cause des problèmes économiques », que « à tout point de vue la guerre entre les Etats est aujourd'hui absurde », que « l'impérialisme a radicalement changé de nature et n'est plus impérialisme » ; il n'est plus une cause de guerres agressives, parce que les pays impérialistes, dit-il, sont parvenus à un niveau élevé de développement des forces productives, se procurent eux-mêmes tout en quantité suffisante et, par conséquent, n'ont plus besoin de conquêtes! D'autant plus, selon Tito, qu'aujourd'hui n'existe pas le danger de déclenchement des guerres de la part des impérialistes, pour le motif qu'à la tête des pays impérialistes se trouvent des « hommes sages » et « pacifiques », qui expriment les aspirations de «l'humanité», tels que Kennedy et consorts (!)

A quelques nuances près, c'est sur les mêmes eaux que vogue également plus ou moins le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev. Désormais sont connues les illusions opportunistes dangereuses diffusées par le groupe de N. Khrouchtchev selon lesquelles le monde «sans guerres, sans armes et sans armées peut être réalisé dès à présent» ; Eisenhower, Kennedy, de Gaulle et les différents leaders de l'impérialisme seraient pour la paix ; les impérialistes, avec les ressources récupérées des armements, pourraient aider les pays arriérés à assurer leur développement économique et culturel, etc. Dans l'article intitulé «Les questions urgentes du développement du système socialiste mondial», publié dans la revue «Communiste» N°. 12, août 1962, N. Khrouchtchev déclare presque ouvertement que, à présent le danger de guerre aggressive contre les pays socialistes de la part de l'impérialisme n'existe plus, que les impérialistes ont renoncé à la guerre comme moyen pour le règlement des contradictions entre les deux systèmes, que «les personnalités raisonnables de l'Occident» (autrement dit les leaders de l'impérialisme) «penchent toujours davantage vers une issue réaliste». «Les impérialistes, poursuit N. Khrouchtchev, — ont accueilli sérieusement notre appel pour la compétition dans le développement de l'économie... nous entraînons graduellement les pays capitalistes sur la voie de la compétition pacifique entre les deux systèmes». De l'avis de N. Khrouchtchev, dans la période actuelle, les impérialistes ont renoncé presque entièrement aux préparatifs militaires pour une guerre aggressive contre les pays socialistes et «tendent à mobiliser toutes leurs ressources pour la lutte contre le système socialiste mondial dans la sphère de l'économie, de la politique et de l'idéologie». N. Khrouchtchev aboutit à la conclusion que «à présent la question se pose de la façon suivante : quel système montrera la plus grande vitalité, autrement dit quel système fournira aux peuples, dans le plus bref délai possible, le plus de biens matériels et spirituels ? C'est précisément dans ce domaine que se dérouleront, paraît-il, les âpres batailles entre le socialisme et le capitalisme».

De quelles prémisses part N. Khrouchtchev pour parvenir à la conclusion que, soi-disant, le danger de l'agression impérialiste contre les pays socialistes n'existe plus ? Comme il le dit lui-même dans son article, il part du changement du rapport des forces dans l'arène internationale en faveur du socialisme, du fait que les «impérialistes ne peuvent pas ne pas voir que dans le développement des armes modernes, qui correspondent aux derniers succès de la science et de la technique, le camp socialiste non seulement n'est pas en retard, mais à beaucoup d'égards le dépasse», que bien que les impérialistes «ne renoncent pas à la guerre contre les pays socialistes, cette lutte dans le domaine militaire les conduit dans une impasse, tant que les deux parties, c'est-à-dire et les pays du socialisme et les pays du capitalisme possèdent des armes nucléaires puissantes», que dans ces conditions les impérialistes ne peuvent pas espérer, à notre époque, de «résoudre par la guerre la rivalité historique entre le socialisme et le capitalisme», que les impérialistes ne font pas cela de leur propre gré, mais y sont obligés «par le nouveau rapport des forces dans l'arène internationale, qui s'est créé à la suite de l'accroissement du potentiel du système socialiste».

Il est plus que vrai que le rapport des forces dans l'arène internationale a changé au profit du socialisme, que le système socialiste mondial est devenu à présent une force internationale colossale, que l'Union Soviétique possède les armes modernes de guerre et dans de nombreux secteurs a la supériorité sur les puissances impérialistes. C'est, bien entendu, un fait réel, que les impérialistes ne peuvent pas ne pas prendre en considération, un facteur qui les freine, qui les oblige à réfléchir sérieusement avant de se décider à entreprendre des menées agressives contre les pays du camp socialiste. Mais peut-on en tirer si facilement la conclusion à laquelle aboutit N. Khrouchtchev que, soi-disant, dans la période actuelle l'impérialisme a renoncé ou est en train de renoncer à ses desseins agressifs contre les pays socialistes et s'est mis à participer sérieusement à la compétition pacifique avec le socialisme ? Nullement pas.

Alors que N. Khrouchtchev et ses tenants cherchent à persuader les gens que, soi-disant, les impérialistes ont renoncé ou sont en train de renoncer aux tentatives pour une guerre agressive contre les pays socialistes et se sont mis à participer sérieusement à la compétition économique avec le socialisme, les représentants de l'impérialisme eux-mêmes ont déclaré et déclarent ouvertement que toute la stratégie de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain, est pénétrée de l'idée de la préparation de la guerre agressive contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes, qu'ils considèrent la guerre en général, et la guerre atomique en particulier, comme le seul moyen pour la solution des problèmes internationaux. Ils ne cachent nullement l'objectif principal de leur politique: éliminer le système socialiste et établir la domination mondiale de l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain.

Et les faits quotidiens montrent que les impérialistes non seulement parlent de guerre contre les pays socialistes, mais s'y préparent pratiquement. Ne trouve-t-on pas un clair témoignage de cela dans les faits suivants : la course effrénée aux armements, qui a assumé des proportions énormes dans les pays impérialistes, l'encercllement des pays socialistes par un dense réseau de bases militaires américaines, le renforcement des blocs militaires agressifs de l'impérialisme et l'intensification fébrile de leur activité, la renaissance et l'armement du militarisme revanchard en Allemagne Occidentale et les tentatives pour la renaissance du militarisme japonais en Extrême-Orient, la création des foyers de guerre en différents points du monde pour passer ainsi des guerres locales à une guerre mondiale, en premier lieu contre les pays socialistes, et autres ?

Dans le cadre de cette stratégie de l'impérialisme et de ses préparatifs de guerre s'expliquent aussi une série de menées dangereuses de l'impérialisme américain ces derniers temps, telles que les nouvelles explosions américaines d'armes nucléaires dans l'espace, la guerre au Viêt-nam du Sud, l'incitation de Tchiang Kai-chek à attaquer la République Populaire de Chine, l'envoi des forces militaires américaines en Asie du Sud-Est, les provocations incessantes à Berlin, le bombardement barbare de la Havane et la préparation des complots pour une nouvelle agression contre Cuba socialiste, le sabotage des négociations pour le désarmement à Genève, la continuation du survol des territoires de l'Union Soviétique et de la République Populaire de Chine par des avions-espions américains U-2, la décision du président Kennedy de mobiliser 150.000 jeunes réservistes aux Etats-Unis d'Amérique et bien d'autres.

Etant donné tous ces faits de l'activité agressive et des préparatifs de guerre de la part de l'impérialisme, qui peut nous garantir que le danger de l'agression impérialiste contre nos pays n'existe plus? Qui nous garantit que les impérialistes ne feront pas leurs calculs autrement et n'entreprendront pas un beau jour quelque aventure militaire insensée contre les pays socialistes, comme fit Hitler en déclenchant la seconde guerre mondiale ? Il n'y a pas de garantie absolue pour cela.

Le danger de guerre est aujourd'hui un danger réel du fait également que la course aux armements se poursuit fébrilement, que les armes sont perfectionnées toujours davantage et, dans ces conditions, comme cela a été confirmé par les spécialistes et par la vie elle-même, la guerre peut éclater même pour des causes dues au hasard, telles que les erreurs des hommes qui dirigent les engins de guerre, le fonctionnement défectueux des appareils de signalisation, etc.

On sait également que les milieux militaristes exercent actuellement une influence croissante sur la politique des pays impérialistes. Bien plus, N. Khrouchtchev en personne, dans son article, est obligé d'admettre que dans les pays impérialistes il y a des «ennemis jurés du socialisme», qu'il y a des

«insensés», «des hommes qui ont perdu la raison», qui déclarent ouvertement qu'ils préfèrent «mourir sous le capitalisme au lieu de vivre dans le communisme». Et il ne s'agit pas là de personnes quelconques mais de hautes personnalités militaires et politiques, qui se trouvent à la tête des gouvernements et des états-majors militaires de l'impérialisme.

Nous ne pouvons pas ne pas rappeler ici que, il y a à peine trois mois, le groupe même de N. Khrouchtchev «attirait l'attention» sur le danger de la guerre agressive de l'impérialisme contre les pays socialistes. Dans son appel adressé au peuple soviétique le 1^{er} juillet 1962 au sujet de la décision concernant la hausse des prix de la viande, des produits de viande et du beurre, il est dit entre autres : «Nous ne vivons pas dans l'espace cosmique. Tant qu'existe l'impérialisme, persiste aussi le danger des guerres nouvelles. Ce n'est pas un secret que la réaction internationale, avec les USA en tête, brandit vivement les armes, développe fébrilement la course aux armements et encourage les plans pour une attaque par surprise avec des fusées nucléaires contre l'URSS et les autres pays socialistes ; c'est ce que disent ouvertement ses politiciens et généraux. Bien plus, c'est le président des USA, monsieur J. Kennedy, qui nous en a parlé ouvertement. Il a déclaré : «Dans des circonstances déterminées nous pouvons prendre l'initiative dans le conflit nucléaire avec l'Union Soviétique».

C'est à juste titre que se pose la question: Comment se concilie cette déclaration du groupe de N. Khrouchtchev avec ce qu'écrivait N. Khrouchtchev dans le numéro 12 de la revue «Communiste» ? Est-ce que, au cours de ces 3 ou 4 mois l'impérialisme a changé radicalement au point de renoncer à ses desseins et agissements agressifs contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes ? Il est difficile que quelqu'un y croie ? Il semble qu'alors le groupe de N. Khrouchtchev avait besoin d'une telle interprétation et à présent d'une autre. Ce n'est pas la première fois que le groupe de N. Khrouchtchev joue avec les principes du marxisme-léninisme, en les subordonnant d'une manière pragmatique à ses objectifs du jour.

Les points de vue que N. Khrouchtchev a exprimés ces temps derniers dans l'article paru dans la revue «Communiste» sont en contradiction ouverte avec les enseignements léninistes sur l'impérialisme et avec les documents programmatiques du mouvement communiste international,— les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960. La Déclaration de l'année 1960 souligne clairement que «la nature agressive de l'impérialisme n'a pas changé», que «tant que demeure l'impérialisme demeure aussi la base des guerres agressives», que «les peuples de tous les pays savent que le danger d'une nouvelle guerre mondiale n'a pas encore disparu», que seulement «le triomphe du socialisme dans le monde entier liquidera définitivement les causes sociales et nationales des guerres de toutes sortes». En partant de ces thèses de principe et de la politique et de l'activité pratique des impérialistes, la Déclaration pose comme tâche qu'il «ne faut pas permettre la sous-estimation du danger de guerre» et souligne avec force que «à présent les peuples exigent plus que jamais une vigilance particulièrement élevée». Pour quelle raison N. Khrouchtchev a-t-il déclaré que les impérialistes auraient renoncé à la préparation de l'agression contre les pays socialistes et accueilli sérieusement l'appel pour une compétition économique pacifique avec le camp socialiste ? Il semble qu'il en ait eu besoin pour justifier sa politique opportuniste de rapprochement et de conciliation ouverte avec l'impérialisme, d'établissement d'une large collaboration économique et politique avec les pays impérialistes, ce que nous examinerons en détail plus bas. Ici nous soulignons seulement que ces points de vue de N. Khrouchtchev sont très dangereux pour les intérêts de la sécurité des pays socialistes et de la paix dans le monde.

On sait que, dans la période actuelle, comme cela a été souligné dans les deux Déclarations de Moscou, à la suite de l'accroissement des forces de paix dans le monde entier et surtout du renforcement du système socialiste mondial, avec en tête l'Union Soviétique, a été créée la possibilité réelle pour éviter une nouvelle guerre mondiale et des guerres locales que déclenche l'impérialisme. La conviction sur la possibilité d'éviter les guerres impérialistes augmente la confiance des peuples pacifiques dans leurs forces, éveille en eux l'optimisme pour la réalisation du but de leur lutte pour la défense de la paix, accroît leur mobilisation dans cette lutte. Mais, malgré les grands changements qui se sont opérés dans le rapport des forces, malgré les nouvelles possibilités qui ont été créées pour prévenir la guerre, le danger de guerre, la possibilité de son déclenchement par les impérialistes n'ont pas disparu; tant qu'existe l'impérialisme, il n'y a pas de garantie absolue que la guerre n'éclatera pas. Souligner, parallèlement à la possibilité de prévenir la guerre, le danger de son déclenchement aussi,

ne signifie nullement effrayer les peuples, susciter chez eux la panique et l'insécurité, mais les rendre conscients de la situation réelle qui existe dans le monde, maintenir à un haut niveau leur vigilance et leur empressement à ne pas être pris au dépourvu, à arrêter à temps le bras aux agresseurs impérialistes.

La lutte pour la sauvegarde et le renforcement de la paix est inséparable de la lutte pour la dénonciation de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain, qui est le principal bastion de l'agression et de la guerre dans le monde. Il faut faire comprendre clairement aux peuples d'où vient le danger de guerre, qui menace la paix, autrement leur lutte pour la paix serait une lutte fictive, sans objectif. Parler de la paix d'une façon abstraite sans démasquer les fauteurs de guerre impérialistes, créer, par surcroît, des illusions sur «les intentions bonnes et pacifiques» de l'impérialisme et de ses leaders, comme fait en réalité le groupe de N. Khrouchtchev, dire que l'impérialisme a renoncé aujourd'hui ou est en train de renoncer à l'agression contre les pays socialistes, etc. sont très dangereux, parce que cela diminue la vigilance des peuples pacifiques, conduit à l'affaiblissement du potentiel défensif des pays socialistes, qui est le facteur décisif pour le maintien de la paix dans le monde, affaiblit la lutte des peuples contre les fauteurs de guerre impérialistes et leur laisse main libre de réaliser plus facilement leurs plans agressifs.

ADVERSAIRES DE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE DE LIBÉRATION NATIONALE DES PEUPLES

La nature agressive et belliciste de l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain, se manifeste non seulement dans son activité hostile aux pays socialistes, mais aussi dans ses menées agressives contre les autres pays et peuples, contre la paix mondiale dans son ensemble. Il se livre tous les jours à des menées agressives dans différentes zones du monde, il expose tous les jours à un danger sérieux la paix et la sécurité des peuples. Partout, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et progressiste en Europe, on aperçoit la main sanguinaire de l'impérialisme américain. La vie quotidienne elle-même re- j pousse les sermons absurdes des révisionnistes prônant que la nature agressive et belliciste de l'impérialisme aï changé, que de notre temps a disparu aussi la base économique même du déclenchement des guerres impérialistes, que l'impérialisme a renoncé à l'expansion économique, comme cherche à nous persuader le renégat Tito.

Pour quel autre motif ont lutté alors les forces des Etats-Unis d'Amérique contre le petit pays de Guatemala, si ce n'est pour les intérêts de l'United Fruit Company ? Pourquoi ont-elles entrepris l'agression contre Cuba, si ce n'est pour défendre les intérêts des trusts de la canne à sucre ? Ne lutte-t-on pas pour l'uranium et pour d'autres richesses au Congo ? L'agression franco-anglaise contre l'Egypte n'avait-elle pas à sa base, outre les intérêts politico-stratégiques, les intérêts des actionnaires de l'ex-société du canal de Suez également ? Le débarquement des troupes américaines au Liban et des troupes britanniques en Jordanie ne se fit-il pas pour protéger les intérêts des sociétés monopolistes du pétrole en Moyen-Orient ? La longue guerre de plus de sept ans en Algérie n'avait-elle pas pour mobile, entre autres, la protection des intérêts asservisseurs des Rotschilts au Sahara, des sociétés par action et des colons français en Algérie ?

Certes, l'époque actuelle n'est pas «celle des chevaliers qui pillaient sur les grands chemins», mais des pilleurs civilisés, qui ne s'emparent pas seulement du butin de guerre, mais aussi des richesses des Etats et des continents entiers. Les pays de l'Amérique Latine, par exemple, sont très riches en fer, cuivre, houille, zinc, pétrole, étain, plomb, etc. Mais toutes ces richesses se trouvent entre les mains des monopoles des Etats-Unis d'Amérique. 60 pour cent du commerce extérieur des pays de l'Amérique Latine sont un domaine exclusif des Etats-Unis, lesquels fixent eux-mêmes les prix. Ainsi, par exemple, l'année passée, sur le fonds d'aide «Alliance pour le progrès», à la Colombie furent alloués 150 millions de dollars, mais la Colombie perdit 450 millions de dollars sur le prix que les USA fixèrent pour la vente du café. Les monopoles américains ont investis 10 milliards de dollars en Amérique Latine et, alors qu'ils réalisent des bénéfices toujours croissants, celle-ci est restée pauvre, comme par le passé. Depuis l'année 1950 jusqu'en 1955, les USA y ont investi 2 milliards de dollars et en ont tiré des bénéfices pour un montant de 3,5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard de dollars sont rentrés aux USA. Il a été calculé que, par suite d'opérations de ce genre, l'Amérique Latine a perdu, au cours des sept dernières années, 2 milliards 679 millions de dollars. Les pays de l'Amérique Latine ont

une population de 200 millions d'habitants environ, dont 140 millions, écrit le journal «Siempre» du Mexique, travaillent dans les conditions de l'esclavage, 70 millions manquent des moyens d'existence, 100 millions sont des analphabètes, 140 millions manquent de produits alimentaires. A quoi faut-il attribuer la cause de cette misère, sinon à la spoliation aux proportions de tout le continent de la part des trusts des USA qui y sont les maîtres des puits de pétrole et des mines de fer, des grandes plantations de canne à sucre et de café des porte et des sociétés des téléphones ou de l'électricité ?

Malgré les durs coups qu'a reçus le système colonial, les impérialistes mènent tous les efforts et se servent de tous les moyens pour maintenir l'exploitation coloniale dans les pays nouvellement libérés. Ils s'efforcent de conserver les positions anciennes et, en premier lieu, les positions économiques et militaires et de mettre les nouveaux Etats d'Asie et d'Afrique à la remorque de leur politique agressive. A cette fin, ils se servent de tous les moyens et méthodes, à commencer des guerres coloniales, comme ce fut le cas pour le Laos et le Congo, par exemple jusqu'à la corruption des dirigeants de la bourgeoisie nationale. Les puissances impérialistes, sous le masque de l'aide aux pays sous-développés, s'efforcent de conserver leur suprématie complète dans ces pays et de transformer leur indépendance en une indépendance de pure forme. Même dans les pays où les puissances coloniales ont été obligées de battre en retraite, elles y sont demeurées en recourant à de nouvelles formes de domination, telles que le néo-colonialisme, la pénétration militaire, etc. Les impérialistes ne cessent de mener des guerres coloniales contre les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Il ne se passe pas d'année où les colonialistes ne déclenchent quelque guerre dans telle ou telle zone du monde. Les guerres coloniales en Angola et en Oman ou bien les préparatifs en vue d'envahir Cuba, l'agression américaine contre les forces patriotiques au Viêt-nam et au Laos, les persécutions des patriotes du Congo, du Kenya, de la Rhodésie, etc. montrent que les impérialistes ne reculent devant aucun moyen lorsqu'il s'agit de conserver et de rétablir leurs positions. Pour quelle raison les Etats-Unis maintiennent presque la moitié de l'effectif de leurs forces armées dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, si ce n'est pour exercer une intimidation continue sur les peuples de ces pays, pour consolider les positions colonialistes et pour être prêts à intervenir avec leurs forces armées là où ces positions sont mises en danger par les mouvements de Libération nationale? Serait-ce pour des randonnées touristiques qu'ils maintiennent la 6e Flotte dans la Méditerranée, la 7e Flotte dans l'Océan Pacifique et qu'ils créeront la 5^e Flotte dans l'Océan Indien ? Les impérialistes américains, dans le cadre de l'aide militaire, ont accordé à la France 4,5 milliards de dollars, à l'Angleterre plus de 1 milliard de dollars et à la Belgique 1,2 milliard de dollars. Une grande partie de cette aide a été utilisée pour les guerres coloniales.

Sous le couvert de l'aide et au moyen des pressions économiques et de la corruption, les Etats-Unis d'Amérique ont entraîné dans leurs blocs militaires beaucoup de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, ou bien ils les ont liés à leur remorque à l'aide de traités bilatéraux. Le Pakistan, la Thaïlande, les Philippines font partie des blocs tels que le CENTO et l'OTASE, qui ont été créés par les USA pour étouffer le mouvement de libération nationale sur le continent asiatique. En Extrême-Orient, les Etats-Unis d'Amérique sont en train de créer le bloc de l'OTANE avec la participation du Japon, de la Corée du Sud et du Taïwan. Dans l'hémisphère américain, les Etats-Unis cherchent à faire de l'Organisation des Etats Américains un bloc militaire dirigé contre Cuba et le mouvement de libération nationale en Amérique Latine. C'est encore un instrument des puissances coloniales que constitue le soi-disant «pacte défensif» conclu l'année dernière entre les pays membres de l'Union Africaine et Malgache qui sont liés par des pactes militaires à la France, l'une des principales puissances de l'OTAN. Sur le continent africain les puissances de l'OTAN possèdent 17 bases militaires et 7 navales, qui, en fait, sont dirigées contre les mouvements de libération nationale des peuples africains et contre l'indépendance des pays de ce continent.

Ces faits montrent que l'impérialisme se sert largement de la guerre agressive, que le colonialisme n'est pas encore mort, que pour maintenir ses positions, il ne recule devant aucun moyen. Mais le fait même de l'existence de ces pactes, le fait même du déclenchement des guerres agressives de la part de l'impérialisme, montrent à quel point il craint le mouvement de libération nationale, montrent que la lutte de libération nationale s'est beaucoup accrue et étendue, qu'elle est devenue une force irrésistible, un grand facteur de nos temps pour la destruction de l'impérialisme, pour le progrès de l'humanité et pour le renforcement de la cause de la paix.

Certes, les révisionnistes ne sont pas aveugles au point de ne pas voir cette réalité, mais ils veulent venir à la rescousse de l'impérialisme, en diminuant la vigilance des peuples et en divisant les rangs de la lutte de libération nationale, anti-impérialiste. Si, comme le dit Tito, à l'époque actuelle, il n'y a plus, soi-disant, de colonies et de colonialisme, si les pays impérialistes développés n'ont plus besoin, soi-disant, de conquêtes et d'expansion, parce qu'ils produisent tout eux-mêmes, alors, selon sa logique, il n'est plus nécessaire que les peuples opprimés luttent pour leur libération nationale, renforcent leur indépendance et développent leur économie indépendamment de l'impérialisme. Ainsi donc, avec ces thèses, le révisionniste Tito, en tant que serviteur fidèle de l'impérialisme, cherche à convaincre les peuples à renoncer à la lutte de libération nationale, à renoncer à la résistance contre la politique du néo-colonialisme, que suivent les Etats-Unis d'Amérique et les autres puissances impérialistes, il recommande à ces peuples de «collaborer» avec l'impérialisme, de recevoir de lui des «aides» et des «crédits» vu que, soi-disant, il n'a plus à leur égard de mauvais desseins, en d'autres termes, il leur recommande de se soumettre corps et âme à l'impérialisme. L'exemple le plus éclatant à ce propos est donné par le groupe de Tito lui-même, qui a reçu jusqu'à présent des Etats-Unis d'Amérique et des autres puissances impérialistes la somme de plus de 5 milliards de dollars.

Mais les révisionnistes yougoslaves ne s'en tiennent pas seulement au domaine idéologique et théorique, ils agissent intensivement sur le terrain pratique également. Sous le couvert de la «neutralité positive», la clique de Tito s'est efforcée de traîner les pays neutres à la remorque de l'impérialisme américain, il a tenté d'étouffer l'esprit anticolonialiste et anti-impérialiste de ces pays, qui ont nouvellement conquis la liberté et l'indépendance, de les écarter de la voie du rapprochement avec les pays du camp socialiste. A maintes reprises le «Galeb» du dirigeant des révisionnistes yougoslaves fend les mers et les océans pour conduire ce missionnaire «neutre» de l'impérialisme américain dans différents pays d'Asie et d'Afrique, chaque fois que l'exigent les intérêts de l'impérialisme. A présent, alors que la lutte de libération nationale des peuples d'Amérique Latine bouleverse le continent américain, se prépare de nouveau une nouvelle randonnée du «Galeb» dans ces parages-là.

Un grand préjudice est porté de même à la cause de la libération des peuples, à leur mouvement de libération nationale anti-impérialiste par les conceptions et les menées du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev et de ses prosélytes. Ils conditionnent et subordonnent la lutte de libération des peuples opprimés à la question du désarmement général et total, préconisent que le «désarmement est la condition principale du succès de la lutte pour l'indépendance», «le facteur le plus important pour la libération des peuples coloniaux», qu'il est même le «principal but des peuples qui luttent pour la libération nationale». Cela signifie **en fait** que les peuples asservis doivent renoncer à la lutte de libération nationale et lutter seulement pour le désarmement général et total, qui, selon le groupe de N. Khrouchtchev, assurera aux peuples la liberté et l'indépendance nationale «au moyen des négociations» (!) Ce ne sont là que de beaux rêves et des illusions nuisibles.

Il ne fait pas de doute que le désarmement général et total est utile à tous les peuples du monde, y compris les peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance nationale. C'est précisément pour cette raison que les propositions justes du Gouvernement Soviétique sur le désarmement ont trouvé l'appui de l'humanité progressiste tout entière. Mais la vie et les faits ont montré et montrent tous les jours que les impérialistes opposent une résistance furieuse au désarmement, qu'ils ont rejeté et rejettent systématiquement chaque proposition raisonnable et ont saboté et sabotent toutes les négociations sur le désarmement. Dans ces conditions, c'est un crime de freiner la lutte des peuples opprimés qui secouent le joug colonial de l'impérialisme pour assurer leur libération nationale, de les condamner à vivre dans des souffrances et des misères innombrables, en attendant les bras croisés de voir se réaliser le désarmement général et total. Comme cela a été souligné dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, le facteur décisif pour la libération des peuples asservis c'est leur lutte décidée contre les colonisateurs impérialistes, «ils remportent la solide victoire sur la base du puissant mouvement de libération nationale». Telle est la position commune de tout le mouvement communiste international sur cette question.

Contrairement aux désirs et aux conseils des révisionnistes, beaucoup de peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, qui luttent les armes à la main contre les occupants impérialistes, ne peuvent pas déposer les armes et attendre la liberté jusqu'à ce que les impérialistes acceptent le désarmement. Ils ont besoin de s'armer pour désarmer les occupants impérialistes dans leurs pays.

Etant dirigé contre l'impérialisme, en affaiblissant ses positions et en rétrécissant la sphère de sa domination, le mouvement de libération nationale des peuples opprimés est l'une des principales forces dans la lutte pour la paix, il est un facteur efficace et important pour imposer le désarmement à l'impérialisme. Ainsi donc, ces peuples, par leur lutte, apportent une contribution directe au maintien et au renforcement de la paix. Dans le même temps, ils soutiennent et appuient chaque mouvement pour la paix et chaque action en faveur de la paix et contre les plans agressifs et bellicistes de l'impérialisme, qui constituent un danger sérieux pour tous les peuples. D'autre part, le mouvement des partisans de la paix a pour devoir de donner, sans réserve et de toutes ses forces, son appui au mouvement de libération nationale des peuples opprimés. Le mouvement de libération nationale et la lutte pour la paix et le désarmement sont deux fronts de la lutte contre le même ennemi : l'impérialisme.

Les tentatives du groupe de N. Khrouchtchev en vue d'écarter le mouvement des partisans de la paix de l'appui et du soutien qu'il doit apporter à la lutte de libération nationale des peuples, de subordonner entièrement cette dernière à la politique du désarmement, tentatives qui sont nettement apparues une fois de plus au Congrès Mondial pour la Paix et le Désarmement à Moscou au mois de juillet de cette année, affaiblissent aussi bien le mouvement de libération nationale que le mouvement pour la paix, en portant un grand préjudice à la cause de la libération des peuples, ainsi qu'à la cause de la paix dans le monde.

A l'heure actuelle, les puissances impérialistes, avec les Etats-Unis d'Amérique en tête, mènent de grands efforts pour préserver, par des méthodes et formes nouvelles, l'exploitation coloniale des peuples des ex-colonies, pour consolider leurs positions économiques, politiques et militaires dans les pays nouvellement libérés, elles tentent de traîner ces pays à leur remorque et d'inciter leurs milieux dirigeants à adopter une attitude hostile aux pays socialistes. A cette fin, les impérialistes tentent d'établir dans ces pays des régimes militaires dictatoriaux, leurs fantoches, ils s'efforcent d'acheter la conscience des différents éléments de la bourgeoisie nationale et de les mettre au service de leurs propres intérêts. Par ailleurs, le groupe de N. Khrouchtchev et ses tenants, en déformant le principe léniniste de la coexistence pacifique, soutiennent et appuient à leur tour, par tous les moyens, quelques éléments et milieux réactionnaires de la bourgeoisie des pays ex-coloniaux, tels que les milieux réactionnaires indiens, qui, dans leur politique extérieure, expriment toujours plus ouvertement des tendances pour se rapprocher des impérialistes et adoptent des attitudes hostiles à l'égard des pays socialistes, tandis qu'en politique intérieure ils persécutent les forces démocratiques et progressistes du pays, penchent toujours davantage vers la réaction. Le groupe de N. Khrouchtchev en est arrivé au point que, tout en cherchant à affaiblir le potentiel défensif des pays socialistes, tels que la République Populaire d'Albanie par exemple, il vend aux milieux réactionnaires indiens des armes et des avions, qui en fait sont utilisés à opprimer les communistes et les hommes progressistes et à faire des provocations armées contre les pays socialistes.

Il est donc clair que, malgré les tentatives du groupe de N. Khrouchtchev de se présenter comme un défenseur du mouvement de libération nationale des peuples, en fait ses points de vue, agissements et attitudes, ne contribuent nullement à l'intensification de la lutte contre l'impérialisme, pour la liberté et l'indépendance nationale, mais au contraire ils l'affaiblissent, rendent difficile la lutte des forces progressistes et anti-impérialistes et encouragent les forces réactionnaires pro-impérialistes et antisocialistes dans les pays nouvellement libérés.

TITO ECLAIRCIT SA POSITION

Les révisionnistes yougoslaves embrouillent également, intentionnellement, les problèmes concrets de la vie internationale actuelle, dont la solution préoccupe à juste titre tous les peuples du monde; ils mettent sur le même plan la politique des pays impérialistes et celle des pays socialistes, afin de défendre les impérialistes et de rejeter, en fait, la responsabilité pour la tension dans les relations internationales sur les pays socialistes.

Dans l'interview accordée au correspondant du journal «Washington Post», le chef des révisionnistes yougoslaves découvre ses positions et se déclare ouvertement en faveur de la politique impérialiste en ce qui concerne la question allemande et le problème de Berlin, ainsi que la question du désarmement.

On sait que le groupe de N. Khrouchtchev, afin de justifier son rapprochement avec la clique traîtresse de Belgrade, a fait un grand tapage en prétendant que, soi-disant, le point de vue yougoslave au sujet de ces questions «coïncide pleinement avec la politique extérieure de l'Union Soviétique», que, soi-disant, la Yougoslavie soutient les propositions de l'Union Soviétique, de la République Démocratique Allemande et de tous les autres pays socialistes sur la question du traité de paix avec l'Allemagne et sur la solution du problème de Berlin-Ouest, dont on ferait une ville libre et démilitarisée, et appuie les propositions soviétiques sur le désarmement.

Mais dans sa dernière interview, Tito montre d'une façon tout à fait claire sa position à ceux qui ne l'avaient pas, soi-disant, comprise d'une façon juste (!?) Il déclare : «La question de Berlin est encore un problème qui est tenu en main et est résolu par les grandes puissances qui ont gagné la seconde guerre mondiale : l'Union Soviétique, les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre et la France, et tant que cette question est de leur compétence, je ne vois aucune possibilité particulière pour sa solution. A mon avis, cette question doit être laissée au peuple allemand pour qu'il lui trouve lui-même une solution». Cette solution facile et «entièrement conforme aux principes» signifie en fait que le problème de Berlin ne sera jamais résolu. L'opinion selon laquelle «cette question doit être laissée au peuple allemand pour qu'il lui trouve lui-même une solution» est pratiquement un non-sens, une démagogie, de la poudre jetée aux yeux des naïfs et un «argument» de duperie ultérieure aux mains de ceux qui soutiennent la clique de Tito. Pour la solution du problème de Berlin il n'y a qu'une voie : l'application ferme et sans délai des propositions de l'Union Soviétique pour signer le Traité de Paix avec les deux Etats allemands et, en cas d'impossibilité, avec la République Démocratique Allemande seulement, et, en même temps, pour transformer Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée. En ce qui concerne la solution du problème allemand, elle constitue effectivement une question de l'exclusive compétence du peuple allemand lui-même, tant qu'en Allemagne existent deux Etats aux systèmes sociaux et politiques différents. C'est à cet objectif que servirait la signature du Traité de Paix avec les deux Etats allemands, au sujet duquel Tito ne souffle mot dans son interview. Tandis que le point de vue nébuleux de Tito n'est autre chose qu'une retraite «discrète», un écho des points de vue des impérialistes américains et de leurs alliés sur les prétendues «élections libres», que la propagande impérialiste révèle de temps à autre au sujet de la solution de la question allemande. Tito pense que désormais est arrivé le moment de faire volte-face à propos de cette question également, afin de ne plus irriter ni les impérialistes américains ni Adenauer.

Au sujet du problème de Berlin Tito va même plus loin. Il encourage les impérialistes à se maintenir sur leurs positions lorsque, en répondant à une autre question de Drew Pearson, il dit : «Khrouchtchev a donné de larges interprétations de ses attitudes antérieures à propos de Berlin et toute l'affaire s'est apaisée suffisamment». Il ressort clairement de tout cela et de tout l'esprit de l'interview que Tito est pour «l'apaisement» de la question de Berlin, pour des concessions dans ce sens, pour les attermoissements quant à sa solution. A ce point de vue, la politique extérieure des révisionnistes yougoslaves coïncide effectivement avec la politique du groupe de N. Khrouchtchev.

C'est tout à fait ouvertement que Tito défend les positions de l'impérialisme américain à propos de la question du désarmement aussi. Non seulement il ne trouve pas une seule parole pour condamner la course effrénée aux armements que mènent les impérialistes, ou bien leur politique de sabotage du désarmement, mais, au contraire, s'efforce diaboliquement de lancer des calomnies contre l'Union Soviétique, en accusant cette dernière de mener aussi la course aux armements sur le même plan que les Etats-Unis d'Amérique. Bien plus, la seule chose qui préoccupe Tito est la question du prestige des Etats-Unis d'Amérique, lequel est considérablement tombé aux yeux du monde, à la suite de leurs menées bellicistes et agressives. Le chef des révisionnistes yougoslaves, en tant que valet fidèle, en parlant de l'accord sur l'interdiction des armes atomiques se permet de donner à son maître le conseil suivant : «Dans cette situation, si les Etats-Unis d'Amérique prenaient l'initiative à ce sujet, cela aurait une très grande importance politique pour eux... Par un accord semblable, les Etats-Unis gagneraient plus que dans le cas de la continuation des essais nucléaires». En d'autres termes, Tito dit aux impérialistes américains : il n'y a aucun mal si vous faites des essais nucléaires, toutefois vous ne gagnez pas **beaucoup politiquement** ! En outre Tito a déclaré au journaliste américain : «les essais des armes atomiques n'apportent à aucune des parties en présence une supériorité militaire» et «ils n'ont à présent qu'un caractère purement politique». Cette déclaration de Tito, faite après la décision

du Gouvernement Soviétique de reprendre les essais atomiques parce qu'il s'y voyait obligé par la dernière série des essais des armes atomiques que firent les Etats-Unis d'Amérique, signifie qu'il est contre cette juste décision du Gouvernement Soviétique, qui a pour but d'augmenter le potentiel défensif de l'Union Soviétique et de tout le camp du socialisme.

Il est clair, donc, que «l'appui» que Tito semblait apporter aux propositions de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, soit pour la question allemande et Berlin, soit pour la question du désarmement, n'était qu'un bluff, une démagogie, dont Tito et ses amis révisionnistes ont besoin pour préparer le terrain, pour disposer d'un nouvel «argument» en vue de pénétrer au sein du camp du socialisme, pour pouvoir s'acquitter plus facilement de leur rôle de scissionnistes de ce camp. Et ceux qui se sont fixé la tâche de «réhabiliter» la clique de Tito ou, plus exactement, qui se sont engagés sur la voie de la réconciliation complète avec Tito, en violant de leur mieux la Déclaration de Moscou de l'année 1960, se sont servis et se servent à maintes reprises et tapageusement de «l'argument convaincant» prétendant que, pour la question allemande et Berlin, ainsi que pour la question du désarmement, Tito garde la même attitude que les pays socialistes, que «en matière de politique extérieure, entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie il existe des points de vue identiques» !!

On sait que la politique des bluffs ne fait pas long feu. Tito s'en est servi cette fois encore tant qu'il en a eu besoin. Les manœuvres de ce genre en politique sont une chose habituelle pour tous les révisionnistes et, par conséquent, pour les révisionnistes yougoslaves aussi, auxquels nous ne nous heurtons pas pour la première fois. Et il ne peut en être autrement. En effet, la clique de Tito a fait preuve d'agilité dans ce genre de manœuvres, mais cela n'est pas tant son mérite que celui de ses alliés, les révisionnistes modernes, qui, à des fins désormais connues, permettent à cette clique de traîtres de manœuvrer selon le cas et la nécessité.

Contrairement à la voie des révisionnistes modernes, le marxisme-léninisme nous enseigne que la paix, la coexistence pacifique, l'indépendance nationale, le désarmement et la solution des autres problèmes internationaux ne peuvent pas être mendés aux impérialistes, mais doivent leur être imposés. Les pourparlers qui ont lieu, les rencontres entre hommes d'Etat sont, sans doute, utiles, mais les peuples ne peuvent pas fonder sur cette voie seulement leurs espoirs pour assurer la paix. La vie a montré que les milieux dirigeants des Etats impérialistes se sont assis autour de la table des négociations s'étant vus obligés par la pression des peuples, et pas avec de bonnes intentions pour aboutir à quelque accord concret au profit de la paix, mais pour tromper les peuples en leur faisant croire qu'ils sont soi-disant, pour la paix, afin de gagner du temps et de préparer, dans leur dos, la guerre. En répondant à la question de l'interviewer «comment l'Amérique peut-elle convaincre Khrouchtchev qu'elle aussi désire la paix», Tito a dit : «Il faut négocier et négocier pas une fois, mais bien des fois».

A un moment où les impérialistes repoussent depuis de nombreuses années les propositions de l'Union Soviétique et des autres pays du camp socialiste sur le désarmement et continuent à s'armer jusqu'aux dents, alors qu'ils sabotent tous les efforts pour la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, pour la solution du problème de Berlin et des autres problèmes internationaux il est parfaitement compréhensible que les efforts de la clique titiste, du groupe de N. Khrouchtchev et des autres révisionnistes pour persuader les peuples que la paix peut être assurée, que le désarmement général et total peut être réalisé et que les autres problèmes internationaux peuvent être résolus avec le consentement, le désir et la libre volonté des impérialistes et uniquement par des négociations avec les leaders de l'impérialisme ou bien dans les réunions et autres instances internationales contrôlées par eux, sont très nuisibles et suscitent des illusions dangereuses. Le problème de la sauvegarde de la paix est le problème des peuples eux-mêmes. Ce n'est qu'en lançant les masses en lutte contre l'impérialisme, en les mobilisant dans des actions concrètes en faveur de la paix qu'on peut lier les mains aux fauteurs de guerre impérialistes et leur imposer la paix, le désarmement et la coexistence pacifique. De même ce n'est qu'en se basant sur la large lutte des peuples et de la classe ouvrière internationale que les différentes négociations et rencontres en faveur de la paix peuvent donner des résultats positifs.

Pour quiconque suit attentivement les points de vue et l'activité pratique de la clique titiste et du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev et qui ne se laisse pas tromper par leurs phrases

démagogiques, il est clair qu'ils poursuivent un seul but : éloigner les peuples et les partis communistes et ouvriers de la lutte résolue contre l'impérialisme, du mouvement de libération nationale et de la révolution, étouffer leur esprit combatif révolutionnaire et les plonger dans un état de passivité. Cette ligne tout à fait opportuniste de N. Khrouchtchev et de son groupe a à son origine les illusions qu'ils nourrissent et diffusent, à savoir que, soi-disant, l'impérialisme a perdu désormais son caractère agressif et de fauteur de guerre, que les problèmes importants qui se posent aujourd'hui devant les peuples du monde peuvent être résolus même sans leur lutte décidée, par la voie «pacifique» et en accord avec les impérialistes. En outre, le groupe de N. Khrouchtchev, à ce qu'il paraît, pense que, en suivant une telle voie conciliatrice et opportuniste à l'égard de l'impérialisme, il va rendre les impérialistes «pacifiques» et «raisonnables» et créera ainsi les conditions pour le rapprochement et la collaboration multilatérale économique et politique avec le monde capitaliste, avec l'impérialisme, surtout avec l'impérialisme américain, ce qui est l'une des principales visées de N. Khrouchtchev. Il n'est pas difficile de comprendre que cette ligne entièrement antimarxiste et opportuniste, qui sacrifie les intérêts vitaux des peuples pour assurer le rapprochement avec l'impérialisme, ne sert en fait qu'aux impérialistes. La ligne opportuniste et traîtresse du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev est démasquée de jour en jour et perd son crédit aux yeux des communistes et des peuples. Voilà pourquoi il se voit obligé de temps à autre de manœuvrer avec démagogie et de proférer des «paroles sévères» contre l'impérialisme. Mais ce ne sont là que des tentatives visant à dorer une politique qui perd son éclat.

II. Le rapprochement avec l'impérialisme, ligne générale des révisionnistes modernes

La synthèse de tous les points de vue révisionnistes, où s'exprime le but final que se sont fixé les révisionnistes modernes, est le rapprochement et ensuite la fusion avec l'impérialisme, autrement dit la prétendue «intégration» du monde. Dans l'interview qu'il a accordée à Drew Pearson, Tito déclare ouvertement : «l'intégration économique et politique est notre perspective». C'est à la réalisation de cette perspective qu'est subordonnée, en fin de compte, toute la ligne que suivent les révisionnistes modernes.

L'INTEGRATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE DU MONDE, VARIANTE REVISIONNISTE DE LA THEORIE DE «L'EVOLUTION PACIFIQUE» DE KENNEDY

L'idée de «l'intégration économique et politique» du monde n'est pas quelque chose de nouveau dans les théories des révisionnistes yougoslaves. Mais le fait que le renégat Tito soulève juste à présent et avec force cette question n'est nullement une chose due au hasard.

On sait que dans les pays occidentaux on fait aujourd'hui un grand vacarme à propos de la question de «l'intégration économique et politique» du monde capitaliste, qui a trouvé son expression concrète sous la forme de «l'Union Economique Européenne» («Marché Commun»). L'intégration dans le monde capitaliste n'est autre chose qu'une tentative pour résoudre ou, tout au moins, pour adoucir les contradictions et les difficultés du capitalisme actuel, pour guérir d'une façon ou d'une autre ses plaies au profit des grands monopoles capitalistes et au détriment des larges masses travailleuses, elle est un contrepoids contre la puissance et la force d'attraction du système socialiste mondial qui montre tous les jours davantage sa supériorité sur le système capitaliste, elle est une forme de colonialisme collectif, qui a pour but de conserver, par de nouveaux moyens et méthodes, la domination coloniale et de soumettre les pays peu développés, elle est un instrument de la «guerre froide» qui sert au renforcement des blocs militaires agressifs de l'impérialisme, en tant que base pour la réalisation de l'union politique, en créant les organismes respectifs supnationaux, elle est une arme pour la préparation de la guerre agressive contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes, pour la répression du mouvement de libération nationale, révolutionnaire et démocratique dans les différents pays. L'intégration monopoliste a fait et fait partie intégrante de la stratégie fondamentale de l'impérialisme américain, laquelle vise à l'extension de l'intégration européenne à l'échelle atlantique et plus tard à l'échelle mondiale, sous la direction des Etats-Unis d'Amérique, en d'autres termes à assurer la domination mondiale à l'impérialisme américain. «Dès que sera assurée l'union européenne complète, — a dit le président Kennedy, — nous serons prêts à discuter... les procédés et les moyens pour la formation d'une alliance concrète de l'Atlantique... Cette alliance de l'Atlantique servira de noyau à l'union possible de tous les hommes libres, — de ceux qui sont actuellement libres et de ceux

qui un beau jour obtiendront leur liberté». Voilà donc, ce que comprennent par le terme «intégration» les impérialistes, en particulier les impérialistes américains !

Tito également parle, dans son interview, de «l'intégration mondiale». Mais il ne dit pas explicitement quelle intégration il a en vue, sur une base socialiste ou bien capitaliste et cela a été intentionnel, parce que la vipère est toujours sournoise. Il dit seulement qu'il n'est pas pour une intégration «qui a un caractère discriminatoire», qu'il n'est pas d'accord avec une intégration semblable». Malgré le souci de Tito de dissimuler les traces, en fait sa théorie de «l'intégration» signifie la fusion du socialisme dans le capitalisme, l'absorption du monde par l'impérialisme américain.

Tito dit que pour réaliser l'intégration il faut renoncer à toute lutte, quelle qu'elle soit, parce que «les luttes nous éloignent de l'intégration», sans faire aucune distinction ici entre les différentes luttes. Ainsi donc, à son avis, pour réaliser l'intégration du monde, il faut renoncer même à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour le renversement de l'ordre capitaliste et pour le triomphe du socialisme, même à la lutte de libération nationale des peuples asservis contre l'oppression et l'exploitation impérialistes, même à la lutte idéologique et politique du socialisme contre le capitalisme, contre les plans et les agissements bellicistes et agressifs de l'impérialisme. Que signifie cela ? Cela signifie que, d'une part, il faut maintenir intact l'ordre capitaliste et, d'autre part, laisser main libre aux impérialistes d'appliquer sans encombre leur politique de guerre et d'agression, qui a pour but final le renversement de l'ordre socialiste et la restauration du capitalisme dans tous les pays où il a été renversé. Ainsi donc il s'agit ici de l'absorption des pays socialistes par l'impérialisme, de l'intégration du monde sur des bases capitalistes.

Pour les marxistes-léninistes et pour toute personne réaliste il est clair que, dans les conditions de la division du monde en deux systèmes opposés, il ne peut être question d'aucune intégration, que ce soit économique ou, encore moins, politique, étant donné qu'on ne peut même pas imaginer un monde unique où le socialisme et le capitalisme soient parvenus à une fusion réciproque. Le monde peut être unique seulement sur une base sociale unique, ou bien sur la base du capitalisme ou bien sur la base du socialisme. Il n'y a pas et il ne peut y avoir ici de juste milieu. Les révisionnistes yougoslaves considèrent possible la création d'un monde unique, intégré, dès à présent, parce que, à leur avis, l'existence des deux systèmes opposés, des systèmes socialiste et capitaliste, n'est pas quelque chose d'objectif, de conditionné par les lois du développement de la société humaine à l'époque actuelle, mais une division artificielle en blocs militaires-politiques, qui, comme il est dit dans le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, «a eu pour conséquence la division économique du monde» et «empêche le processus de l'union du monde et le progrès social de l'humanité».

Mais on sait qu'auparavant le monde était «unique», alors il existait un seul système mondial : le système capitaliste. Cette «unité» fut détruite à la suite du triomphe de la révolution socialiste en Russie et dans une série d'autres pays, à la suite de la création du système socialiste mondial. Il est clair, donc que Tito regrette la destruction de «l'unité» antérieure du monde capitaliste et considère la création du système socialiste mondial comme quelque chose de négatif «qui empêche le processus de l'intégration mondiale et le progrès social de l'humanité». Par conséquent, suivant la logique de Tito pour la création d'un monde unique il faut liquider la cause de sa division, l'existence du système socialiste mondial. Il ressort de nouveau que Tito fait état de l'intégration économique et politique du monde sur la base du capitalisme, par conséquent il fait état de l'intégration du socialisme dans le capitalisme.

Tout cela révèle clairement que Tito soutient publiquement la «stratégie fondamentale» de Kennedy, dont l'un des principaux objectifs est «la création des possibilités d'une longue évolution constructive du bloc communiste et l'entrée des Etats communistes dans la communauté du monde libre». La thèse des révisionnistes yougoslaves sur «l'intégration économique et politique du monde» présuppose en fait l'intégration pacifique du socialisme dans le capitalisme, la liquidation du socialisme et la restauration de la domination absolue de l'impérialisme.

RAPPROCHEMENT AVEC L'IMPERIALISME SOUS LE COUVERT DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

En tant qu'agent de l'impérialisme et révisionniste le plus avancé, Tito parle plus ouvertement de la perspective de l'intégration avec le capitalisme, de la soumission à l'impérialisme. Mais en fait c'est à

la même voie que conduisent objectivement les conceptions et les menées des autres révisionnistes aussi. C'est ce que montrent les points de vue du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev sur les questions fondamentales de notre époque et, en particulier, sa conception antimarxiste de la coexistence pacifique.

Le groupe de N. Khrouchtchev, d'une part, surestime les forces de l'impérialisme, s'effraie en face de son chantage atomique, de ses menaces de guerre ; voilà pourquoi il s'efforce par tous les moyens d'être en bons termes avec l'impérialisme, de se rapprocher de lui et de se le concilier, en le flattant et en lui faisant des concessions, au point de sacrifier les intérêts du mouvement révolutionnaire et de libération nationale mondiale. D'autre part, en surestimant nos forces et en sous-estimant les forces de l'impérialisme, le groupe de N. Khrouchtchev diffuse l'illusion comme quoi, soi-disant, l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain, en face du nouveau rapport des forces, a changé et est en train de changer de nature, il est devenu pacifique, il a renoncé et est en train de renoncer à ses desseins agressifs et bellicistes contre les pays socialistes et les autres peuples et s'est engagé sérieusement dans la compétition économique pacifique avec le socialisme.

Bien que ce soient deux appréciations contradictoires, elles conduisent le groupe de N. Khrouchtchev à une conclusion révisionniste unique : renoncer concrètement à la lutte idéologique-politique contre l'impérialisme, à la ferme dénonciation de sa politique de guerre et d'agression, ne plus appuyer la lutte de libération nationale et la révolution, établir la collaboration économique et politique multilatérale entre le socialisme et le capitalisme. C'est en fait la ligne du rapprochement et de la fusion avec l'impérialisme, qui constitue l'essence du concept antimarxiste du groupe de N. Khrouchtchev sur la coexistence pacifique.

Selon le groupe de N. Khrouchtchev, la coexistence pacifique est «la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes», «c'est l'unique voie juste pour la solution de tous les problèmes vitaux qui se posent devant la société humaine à l'époque actuelle». C'est pourquoi à son avis, à la coexistence pacifique il faut subordonner toutes les tâches et les autres problèmes, et la révolution mondiale et la lutte de libération nationale, tandis que les peuples doivent rester les bras croisés et attendre leur libération nationale et sociale de la réalisation de la politique de la coexistence pacifique. En fait, cela signifie perpétuer l'oppression et l'exploitation capitaliste et impérialiste des peuples.

Nous ne jugeons pas nécessaire de nous arrêter ici pour analyser en détail la conception antimarxiste et révisionniste du groupe de N. Khrouchtchev sur la coexistence pacifique puisque cette question a été traitée longuement dans les articles et les matériaux antérieurs de notre parti, publiés dans la presse. Nous allons souligner seulement que ce concept n'a rien de commun avec les enseignements de Lénine et avec les thèses des deux Déclarations de Moscou sur la coexistence pacifique. Dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, il est souligné que «dans les conditions de la division du monde en deux systèmes le seul principe juste et raisonnable des relations internationales est le principe de la coexistence pacifique des Etats à différents systèmes sociaux». Mais la coexistence pacifique, précise la Déclaration, «ne signifie pas, comme l'affirment les révisionnistes, la renonciation à la lutte de classe. La coexistence pacifique entre les Etats à différents systèmes sociaux est une forme de la lutte de classe entre le socialisme et le capitalisme», elle «ne signifie pas la conciliation de l'idéologie socialiste avec l'idéologie bourgeoise. Au contraire, elle présuppose le renforcement de la lutte de la classe ouvrière, de tous partis communistes pour le triomphe des idées socialistes». La Déclaration met en évidence également que «les succès de la lutte révolutionnaire de classe et de libération nationale contribuent au renforcement de la coexistence pacifique», puisqu'ils conduisent «à l'affaiblissement et au rétrécissement toujours plus accentué des positions de l'impérialisme». Lutter pour la paix et la coexistence pacifique, souligne la Déclaration, «signifie montrer une très grande vigilance, démasquer sans cesse la politique de l'impérialisme, suivre très attentivement les intrigues et les machinations des fauteurs de guerre, orienter la sainte colère des peuples contre ceux qui suivent la politique du déclenchement de la guerre, porter à un niveau supérieur l'organisation de toutes les forces pacifiques, intensifier continuellement les actions inlassables des masses pour la défense de la paix et renforcer la collaboration avec tous les Etats qui ne sont pas intéressés à de nouvelles guerres».

Les concepts antimarxistes et révisionnistes de N. Khrouchtchev et de son groupe sur la coexistence pacifique, en tant que ligne de rapprochement avec l'impérialisme, de cessation de toutes les luttes

contre lui, sont aussi étroitement liés avec leurs affirmations opportunistes sur les voies du passage au socialisme, qui écartent les travailleurs et les partis communistes et ouvriers de la lutte décidée et efficace pour le renversement du capitalisme, les écartent de la révolution socialiste, dans l'attente où ils sont de la création des conditions favorables pour le passage pacifique au socialisme, résultant de la politique de la coexistence pacifique. Ainsi donc, en pratique le groupe de N. Khrouchtchev souligne seulement d'une façon unilatérale la possibilité de la voie pacifique et néglige la nécessité impérieuse de la préparation à la fois pour les deux éventualités, aussi bien pour la voie pacifique que pour la voie non pacifique, il souligne que les possibilités de la voie pacifique vont croissant, soi-disant, tous les jours et, ce qui pis est, il présente la voie pacifique comme une voie purement parlementaire, comme une simple victoire de la majorité dans le parlement bourgeois, en laissant entièrement tomber dans l'oubli l'enseignement fondamental du marxisme-léninisme sur l'absolue nécessité de la destruction de la machine étatique bourgeoise et de son remplacement par les organes de la dictature du prolétariat.

Ces temps derniers, les propagandistes de N. Khrouchtchev en sont arrivés même au point de présenter le capitalisme monopoleur d'Etat dans les pays capitalistes comme l'un des principaux facteurs du renversement de la bourgeoisie monopoliste et, presque, comme le premier pas vers le socialisme. Ainsi, dans son discours de clôture de la rencontre internationale des savants marxistes à Moscou, consacrée aux problèmes actuels du capitalisme moderne, qui fut transmis sous une forme succincte par l'agence TASS le 3 septembre 1962, le directeur de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des Sciences de l'URSS, A. Arzumian, a dit entre autres : «A présent, dans la troisième étape de la crise générale du capitalisme, la nationalisation ne peut pas être considérée comme une réforme ordinaire. Elle est liée à la lutte révolutionnaire pour la liquidation des monopoles, pour le renversement du pouvoir de l'oligarchie financière. Par une juste politique de la classe ouvrière, basée sur l'élan de la lutte des larges masses du peuple, elle peut devenir un moyen radical pour la liquidation de la domination de la bourgeoisie monopoliste. La nationalisation de l'industrie et de la banque devient à présent le mot d'ordre de la coalition antimonopoliste». Quelle différence y a-t-il entre ce concept et le point de vue connu, profondément opportuniste du programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, préconisant que «les formes spécifiques des rapports capitalistes d'Etat peuvent être... le premier pas vers le socialisme», que «la vague toujours croissante des tendances étatiques capitalistes dans le monde capitaliste est la preuve la plus claire du fait que l'humanité entre actuellement, toujours plus profondément, irrésistiblement et par les voies les plus variées, dans l'époque du socialisme» ?

Il n'est pas nécessaire de nous attarder ici pour argumenter en détail à quel point sont sans fondement ces conceptions ouvertement opportunistes des révisionnistes yougoslaves et du groupe de N. Khrouchtchev. Il suffit seulement de rappeler que, dans un passé récent, les propagandistes du groupe de N. Khrouchtchev, en polémiquant avec le projet de programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, ont souligné que «l'accroissement du capitalisme monopoleur d'Etat signifie le renforcement ultérieur des monopoles, la concentration ultérieure du pouvoir économique et politique entre leurs mains, il signifie l'exploitation de l'Etat par les monopoles pour leurs desseins égoïstes au détriment des intérêts des travailleurs» (Voir l'article «Sur le projet de programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, publié dans «Communiste», N° 6, 1958). En commentant le passage susmentionné du programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, le secrétaire actuel du Comité Central du PCUS B. Ponomariov écrivait dans la revue «Communiste» N° 8, 1958 que c'est, d'une manière absolument identique, ce que disaient Bernstein et Kautsky, à savoir que la société capitaliste s'intègre spontanément, d'elle-même, dans le socialisme». Il résulte que le groupe de N. Khrouchtchev s'en est pris pour rien naguère aux révisionnistes yougoslaves, à Bernstein et à Kautsky, parce que, pour l'essentiel, il propage lui-même les mêmes conceptions opportunistes (!)

Nous ne pouvons pas ne pas rappeler à ce propos que, en son temps, V.I. Lénine a sévèrement critiqué le point de vue bourgeois-réformiste envisageant le capitalisme monopoleur d'Etat comme un ordre non capitaliste, comme un pas vers le socialisme, ce qui est nécessaire aux opportunistes et aux réformistes pour nier l'absolue nécessité de la révolution socialiste et pour embellir le capitalisme. (Voir V.I. Lénine, Œuvres, vol. 25, pages 414-415, éd. russe). V.I. Lénine soulignait avec force que «les pas vers la plus grande monopolisation et vers la plus grande nationalisation de la production sont suivis infailliblement par l'augmentation de l'exploitation des masses travailleuses, par le renforcement

de l'oppression, par la complication de la résistance contre les exploités, par le renforcement de la réaction et du despotisme militaire et, parallèlement à cela, conduisent inévitablement à un accroissement extraordinaire des bénéfices des grands capitalistes au détriment de toutes les autres couches de la population». (Œuvres, vol. 24, p. 276-277, éd. russe). La thèse précitée du groupe de N. Khrouchtchev est également en contradiction ouverte avec la Déclaration de Moscou de l'année 1960, où il est dit : «en renforçant la domination des monopoles sur la vie de la nation, le capitalisme monopoleur d'Etat unit la force des monopoles et la force de l'Etat en un mécanisme unique pour le salut de l'ordre capitaliste, pour l'accroissement au maximum des bénéfices de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et par la spoliation des larges couches de la population».

En se livrant à une propagande bruyante à propos des «grandes possibilités toujours croissantes» de la voie pacifique, N. Khrouchtchev prend ses désirs pour des réalités. Mais que montrent les faits de la vie actuelle ? Ils montrent que le capital monopoleur manifeste d'une manière toujours plus nette son essence réactionnaire et antidémocratique. Il ne se concilie pas même avec les libertés démocratiques bourgeoises de naguère, il enlève aux masses populaires les possibilités d'exprimer leur volonté et d'élire aux organismes d'Etat les véritables défenseurs de leurs intérêts. Lorsque la bourgeoisie constate que même les droits limités qu'accorde la Constitution aux travailleurs constituent un danger pour sa domination, elle les supprime sans cérémonie, modifie arbitrairement le système électoral, qualifie les élections «d'illégales», liquide sans hésitation les organismes élus, comme cela s'est passé, par exemple, en Argentine récemment.

En fait, la bourgeoisie monopoliste a implanté dans certains pays des régimes fascistes et manifeste toujours davantage la tendance à établir des régimes semblables sous des formes nouvelles dans une série d'autres pays également. Est-ce que tout cela n'est pas illustré par les menées terroristes de l'OAS en France, par les persécutions contre le Parti Communiste et les actions des «ultras» aux Etats-Unis d'Amérique, par l'instauration des dictatures militaires dans les pays d'Amérique Latine, dans la Corée du Sud et ailleurs ? Aujourd'hui la bourgeoisie réactionnaire s'appuie toujours davantage sur les forces armées, — armée, police, gendarmerie, — pour défendre sa domination et pour réprimer tout mouvement révolutionnaire et progressiste des masses travailleuses. Peut-on perdre de vue et sous-estimer cette réalité que, dans certains cas, le groupe de N. Khrouchtchev lui-même est également obligé de reconnaître (bien entendu, rien que pour la forme) ? Ainsi on souligne d'une manière unilatérale la possibilité de la voie pacifique seulement, on préconise que la possibilité de cette voie grandit chaque jour davantage dans les circonstances actuelles.

Dans le cadre de la réconciliation et du rapprochement avec l'impérialisme rentrent aussi les tentatives faites récemment par le groupe de N. Khrouchtchev pour l'établissement d'une collaboration économique multilatérale avec les pays impérialistes et avec leurs unions monopolistes. Dans son article publié dans le N° 12 de la revue «Communiste», N. Khrouchtchev souligne que, en tenant compte des «tendances objectives de l'internationalisation de la production qui agissent dans le monde capitaliste, nous élaborons notre politique et nos mesures économiques». Mais qu'est-ce que c'est que cette politique et quelles sont ces mesures économiques dont parle N. Khrouchtchev ? Entre autres il demande l'extension de la collaboration économique non seulement avec les Etats capitalistes particuliers mais aussi avec leurs unions économiques, et précisément avec le «Marché Commun», et cela non seulement dans le domaine du commerce, mais aussi dans celui de la production «pour traiter les matières premières déficitaires, pour augmenter les ressources énergétiques, pour l'exploitation en commun des cours d'eau», etc.

Bien entendu, les pays socialistes sont pour le développement du commerce avec les pays capitalistes sur la base de l'intérêt réciproque, ce qui est profitable aux peuples des deux parties en présence, de l'atténuation de la tension internationale et de l'amélioration des relations entre les Etats. Mais la ligne que présente N. Khrouchtchev pour la collaboration et pour les liens économiques avec le monde capitaliste, si on la considère dans le cadre de sa ligne générale opportuniste, montre clairement les tendances du groupe de N. Khrouchtchev pour un rapprochement sans principe avec l'impérialisme. Cela apparaît encore plus clairement si nous considérons que, en se préoccupant tellement du renforcement des liens économiques et de la collaboration avec le monde capitaliste, du rapprochement avec lui, le groupe de N. Khrouchtchev n'hésite nullement à porter un préjudice

énorme à la collaboration économique entre les pays du camp socialiste, en arrivant même au point de rompre complètement toutes les relations économiques, y compris les simples échanges commerciaux. A cet égard, citons comme l'exemple le plus frappant les attitudes antimarxistes discriminatoires du groupe de N. Khrouchtchev envers la République Populaire d'Albanie, qui sont désormais publiquement connues. Et cela se passe à un moment où, en face des tentatives des impérialistes pour créer un front uni économique, politique et militaire, en premier lieu contre le camp socialiste, devant les pays socialistes se pose comme une tâche indispensable et urgente le renforcement multilatéral de leur unité et collaboration internationaliste dans tous les domaines, ce qui est admis, en paroles seulement, par N. Khrouchtchev lui-même, naturellement pas pour le mettre en pratique, mais pour masquer ses agissements antimarxistes et révisionnistes contre l'unité du camp socialiste.

Les mesures que propose N. Khrouchtchev dans son article suscitent, à juste titre, chez les communistes et chez tous les hommes raisonnables des points d'interrogation et des doutes. Parce que, par exemple, d'une part, il souligne que «les prétendues unions économiques des impérialistes ont les mêmes buts que les blocs militaires agressifs (l'OTAN, l'OTASE, etc.)», que «les dirigeants des puissances occidentales ne cachent pas les liens et la dépendance mutuelle directe entre l'organisation économique du «Marché Commun» et l'alliance agressive de l'OTAN», et pour cette raison il fait appel aux communistes et aux peuples de lutter contre le «Marché Commun» et les autres unions capitalistes du même genre, de dénoncer leurs desseins antipopulaires et agressifs. Tandis que, d'autre part, N. Khrouchtchev demande l'établissement d'une large collaboration des pays socialistes avec ces unions économiques des impérialistes dans tous les domaines de l'économie, y compris le domaine de la production, il demande aussi, pour ainsi dire, une certaine division internationale du travail entre les deux systèmes. Mais tant que, comme le dit N. Khrouchtchev lui-même aussi, le «Marché Commun» poursuit les mêmes buts que le bloc agressif de l'OTAN, étant donné que, comme cela a été mis en évidence à bon droit dans les thèses «Sur l'intégration impérialiste en Europe Occidentale», publiées au mois d'août de cette année par l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des Sciences de l'URSS, ledit Marché «s'est transformé en une base économique de ce bloc en Europe», puisqu'il en est ainsi, demander l'établissement d'une large collaboration économique dans tous les domaines avec le «Marché Commun», signifie en réalité demander une large collaboration avec le bloc militaire agressif de l'OTAN lui-même, qui est dirigé en premier lieu contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes.

Est-ce que tout cela ne crée pas l'illusion nuisible dont parle ouvertement N. Khrouchtchev, à savoir que, soi-disant, l'impérialisme, dans la période actuelle, a renoncé et renonce à ses desseins et agissements agressifs, surtout contre le camp socialiste, que, soi-disant, il a accepté désormais la voie de la compétition pacifique avec le socialisme et s'y est engagé sérieusement, que sont créées, soi-disant, de jour en jour des possibilités toujours croissantes pour la collaboration multilatérale entre les deux systèmes: le socialisme et le capitalisme ? Chacun peut constater facilement à quel point proches et semblables sont ces points de vue du groupe de N. Khrouchtchev avec les points de vue antimarxistes des révisionnistes yougoslaves sur l'intégration économique et politique du monde, clairement exprimés dans la récente interview de Tito.

*TITO, CONSEILLER ET INTERMEDIAIRE POUR LE RAPPROCHEMENT DU GROUPE
REVISIONNISTE DE N. KHROUCHTCHEV AVEC LES IMPERIALISTES*

A présent il devient toujours plus clair que les impérialistes, ainsi que les révisionnistes, cherchent à aboutir à un arrangement entre eux, à se rapprocher, à gagner leur confiance mutuelle, afin d'ouvrir la voie à «l'intégration économique et politique du monde». Dans l'interview qu'il a accordée à Drew Pearson, Tito s'efforce avec un grand zèle d'apporter sa contribution précisément dans ce sens. Toutefois pas dans le rôle du serviteur. Du moins, aux yeux du monde, cette fois il se présente dans la pose du «conseiller». Le journaliste américain a dit ouvertement à Tito : «Vous comprenez l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique et vous avez des amis d'un côté et de l'autre. Pouvez-vous devenir l'intermédiaire ?» Et Tito, presque ému, répond : «Je ne désire pas devenir l'intermédiaire, mais lorsque je vais rencontrer le premier ministre Khrouchtchev, je vais lui dire mon opinion. Ce sera mon opinion personnelle et je peux la faire connaître tant au premier ministre Khrouchtchev qu'au président Kennedy, si l'occasion se présentait pour moi d'avoir une entrevue avec lui». Pour assurer les impérialistes américains qu'il peut avoir du succès dans sa mission de «conseiller», le chef des

révisionnistes yougoslaves déclare : «Jusqu'à présent également j'ai dit ouvertement au premier ministre Khrouchtchev, soit verbalement, soit par écrit, comment nous envisageons les problèmes internationaux et je dois reconnaître que je ne me suis heurté à aucune résistance contre cela. Le premier ministre Khrouchtchev sait apprécier les opinions, et cela je l'ai remarqué également chez les personnalités dirigeantes américaines». Pour montrer qu'il ne s'en tiendra pas là, dans son interview Tito annonce : «J'ai été invité à passer mes vacances en Union Soviétique»... Probablement vers la fin de l'année ou bien au printemps de l'année prochaine, je m'y rendrai pour mes vacances. Bien entendu, à cette occasion j'y mènerai des conversations».

La position du «conseiller» et l'idée d'un rapprochement aussi étroit que possible entre les impérialistes et les révisionnistes semblent être très attrayantes pour le révisionniste Tito. C'est pourquoi, afin d'écarter toute défiance, afin que les deux parties se persuadent qu'on est des combattants pour la paix d'un côté comme de l'autre (naturellement selon le point de vue révisionniste), non sans orgueil Tito donne le conseil suivant : «Il faut négocier et négocier, pas une fois seulement, mais bien des fois, il faut se mettre continuellement en contact, parce que de cette façon on avancera vers le renforcement de la paix et de la sorte sera éliminée la méfiance».

Tito conseille ses maîtres impérialistes de ne pas «dramatiser» les choses et leur dit qu'il connaît bien N. Khrouchtchev et est profondément convaincu qu'on peut facilement s'entendre avec lui. Dans sa réponse à un journaliste américain lui demandant s'il pense que «un jour dans l'avenir les USA et l'URSS deviendront de bons amis», Tito lui a déclaré avec pleine conviction que le jour viendra où cela sera réalisé. Et pourquoi cela ne se réaliserait-il pas ? — dit-il. Il n'y a aucun obstacle à cela, toutes les voies sont ouvertes.

Ainsi donc, comme on le voit, Tito ne remplit pas mal son rôle de «serviteur des deux maîtres», élevé au rang de conseiller, et sa mission pour le rapprochement et la conciliation du groupe de N. Khrouchtchev avec les impérialistes.

III. Les révisionnistes, scissionnistes de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international

L'interview de Tito découvre en même temps très clairement l'autre but des révisionnistes, le but du scissionniste du camp socialiste et du mouvement communiste international. Ici nous n'avons affaire ni à quelque rôle nouveau, ni à quelque tâche nouvelle des révisionnistes. La division du camp socialiste et du mouvement communiste est l'un des principaux objectifs de l'activité de tous les révisionnistes actuels. On sait que l'une des formes les plus subtiles et les plus dangereuses de la lutte de l'impérialisme et de son agence contre le système socialiste mondial, ce sont leurs efforts pour saper de l'intérieur l'unité du camp socialiste, pour opposer les uns aux autres les pays socialistes et les partis communistes et ouvriers. Le principal rôle pour la réalisation de cet objectif de sa stratégie fondamentale, l'impérialisme, avec en tête les Etats-Unis d'Amérique, l'a assigné aux révisionnistes et, en premier lieu, à la clique traîtresse révisionniste de Belgrade.

Les faits montrent que la clique titiste n'a ménagé ses forces pour s'acquitter au mieux de ce rôle du «Cheval de Troie», non seulement par la diffusion de ses conceptions antimarxistes, mais aussi par son activité pratique hostile aux pays socialistes et aux partis communistes et ouvriers. Désormais, on connaît le rôle des révisionnistes yougoslaves dans l'inspiration et l'organisation du putsch contre-révolutionnaire en Hongrie, dans l'organisation des complots contre la République Populaire d'Albanie, on connaît leurs menées subversives et de sape contre les pays socialistes ; tout le monde connaît leurs attaques calomnieuses et scissionnistes contre l'Union Soviétique, les autres pays socialistes, les partis marxistes-léninistes et leurs dirigeants, etc., etc.

Dans sa récente interview également Tito s'efforce de diviser. L'objet de ses attaques scissionnistes cette fois est la République Populaire de Chine et l'amitié soviéto-chinoise. Ce n'est pas sans intention que Drew Pearson a demandé à Tito : «Que pensez-vous des désaccords entre la Chine et l'Union Soviétique ?» Et ce n'est pas sans intention que Tito s'est arrêté longuement sur cette question. Il calomnie la République Populaire de Chine et sa politique extérieure pacifique, il l'accuse indirectement d'être contre le désarmement, contre la paix, et presque contre tout accord, etc. Il en arrive au point de dire quasi ouvertement aux impérialistes américains que la Chine veut la guerre et pas la paix, que le danger leur vient de Chine et que, par conséquent, c'est dans cette direction-là que

doivent être tournées non seulement leur attention, mais aussi leurs menées et leurs provocations, que c'est dans cette direction-là que doivent être dirigés leurs armées et leurs canons et fusées ! Tout cela est dit à un moment où les impérialistes américains, en collaboration avec la clique de Tchiang Kaï-chek et avec leurs alliés du bloc agressif du SEATO, ourdissent des complots et des provocations dangereuses contre la R.P. de Chine et contre la consolidation de la paix en Extrême-Orient. C'est un nouveau témoignage de la politique coordonnée des révisionnistes yougoslaves et des impérialistes américains.

Tito a exposé à dessein une fois de plus la thèse connue des révisionnistes yougoslaves que tous les révisionnistes modernes claironnent à présent à grand fracas, à savoir qu'il y a des Etats socialistes qui sont pour la paix, mais qu'il y a aussi d'autres Etats socialistes qui sont pour la guerre. «Je suis d'avis, — répond Tito au journaliste américain, — que l'Union Soviétique agit d'une manière conciliante au sujet du problème des îles chinoises et de Tchiang Kaï-chek et influe de façon à éviter l'aggravation de l'état de choses, à empêcher des conflits plus graves». Plus bas il ajoute : «Il en est de même du cas de la dispute frontalière entre l'Inde et la Chine, où l'Union Soviétique s'efforce d'empêcher le conflit». Ici Tito soutient également d'une manière ouverte le plan américain pour la création de deux Chines, qui, comme on sait, se propose de perpétuer l'occupation de la terre chinoise de Taiwan et des autres îles chinoises par les impérialistes américains et par la clique de Tchiang Kaï-chek. Dans cette affaire non plus les révisionnistes de Belgrade ne se rangent pas du côté du peuple chinois et de ses dirigeants légitimes, mais du côté des occupants impérialistes et de leur politique agressive. En gardant d'une façon conséquente cette attitude, Tito se déclare ouvertement en faveur des milieux réactionnaires indiens dans la question du conflit frontalier sino-indien, conflit qui, comme on sait, est incité par l'impérialisme américain et sert à ses intérêts, sert à la politique américaine de l'agression et de la guerre, pour élever la tension dans les relations entre deux grands pays voisins et, en général, dans cette zone importante de l'Asie. C'est précisément une attitude semblable qu'a adopté à l'égard de la question du conflit frontalier sino-indien A. Mikoyan également au cours de sa visite en Inde au mois de juillet de cette année. En répondant à l'allocution du ministre indien d'Etat monsieur Krichnamatchari, qui a fait des allusions ouvertes disant que ce n'est pas l'Inde, mais la R.P. de Chine qui se livre, soi-disant, à des menées agressives à la frontière sino-indienne, Mikoyan a déclaré : «L'honorable maître de la maison a prononcé un discours si bon qu'il ne me reste qu'à me rallier à ses paroles. Il a trouvé dans son discours des expressions particulièrement claires et justes» («Pravda», 26 juillet 1962).

En mettant à profit l'occasion, cette fois encore Tito s'efforce d'enfoncer des coins dans l'unité et l'amitié entre l'Union Soviétique et la République Populaire de Chine. Mais les coins de Tito pas plus que l'activité des révisionnistes modernes pour saper cette amitié ne produiront aucun effet, et cela comme par le passé. L'amitié entre les peuples de l'Union Soviétique et de la Chine se renforcera et s'épanouira dans les siècles, parce qu'elle n'est pas le fruit des tripotages dus au hasard, mais une amitié de peuples, une amitié pétrie avec l'idéologie immortelle du marxisme-léninisme, inspirée des idéaux communs de l'édification du socialisme et du communisme.

Ce n'est pas la première ni la dernière fois que les révisionnistes modernes dirigent leurs attaques, tantôt directes tantôt indirectes, contre la République Populaire de Chine. Les révisionnistes modernes, comme les impérialistes américains, voient dans la République Populaire de Chine un danger insurmontable pour leurs plans, une grande puissance qui lutte résolument contre l'impérialisme, pour la défense de la cause du socialisme, de la paix, de la liberté et de l'indépendance des peuples ; dans le Parti Communiste de Chine ils voient le principal obstacle pour la réalisation de leurs desseins, le combattant inflexible pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme et de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international. Le temps a montré et montrera que toutes les attaques, les calomnies, les provocations, tous les complots des impérialistes et des révisionnistes contre la R.P. de Chine échoueront comme toujours honteusement. La République Populaire de Chine, dirigée par son glorieux Parti Communiste, avec en tête son président le camarade Mao Tsé-toung, marchera victorieusement en avant, en tenant bien haut le drapeau du socialisme et du communisme, de la paix et de l'indépendance nationale, le drapeau de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international.

Dans son interview, avec l'hypocrisie qui caractérise les révisionnistes, Tito s'efforce de passer pour un ami bienveillant de l'Union Soviétique. Bien plus, il en arrive au point de s'arroger le droit de donner aussi «l'interprétation» de la politique extérieure de l'Union Soviétique, de parler au nom de l'Union Soviétique. Mais tout le contenu et l'esprit de l'interview de Tito attestent le contraire, ils montrent sa haine contre l'Union Soviétique, sa vieille attitude antisoviétique éprouvée. Les révisionnistes yougoslaves n'ont été et ne peuvent jamais être des amis sincères de l'Union Soviétique, comme s'efforce de les présenter Nikita Khrouchtchev. Les révisionnistes yougoslaves sont et resteront ce qu'ils ont été: des agents des impérialistes américains, qui s'évertuent à s'élever du rôle de serviteur à celui de conseiller, ils sont des provocateurs et des comploteurs invétérés contre l'unité du camp socialiste.

Dans leur activité scissionniste contre l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international, les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves sont incités et encouragés par les attitudes et les menées antimarxistes et antisocialistes du groupe de N. Khrouchtchev. C'est depuis longtemps que le groupe de N. Khrouchtchev a commencé son activité scissionniste et de sape et au 22^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique il est passé à des attaques publiques hostiles contre le parti marxiste-léniniste d'un pays socialiste : le Parti du Travail d'Albanie et la République Populaire d'Albanie ; il lança même des appels contre-révolutionnaires ouverts pour renverser la direction du Parti et de l'Etat en Albanie, tandis qu'après le 22^e Congrès, il rompit même les relations diplomatiques avec la R.P. d'Albanie. Par ses attaques et agissements hostiles contre les partis frères des pays socialistes frères, le groupe de N. Khrouchtchev a porté et porte un préjudice sérieux à l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international et a donné des armes aux ennemis impérialistes pour nous combattre.

Le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev n'a cessé en aucun moment son activité scissionniste et hostile contre notre unité. Les belles paroles de N. Khrouchtchev sur l'unité ne sont que du bluff et de la démagogie, elles sont un masque dont il a besoin pour tromper, pour gagner du temps, afin de mener tranquillement son activité scissionniste, d'entreprendre de nouvelles initiatives encore plus dangereuses, contre l'unité du camp socialiste et le mouvement communiste.

Comme l'a confirmé la vie, les révisionnistes modernes ne se soucient guère de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Ils ne se soucient guère des intérêts des pays socialistes. Il s'efforcent de saper cette unité, de fouler aux pieds les intérêts supérieurs du système socialiste. Nous ne nous occuperons pas ici des révisionnistes yougoslaves qui ont déclaré publiquement qu'ils sont contre l'existence du camp socialiste et qui, en collaboration avec les impérialistes, ont organisé différents complots contre les pays socialistes, tels que le plan chauvin de Tito et du roi Paul de Grèce pour le démembrement de notre pays, ou bien le complot organisé par la clique titiste, en commun avec les monarcho-fascistes grecs et les impérialistes américains, contre la République Populaire d'Albanie. Ce qu'il importe de souligner, c'est que le groupe de N. Khrouchtchev également, dans son désir de se rapprocher à tout prix de l'impérialisme, des personnalités et des gouvernements bourgeois et sous le prétexte de la «coexistence pacifique», n'hésite pas à fouler aux pieds les droits souverains des pays socialistes. On connaît désormais les marchandages sans principe de N. Khrouchtchev avec S. Vénizelos au détriment de l'intégrité territoriale de la R.P. d'Albanie. Ce fut précisément le groupe de N. Khrouchtchev qui prit ouvertement la défense des traîtres et ennemis du peuple albanais qui avaient pris part à l'organisation du complot des révisionnistes yougoslaves, des monarcho-fascistes grecs et des impérialistes américains pour l'agression contre la R.P. d'Albanie.

Et lorsque notre Parti et notre peuple condamnent à juste titre la politique inhumaine chauvine grand serbe que la bande révisionniste de Belgrade applique contre plus d'un million de frères albanais au Kosovo, au Monténégro et en Macédoine, lorsque nous démasquons par des faits à l'appui la politique de discrimination, les crimes de génocide, les répressions judiciaires, les déportations administratives et les exterminations en masse de nos frères par la clique de Belgrade, le groupe de N. Khrouchtchev n'hésite pas à nous accuser de «nationalistes», en approuvant ainsi les menées inhumaines et anti-albanaises du groupe renégat de Belgrade. Ce n'est pas seulement contre la R.P. d'Albanie et le peuple albanais que le groupe de N. Khrouchtchev adopte de telles attitudes anti-internationalistes.

Ainsi donc, les faits montrent que même dans la question de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international, la ligne de la clique traîtresse titiste et celle du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev coïncident entièrement et servent, en fait, toutes les deux aux desseins et aux plans de l'impérialisme. Dans cette question également, le groupe de N. Khrouchtchev viole sans scrupule la Déclaration de Moscou de l'année 1960, qui souligne que, dans les conditions où la réaction impérialiste unit ses forces pour la lutte contre le communisme, il est particulièrement indispensable de renforcer par tous les procédés l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, que le soin pour le renforcement continu de cette unité est le devoir internationaliste le plus élevé de chaque parti marxiste-léniniste.

Notre Parti du Travail a été et est toujours pour l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, il a lutté et lutte résolument et d'une manière conforme aux principes pour le renforcement de cette unité sur la solide base du marxisme-léninisme. Dans cette unité notre Parti a toujours vu la force indestructible de notre camp et de notre mouvement, le facteur important pour l'édification du socialisme dans notre pays, la garantie du développement avec succès de la lutte pour le triomphe de la grande cause du socialisme et du communisme, de la libération nationale, de la démocratie et de la paix. Partant de cette position de principe, notre Parti est resté et reste toujours fidèle à la ligne commune du mouvement communiste international, exprimée dans les deux Déclarations historiques de Moscou des années 1957 et 1960 et a appliqué résolument cette ligne. Dans ses relations avec les partis frères et avec les pays socialistes frères, notre Parti s'en est tenu et s'en tient strictement aux principes de l'internationalisme prolétarien, aux normes marxistes-léninistes qui régissent les relations entre les partis communistes des pays socialistes.

En tant que combattant décidé pour l'unité, le Parti du Travail d'Albanie a été, est et sera toujours pour la sauvegarde et le renforcement de l'amitié et de l'affection de notre peuple envers les glorieux peuples frères de l'Union Soviétique, pour la sauvegarde de l'affection et du respect pour le grand Parti de Lénine, parce que, comme jusqu'à ce jour, le Parti du Travail d'Albanie considère l'amitié avec les peuples soviétiques, la cohésion avec l'Union Soviétique et avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique comme l'une des questions de principe et fondamentales de son activité révolutionnaire. Notre Parti n'a confondu et ne confond jamais l'Union Soviétique et son Parti Communiste, avec le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev. Indépendamment des attitudes hostiles de N. Khrouchtchev à l'égard de notre Parti et de notre pays, indépendamment de ses efforts en vue de porter atteinte à l'amitié albano-soviétique, cette amitié sacrée est maintenue intacte dans les cœurs de nos communistes et de notre peuple tout entier. Notre Parti a lutté pour une solide unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, basée sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, sur l'application rigoureuse des Déclarations de Moscou, pour une unité dans la lutte contre l'impérialisme et les renégats du marxisme-léninisme : les révisionnistes modernes. La lutte pour l'unité ne peut pas être séparée de la lutte contre les scissionnistes de l'unité : les révisionnistes modernes. Seule une unité marxiste-léniniste semblable peut être une unité vraiment efficace et durable, dont a besoin le mouvement communiste international.

De l'analyse de l'interview de Tito accordée au journaliste américain Drew Paerson, de l'analyse des conceptions et de l'activité pratique des révisionnistes yougoslaves, apparaît une fois de plus clairement leur visage, leur rôle de traître et d'ennemi au service de l'impérialisme américain, de sa stratégie fondamentale. Mais c'est bien cette activité inlassable au service des impérialistes américains qui a démasqué les révisionnistes de Belgrade aux yeux du monde entier. Les communistes, les hommes progressistes et les peuples voient clairement ce que représente la clique de Tito et quel danger elle constitue pour la cause du communisme, pour la cause de la paix, de la liberté et de l'indépendance nationale des peuples. La Déclaration de Moscou des 81 partis communistes et ouvriers de l'année 1960 dénonce les dirigeants révisionnistes yougoslaves comme des traîtres au marxisme-léninisme, comme des valets de l'impérialisme, des ennemis du mouvement de libération nationale et de la paix.

Mais la clique de Tito a des amis, des complices et des alliés, qui, par toutes sortes de ruses, s'efforcent de lui conserver le «prestige» enterré, cherchent à rétablir son «crédit» perdu. C'est dans ce sens qu'œuvrent aussi ses maîtres impérialistes, avec en tête les Etats-Unis d'Amérique, qui veulent presser le citron jusqu'à sa dernière goutte ; c'est dans ce sens que s'emploient aussi les révisionnistes

modernes, avec en tête le groupe de N. Khrouchtchev, qui aspirent à avoir chez Tito et dans toute sa clique d'actifs compagnons de lutte et des alliés utiles dans la lutte contre le marxisme-léninisme et un intermédiaire dans leurs machinations avec l'impérialisme. Ces efforts bilatéraux sautent aux yeux en particulier ces temps derniers.

Les impérialistes américains, d'une part, mènent un grand tapage prétendant que, soi-disant, Tito fait cause commune avec l'Est. On présente au Sénat et au Congrès américains des propositions en vue de ne plus accorder d'aide à la Yougoslavie, parce qu'elle «fait défection». Le groupe de N. Khrouchtchev et ses tenants, d'autre part, en contradiction avec la Déclaration de Moscou de novembre 1960, claironnent que «la Yougoslavie est un pays socialiste», que «la politique extérieure de la Yougoslavie, pour les questions les plus importantes, coïncide entièrement avec celle de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes», que «l'expérience yougoslave doit être étudiée attentivement» et, comme si on voulait mettre en pratique ces préceptes, on échange différentes délégations, on invite les Yougoslaves, pour le moment, en qualité d'observateurs même dans les réunions des pays socialistes, on ouvre les frontières pour des rencontres massives, etc., etc.

Il est clair que les deux parties font du bluff, s'efforcent de susciter des illusions chez les peuples et chez les communistes, s'aident mutuellement pour que chacun ait la possibilité, à sa façon et pour ses propres fins, d'utiliser dans l'avenir également la clique révisionniste de Tito. Parce que, en réalité, rien n'a changé. Abstraction faite du vacarme qu'on fait au Congrès ou au Sénat américains, Tito continue d'être le laquais des impérialistes, il ne cesse de recevoir des crédits et des «secours», il continue d'être lié corps et âme à la remorque de l'impérialisme. De même, abstraction faite des déclarations grandiloquentes du groupe de N. Khrouchtchev à propos de la «Yougoslavie socialiste», etc. etc., le socialisme en Yougoslavie continue d'être une simple expression, un simple masque qui permet à la clique de Tito de miner plus facilement le camp socialiste, de se livrer à des actes de diversion, comme l'exige son rôle de «Cheval de Troie». Bref, la clique de Tito reste ce qu'elle était, indépendamment des illusions que cherchent à créer à son sujet, soit les impérialistes, soit le groupe de N. Khrouchtchev. La clique de Tito continue à jouer le rôle de domestique des deux maîtres, autrement dit elle sert tant les impérialistes, pour leurs desseins contre le communisme et contre le mouvement de libération nationale et de la paix des peuples, que le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev pour la lutte contre le marxisme-léninisme et pour ses objectifs de rapprochement avec l'impérialisme

Le groupe de N. Khrouchtchev n'a pas répondu à l'interview de Tito, en prenant à son compte et en approuvant tout ce qu'a dit Tito sur N. Khrouchtchev. Cela montre que, aussi bien la clique titiste que le groupe de N. Khrouchtchev marche sur la même voie. Mais le groupe de N. Khrouchtchev ne pouvait pas ne pas adopter une attitude semblable à l'égard de l'interview de Tito pour une autre raison encore: parce que, autrement, il se trouverait dans l'obligation de rétracter ce qu'il a dit en défendant la clique de Tito, il se verrait obligé d'avouer qu'il s'est trompé dans sa politique de conciliation et de rapprochement avec les révisionnistes yougoslaves. Tandis que les faits de ces derniers temps montrent que le rapprochement du groupe de N. Khrouchtchev avec la clique titiste devient toujours plus étroit. Comme cela a été annoncé, bientôt L. Brejnev visitera la Yougoslavie, tandis que vers la fin de cette année ou bien au printemps de l'année prochaine Josif Broz Tito se rendra en Union Soviétique, sur l'invitation de N. Khrouchtchev. Ces visites ne manquent pas de mobile. Il semble qu'elles sont faites pour mieux coordonner les affaires et actions communes.

Chaque jour qui passe montre de plus en plus clairement le grand danger que présentent pour les destinées du socialisme et pour la lutte des peuples contre l'impérialisme les conceptions et les menées des révisionnistes actuels, en particulier de l'agence de l'impérialisme : la clique titiste. Se taire, ne pas dénoncer ces conceptions et menées dangereuses des révisionnistes signifie assumer une grande responsabilité devant le mouvement communiste et tous les peuples du monde qui luttent pour leur libération nationale et sociale. Voilà pourquoi il faut considérer plus actuelle que jamais la tâche, soulignée avec force dans les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960, de lutter résolument contre le révisionnisme actuel qui demeure le principal danger dans le mouvement communiste et ouvrier international, et de démasquer encore davantage les révisionnistes yougoslaves comme des traîtres du marxisme-léninisme, comme des ennemis du socialisme et de la paix, de la liberté et de l'indépendance des peuples.

GRANDE TRAHISON A L'EGARD DU MARXISME-LENINISME

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 13 octobre 1962)

Sur l'invitation de Tito, le président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union Soviétique, L. Brejniev, a séjourné en Yougoslavie pour une visite officielle de 11 jours. La visite de Brejniev a été proclamée par la presse soviétique et yougoslave comme le retour de la visite que Tito fit en Union Soviétique en 1956.

A l'aéroport de Moscou il fut salué à son départ par N. Khrouchtchev. Dès son arrivée à Belgrade où il fut accueilli avec une grande pompe par Tito et sa clique, Brejniev s'empessa d'exprimer «à l'honorable camarade Tito» ses remerciements pour l'invitation amicale et de lui transmettre, au nom de N. Khrouchtchev, «le salut cordial et les meilleurs vœux pour des succès dans la vie et au travail, dans la lutte pour une paix durable et pour le socialisme».

Au cours de la visite les deux présidents ont échangé allocutions sur allocutions. Dans ses harangues, Tito a exprimé sa grande joie d'avoir trouvé l'occasion de montrer au camarade Brejniev «les résultats de l'édification socialiste en Yougoslavie», obtenus sous la conduite de l'Union des Communistes de Yougoslavie. Il a dit que «l'existence de quelques différences ne doit pas constituer un obstacle sur cette voie, puisqu'elles présentent un phénomène normal, qui souvent, dans le monde actuel, dérive du fait que les voies concrètes du développement économique et social, du développement des pays particuliers, sont différentes, et dépendent des différentes conditions historiques et autres». Tito a parlé de l'aide et du soutien que la Yougoslavie a accordés aux mouvements de libération nationale et progressistes dans le monde et aux pays indépendants en Asie et en Afrique. Il a dit à haute voix devant le président du Soviet Suprême : «les attitudes du Gouvernement Yougoslave et du Gouvernement de l'Union Soviétique concordent ou sont identiques au sujet d'une série de questions fondamentales internationales». En rappelant la période d'un certain assombrissement dans les relations entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie, Tito a donné la directive suivante : «Nous n'avons pas besoin de nous injurier. Nous devons mettre un terme à cela une fois pour toutes et être de bons amis. Je suis convaincu que cette visite sera un grand pas dans le développement des relations entre nos pays». Dans le discours prononcé à Kragujevac, Tito a dit : «Nous pouvons dire franchement à nos hôtes qu'ils sont venus dans un pays où l'on construit le socialisme et où il ne peut y avoir aucune autre voie de développement. Nous continuerons à marcher sur cette voie et nous avons de quoi construire notre ordre social socialiste (bien entendu, ici il n'a point fait allusion aux «aides» américaines. — Note de la rédaction). En concluant, je voudrais remercier notre camarade Brejniev et les autres hôtes pour la visite qu'ils nous ont rendue et pour leurs paroles qui coïncident entièrement avec nos opinions sur le socialisme». (Tanjug, 26 septembre 1962)

De son côté, le président du Soviet Suprême de l'Union Soviétique et membre du Présidium du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Brejniev a applaudi les paroles de Tito et a fait diverses déclarations. Dans son discours de salutation le 24 septembre et plusieurs autres fois de suite il a répété : «La collaboration avec la Yougoslavie est avantageuse pour tous les pays qui édifient le socialisme et le communisme» (?!). Après avoir souligné que «le champ d'activité dans les relations soviéto-yougoslaves est très vaste», il a dit : «Nous apprécions hautement les efforts du gouvernement et personnellement du président de la RFPY, le camarade Joseph Broz Tito, qui se prononcent pour la politique de paix, de la collaboration pacifique entre Etats, etc.». Tandis que dans le discours qu'il prononça à un meeting à Split, Brejniev a rapporté «aux camarades yougoslaves» sur la liquidation du culte de la personne et l'élimination de ses conséquences nuisibles. Il a souligné que «la découverte et la dénonciation hardie et la condamnation du culte de la personne de Staline ont eu une grande importance pour l'édification avec succès de la société communiste». Ici Brejniev a exprimé aussi ses impressions à propos de l'édification du socialisme en Yougoslavie, en disant : «Nous avons vu que les peuples de Yougoslavie travaillent comme une famille fraternelle et unie, en édifiant leur vie nouvelle». Il a souvent fait état des «entretiens intéressants, utiles avec le président Tito et avec autres personnalités marquantes de la Yougoslavie», des «choses intéressantes qu'il a vues», de «la visite très intéressante», de la «tournée très intéressante qu'il fit en Yougoslavie».

Au cours de la visite en Yougoslavie, le président du Soviet Suprême de l'Union Soviétique a eu comme guide d'honneur A. Rankovitch, si connu pour l'organisation des tortures et des assassinats

dont ont été victimes des milliers de communistes yougoslaves qui ont eu le courage de s'opposer à l'orientation révisionniste de la clique de Tito à partir de l'année 1948.

Au moment de la séparation «cordiale» avec Tito, Brejnev a mis en évidence une fois de plus «les conversations cordiales avec lui sur beaucoup de questions de la lutte commune pour la paix et du développement général des relations soviéto-yougoslaves dans l'intérêt de la paix et du socialisme», il a remercié de nouveau «cordialement le cher ami, le président de la République, le camarade Tito» et, au nom de N. Khrouchtchev, il l'a prié de visiter l'Union Soviétique. Selon l'agence TASS, Tito a accueilli avec plaisir l'invitation et il rendra sa visite à N. Khrouchtchev au mois de décembre de cette année.

A l'issue de la visite de Brejnev, le journal «Borba» écrivait avec une joie exultante : «Les relations amicales et la collaboration fructueuse entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie prendront infailliblement les attributs des relations à longue échéance, des relations les plus stables et les meilleures».

C'est ce qu'on a dit publiquement. Mais l'attention est frappée par ce qui n'a pas été dit et par ce qui a été intentionnellement écarté, soit dans les discours, soit dans le communiqué publié. Nous ne faisons pas allusion ici aux conversations secrètes, qui se poursuivent depuis longtemps entre le groupe de N. Khrouchtchev et Tito, à leurs plans de collaboration et de coordination de l'activité scissionniste. Cela sera mis en lumière par le temps, qui l'a déjà mis en lumière en diverses occasions. Nous faisons allusion aux questions au sujet desquelles on garde le silence ou qui sont traitées d'une manière trompeuse. Quiconque a suivi de près la visite de Brejnev en Yougoslavie et a lu attentivement le communiqué final des entretiens Tito-Brejnev, remarque comment on n'y a pas souligné le danger que présente l'impérialisme américain pour la paix, l'indépendance nationale des peuples et le socialisme, comment on répand des illusions que, soi-disant, le moment est venu où les impérialistes, à la suite du désarmement, destineront une grande partie des fonds au développement du bien-être des peuples, surtout des pays sous-développés, comment en parlant de Cuba on se garde bien d'accuser l'impérialisme américain qui le menace d'agression, mais on se borne à faire quelque allusion à certains milieux agressifs de l'impérialisme, comment, en parlant de la question de l'admission de la R.P. de Chine à l'ONU on ne dit rien de l'exclusion du représentant de Tchiang Kai-chek de l'ONU et on ne condamne pas la politique impérialiste des «deux Chineses», etc. etc.

Il ressort de ce que nous avons dit ci-dessus que la visite de Brejnev, de cet envoyé personnel de N. Khrouchtchev chez Tito, malgré les tentatives futiles qu'on fait pour la maintenir formellement dans le cadre de la coexistence pacifique, des relations entre Etats, n'est pas un voyage simple et ordinaire pour voir les «beaux sites merveilleux de la Yougoslavie amie». Cette visite est faite quelques temps seulement après le discours prononcé à Varna, en Bulgarie, par N. Khrouchtchev, qui y fit des éloges à la clique de Tito «qui édifie le socialisme» et considéra «non seulement normales, mais bonnes» ses relations avec Tito ; il y fit appel pour le rapprochement et l'amélioration multilatérale des relations avec la Yougoslavie actuelle, en qualifiant la collaboration avec la Yougoslavie et l'aide en sa faveur de facteur qui «non seulement contribuera à l'amélioration des relations réciproques entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie, mais aussi sera profitable à tous les pays qui édifient le socialisme et le communisme» (?!). Le voyage de Brejnev, si on le considère dans le cadre de l'activité scissionniste que mène la clique de Tito contre le camp socialiste, contre le mouvement de libération nationale, les mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière, les mouvements progressistes en général, si on le considère dans le cadre des conceptions révisionnistes et des agissements scissionnistes du groupe de N. Khrouchtchev et dans le cadre des tentatives bilatérales, aussi bien de la part de N. Khrouchtchev que de la part de Tito pour se rapprocher, pour coordonner leur activité antimarxiste, est sans aucun doute un voyage qui déborde du cadre des visites de courtoisie exigées par le protocole diplomatique. Le voyage de Brejnev, cette «mission d'amitié», cette «visite importante», comme l'appelle la presse soviétique elle-même, a un caractère politique et idéologique prononcé et est un maillon dans la séquelle des tentatives de N. Khrouchtchev pour se rapprocher des révisionnistes yougoslaves, pour coordonner avec eux la nouvelle orientation révisionniste pour la scission du camp socialiste, pour la liquidation du socialisme.

On sait que les efforts pour un rapprochement avec les renégats yougoslaves ont été commencés publiquement par N. Khrouchtchev dès l'année 1955, lorsqu'il se: rendit s'agenouiller devant Tito à Belgrade et lui demanda des excuses pour les prétendues erreurs qui, avaient été commises par les partis communistes et ouvriers des pays socialistes contre les «dirigeants yougoslaves», en rayant ainsi avec l'autorité de l'Union Soviétique les gaffes des titistes. C'était le premier pas. Ayant recouvert ainsi les révisionnistes yougoslaves avec le voile des marxistes-léninistes, N. Khrouchtchev entreprit, d'une manière planifiée, pas à pas, comme l'a confirmé et le confirme la vie, des mesures pour se rapprocher toujours davantage d'eux.

Les événements qui se déroulèrent après la visite de Tito en Union Soviétique en 1956, surtout les événements de la contre-révolution en Hongrie et la publication du programme révisionniste de l'Union des Communistes Yougoslaves, mirent en mauvaise posture N. Khrouchtchev dans ses tentatives à poursuivre sa voie. Les réunions de Moscou des années 1957 et 1960, qui démasquèrent sévèrement et à juste titre la clique révisionniste yougoslave pour sa trahison au marxisme-léninisme, pour son activité de sape contre le camp du socialisme, au service de l'impérialisme américain, etc. inquiétèrent vivement N. Khrouchtchev. C'est pourquoi, sous la pression de la juste lutte que menaient les partis communistes et ouvriers contre le révisionnisme et, en premier lieu, contre le révisionnisme yougoslave, en tant que principal danger dans le mouvement communiste, il fut obligé de dire aussi, à plusieurs reprises, quelque parole contre la clique de Tito. Mais comme l'attestent les faits nombreux qui sont désormais notoirement connus dans les discours qu'il a prononcés fréquemment, Khrouchtchev a toujours laissé la porte ouverte pour une entente avec la clique de Tito, il a toujours incité, d'une manière ou d'une autre, les autres aussi à ne pas aggraver les relations, à ne pas combattre les révisionnistes yougoslaves, sous la justification absurde «de ne pas en augmenter la valeur».

Mais avec le 22^e Congrès arriva le moment où Khrouchtchev apparut ouvertement comme un scissionniste du camp socialiste et du mouvement communiste. Et à ce moment-là, ce qu'il jugea le mieux de faire immédiatement ce fut d'enlever tous les obstacles et de recommencer les contacts officiels d'Etat et de Parti avec la clique de Tito. C'était indispensable pour continuer ses menées scissionnistes et le meilleur allié dans cette initiative c'était sans doute Tito qui avait donné des preuves sur la voie de la trahison du marxisme-léninisme. Pour atteindre cet objectif, il dut se débarrasser par de vives ruades de la Déclaration de la réunion de Moscou de l'année 1960. Et étant décidé à appliquer ses plans il n'hésita pas à faire cela. C'est ainsi que commença la collaboration dans le domaine économique et, dès l'année 1961, l'échange de marchandises augmenta de 2,5 fois par rapport à l'année 1955. En 1962, l'échange de marchandises dépassera de 30 pour cent le niveau de l'année passée. Au mois de juillet de cette année, «dans l'atmosphère des pourparlers cordiaux, dans l'esprit de l'amitié et de l'entière compréhension réciproque», furent réglées sans aucune difficulté toutes les questions de la collaboration économique réciproque. On signa successivement les différents accords qui prévoient l'augmentation considérable des ressources réciproques de marchandises pour les années 1963-1965 par rapport au volume fixé pour cette période par l'accord à longue échéance, en vigueur. On prit toutes les mesures pour la coopération dans les différents secteurs de l'industrie et de la collaboration technico-scientifique et dans l'échange réciproque des spécialistes, etc.

Après le règlement des questions économiques, N. Khrouchtchev se vit obligé aussi de régler immanquablement et entièrement les questions de caractère politique et idéologique avec la clique de Tito. L'un des proches collaborateurs de N. Khrouchtchev, I. V. Spiridonov, président du Soviet de l'Union du Soviet Suprême, a dit : «Si l'on tend à ce que, entre les Etats et les gouvernements, il y ait plus de points de contact dans le domaine de la politique extérieure, de l'économie et de la culture, alors on peut avancer aussi en direction de l'élimination des divergences sur le plan idéologique» (extrait du discours prononcé par Spiridonov le 2 juillet 1962 à la réception en l'honneur de la délégation parlementaire yougoslave). La collaboration commença à assumer de vastes proportions dans le domaine de l'échange des délégations nombreuses de tous les secteurs, y compris des délégations des secteurs politique et idéologique. L'échange des délégations s'est étendu aux organisations de masse, telles que celles des Unions Professionnelles, aux journalistes, aux écrivains, aux artistes, aux hommes de la science, etc. Les paroles prononcées de temps à autre par N. Khrouchtchev et ses propagandistes pour la concordance de sa politique avec celle du groupe de Tito, étaient le prologue de la visite de Brejnev.

Le rapprochement avec la clique de Tito a été masqué par Khrouchtchev au moyen de déclarations telles que celle-ci : «La Yougoslavie est un pays qui édifie le socialisme». Ce masque est trop ténu pour pouvoir couvrir la grande trahison qu'on commet en collaborant avec les renégats de Belgrade.

Sur quelles bases, sur quelle logique s'appuient N. Khrouchtchev et ses tenants lorsqu'ils déclarent que la Yougoslavie édifie le socialisme ? Comment pourrait édifier le socialisme un groupe de traîtres au marxisme-léninisme lorsqu'on sait que l'idéologie scientifique de l'édification du socialisme est le marxisme-léninisme ? Comment pourrait-on édifier le socialisme en laissant la voie libre au développement capitaliste de la campagne, en poussant l'économie chaque jour davantage sur les rails de l'économie capitaliste ? Comment pourrait-on édifier le socialisme avec les milliards de dollars américains, qui sont en train d'étrangler toute l'économie yougoslave ? Comment pourrait bâtir le socialisme un pays dont les dirigeants sapent l'unité du camp socialiste ? A la fois agent de sape du socialisme et bâtisseur du socialisme ! Comment pourrait s'appeler socialiste un pays dont la direction, sous le prétexte de la politique en marge des blocs, mène une activité qui porte préjudice à la cause de l'unité de toutes les forces et de tous les Etats pacifiques ? Quels changements y a-t-il eu en Yougoslavie depuis la réunion de Moscou de l'année 1960 pour aboutir à des considérations semblables à celles du groupe de N. Khrouchtchev ? Il n'y a eu aucun changement. Les révisionnistes yougoslaves non seulement n'ont point changé, mais se sont engagés tous les jours plus à fond au service de l'impérialisme, sur la voie de la restauration du capitalisme en Yougoslavie. C'est précisément de l'activité traîtresse et scissionniste de la clique de Tito que le groupe de N. Khrouchtchev a besoin. L'expérience de Tito dans ce domaine lui est nécessaire pour mettre en pratique sa propre orientation révisionniste. Voilà pourquoi il ferme à dessein les yeux devant la réalité actuelle de la Yougoslavie, qui marche vers la restauration du système capitaliste et il oublie tout ce qu'il a dit contre les révisionnistes yougoslaves. C'est ce qui explique toutes les différentes concessions idéologiques, les efforts pour la concordance de leurs points de vue qui furent faits au cours de la visite de Brejnev en Yougoslavie. Ce n'est pas sans motif que Brejnev, au cours de tout son séjour en Yougoslavie, n'a cité pas même une fois dans ses discours «le camp socialiste». Il a été obligé de faire cela premièrement parce que Tito n'y aurait pas consenti, du moment qu'il est «contre les camps», qu'il se maintient «au-dessus des camps» ; et deuxièmement, et c'est le plus important, parce que, d'après ce qui ressort des discours de Brejnev, au lieu de parler du camp socialiste, il parle du «monde des pays socialistes», des «forces socialistes dans le monde», de la «société des Etats socialistes», il s'efforce de trouver des formes convenables pour la liquidation du camp socialiste, pour l'introduction du loup dans la bergerie, pour l'introduction de la «Yougoslavie amie socialiste» dans la famille des pays socialistes, pour la réalisation des objectifs communs que tout le monde connaît désormais.

Pour réaliser ses objectifs de rapprochement, N. Khrouchtchev avait donné à Brejnev un sûr appui, qui constituait sa suite lors de sa visite en Yougoslavie. Cette suite se composait des hommes les plus proches et les plus éprouvés de sa ligne révisionniste, tels qu'Adjoubey, Firioubine et Andropov. Adjoubey, dont le seul mérite comme «personnalité politique» est d'avoir épousé la fille de Khrouchtchev, est connu comme l'homme qui, en marchant sur les traces de son beau-père, a appelé le président milliardaire des monopoles américains, Kennedy, «héros dont le peuple américain doit être fier», comme l'agent de liaison direct de N. Khrouchtchev dans ses marchandages avec Kennedy. Firioubine a été ambassadeur à Belgrade, il a servi comme agent de liaison officiel de N. Khrouchtchev avec la clique de Tito et a un mérite particulier dans le rapprochement Tito-Khrouchtchev. Andropov, ancien ambassadeur en Hongrie, à présent fonctionnaire important dans l'appareil du Comité Central du PCUS, est connu comme l'homme des sombres menées de Khrouchtchev et de son groupe dans les événements de la contre-révolution hongroise de l'année 1956 et dans les complots de Khrouchtchev contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis communistes et ouvriers du monde. Le groupe de N. Khrouchtchev et Tito lui-même estiment que le moment favorable est venu pour un rapprochement dans tous les domaines, que c'est déjà le moment de la collaboration ouverte dans tous les secteurs, sous toutes les formes. Cela apparaît nettement dans les paroles que Tito a adressées à Brejnev : «Assez d'insultes entre nous. Désormais nous ne devons plus nous quereller. Nous devons être de bons amis». En d'autres termes, Tito dit : «Nous avons assez jeté de la poudre aux yeux des gens comme si nous étions des adversaires. Enlevons les masques. Le moment est déjà venu de nous donner le bras ouvertement et de travailler ensemble pour nos objectifs communs».

Au cours de sa visite en Yougoslavie, Brejnev a souvent répété la formule connue de N. Khrouchtchev sur la «concordance» des points de vue et des attitudes dans les questions de la politique extérieure.

Dans nos articles précédents, nous avons analysé d'une façon minutieuse la chose et avons démontré avec des faits à l'appui que les positions des révisionnistes yougoslaves n'ont rien de commun avec la politique extérieure de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes. C'est pourquoi, nous ne nous arrêtons pas sur ce point. Nous soulignons seulement que précisément pendant les journées où Brejnev, au cours de sa tournée à travers la Yougoslavie, fit des efforts en vue d'adoucir les positions et la politique des révisionnistes yougoslaves et de les présenter comme identiques à la politique de l'Etat soviétique, le représentant des révisionnistes yougoslaves à la session actuelle de l'Assemblée de l'ONU, Popovitch, dans son discours, a placé une fois de plus au banc des accusés la politique de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, en la comparant à la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme américain.

Les tentatives du groupe de N. Khrouchtchev en vue de mettre sur le même plan la politique des révisionnistes yougoslaves et celle de l'Union Soviétique, pour la concordance et l'identité des positions soviéto-yougoslaves dans les questions internationales, ne sont qu'un bluff, un masque dont N. Khrouchtchev a besoin pour présenter comme socialiste la clique renégate de Belgrade. En réalité ces tentatives ont été rejetées par les faits nombreux et par Tito lui-même dans son interview de ces temps derniers, où il a déclaré : «Nos représentants en premier lieu ne votent pas toujours contre les Etats-Unis d'Amérique. Il y a eu des cas où nos représentants ont adopté, conformément à nos points de vue, des attitudes qui étaient compatibles avec les attitudes des représentants américains».

C'est un fait désormais notoirement connu que la politique yougoslave dans les questions extérieures est un appendice de la politique d'agression et de guerre que suivent les impérialistes américains et il ne serait être question de sa concordance avec la politique de l'Etat soviétique et des autres pays socialistes. La politique des révisionnistes yougoslaves coïncide entièrement avec les points de vue et les objectifs du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev.

Ce qui revêt une grande importance pour N. Khrouchtchev c'est que les positions de la clique de Tito au sujet des différentes questions internationales soient conformes aux questions stratégiques fondamentales qui unissent le groupe de N. Khrouchtchev à la clique de Tito. Telles sont les questions suivantes : «la conciliation de classe du socialisme avec le capitalisme, la coexistence politique et idéologique entre eux, la paix et la coexistence à tout prix, la négation de tout mouvement révolutionnaire, l'intégration économique et politique du monde. En ce qui concerne les actions et les positions concernant des questions concrètes déterminées, à cet égard N. Khrouchtchev lui-même est, dans de nombreux cas, en contradiction et en divergence avec la politique de principe de l'Etat soviétique et du PCUS. A ce propos il y a des exemples nombreux qui montrent que N. Khrouchtchev dit aujourd'hui et se contredit demain. Aujourd'hui il fait l'éloge d'Eisenhower et demain il l'insulte; aujourd'hui il déclare que la question allemande doit être réglée sans retard, en indiquant même un délai, et demain il déclare impudemment que la question des délais n'a pas d'importance, aujourd'hui il dit que le révisionnisme moderne est le cheval de Troie, demain il dit qu'il édifie le socialisme. Cette tactique constitue un trait caractéristique des révisionnistes modernes, parce qu'ils ne sont pas des gens de principe. Etant des antimarxistes, ils s'efforcent de se conformer aux tournants suscités par les petits événements politiques, ils oublient les intérêts vitaux du prolétariat et la nature de l'ordre capitaliste.

C'est en vain que le groupe de N. Khrouchtchev s'est efforcé de donner à la visite de Brejnev parfois même un caractère anti-impérialiste, afin de masquer le véritable but que poursuivait la visite pour vérifier leurs points de vue et agissements révisionnistes. Le journal soviétique «Izvestia» dans un article intitulé «Au nom des buts communs», dans lequel on souligne précipitamment «l'atmosphère pure des relations soviéto-yougoslaves», s'efforce de mettre en évidence que, soi-disant, la visite de Brejnev a été considérée avec «inquiétude et nervosité dans les milieux dirigeants d'Adenauer» et, en général, dans les milieux impérialistes. Mais la vérité est tout autre. En vérité Brejnev ne s'occupa pas longuement de cette question et le journal «Izvestia» non plus n'insista pas pour l'argumenter. Au contraire, de crainte que les impérialistes ne se fâchent et tournent le dos à la clique de Tito, le groupe de Khrouchtchev souligne spécialement : «L'Union Soviétique, désireuse d'étendre ses bonnes

relations avec la Yougoslavie, ne cherche pas l'aggravation de ses relations avec les autres pays». («Izvestia», 29 septembre) Et cela n'est pas fait sans intention : N. Khrouchtchev n'a nullement intérêt à ce que les révisionnistes yougoslaves se détachent des impérialistes, surtout des impérialistes américains. La clique de Tito est un important pont de liaison entre Khrouchtchev et Kennedy. Il n'est pas dû non plus au hasard le bruit qu'on fait ces jours-ci aux USA au sujet d'une décision qu'aurait adoptée le Sénat américain pour priver la Yougoslavie du droit de la nation privilégiée dans le commerce extérieur avec les USA. La vérité c'est que la presse réactionnaire n'a pas pu contenir la joie que lui a suscitée cette visite et elle l'a qualifiée, avec enthousiasme, de démonstration d'amitié faite par le groupe de N. Khrouchtchev à l'égard de Tito, de «printemps dans les relations soviéto-yougoslaves».

Il ressort clairement de tout ce que nous avons dit ci-dessus que le groupe de N. Khrouchtchev et la bande renégate de Tito concordent à présent, politiquement et idéologiquement, dans toutes les questions fondamentales, ils concordent dans leur tactique et dans la stratégie pour le rapprochement avec les impérialistes, ils concordent dans leur stratégie et tactique pour la lutte contre le marxisme-léninisme, contre l'unité du camp du socialisme, ils concordent dans leurs efforts communs visant à entraîner dans la voie de la trahison, à faire dégénérer aussi quelques dirigeants des partis communistes et ouvriers de certains pays socialistes d'Europe et de certains pays capitalistes. Ils concordent dans leur stratégie et leur tactique en vue de saper le mouvement de libération nationale, en subordonnant celui-ci au désarmement général et total, ils concordent dans leur stratégie et tactique pour l'intégration économique et politique du monde.

Tout cela permet de se rendre compte clairement que nous nous trouvons en face d'une grande trahison à l'égard du marxisme-léninisme. Cette trahison ne peut passer inaperçue que de ceux qui ne veulent pas s'en apercevoir que de ceux qui ont intérêt à ne pas la voir.

Nous devons regarder les choses bien en face, les appeler par leur nom. Le révisionnisme moderne est devenu un très grand danger pour les grandes victoires historiques qu'a remportées le prolétariat, pour la révolution, pour le socialisme. Il est devenu agressif et impudent.

Le révisionnisme moderne, en tant que courant antimarxiste, n'a pas été encore entièrement démasqué. C'est précisément en cela que réside son caractère dangereux. Il est vrai que la forme du révisionnisme yougoslave s'est discréditée considérablement, mais aujourd'hui il faut démasquer jusqu'au bout le front commun que créent les révisionnistes modernes dans la lutte contre le socialisme, contre le marxisme-léninisme révolutionnaire.

Où réside la force du révisionnisme moderne ? A présent nous n'avons pas affaire à un opportunisme semblable à celui de la II^e Internationale dans la période 1894-1917, qui s'appuyait seulement sur les aumônes que lui donnait la bourgeoisie régnante, prélevées sur les bénéfices immenses qu'elle réalisait en exploitant les peuples coloniaux et dépendants. La grande tragédie qui a frappé aujourd'hui le mouvement communiste international provient de ce que le révisionnisme est représenté par le groupe de N. Khrouchtchev, qui se trouve au pouvoir à la tête de l'Union Soviétique et du Parti Communiste du grand Lénine.

Les révisionnistes, en se livrant à une démagogie effrénée, exploitent, pour leur propre intérêt, la grande autorité internationale que s'est acquise le Parti Communiste de l'Union Soviétique sous la direction de Lénine et de Staline, ainsi que le glorieux passé révolutionnaire de quelques partis communistes de différents pays. Le révisionnisme moderne se sert du marxisme-léninisme, surtout du nom de Lénine, comme d'une étiquette pour la diffusion de ses théories et points de vue antimarxistes pour tromper les masses. Certes, on ne peut pas empêcher Khrouchtchev, Tito et leurs zéloteurs de se servir des étiquettes qui leur plaisent pour écouler leur marchandise défraîchie. Mais elles deviennent dangereuses lorsqu'elles sont utilisées par des gens à qui on n'a pas encore entièrement arraché le masque qui couvre leur visage d'antimarxistes. V. I. Lénine soulignait sans cesse que l'opportunisme déclaré est moins dangereux et moins nuisible que l'opportunisme qui se présente sous l'habit du marxisme-léninisme.

En outre, le révisionnisme moderne bénéficie aussi de l'appui de l'impérialisme international, qui l'aide sous des formes et par des procédés divers, avoués ou dissimulés. Il suffit de prendre l'exemple de la Yougoslavie, où les monopoleurs américains ont versé entre les mains de Tito, de l'un des chefs du

révisionnisme moderne, la somme de cinq milliards de dollars, qui doit être utilisée pour atteindre le principal but stratégique de l'impérialisme : la liquidation du système socialiste et l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme. A L'origine du révisionnisme actuel fut découverte et définie nettement dans les réunions des représentant» des partis communistes et ouvriers qui eurent lieu à Moscou en 1957 et en 1960. «L'existence de l'influence bourgeoise, — est-il dit dans la Déclaration de l'année 1957, — est l'origine intérieure du révisionnisme, tandis que la capitulation devant la pression de l'impérialisme est son origine extérieure».

Ainsi donc, le révisionnisme moderne n'est pas un phénomène dû au hasard, il n'a pas surgi à l'improviste comme Athéna de la tête de Zeus. Il naquit à la suite de l'âpre lutte de classe qui se déroule entre le socialisme, auquel appartient l'avenir, et la bourgeoisie impérialiste, qui va périr, il est l'incarnation de la capitulation dans cette lutte de la partie aristocratisée et indécise parmi les représentants de la classe ouvrière, par suite de la forte et continuelle pression qu'exerce l'impérialisme.

A l'heure actuelle comme dans le passé, l'essentiel du contenu de l'opportunisme est l'idée de la collaboration des classes. Cette idée a été placée par le révisionnisme moderne à la base de toute son activité.

Le groupe révisionniste de Khrouchtchev s'irrite en entendant la définition scientifique de l'époque actuelle, formulée dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, et c'est bien pour cette raison qu'il ne la cite jamais. Dans cette déclaration l'époque actuelle est définie comme une époque de la lutte entre deux systèmes sociaux opposés, comme l'époque des révolutions socialistes et des révolutions de libération nationale, comme l'époque de l'écroulement de l'impérialisme, de la liquidation du système colonial, comme l'époque du passage des autres pays à la voie du socialisme, comme l'époque du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale. Tandis que Khrouchtchev et ceux qui marchent sur ses pas présentent, en fait, l'époque actuelle comme l'époque de la coexistence pacifique, au cours de laquelle, les négociations et la voie pacifique doivent conduire à la solution des problèmes sociaux et politiques qui divisent aujourd'hui le monde. Pour eux, le principal contenu de notre époque est la compétition économique pacifique entre les deux systèmes sociaux mondiaux, socialiste et capitaliste. Voilà pourquoi, la coexistence pacifique est proclamée bruyamment par le groupe de Khrouchtchev comme la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes, comme la voie générale pour le triomphe du socialisme dans le monde entier. C'est à la même conclusion que conduisent également les appréciations données à propos de l'époque actuelle par le groupe de Tito, qui l'appelle l'époque de l'intégration pacifique du monde dans le socialisme.

Nous avons souligné la différence essentielle de la signification que donnent à notre époque, d'une part, la Déclaration de Moscou de l'année 1960 et, d'autre part, les révisionnistes, parce qu'ici se séparent les voies totalement opposées du marxisme-léninisme révolutionnaire et du révisionnisme moderne.

Partant de la définition scientifique de notre époque, les marxistes-léninistes tirent des conclusions révolutionnaires justes au sujet des changements radicaux qui ont eu lieu dans le nouveau rapport des forces dans l'arène internationale, rapport qui est en faveur du socialisme. L'accroissement des forces du communisme dans le monde, le renforcement de l'influence du système socialiste sont compris par les marxistes-léninistes révolutionnaires comme un facteur qui a créé des conditions très favorables et de nouvelles possibilités pour les partis communistes et ouvriers, pour la classe ouvrière et pour toutes les forces révolutionnaires des pays capitalistes, ainsi que pour les peuples opprimés par l'impérialisme, pour **la victoire sûre des révolutions socialistes et des mouvements de libération nationale**, pour le triomphe du socialisme et du communisme dans le monde entier. Mais la victoire ne vient jamais toute seule, et du reste on ne vous l'offre jamais, elle est obtenue par la lutte et par les efforts des masses populaires, solidement unies autour d'une direction révolutionnaire, indéfectiblement décidées pour la défense des intérêts du peuple, de la révolution. Tel est l'enseignement de l'histoire. Aujourd'hui, plus que jamais, la situation exige que les partis communistes et ouvriers se tiennent toujours à l'avant-garde des efforts des masses contre l'impérialisme, qu'ils montrent par des actes qu'ils sont capables de diriger le prolétariat et ses alliés dans la lutte pour le triomphe de la révolution socialiste et de la révolution de libération nationale. «Il

ne suffit pas de s'appeler «avant-garde», détachement d'avant-garde, — dit V. I. Lénine, — il faut également agir de telle façon que tous les autres détachements s'aperçoivent que nous marchons en tête et qu'ils soient obligés à reconnaître cela». (Œuvres choisies, vol. I, p. 174). L'évolution historique des événements ne se soucie guère de savoir quel nom vous portez, «parti communiste» ou bien quelque autre nom, quels programmes ou mots d'ordre vous proclamez. La révolution ne demande pas des paroles, mais des actes. Si l'on ne maîtrise pas la situation par des actes elle vous flanque loin, elle vous lance avec une telle violence que vous vous écrasez au premier obstacle et personne ne se soucie de vous. Les exemples ne manquent pas, bien plus il y a des exemples tout à fait actuels qui montrent avec quelle rigueur a condamné la marche des événements révolutionnaires ceux qui se sont tenus à la queue des événements, par suite de leur dégénérescence, en suivant le cours révisionniste de Khrouchtchev.

L'impérialisme américain constitue aujourd'hui la principale force d'agression et de guerre, il est l'ennemi le plus sauvage de toute l'humanité. Le monde est témoin de nombreux événements d'agressions et de guerres, déclenchées par les impérialistes dans divers pays, il est témoin des préparatifs fébriles pour de nouvelles guerres agressives de la part des impérialistes américains et de leurs partenaires dans les blocs agressifs contre les pays socialistes, contre les peuples qui viennent de conquérir la liberté et l'indépendance, contre les peuples qui se sont soulevés et se soulèvent tous les jours dans la lutte pour se débarrasser du joug des colonisateurs impérialistes, pour liquider les régimes odieux de l'oppression et de l'exploitation capitalistes.

La situation actuelle exige plus que jamais et d'urgence la création d'un front uni de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix, l'indépendance nationale et le socialisme, des pays socialistes, du mouvement révolutionnaire ouvrier dans les pays capitalistes, du mouvement révolutionnaire de libération nationale et démocratique, de tous les pays et peuples pacifiques du monde, parce que l'impérialisme est aujourd'hui le principal ennemi commun de l'humanité. C'est de cette façon seulement qu'il est possible d'assurer une paix durable et d'éviter une nouvelle guerre mondiale, de liquider en même temps la domination impérialiste et d'obtenir le triomphe du socialisme dans le monde entier.

Mais la création d'un solide front contre l'impérialisme est entravée, par tous les moyens, par les révisionnistes modernes. Ils recourent à tous les procédés, même aux actes criminels les plus ignobles pour saboter la lutte de libération des peuples opprimés contre les impérialistes, pour empêcher l'union de toutes les forces anti-impérialistes dans la lutte pour la paix, l'indépendance nationale et le socialisme, pour entraver la diffusion et la pénétration radicale des idées du marxisme-léninisme révolutionnaire. A cet égard, les révisionnistes modernes font de grandes concessions de principe aux impérialistes.

Entre temps, les impérialistes, avec les impérialistes américains en tête, tirent le meilleur profit possible des faiblesses et des concessions des révisionnistes modernes, en particulier de Khrouchtchev. La politique et l'activité opportunistes, antirévolutionnaires, la politique de conciliation avec les impérialistes, que suivent les révisionnistes, divisent et affaiblissent le camp socialiste, affaiblissent le mouvement révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme, permettent aux impérialistes de renforcer leur position dans différentes parties du monde, qui ont été transformées en foyers d'agression contre l'Union Soviétique, la République Populaire de Chine et les autres pays socialistes, ainsi que contre le mouvement de libération des peuples opprimés.

Malgré les mesures féroces et les milliards de dollars dont se sert l'impérialisme, avec le concours des révisionnistes, pour étouffer les mouvements révolutionnaires, anti-impérialistes, en général le mouvement révolutionnaire et le mouvement communiste international sont marqués par une extension et un renforcement incessants. Et il ne peut en être autrement. Les contradictions de toutes sortes au sein de l'impérialisme s'aggravent toujours davantage. Aujourd'hui plus que jamais, le monde capitaliste vieilli est gros de révolutions socialistes et de libération nationale. Dans l'arène internationale se déroule une lutte de classe très âpre. Dans la plupart des pays opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine se répand toujours davantage la flamme des luttes révolutionnaires. Même dans les pays capitalistes les plus développés la lutte de classe ne s'est pas éteinte et ne pourra jamais s'éteindre, parce qu'elle ne dépend ni de la volonté des révisionnistes, ni de celle de la

bourgeoisie impérialiste, elle est causée par les conditions objectives de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui ne peuvent disparaître que par le renversement de l'ordre capitaliste et par l'instauration de l'ordre socialiste. Un certain accroissement non habituel de la production dans quelques pays capitalistes n'est qu'un phénomène temporaire de conjoncture, parce qu'il n'y a eu et ne peut y avoir à présent non plus un développement pacifique permanent du capitalisme. Le système capitaliste mondial a plongé dans une profonde crise générale, voilà pourquoi la situation du «développement pacifique» du capitalisme dans certains pays du monde ne peut pas se prolonger d'une manière illimitée.

Comme l'a souligné la Déclaration de Moscou de l'année 1960, aucune tentative de l'impérialisme, quelle qu'elle soit, ne peut empêcher la marche en avant de la société, la liquidation du système impérialiste et le triomphe total du socialisme à l'échelle mondiale. Mais cela pourra avoir lieu en un court délai ou bien dans un délai beaucoup plus long. Dans cette question tout dépend de ce qui suit: le prolétariat et les autres masses opprimées et exploitées seront-ils suffisamment prompts et préparés à tout point de vue pour agir dans les situations révolutionnaires, qui sont devenues désormais inévitables, les partis communistes et ouvriers seront-ils suffisamment en mesure de préparer d'une manière multilatérale les masses pour la révolution, de les rendre pleinement conscientes et de les conduire à la victoire totale sur les ennemis extérieurs. Aucun parti *de* la classe ouvrière n'est en état de s'acquitter de cette tâche, s'il est infecté de la maladie dangereuse du révisionnisme, si à sa tête se sont installés bien à leur aise des dirigeants révisionnistes, si la solidarité du mouvement révolutionnaire mondial, l'unité du mouvement communiste international et l'unité du camp socialiste dans la lutte contre le révisionnisme ne sont pas sauvegardées et renforcées. La diffusion et la consolidation du révisionnisme dans le mouvement communiste international non seulement prolongent la vie de l'impérialisme et retardent beaucoup le triomphe du socialisme dans les autres pays, mais aussi mettent sérieusement en danger les victoires remportées par les masses travailleuses dans les pays où a triomphé le socialisme.

Voilà pourquoi à l'heure actuelle, plus qu'en toute autre circonstance, apparaissent comme actuelles et concrètes la définition donnée par les réunions de Moscou de 1957 et 1960 au révisionnisme en tant que principal danger du mouvement communiste international, ainsi que la tâche de combattre et de détruire le révisionnisme idéologiquement jusqu'au bout. La lutte pour la destruction idéologique du révisionnisme moderne est devenue aujourd'hui une tâche historiquement indispensable et urgente.

Le révisionnisme non seulement assouplit et émousse l'énergie révolutionnaire des masses, mais aussi trouve un terrain favorable pour se développer par cet assouplissement et émoussement. Nous voyons ce phénomène aujourd'hui dans les pays où les révisionnistes ont accédé à la direction des partis communistes. Tandis que le marxisme-léninisme et les partis marxistes-léninistes s'appuient justement sur l'énergie révolutionnaire des masses et ainsi ils se renforcent. Par conséquent, en combattant le révisionnisme et en démasquant ses agents, l'énergie révolutionnaire des masses se ranime et celles-ci deviennent conscientes et apprennent à lutter pour leurs intérêts, pour la révolution, pour une pleine indépendance nationale, pour la démocratie, le socialisme et le communisme. Sans dénoncer et combattre le révisionnisme, on ne peut pas combattre efficacement l'impérialisme et remporter la victoire sur lui. V. I. Lénine soulignait sans cesse : «Si elle n'est pas étroitement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme devient une phrase vide et fallacieuse». (Œuvres choisies, vol. I, p. 858).

Pour combattre avec succès le révisionnisme, qui est devenu un si grand danger, les communistes et les masses doivent se rendre clairement compte de ce qu'est concrètement le révisionnisme. Au sujet de la lutte contre le révisionnisme, le groupe de N. Khrouchtchev également se voit obligé de dire parfois quelque chose. Certes, pour le groupe de N. Khrouchtchev «la lutte contre le révisionnisme» est une chose abstraite, sans objet, ce n'est qu'une phraséologie vide. Auparavant, lorsque dans la presse ou dans les discours des dirigeants soviétiques actuels il était fait allusion à la «lutte contre le révisionnisme», cela pouvait être aussi interprété parfois comme s'il s'agissait des révisionnistes yougoslaves. Mais à présent, alors que nous nous trouvons devant le fait accompli de la collaboration dans tous les domaines de la politique de Khrouchtchev avec la politique de Tito, il ne reste plus aucun doute que le groupe de Khrouchtchev non seulement ne lutte contre aucune forme du révisionnisme, mais a empoigné lui-même la bannière du révisionnisme moderne.

Dans les conditions actuelles de l'âpre lutte de classe entre le communisme et l'impérialisme, lorsque la réaction impérialiste unit toujours davantage les forces contre le communisme, il est particulièrement indispensable de sauvegarder et de renforcer l'unité du camp socialiste, du mouvement communiste et du mouvement ouvrier révolutionnaire international. Pour chaque marxiste-léniniste véritable il est clair que cette unité a subi un grave préjudice de la part des révisionnistes modernes. L'une des principales visées du groupe révisionniste de Tito a toujours été la division de l'unité du camp socialiste et des forces du communisme international. Mais contre cette unité agit à présent le groupe révisionniste de Khrouchtchev aussi avec ses attaques, complots et autres menées des plus ignominieuses et des plus criminelles contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis révolutionnaires marxistes-léninistes, contre le camp socialiste, ainsi que contre tout le mouvement révolutionnaire mondial.

La sauvegarde de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, ainsi que le renforcement ultérieur de cette unité exigent qu'on s'oppose résolument au révisionnisme moderne, qu'on le combatte et le dénonce sous toutes ses formes et dans tous les domaines, qu'on trace une fois pour toutes une nette ligne de démarcation avec le révisionnisme. Le révisionnisme est une plaie qui s'est ouverte désormais au sein du mouvement communiste. Cette plaie doit être guérie au plus tôt, malgré la forte douleur que pourrait causer l'opération sur elle.

Aujourd'hui figure de nouveau à l'ordre du jour, comme aux temps héroïques de Marx et de Lénine, la devise révolutionnaire qui guide, depuis plus d'un siècle, dans les dures batailles de classe et dans les victoires, les prolétaires et toutes les masses opprimées et exploitées : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» Aujourd'hui également, comme toujours, l'union peut se faire uniquement sur les fondements du marxisme-léninisme révolutionnaire, uniquement autour des idées immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline et jamais autour des révisionnistes et de leurs idées pourries.

Les révisionnistes modernes, même lorsqu'ils occupent des postes de direction dans quelque parti, outre une couche d'hommes privilégiés qu'ils ont créée comme soutien pour leurs agissements antimarxistes, ne peuvent pas compter sur l'essentiel, sur la masse des communistes, ils n'ont pas gagné à leur cause les prolétaires et la paysannerie révolutionnaire, bien que les révisionnistes aient l'habitude de se référer aux «masses» chaque fois qu'ils désirent présenter comme parfaites leurs théories et leur activité anticommuniste. La masse des communistes et des travailleurs comprend toujours mieux qu'une grande trahison se joue à leurs dépens et au détriment du marxisme-léninisme et que les révisionnistes sont des renégats du communisme et incorrigibles. C'est justement à ces masses que, dans ces moments historiques, incombe la lourde charge de dire leur mot, de mettre au plus tôt à leur place le révisionnisme et les révisionnistes, parce que la révolution et la contre-révolution, le marxisme et l'antimarxisme, l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise, dont le révisionnisme également est le rejeton, ne peuvent vivre ensemble pendant longtemps ni dans le cadre d'un parti, ni dans le cadre de tout le mouvement.

En outre, il est grand temps que les communistes qui se débattent dans le borborygme de N. Khrouchtchev et ont la possibilité de voir à présent, qui plus et qui moins, la trahison dressée à l'égard du marxisme-léninisme, trouvent la force et le courage de se dire halte-là et de se détacher des révisionnistes. Ils se trouvent devant l'alternative: ou bien rouler dans l'abîme où les conduit le groupe de Khrouchtchev, ou bien réagir courageusement et résolument, s'unir à la masse du parti, s'appuyer fermement sur les masses travailleuses et donner le coup de grâce aux révisionnistes. Ce n'est que de cette façon qu'on peut aider le parti, le pays, le socialisme, le communisme, la paix.

Ce n'est pas la première fois que le mouvement ouvrier et communiste se trouve en face d'une grande trahison, telle que la trahison des révisionnistes modernes. L'histoire de la lutte du prolétariat mondial a montré plusieurs fois que, dans les moments graves de la crise générale du capitalisme, l'opportunisme, en tant que rejeton et agence de la bourgeoisie, est devenu entreprenant, s'est ranimé et s'est efforcé de saisir à la gorge les partis de la classe ouvrière, en aidant de la sorte la bourgeoisie internationale impérialiste dans la lutte et les efforts pour l'implantation de sa domination mondiale et pour la répression des mouvements révolutionnaires des masses. Désormais tout le monde connaît bien la trahison de la II^e Internationale et son échec, la trahison de Kautsky, Plékhanov, Trotsky et leur échec, la trahison de Zinoviev, Kamenev, Boukharine et leur défaite. Les vrais marxistes-léninistes,

dans les moments décisifs du danger opportuniste, ont agi résolument, se sont dressés courageusement et ont mené une très âpre lutte intransigeante et de principe contre les ennemis du marxisme-léninisme. Lénine et ses camarades bolcheviks, même lorsqu'ils se trouvaient entre plusieurs feux provenant de divers côtés : du côté de l'autocratie sauvage tsariste et plus tard de la dictature bourgeoise de Kerensky, du côté de la bourgeoisie impérialiste internationale et du côté des chefs traîtres de la II^e Internationale, ne se sont jamais effrayés, mais ont défendu courageusement les principes du marxisme-léninisme, ont tracé une nette ligne de démarcation entre eux et les menchéviks, trotskistes et autres, pour s'unir avec encore plus de fermeté autour des idées du marxisme-léninisme. On sait très bien comment ont agi les bolcheviks, avec en tête Lénine, lorsqu'ils se rendirent compte que tout espoir pour corriger les menchéviks était vain et que désormais la présence avec eux dans un seul et même parti était nuisible et impossible. Ce n'est qu'en écrasant définitivement les menchéviks en 1912 que fut établie la véritable unité dans le Parti Bolchevik et c'est de cette façon seulement qu'il put devenir un parti révolutionnaire, l'avant-garde de tout le mouvement communiste international. En 1917, répondant à ceux qui ne cessaient de réclamer l'union de tous les social-démocrates russes, Lénine écrivait : «Il ne saurait même pas être question de l'union des social-démocrates en Russie. Il vaut mieux rester à deux seuls, comme Liebknecht, — **et cela signifie demeurer avec le prolétariat révolutionnaire**, que d'accepter, ne fût-ce que pour un instant, l'idée de l'union avec le parti du Comité organisationnel (les menchéviks, — Note de la rédaction), avec Tcheidzen et avec Tseretel...» (Volume 24, p. 62, IV^e édition russe).

Le marxisme-léninisme est toujours sorti victorieux de la lutte contre le capitalisme et contre l'opportunisme, en premier lieu parce que les marxistes-léninistes ont toujours tracé une nette ligne de démarcation entre eux et les traîtres du prolétariat, parce qu'avec les communistes révolutionnaires avait fait cause commune la classe ouvrière, avec eux avaient fait cause commune toutes les masses opprimées et exploitées par l'impérialisme international et la bourgeoisie indigène.

Le processus de dénonciation, d'isolement et de destruction idéologique du révisionnisme moderne, en tant que maladie dangereuse au sein du communisme international, a déjà commencé et avance rapidement. C'est un processus dialectique que rien ne peut arrêter. Il ne peut pas être arrêté par la démagogie dont se sert le groupe de N. Khrouchtchev, il ne peut pas être arrêté pour une longue période par N. Khrouchtchev et ses tenants, qui se servent abusivement de l'autorité du grand Parti de Lénine. La grande autorité de l'Union Soviétique et du Parti Communiste de Lénine ne peut pas être considérée comme la propriété de quelques personnes, et encore moins d'un groupe de renégats et de révisionnistes, tel que le groupe de N. Khrouchtchev. L'autorité de l'Union Soviétique et du Parti Communiste de Lénine est sauvegardée et défendue pas avec des paroles mais avec des actes par ceux qui suivent d'une façon conséquente la voie de Lénine, ses enseignements triomphants, elle est défendue par les partis frères qui luttent pour la pureté du marxisme-léninisme, elle est défendue par le Parti du Travail d'Albanie, par les bolcheviks du Parti même de Lénine, fidèles à sa voie révolutionnaire, elle est sauvegardée par les communistes et les révolutionnaires du monde entier. En combattant le révisionnisme moderne, ils expriment en même temps leur affection et leur respect pour la patrie de la Révolution d'Octobre, pour le Parti et les idées du grand Lénine, qu'un groupe de révisionnistes cherche à entacher.

La création du front commun des révisionnistes Khrouchtchev-Tito, leur collaboration, l'aiguillage en commun de leurs armes, approfondissent et accélèrent le processus de destruction politique idéologique du révisionnisme moderne, parce que dans leur activité ouverte, coordonnée, les partis communistes, le mouvement communiste international, la classe ouvrière aperçoivent chaque jour plus clairement le grand danger qui menace aujourd'hui l'unité du camp socialiste, l'unité du mouvement communiste et international, l'unité des forces progressistes et pacifiques en général. C'est pourquoi pleinement confiants dans l'énergie révolutionnaire intarissable du marxisme-léninisme, nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas de force au monde qui puisse arrêter la marche triomphale de ses idées toujours victorieuses.

A PROPOS DES THESEES CONCERNANT LE X^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN

(Article publié dans le journal ZËRI I POPULLIT, les 17-18 novembre 1962)

Le 13 septembre de cette année, dans le journal «Unité» ont été reproduites les Thèses sur le X^e Congrès du P.C. Italien, qui doit se réunir le 2 décembre. Les Thèses en question définissent la ligne stratégique et tactique de la direction du P. C. Italien, tant sur les questions de la lutte pour la démocratie, le bien-être des travailleurs et le socialisme en Italie, que pour certaines questions fondamentales de l'actuelle situation mondiale et du mouvement communiste international.

L'accent y est mis notamment sur les «nouvelles conditions», sur les «processus révolutionnaires», qui s'opèrent aussi dans les pays capitalistes, sur la «transformation des structures et superstructures» de l'actuelle société dans ces pays. Mais sous le prétexte de «nouvelles conditions» de l'époque et des «particularités nationales» de l'Italie, par les Thèses ainsi que par d'autres documents de la direction du P. C. Italien, on nie certains principes fondamentaux du marxisme-léninisme qu'on remplace par des conceptions erronées pacifistes et non-révolutionnaires.

Ce qui saute aux yeux, c'est également le fait que les Thèses, ainsi que les autres documents de la direction du P.C. Italien, sont contradictoires: des thèses marxistes-léninistes y sont confondues avec les conceptions erronées non-marxistes tantôt ouvertement, tantôt indirectement. Souvent, les thèses et les conceptions sont présentées sous un langage terne, imprécis, ce qui donne lieu aux manœuvres et interprétations de toutes sortes, selon le cas et selon le besoin.

Les Thèses ont été soumises au P.C. Italien et, voire même, au mouvement communiste et ouvrier international qui devront en discuter. Togliatti lui-même déclarait au plénum du C.C. du P.C. Italien consacré à la convocation du X^e Congrès qu'il est en faveur d'une discussion publique entre les partis communistes et ouvriers des questions en présence, sur lesquelles il existe des points de vue et des opinions différents. Il a en même temps souligné être contre les polémiques non-argumentées et les «excommunications», et qu'il y a lieu de procéder à un «échange fraternel et amical des opinions, ce qui permet de faire avancer notre cause».

Ce qui est vrai, c'est que la direction du P.C. Italien, contrairement aux principes qu'elle a elle-même formulés, dans les Thèses aussi s'en prend de nouveau publiquement au Parti du Travail d'Albanie et, d'une façon tout à fait arbitraire, et sans argument aucun et sans le moindre esprit de camaraderie, déverse sur lui de graves accusations, selon lesquelles il se serait, soi-disant, écarté de la voie marxiste-léniniste, aurait glissé dans la position du fractionnisme ouvert, de la division du mouvement communiste, renoncé à l'internationalisme prolétarien, etc.

Compte tenu de tout cela, nous jugeons nécessaire de dire notre mot sur certaines conceptions et appréciations antimarxistes que diffuse la direction du P.C. Italien, sur certaines questions fondamentales de l'actuelle situation internationale, de la lutte pour le socialisme et du mouvement communiste, et d'indiquer concrètement qui en réalité s'est écarté des positions du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

A PROPOS DE CERTAINES QUESTIONS DE LA GUERRE, DE LA PAIX ET DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE

«En fait, toute la position de la direction du P.C. Italien sur les questions de la guerre, de la paix et de la coexistence pacifique se résume en ces points essentiels : diffusion d'illusions pacifistes au sujet de la bourgeoisie et de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier ; capitulation devant le chantage atomique de l'impérialisme ; conciliation avec l'impérialisme sous le prétexte de la coexistence pacifique», celle-ci étant présentée comme la clé qui doit régler tous les problèmes historiques qui se posent actuellement à l'humanité.

La paix à tout prix !

Les Thèses ainsi que les discours de P. Togliatti et des autres dirigeants, toute la propagande de la direction du P.C. Italien traitent amplement du changement du caractère de la guerre à l'époque actuelle, des conséquences catastrophiques qu'entraînerait pour l'humanité et la civilisation une guerre

thermonucléaire, etc. «Différemment de toutes les guerres antérieures, — soulignent les Thèses, — celle-ci serait une guerre d'extermination du genre humain et de la civilisation moderne. Après une telle guerre, peut-être dans toute notre planète et, certainement, dans de vastes zones du monde, en particulier en Europe Centrale et Occidentale — y compris l'Italie — serait tragiquement atteinte toute possibilité de développement économique et social progressif».

La propagation de la thèse d'une nouvelle guerre mondiale qui conduirait à l'extermination de l'humanité et à la destruction totale de la civilisation humaine, **conduit infailliblement à la capitulation devant la menace d'une guerre nucléaire formulée par l'impérialisme, aux relâchements de toutes sortes, à la soumission à l'impérialisme.** C'est ce qu'en témoigne précisément la déclaration faite par P. Togliatti au C.C. du P.C. Italien le 21 juillet 1960, selon laquelle dans les conditions actuelles de changement du caractère de la guerre il faut envisager avec réserve la thèse léniniste sur les guerres justes et injustes. Quel en serait le sens si ce n'est celui de renoncer, face à la menace d'une guerre nucléaire de la part des puissances impérialistes, même aux guerres justes — à la guerre des pays socialistes pour se défendre contre l'agression impérialiste, aux guerres révolutionnaires de libération nationale ! Ici nous avons également affaire à une surestimation des armes et à une sous-estimation du rôle de l'homme dans la guerre, ainsi qu'à une conception erronée selon laquelle le caractère de la guerre, aujourd'hui, n'est, soi-disant, plus déterminé par ses buts et objectifs, mais décidé par le changement du caractère des armes.

L'on sait que de telles attitudes de capitulation ont été exprimées aussi par les révisionnistes déclarés. C'est ainsi, par exemple, que le révisionniste français Pierre Hervé, dans son livre «la Révolution et les fétiches», écrivait : «Supposons que la prise du pouvoir par les communistes dans notre pays entraînerait pratiquement la guerre entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Comment aurions-nous dû agir dans un pareil cas sinon que de nous prononcer contre la prise du pouvoir ?» C'est la conclusion logique de la capitulation devant le chantage atomique de l'impérialisme.

Mais c'est exactement quelque chose d'identique à ce que suppose le révisionniste Hervé qui s'est produit sous nos yeux il y a quelques jours de cela : le président de l'impérialisme américain, Kennedy, a appliqué le blocus le plus implacable, il a préparé une agression ouverte contre Cuba révolutionnaire et sous la menace de déclencher une guerre nucléaire exige que Cuba désarme, c'est-à-dire qu'il peste à la merci de l'impérialisme américain qui cherche à étouffer la révolution cubaine et le mouvement révolutionnaire dans toute l'Amérique Latine. Que faut-il faire dans ce cas ? Faut-il capituler de pied en cap devant les menaces de l'impérialisme américain et sacrifier la révolution cubaine, le phare du mouvement révolutionnaire et libérateur dans toute l'Amérique Latine, sous le prétexte de sauver le monde d'une «catastrophe nucléaire» ? Pas un communiste et vrai révolutionnaire ne saurait admettre une pareille chose. Il est évident qu'une telle attitude de capitulation, ne peut que constituer un grave coup pour tout le mouvement révolutionnaire et libérateur dans le monde et, au lieu de contribuer à assurer la paix, ne ferait qu'exciter l'appétit de l'impérialisme, raffermir ses tendances agressives et bellicistes. Mais quels que soient les efforts des impérialistes et révisionnistes, ils ne sauront étouffer la révolution cubaine et son esprit de combat. Cuba socialiste vivra et marchera courageusement de l'avant.

Nous connaissons le caractère de la guerre actuelle, nous avons conscience des conséquences dévastatrices qui en résulteraient ; c'est pourquoi nous sommes fermement pour la paix, pour l'élimination de la guerre et considérons comme une tâche de première importance la lutte pour arrêter la main des impérialistes **avant qu'ils parviennent à faire éclater une guerre nucléaire.** Mais si l'on accepte que le danger de la guerre existe, qu'il provient des impérialistes, que pour autant que l'impérialisme existe il existe aussi la base des guerres agressives, ce que verbalement se voient obligés de reconnaître aussi P. Togliatti et les autres dirigeants du P.C. Italien — pour autant que cela est admis, il est parfaitement naturel que **les partis communistes et ouvriers, les pays socialistes, les peuples de tous les pays doivent se préparer sérieusement aussi à une telle possibilité, matériellement et spirituellement, afin d'être à tout moment prêts à des actions énergiques et effectives pour arrêter la main des impérialistes bellicistes, leur infliger une défaite totale, s'ils oseraient entreprendre l'acte insensé de déclencher une guerre nucléaire.** Cependant en ne préconisant que les horreurs de la guerre, comme le fait P. Togliatti, on suscite parmi les peuples la panique et l'incertitude, on les décourage, on les désoriente et on les démobilise devant les menaces

impérialistes, on affaiblit leur capacité d'entreprendre d'énergiques actions contre les fauteurs de guerre impérialistes, on encourage les tendances agressives de l'impérialisme. Cela **est** très nuisible et très dangereux pour la cause de la paix, pour les pays socialistes en particulier.

Coexistence pacifique ou réconciliation et rapprochement avec la bourgeoisie et l'impérialisme ?

Les Thèses indiquent que «des Etats socialistes, en premier lieu d'Union Soviétique, on lance le défi d'une compétition pacifique avec les classes bourgeoises dirigeantes, pour l'établissement d'un système économique et social où seraient satisfaites toutes les aspirations des hommes et des peuples à la liberté, au bien-être, à l'indépendance, au plein essor et au respect de la personne humaine, à la coexistence pacifique entre tous les Etats». C'est cette même idée que P. Togliatti a soulignée encore antérieurement, p. ex. dans le rapport «La voie italienne vers le socialisme», présenté à la réunion du C.C. du P.C. Italien le 24 juin 1956, dans lequel il disait : «Des pays socialistes on proclame aujourd'hui l'indispensabilité, je ne dis pas encore d'unir le monde, mais au moins de créer entre les différents peuples un plus haut degré de coopération afin de régler les grands problèmes qui se posent à l'humanité».

Qu'en résulte-t-il ?

Il se crée l'illusion que les classes dirigeantes bourgeoises pourraient soi-disant accepter la compétition d'instaurer un système économique et social idéal qui satisferait tous les vœux et toutes les aspirations des hommes et des peuples (!), on lance l'idée qu'on pourrait établir la collaboration entre les pays socialistes et les «classes bourgeoises dirigeantes», autrement dit c'est coopérer avec la grande bourgeoisie monopoliste, impérialiste qui se trouve à la tête des principaux Etats capitalistes, pour créer un pareil système dans le monde. Mais peut-on créer un tel monde aujourd'hui où l'on sait que dans une grande partie de l'univers existe encore le système, capitaliste, où règnent les classes exploiteuses ? Si les dirigeants du P.C. Italien estiment que tous ces miracles et tout ce «bien-être universel» pourraient être acquis même sous le régime capitaliste, cela signifierait en fait admettre que le capitalisme aurait changé sa nature d'oppression et d'exploitation et partager la position bien connue de tous les révisionnistes, jeunes et vieux, et des idéologues bourgeois, qui dans une manière ou dans une autre embellissent le capitalisme, présentent le capitalisme actuel comme un «capitalisme populaire», parlent de l'Etat capitaliste comme d'un Etat «de bien-être général», etc.

En fait, sous le prétexte de la «coexistence pacifique» la direction du P.C. Italien préconise le rapprochement et la coopération multilatérale avec le monde capitaliste, avec l'impérialisme, «pour régler les grands problèmes qui se posent devant l'humanité». Cette idée n'est qu'une variante de la théorie du renégat Tito sur «l'intégration économique et politique» du monde, soutenue dans le fond aussi par le groupe de N. Khrouchtchev. La thèse susmentionnée, la direction du P. C. Italien la concrétise encore par l'attitude qu'elle recommande d'adopter envers «le Marché commun européen». L'on sait que les dirigeants du P.C. Italien se sont exprimés contre la condamnation «frontale» du «Marché commun». Pourquoi cela ? Il est dit dans les Thèses : « ... à l'échelle d'une lutte mondiale pour la paix et la coexistence pacifique, il faut lutter pour une politique de coopération économique internationale qui permette de surmonter les obstacles auxquels se heurte le développement rapide de l'économie qui entraînerait le progrès social. En Europe particulièrement, il est nécessaire de développer une initiative unitaire pour poser les bases d'une coopération économique européenne même parmi les Etats ayant une structure sociale différente qui permette, dans le cadre des organismes économiques et politiques de l'ONU, de multiplier les échanges, d'éviter ou d'amoindrir les obstacles douaniers, d'intervenir conjointement pour encourager le progrès des régions sous-développées». Cela se conforme parfaitement avec les prédications de N. Khrouchtchev sur l'établissement d'une coopération économique générale des pays membres du Conseil d'entraide économique, même dans le domaine de la production, avec le «Marché commun». (Voir à ce propos l'article paru dans «Zëri i Popullit» du 19-20 septembre 1962, intitulé «Le révisionnisme moderne au secours de la stratégie fondamentale de l'impérialisme américain»)

La coexistence pacifique et l'attitude envers la lutte de libération nationale et révolutionnaire

Les Thèses indiquent que «la coexistence pacifique est basée non seulement sur l'exclusion de la force comme moyen de régler les contradictions internationales, mais aussi sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté de n'importe quel pays et sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des

autres Etats»... «pour exporter soit la contre-révolution, soit la révolution». Plus loin, les Thèses font remarquer que la coexistence «exige donc l'établissement d'un ordre dans les relations internationales, tel qu'il puisse permettre à chaque peuple de développer selon ses propres aspirations et intérêts tous les problèmes de son existence, d'être entièrement maître de ses destinées, d'avancer selon ses propres intérêts, besoins et forces sur la voie vers le progrès économique et social. Ainsi, la lutte pour la paix et pour la coexistence pacifique est étroitement liée à la lutte pour «la démocratie et le socialisme».

Ces assertions des dirigeants du P.C. Italien sur la coexistence pacifique, de même que celles mentionnées ci-dessus, nous amènent aux conclusions suivantes :

Premièrement, il n'est pas juste de parler de la même manière, tant de l'exportation de la contre-révolution que de «l'exportation de la révolution». Peut-être a-t-on fait cela pour être «impartial» et «objectif». Mais en fait cela signifie faire écho à la propagande bourgeoise réactionnaire qui fait un grand tapage à propos de «l'exportation de la révolution» des pays socialistes. En posant la question de la sorte, on se rallie à l'idée selon laquelle les révolutions auraient été exportées dans le passé et le danger qu'elles soient exportées de nos jours existerait encore, ce qui contredit la Déclaration de Moscou de 1960, où il est dit que «les partis communistes, se guidant de la doctrine marxiste-léniniste, **ont toujours été** contre l'exportation de la révolution» (Note de la Rédaction).

L'histoire ne connaît pas d'exemple d'exportation de la révolution. Est-ce-que, par hasard, les dirigeants du P.C. Italien pensent que la révolution a été exportée dans les pays de démocratie populaire d'Europe? S'il en est ainsi, cela signifie, d'une part, nier et sous-estimer la lutte de libération nationale des peuples de ces pays et, d'autre part, qualifier d'intervention, de violation du droit des peuples à l'auto-décision, le rôle de libérateur de l'Union Soviétique. Etant donné que, en Italie, ne s'est pas rendue l'Armée Soviétique, mais les armées anglo-américaines, Togliatti passe pour le représentant d'un pays où n'a pas été exportée la révolution, qui triomphera d'une façon pacifique, selon «la voie italienne vers le socialisme». Mais même si nous admettons pour un instant sa thèse absolument inadmissible, il y a des pays comme l'Albanie, où bien que l'Armée Soviétique n'y soit pas venue, le socialisme a triomphé, mais même dans ce cas le rôle de libérateur de l'Union Soviétique est incontestable. Tandis que, en Italie, la révolution et le socialisme n'ont pas triomphé et cela, sans doute, a ses raisons sur lesquelles nous ne nous arrêterons pas.

Deuxièmement, des affirmations de la direction du P.C. Italien il résulte que la coexistence pacifique comblerait automatiquement tous les vœux et aspirations des peuples à la liberté, au bien-être, à l'indépendance, au progrès social, etc. etc., que sans l'établissement de la coexistence pacifique les peuples ne sauraient régler leurs propres problèmes, leurs destinées, les voies de leur progrès. Il faut donc attendre jusqu'à ce que la coexistence pacifique soit établie.

Comme il vient d'être indiqué plus haut, d'une part les dirigeants du P.C. Italien font propager l'illusion que «les classes bourgeoises dirigeantes» peuvent accepter, dans le cadre de la compétition pacifique et de la coexistence pacifique, de contribuer au règlement des grands problèmes qui se posent devant l'humanité, c'est pourquoi les guerres de libération nationale et les révolutions sont absolument inutiles ; d'autre part, ils disent que les peuples ne peuvent satisfaire leurs aspirations et les guerres de libération nationale et les révolutions ne sont non plus possibles pour autant que la coexistence pacifique ne se soit pas établie, pour la raison qu'il existe le danger de l'agression et de l'exportation de la contre-révolution de la part de l'impérialisme. Donc ces deux idées, en apparence contradictoires, ne mènent qu'à une seule conclusion opportuniste : **que dans la période actuelle, les guerres de libération nationale et les révolutions ne sont ni nécessaires, ni susceptibles de se faire couronner par la victoire, que tous les efforts des partis communistes et ouvriers, des travailleurs et des peuples doivent avoir pour seul objectif fondamental la lutte pour assurer la coexistence pacifique.**

En fait c'est une variante de la théorie antimarxiste de N. Khrouchtchev qui voit en la coexistence pacifique «la baguette magique» pour le règlement de tous les problèmes qui se posent à présent devant la société humaine, théorie qui objectivement parlant ne sert que les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme, car elle éloigne les peuples de la lutte révolutionnaire résolue pour l'affranchissement national et social, dans l'attente d'un règlement de tous les problèmes à travers la coexistence pacifique.

Pour ce qui est de là question de l'exportation de la contre-révolution par l'impérialisme, il est vrai que le danger d'une intervention étrangère, le danger de l'exportation impérialiste de la contre-révolution existe réellement. C'est ce qu'en témoignent parfaitement l'agression anglo-française contre l'Égypte, le coup contre-révolutionnaire en Hongrie, l'agression de l'impérialisme américain à Cuba et bien d'autres faits. Mais comme il est souligné dans la Déclaration de Moscou de 1960, il existe aujourd'hui non seulement la possibilité de l'exportation impérialiste de la contre-révolution, mais aussi celle de l'empêcher. A l'époque où nous vivons cela est parfaitement possible étant donné que le rapport des forces dans le monde a foncièrement changé en faveur du socialisme et au détriment de l'impérialisme. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire d'attendre l'établissement de la coexistence pacifique. L'agression impérialiste, l'exportation de la contre-révolution peuvent être empêchées, on peut leur barrer le chemin si les forces qui défendent la révolution et la liberté à l'intérieur de chaque pays et sur l'arène internationale, en premier lieu le puissant camp du socialisme, conjuguent et emploient leurs forces et s'opposent résolument à tout acte d'agression et contre-révolutionnaire qu'entreprennent les impérialistes, sans s'ébranler devant le chantage impérialiste.

Troisièmement, dans les Thèses et autres documents de la direction du P.C. Italien on adopte une attitude unilatérale, antidialectique relative au rapport entre la guerre pour la paix et la coexistence pacifique et la guerre pour la libération nationale, la démocratie et le socialisme, on n'y voit pas l'influence qu'elles s'exercent **mutuellement**. On souligne seulement un seul aspect de la question, que la lutte pour la paix et la coexistence pacifique, non seulement n'est pas contraire à la lutte pour la démocratie et le socialisme pas plus qu'à la lutte pour la libération nationale, mais elle crée des conditions favorables à son développement. Cela est en général juste dans le cas où la coexistence pacifique est justement comprise et appliquée, d'après la voie marxiste-léniniste et pas comme le comprennent et l'appliquent les révisionnistes. Toutefois, souligner **seulement** cet aspect de la question n'est nullement juste, car on laisse dans l'oubli l'autre aspect très important : **que la révolution et la lutte pour la libération nationale font aussi partie de la lutte pour la paix, sont un moyen effectif qui, tout en affaiblissant et ébranlant les positions de l'impérialisme, renforce les positions de la paix, dans le monde, contribue à imposer à l'impérialisme la paix et la coexistence pacifique**. Dans la Déclaration de Moscou de 1960 il est dit nettement que les succès de la lutte révolutionnaire de classes et de libération nationale contribuent au renforcement de la coexistence pacifique. La Déclaration pose la tâche que les communistes contribuent par tous les moyens, à ce que les peuples, par leur lutte active pour la paix, la démocratie, l'affranchissement national et le socialisme, parviennent à affaiblir et à rétrécir de plus en plus les positions de l'impérialisme. C'est ainsi qu'on lutte effectivement pour la paix et la coexistence pacifique.

C'est à bon droit que Fidel Castro soulignait dans un de ses discours que lutter pour la paix et le désarmement, contre la guerre «signifie ne pas adopter une attitude passive, mais une attitude active en faveur de l'indépendance et de l'affranchissement des peuples», que «lorsque les peuples se mettront à combattre de plus en plus pour la liberté, il y aura alors une plus grande possibilité pour la paix mondiale et bien plus d'entraves pour les impérialistes, de sorte qu'ils auront moins de force pour déchaîner la guerre», que «lorsque nous (les révolutionnaires cubains — Note de la rédaction) nous sommes affranchis du joug impérialiste et par notre exemple avons montré le chemin à nos frères de l'Amérique Latine, notre peuple a donné une grande contribution à la paix ; quand nous avons rendu publique la première et la deuxième Déclaration de la Havane dans lesquelles nous avons exposé notre expérience et les méthodes utilisées pour la réussite de la révolution cubaine, lorsque nous avons fait cela, nous avons donné notre contribution à la paix».

La paix ne se défend pas en diffusant des illusions pacifistes sur l'impérialisme

Les dirigeants du P.C. Italien affirment qu'ils acceptent les deux possibilités : la possibilité d'éviter la guerre dans la période actuelle et celle de son déclenchement. Ils disent également de lutter sur deux fronts : tant contre ceux qui nient la possibilité d'empêcher la guerre dans la période actuelle, que contre ceux qui sous-estiment le danger de la guerre.

Pour ces deux tendances erronées, la direction du P.C. Italien accuse en fait les partis marxistes-léninistes. C'est ainsi que P. Togliatti, à propos de la négation de la possibilité d'empêcher la guerre, écrivait dans la revue «Rinascità» (N°. 12, 1961) : «C'est une conception erronée, mais on comprend

qu'elle soit admise par les fronts du mouvement ouvrier qui se trouvent d'une façon directe et immédiate face à la pression et aux provocations incessantes d'un impérialisme agressif et éhonté, comme celui des Etats-Unis à l'égard de la grande République de Chine». Autrement dit, les Chinois, étant menacés par l'impérialisme, pensent, suivant Togliatti, que là guerre est inévitable. Tandis que dans les Thèses les partis marxistes-léninistes sont accusés de sous-estimer le danger de la guerre nucléaire, de tendances aventureuses. «Même dans le mouvement ouvrier et populaire, il est encore dit — nous critiquons et rejetons fermement toute tendance à jouer avec la perspective d'une guerre atomique, la considérant comme un danger de moindre importance, niant le caractère destructif d'une guerre mondiale qui se ferait par des armes nucléaires».

Il s'agit, bien entendu, d'une déformation banale de la position des partis marxistes-léninistes lesquels n'ont jamais nié et sous-estimé la possibilité d'empêcher la guerre dans la période actuelle, ni le danger de son déchaînement, et, d'autant plus, n'ont joué et ne jouent jamais avec la perspective d'une guerre nucléaire. Dans cette affaire, la direction du P.C. Italien avec P. Togliatti en tête, ne fait que répéter les accusations de la propagande impérialiste, en s'efforçant de justifier de la sorte les agissements agressifs et bellicistes de l'impérialisme, ainsi que ceux de K. Kardelj et autres renégats titistes, qui parlent du danger de guerre de la part des pays socialistes. Nous ne jugeons pas nécessaire de nous attarder plus longuement sur cette question mise en lumière depuis longtemps. Mais quelle est la position de la direction du P.C. Italien ?

Les dirigeants du P.C. Italien parlent beaucoup des horreurs de la guerre et on a l'impression qu'ils évaluent le danger de guerre à sa juste valeur. En fait, il n'en est pas ainsi. Si l'on évalue exactement le danger de guerre, il n'est pas possible de ne pas dénoncer la politique agressive et belliciste de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain qui constitue la source du danger de guerre. Il ne suffit pas seulement de dire que la nature agressive de l'impérialisme n'a pas changé, mais il faut encore dénoncer sans relâche, chaque jour, la politique et les actes de guerre et d'agression dans lesquels se lancent, les impérialistes, il faut à tout moment maintenir à la hauteur voulue la vigilance des peuples, en les mobilisant pour qu'ils arrêtent le bras des impérialistes. Tandis que dans toute la propagande de la direction du P.C. Italien on parle du danger de guerre et de la paix en des termes généraux et abstraits et que, à l'exception de quelques cas particuliers, on ne dénonce pas, comme il faut, la politique agressive et belliciste de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, on ne fait pas ressortir comme il faut que la lutte pour la paix c'est la lutte contre l'impérialisme, contre ses plans et contre ses agissements agressifs et bellicistes. Voire à la réunion du Conseil Mondial de la Paix à Stockholm, au mois de décembre 1961, Velio Spano insistait avec obstination que la lutte pour la paix ne devait pas être dirigée contre l'impérialisme.

En agissant de la sorte, la direction du P.C. Italien non seulement sous-estime, en fait, le danger de guerre, mais aussi elle diminue les chances de réaliser les possibilités d'éviter la guerre, parce qu'en ne montrant pas aussi aux peuples d'où vient le danger de guerre, la lutte effective pour la paix s'affaiblit et les bellicistes impérialistes ont les coudées franches.

La sous-estimation du danger de la guerre par la direction du P.C. Italien se voit nettement aussi dans les illusions pacifistes qu'elle propage en disant que comme résultat du changement du rapport des forces et du caractère dévastateur de la guerre mondiale à notre époque même dans les milieux impérialistes, en particulier des USA on voit de plus en plus des tendances «réalistes» et «pacifiques». Les Thèses soulignent que «une telle tendance existe jusque dans le groupe politique présidé par le nouveau président des Etats-Unis». «Ce serait une erreur, indiquent les Thèses, de nier que dans les groupes dirigeants de l'impérialisme on continue à voir des éléments distinctifs». Personne ne nie que dans les milieux dirigeants des pays capitalistes aussi il y a des éléments distinctifs, il y a des gens qui à présent voient les choses d'un œil plus réaliste. Ces éléments distinctifs et ces tendances réalistes doivent être absolument pris en considération, mais il convient toutefois de souligner deux choses : premièrement, il faut bien faire la distinction entre les tendances et les éléments vraiment réalistes et la démagogie qui sert à leurrer les peuples; deuxièmement, il ne faut pas surestimer ces tendances et ces éléments et il ne faut pas placer en eux beaucoup d'espoirs parce qu'en fin de compte la politique des pays impérialistes est définie non pas par des individus mais par le caractère même du régime et des classes qui dominent économiquement et politiquement le pays et dont les intérêts sont défendus par les hommes qui se trouvent à la tête des Etats impérialistes.

Mais à ce qu'il semble, les dirigeants du P.C. Italien prennent pour éléments distinctifs et tendances réalistes même ceux qui en fait ne le sont pas, ceux chez qui derrière la branche d'olivier se cache le poignard et ils placent beaucoup d'espoir d'éviter la guerre et de maintenir la paix sur cette «différenciation» dans les milieux dirigeants de l'impérialisme, sur la position «réaliste» et «pacifique» de diverses personnalités dirigeantes des puissances occidentales. Selon eux, le mal c'est la pression qu'exercent p. ex. sur Kennedy les milieux militaires, l'Etat-Major, les organisations fascistes etc. Aussi la lutte pour la paix ne doit pas être dirigée contre l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, comme le souligne la Déclaration de Moscou, mais contre «les groupes extrémistes qui existent dans chaque pays et à la tête desquels nous avons d'une part l'Etat-Major et les organisations de tendance fasciste des USA et d'autre part les militaristes allemands et français, réunis...»

Ces conceptions sont absolument identiques à celles récemment exprimées sans ambages par Tito et N. Khrouchtchev. C'est précisément N. Khrouchtchev qui, en septembre dernier, dans l'article «Les problèmes urgents du développement du système socialiste mondial» publié dans la revue «Communist», septembre 1962, déclarait que «les personnalités raisonnables de l'Occident penchent de plus en plus vers une issue réaliste», que «les impérialistes ont pris au sérieux l'appel pour la compétition pacifique avec le socialisme», qu'à présent le danger d'une agression impérialiste contre les pays socialistes a disparu ou disparaît, que les impérialistes «visent à mobiliser toutes leurs possibilités pour la lutte contre le système socialiste mondial dans la sphère de l'économie, de la politique et de l'idéologie», etc. etc.

Au point de vue théorique ces conceptions sont entièrement erronées, elles constituent un éloignement flagrant du matérialisme historique, du traitement par l'analyse des classes des phénomènes sociaux parce que les groupes gouvernants des puissances occidentales et les Etats-Majors sont considérés comme détachés de la classe qu'ils représentent et comme établissant la politique de façon indépendante. C'est une façon fort subjective de voir les choses. Tandis qu'au point de vue politique et pratique ces conceptions sont très dangereuses parce qu'ils propagent des illusions pacifistes sur le compte de Kennedy et des autres leaders de l'impérialisme, distraient la vigilance des peuples, font un tort sérieux à la cause de la paix et laissent les bellicistes impérialistes agir à leur guise.

Mais toutes ces illusions pacifistes propagées par la direction du P.C. Italien, le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev, la clique de Tito et tous les révisionnistes sont destinées à éclater devant les faits et la pratique comme des bulles de savon. Qu'a montré la dangereuse aventure entreprise ces jours derniers contre l'héroïque Cuba et la paix universelle par le président «réaliste» et «pacifique» des Etats-Unis, John Kennedy ? Où sont «les éléments de différenciation» sur lesquels les Thèses insistent avec obstination ? Devrait-on considérer les agissements agressifs et bellicistes de Kennedy comme «une sollicitude compréhensible pour la sécurité des Etats-Unis» et devrait-on lui exprimer «satisfaction et gratitude ; d'avoir pris conscience de la responsabilité qui lui incombe à présent pour le maintien de la paix universelle» ? Il est vraiment surprenant qu'il y ait des «communistes» qui se sont posés pour tâche de faire les doux yeux aux présidents des Etats-Unis et aux autres leaders de l'impérialisme en les présentant comme des gens «sages», «réalistes», «attachés à la paix», etc. etc.

Il ressort donc de tout cela clairement que c'est précisément la direction du P.C. Italien qui d'un côté sous-estime le danger de la guerre et d'autre part amoindrit la possibilité de l'éviter. Si à l'heure actuelle les guerres agressives de l'impérialisme peuvent être évitées cela ne peut pas être réalisé en propageant toutes sortes d'illusions sur «les bonnes intentions pacifiques» des leaders de l'impérialisme, en se reposant sur les éléments de différenciation dans les groupes dirigeants de l'impérialisme, mais par la lutte résolue des peuples pour imposer à l'impérialisme la paix et la coexistence pacifique, par le développement de la force du camp socialiste et du mouvement de libération nationale et révolutionnaire mondial.

Dans les Thèses et dans toute la propagande de la direction du P.C. Italien le désarmement général et total représente l'unique voie effective du maintien de la paix et du maintien de la coexistence pacifique. Tandis que les accords mutuels et les négociations avec les puissances impérialistes sont considérés comme l'unique chemin effectif pour aboutir au désarmement. Il ne fait pas de doute que la lutte pour aboutir au désarmement est une lutte de première importance pour maintenir et consolider la paix. Mais le désarmement n'est pas l'unique voie dans ce sens. Pour le maintien et la consolidation de

la paix, parallèlement à la lutte pour le désarmement, la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, pour la démocratie et le socialisme revêt une importance décisive. Et c'est précisément cette lutte des peuples pour rétrécir et affaiblir les positions de l'impérialisme ainsi que leur lutte pour lui imposer la paix qui rendent possibles des résultats même dans le domaine du désarmement et le succès des réunions et des négociations sur le désarmement.

Mais la direction du P.C. Italien va encore plus loin. Dans la solution du problème du désarmement elle voit le maillon essentiel du règlement de tous les autres problèmes du monde, comme l'a dit P. Togliatti dans son rapport au IX^e congrès, la réalisation du désarmement général et total amènerait la «réorganisation complète du monde sur des bases nouvelles»: les moyens colossaux libérés par le désarmement seraient utilisés pour le bien-être de tous les gens, l'on liquiderait les régions où la misère, les maladies épidémiques et la famine font rage, les pays peu développés seraient portés à un niveau supérieur etc. Cela veut dire que l'impérialisme, de régime qui opprime, asservit et exploite les peuples peut se transformer en un régime qui travaille pour le bien et la libération des peuples, pour le redressement de leur standard de vie, pour leur progrès. Mais si l'impérialisme peut faire tout cela, à quoi bon lutter contre lui, à quoi bon la révolution et le mouvement de libération nationale ? Voilà donc où aboutissent les vues foncièrement erronées des dirigeants du P.C. Italien, vues qu'ils propagent à grand bruit et qu'ils présentent comme «le dernier mot» du marxisme.

A PROPOS DE LA «VOIE ITALIENNE» VERS LE SOCIALISME

Selon les Thèses et les divers documents de la direction du P.C. Italien, il ressort que «la voie italienne» vers le socialisme se caractérise par les principales particularités que voici : a) elle tient compte des conditions et des phénomènes nouveaux dans le monde ainsi que des particularités intérieures nationales de l'Italie ; b) c'est une voie pacifique ; c) c'est une voie démocratique qui sera réalisée en employant le parlement et en introduisant des «réformes de structure» prévues par la constitution italienne. Arrêtons-nous sur ces questions.

Négation des lois générales de la révolution socialiste sous le prétexte des «particularités nationales»

Dans les Thèses et dans toute la propagande de la direction du P.C. Italien on met l'accent sur les particularités nationales et historiques des divers pays et de notre époque, laissant totalement dans l'oubli les lois générales de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme. A ce propos les Thèses et les autres matériaux soulignent :

1 — Que dans les pays capitalistes, y compris en premier lieu l'Italie, se sont effectués et s'effectuent des «processus révolutionnaires qui transforment radicalement les structures et les superstructures de la société», que dans ces pays «on a fait et l'on fait de profondes transformations économiques et politiques». Tandis qu'au VIII^e congrès, P. Togliatti a souligné que dans divers pays «non seulement le contenu mais encore la structure du régime capitaliste est différente». Tout cela donne l'impression que nous avons à faire à présent à un changement qualitatif du régime capitaliste. Cela rappelle la thèse des révisionnistes yougoslaves selon laquelle «le capitalisme dans sa forme classique appartient au passé».

2 — Partant des changements qui se sont effectués en général dans le monde et dans les divers pays capitalistes, les dirigeants du P.C. Italien soulignent avec ostentation que dans les pays capitalistes actuels les voies de passage au socialisme seront **très différentes** de celles qui ont été employées jusqu'ici, que «le terme de dictature du prolétariat lui-même pourra prendre un contenu différent» dans des pays et des conditions divers, que l'expérience fondamentale de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire n'est pas tellement nécessaire et indispensable pour les autres pays, que ce passage peut se faire sans détruire l'Etat bourgeois et sans la direction du parti communiste, etc.

Cette position de la direction du P.C. Italien est un éloignement de la vérité générale du marxisme-léninisme, de ses enseignements révolutionnaires fondamentaux, c'est une glissade totale sur les positions de l'opportunisme et du révisionnisme.

Premièrement, il est vrai que dans **le monde** se sont effectués des changements qualitatifs radicaux, révolutionnaires qui l'ont transfiguré. Ces changements sont: renversement du capitalisme dans une série de pays et création du système socialiste mondial ainsi que la désagrégation du système colonial

de l'impérialisme et l'apparition sur l'arène historique des peuples hier encore opprimés et asservis. Ces deux grands événements de notre époque ont abouti au rétrécissement de la sphère de domination de l'impérialisme et à l'affaiblissement de sa position sur tous les fronts.

Comme résultat de ces changements dans l'arène internationale, du développement objectif du capitalisme lui-même, de l'aggravation de ses contradictions inconciliables et de la lutte de classe dans les pays capitalistes, des changements importants se sont effectués et l'on a vu apparaître des phénomènes nouveaux même dans les pays capitalistes. Ces changements ont trait à l'élévation du rôle et du poids des grands monopoles capitalistes dans la vie économique et politique du pays, à l'extension du capitalisme monopoliste d'Etat, l'élévation du rôle économique de l'Etat dans les pays capitalistes, à la création des unions monopolistes internationales et à la tendance de l'intégration économique et politique capitaliste, à une tendance prononcée de restreindre la vie démocratique et des institutions de la démocratie, aux tentatives de remplacer les formes classiques du colonialisme par le néo-colonialisme, etc.

Sans doute, ces changements ont posé à la classe ouvrière dans les pays capitalistes et à ses partis révolutionnaires de nouveaux problèmes, des tâches nouvelles, la possibilité d'alliance plus large de la classe ouvrière avec les autres couches de la population en lutte contre la domination des monopoles, pour la démocratie et le socialisme. Mais ils n'ont changé en rien la substance, la nature du régime capitaliste : au point de vue économique, la propriété privée capitaliste sur les moyens de production n'a pas été touchée ; au point de vue politique, la domination politique de la bourgeoisie en tant que classe, en particulier de la grande bourgeoisie monopoliste n'a pas été touchée. Voilà les critères de base pour juger si l'ordre capitaliste a qualitativement changé ou non.

Les phénomènes nouveaux, loin de rejeter le marxisme-léninisme, ses enseignements fondamentaux sur le capitalisme et l'impérialisme, sur la lutte des classes et la révolution, sur l'Etat et la dictature du prolétariat etc. ne font que les confirmer encore mieux. Aussi c'est en se reposant sur ces enseignements qu'il faut tirer de justes conclusions révolutionnaires, marxistes-léninistes, qui ne créent pas des illusions réformistes et pacifistes, qui ne freinent pas l'élan révolutionnaire des travailleurs, qui ne les éloignent pas de la lutte contre le capitalisme, de la révolution, mais qui au contraire portent cette lutte à un degré supérieur, qui rapprochent la victoire de la révolution socialiste au lieu de l'éloigner.

Deuxièmement, il ne fait pas de doute que les conditions et les phénomènes nouveaux qui ont vu le jour dans le monde actuel, ainsi que les particularités nationales de chaque pays doivent être pris en considération, il faut les étudier soigneusement et tirer les conclusions pour le développement heureux du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière. Si on ne les prend pas en considération, comme l'indique aussi la Déclaration de Moscou de 1957, cela fait du tort à la cause du socialisme, on se détache de la vie, des masses, cela aboutit au dogmatisme. Or malgré ces changements, ces phénomènes nouveaux et particularités nationales, existent des lois générales de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme qui constituent la substance même de ce processus, indispensables à tous les pays, découvertes par le marxisme-léninisme et prouvées par l'expérience de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes ainsi que par tout le mouvement ouvrier et communiste international, définies dans la Déclaration de Moscou de 1957 et réaffirmées dans la Déclaration de Moscou de 1960.

La surestimation des phénomènes nouveaux dans le monde capitaliste et des particularités nationales et la sous-estimation des lois générales, l'éloignement de la vérité générale du marxisme-léninisme sur la révolution socialiste et l'édification socialiste, sous le prétexte des phénomènes nouveaux et des particularités nationales, comme cela est souligné dans la Déclaration de Moscou, font également du tort à la cause du socialisme et aboutissent au révisionnisme et au nationalisme. Comme l'a dit V.I. Lénine, les particularités spécifiques de chaque pays n'ont rien à faire avec ce qui est essentiel et commun pour eux, elles ne le touchent pas et ne le changent pas. Les particularités ne conditionnent que les formes, les rythmes et les méthodes de passage des divers pays au socialisme, donnant ainsi au processus historique de passage de chaque pays au socialisme ses traits caractéristiques, sa forme particulière, bien qu'il soit par le contenu et les choses essentielles identiques à celui des autres pays. L'internationalisme prolétarien et les intérêts d'une lutte victorieuse pour le socialisme exigent de ne

pas mettre au premier plan telle ou telle autre particularité de chaque pays, bien qu'il faille en tenir compte et l'utiliser, mais de souligner ce qu'il y a d'essentiel, de commun et de général, ce qui se trouve à la base de la lutte pour le socialisme. Voilà quelle est la base de l'unité du camp socialiste et de tout le mouvement communiste international.

La voie pacifique de passage au socialisme considérée comme l'unique

«La voie italienne» vers le socialisme est présentée par les dirigeants du P.C. Italien essentiellement comme une voie pacifique. Bien sûr il est juste et du devoir de chaque parti communiste et ouvrier d'établir, en fonction des conditions historiques extérieures et intérieures, la façon de passage de son pays au socialisme. Nous ne ferons que donner notre opinion sur la manière dont la direction du P.C. Italien pose la question et cela d'autant plus qu'elle présente ses conceptions comme «modèle du marxisme créateur» et comme une voie pour tous les pays capitalistes.

1) Elle dit que le facteur extérieur qui rend possible cette voie pacifique c'est que dans le monde entier les forces du socialisme augmentent continuellement et qu'elles se rapprochent de leur victoire dans la compétition avec le capitalisme. Outre cela, on lance même l'idée que la voie non-pacifique du passage au socialisme est très dangereuse parce qu'elle se rattache au déchaînement d'une nouvelle guerre mondiale. A ce propos, P. Togliatti et les autres accusent les partis marxistes-léninistes d'être soi-disant pour la victoire du socialisme sur les ruines, pour «l'exportation de la révolution au moyen d'une guerre mondiale». Dans son discours au plénum du C.C. du P.C. Italien relatif à la convocation du X^e congrès, P. Togliatti a dit que jusqu'à présent le passage au socialisme s'est effectué à travers les deux graves crises mondiales de 1917 et de 1945 se rattachant toutes deux à la guerre mondiale et il a souligné que travailler avec un tel objectif serait foncièrement erroné,

Alors, se demande Togliatti, comment peut-on pousser la société moderne vers le socialisme ? Et il répond : on peut la pousser de façon pacifique. Il a dit que la thèse du développement pacifique de la révolution que Lénine en son temps considérait comme une possibilité très rare, «nous, par contre, nous l'avons posée comme le principe d'une stratégie mondiale du mouvement ouvrier et communiste dans la conjoncture actuelle».

Les accusations de P. Togliatti et des autres dirigeants du P.C. Italien dit l'article contre les partis marxistes-léninistes sont non fondées et leurs points de vue ne sont nullement marxistes :

Premièrement, il n'y a aucun parti communiste qui lutte pour la victoire du socialisme à travers une guerre mondiale. Affirmer le contraire constitue une calomnie grossière. Il n'est pas vrai également que la révolution socialiste n'ait triomphé jusqu'à présent que dans les conditions de la guerre mondiale. C'est une déformation de la réalité historique. On sait par exemple qu'en Chine et à Cuba, la révolution n'a pas triomphé dans les conditions de la guerre mondiale, mais quelques années après la seconde guerre mondiale. Poser le problème comme le font P. Togliatti et ceux qui soutiennent ses points de vue cela revient à s'associer à la propagande réactionnaire bourgeoise qui déclare que le socialisme ne peut vaincre qu'au moyen de la guerre, que les communistes sont des fauteurs de guerre qui à travers la guerre cherchent à établir le socialisme dans le monde. Ce sont précisément ces accusations qu'a employées Kennedy pour justifier l'agression impérialiste contre Cuba.

Deuxièmement, selon P. Togliatti il ressort qu'à présent il n'y a qu'une voie de passage au socialisme — la voie pacifique, parce que le danger du déchaînement d'une guerre mondiale nucléaire a barré toute autre voie — la voie non-pacifique. Aussi doit-on renoncer à cette dernière. Cela ne répond nullement à la réalité et constitue une déformation flagrante de la vérité. En fait la réalisation de la révolution socialiste sous la forme non-pacifique n'a pas abouti et n'a aucune raison d'aboutir à la guerre mondiale. C'est une affaire intérieure de chaque peuple. Selon Togliatti, une condition indispensable du passage pacifique au socialisme, c'est l'existence «d'un régime démocratique, donc la possibilité du développement de la démocratie». Tandis que Togliatti lui-même et les Thèses relèvent que dans les pays capitalistes on remarque deux phénomènes : restriction toujours plus grande de la démocratie et l'ingérence toujours plus flagrante à l'extérieur dans les affaires des autres pays. Voici ce que les Thèses rapportent à ce propos : «Ces tendances se manifestent de diverses façons par le maintien des régimes manifestement fascistes ou du type fasciste (Espagne, Portugal, Grèce etc.), avec la décadence du régime parlementaire jusqu'au passage à des formes de gouvernement autoritaire, comme en France, avec la renaissance du militarisme nazi et l'interdiction de l'organisation politique

de la classe ouvrière (République Fédérale Allemande), avec la conservation des discriminations racistes, antidémocratiques et anticommunistes (USA), avec l'imposition de la part de l'impérialisme américain des régimes brutalement réactionnaires, dans la Corée du sud, dans le Sud Viet-Nam, à Formose, etc. Bien significative est la situation des pays de l'Amérique Latine, zone d'influence et de domination des Etats-Unis, où une vie vraiment démocratique n'existe presque dans aucun des Etats, où les peuples sont soumis aux régimes tyranniques, sont exploités et opprimés dans l'intérêt des impérialistes américains, sont mis dans l'impossibilité de faire face et de résoudre librement les problèmes de leur développement et de leur progrès économique et social. Dans les pays tels que l'Italie aussi, où la force et la lutte du mouvement populaire ont empêché jusqu'à ce jour la suprématie de telles tendances antidémocratique, celles-ci se sont manifestées tout récemment encore d'une façon claire (la tentative Tambroni) et restent claires dans l'orientation des groupes dirigeants capitalistes».

Il en résulte donc que dans les raisonnements de P. Togliatti et des autres dirigeants du P.C. Italien il existe une profonde contradiction, entre la réalité actuelle dans le monde capitaliste et leur thèse opportuniste concernant la voie pacifique en tant que «principe de la stratégie mondiale du prolétariat». De plus, cela donne naissance à un autre problème aussi : que doivent faire les partis communistes et ouvriers dans les pays où il n'y a pas de régimes démocratiques et pas de possibilités pour le développement de la démocratie et dans les conditions où existe le danger d'une intervention de l'extérieur ? Suivant P. Togliatti il résulte que ces pays doivent attendre jusqu'à ce que soient créées les conditions favorables et passer ensuite au socialisme par voie pacifique. V.I. Lénine, combattant les théories opportunistes de Kautsky, écrivait que l'impérialisme «... se distingue par un amour moindre pour la paix et la liberté, par un développement plus grand et général du militarisme. «Ne pas se rendre compte» de cela, lorsqu'on examine la question de savoir combien typique ou possible est la révolution pacifique ou par violence, veut dire tomber dans la position du plus ordinaire laquais de la bourgeoisie» (Œuvres, Vol. 28, p. 267, Edition en langue albanaise).

Troisièmement, le triomphe du socialisme dans une série de pays, la création du système socialiste mondial et ses succès créent des possibilités favorables pour le triomphe de la révolution socialiste, rapprochent, en général, le triomphe du socialisme dans des pays donnés et dans le monde entier, **indépendamment de la voie qui sera suivie pour faire la révolution** dans les divers pays, — par la voie pacifique ou non pacifique. Les pays socialistes jouent un rôle de premier plan surtout pour empêcher l'exportation de la contre-révolution de la part de l'impérialisme, son intervention de l'extérieur. Mais même pour repousser la contre-révolution armée de l'impérialisme, le rôle décisif est joué par le facteur intérieur, par la lutte décisive des masses travailleuses dirigées par le parti communiste. **Le facteur extérieur ne peut pas être décisif dans la détermination de telle ou telle voie suivie dans les divers pays pour le passage au socialisme**, quoiqu'il exerce une influence déterminée pour cela. Comme il est dit dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, «dans chaque pays particulier la possibilité réelle de telle ou telle manière de passage au socialisme est déterminée par les conditions historiques concrètes», «les formes et les voies du développement de la révolution socialiste dépendront du rapport concret des forces des classes dans tel ou tel pays, du degré de l'organisation et de la maturité de la classe ouvrière et de son avant-garde, du degré de résistance de la classe dominante».

2) Les dirigeants du P.C. Italien disent que le facteur intérieur qui dicte l'orientation vers la voie pacifique du passage au socialisme en Italie est la position de la classe ouvrière italienne et de son parti d'avant-garde qui l'ont acquise dans la lutte de dix ans, dans le processus de laquelle, dans les moments les plus décisifs, ils se sont trouvés à la tête du peuple. Il est vrai que la classe ouvrière, guidée par le Parti Communiste, a mené une longue lutte de plusieurs années contre le fascisme, contre les nazis allemands, contre les forces réactionnaires du pays, au cours de laquelle elle est devenue une grande force politique dans la vie du pays, elle a assuré pour elle-même et pour tous les travailleurs italiens des libertés et des droits démocratiques, etc.

De ce point de vue, la classe ouvrière italienne a ses particularités en ce qui concerne sa position économique et politique dans la vie de la société italienne. Mais cette position de la classe ouvrière italienne ne doit pas être surestimée et considérée comme absolue, car, en vérité, elle ne diffère pas d'une façon essentielle de la position de la classe ouvrière des autres pays capitalistes ; c'est une classe opprimée et exploitée, dépourvue des moyens de production et tenue à l'écart du pouvoir d'Etat.

Quoique dans les Thèses et dans les autres documents de la direction du P.C. Italien on met l'accent sur la voie "pacifique", néanmoins on y admet, au moins pour la forme, qu'il «n'est pas sûr que soient évitées la révolution et la guerre civile», «que les groupes réactionnaires bourgeois sont toujours prédisposés à employer la violence pour barrer la route au progrès politique et social». P. Togliatti lui-même a mis souvent en évidence ceci, en soulignant que «le développement pacifique et sans douleur dépendra de l'enchevêtrement de tout un ensemble de conditions, dont certaines dépendent de nous, d'autres du développement objectif des événements et les derniers des actes de l'adversaire... Ce serait une folie de considérer comme une chose sûre qu'en Italie on peut arriver sans faute au socialisme, sans des âpres échauffourées de classes... Si nous ne voulons pas leurrer la classe ouvrière et les membres de notre parti, nous ne devons jamais dire que le développement pacifique est tout à fait sûr» («Rinascità», N°. 7, 1956).

Ceci est très juste. Mais s'il en est ainsi, il est clair que le parti communiste doit préparer les masses et se préparer lui-même pour la possibilité de la voie non-pacifique aussi. Les mots de Lénine que la classe ouvrière doit posséder, sans la moindre exception, **toutes** les formes de la lutte, être prête pour la substitution immédiate et inattendue d'une forme à l'autre, demeurent toujours d'actualité. «La classe ouvrière, écrivait Lénine, aurait certainement préféré prendre en ses mains le pouvoir d'une manière pacifique... mais **renoncer** à la voie révolutionnaire pour prendre le pouvoir serait de la part du prolétariat, soit du point de vue théorique, soit du point de vue pratique et politique, **une folie** et signifierait seulement une concession à la bourgeoisie et à toutes les classes riches». Ne pas se préparer simultanément pour l'une et pour l'autre forme, pour la variante de la voie pacifique et pour celle de la voie non-pacifique, c'est risquer de perdre les deux possibilités. Même dans les pays où la possibilité du développement pacifique de la révolution existe, le parti communiste, déployant tous les efforts pour exploiter cette possibilité, ne devrait en aucune manière la considérer comme absolue, car celle-ci est toujours une possibilité qui, avec le changement des conditions des circonstances lesquelles ne peuvent être prévues exactement, puisqu'elles ne dépendent pas seulement de nous, peut se transformer en son contraire. En réalité, si l'on se prépare simultanément pour la possibilité non-pacifique aussi, les chances pour la réalisation de la possibilité de la voie pacifique deviennent plus grandes.

Mais que fait pratiquement la direction du P.C. Italien pour affronter aussi la possibilité de la voie non-pacifique, pour ne pas se trouver devant l'inattendu ? Absolument rien. Au contraire, elle ne désire même pas entendre parler de la préparation simultanée pour les deux possibilités. A part cela, comme nous le verrons par le détail plus loin, elle sème au sein du parti et parmi la classe ouvrière toutes sortes d'illusions opportunistes et réformistes pour justifier l'orientation vers la seule voie «pacifique».

Voie «démocratique» ou négation de la dictature du prolétariat ?

Dans les Thèses et dans toute la propagande de la direction du P.C. Italien on souligne avec une grande force que la voie italienne vers le socialisme est une voie **démocratique** et, sous une forme ou sous une autre, ils opposent celle-ci à la voie suivie en Union Soviétique et dans les pays de démocratie populaire, «voie qu'ils considèrent pleine d'erreurs et de douleurs, avec des graves violations de la légalité socialiste, de la liberté et de la vie démocratique du pays et du parti», etc. De là découlent au moins deux choses : a) que la voie italienne une voie **tout à fait différente** de la voie générale marxiste-léniniste, qui est suivie dans les pays socialistes, ce qui n'est pas nié par les dirigeants du P.C. Italien non plus ; b) que **seule la Voie italienne** serait la voie démocratique, tandis que l'Union Soviétique et les autres pays socialistes auraient suivi des voies anti-démocratiques, ce qui est pure calomnie.

«Nous sommes des démocrates, a dit Togliatti au VIII^e Congrès du P.C. Italien, — car nous nous mouvons dans, le cadre de la Constitution, de la tradition démocratique; et de la légalité qu'elle détermine». Ceci veut dire que; suivant Togliatti, si on ne se meut pas dans le cadre de la Constitution bourgeoise et de la légalité capitaliste, mais on les viole de façon révolutionnaire, alors on n'est pas démocrate. C'est justement ainsi qu'agit la bourgeoisie qui accuse les communistes révolutionnaires comme des «rebelle», «des gens qui troublent l'ordre et la tranquillité publique», «des destructeurs de la démocratie», etc.

En relation avec ceci on peut nous accuser de «dogmatisme», «d'aventurisme» etc., en disant que nous prétendons soi-disant que la classe ouvrière et les communistes italiens renoncent à la lutte pour la démocratie, pour le respect de la Constitution etc. Cela n'est point vrai : nous comprenons très bien la nécessité de la lutte pour la démocratie, son importance dans les conditions actuelles et surtout pour des pays comme l'Italie, nous comprenons le lien étroit entre cette lutte et celle pour le socialisme, nous sommes conscients qu'on ne peut pas s'appeler communiste si on n'est pas en même temps un vrai démocrate. Mais la question n'est point là. Il s'agit ici du fait que de la part du P.C. Italien on présente comme unique voie démocratique **seulement** la voie pacifique, seulement la voie «italienne».

Mais arrêtons-nous ici et analysons dans son essence ce qu'entend en vérité la direction du P.C. Italien par voie «démocratique». Dans les différents documents on met en évidence que la voie italienne est la voie du développement conséquent démocratique et du développement vers le socialisme, à travers les réalisations des réformes de structure, prévues par la Constitution elle-même (P. Togliatti — «La voie italienne vers le socialisme», juin 1956). Tandis que, dans les Thèses, il est dit que «la lutte pour donner à la démocratie italienne un contenu nouveau, socialiste, trouve, donc, dans la Constitution un large terrain de développement. La voie italienne vers le socialisme passe par l'édification d'un nouvel Etat, prévu par la Constitution (qui est quelque chose de profondément différent du régime actuel), et à travers l'accession à sa direction des classes dirigeantes nouvelles». Dans les Thèses il est dit également que «l'édification d'une voie italienne vers le socialisme se présente de cette manière, comme un processus de la lutte des masses autour des objectifs positifs qui devrait apporter des modifications à la structure économique et à l'ordre public, déplacer continuellement le rapport des forces en faveur de la classe ouvrière et de ses alliés et porter en avant la formation d'un bloc social-politique capable de réaliser, dans le cadre de la légalité constitutionnelle, la transformation socialiste de l'Italie». On nous dit que c'est justement dans ce sens qu'on parle de la voie italienne comme une voie démocratique. Examinons en détail cette question : Dans toutes les définitions et tous les documents de la direction du P.C. Italien sur la voie du passage de l'Italie au socialisme on ne trouve même pas l'idée de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat. Il ne s'agit pas de l'emploi des termes «révolution socialiste» et «dictature du prolétariat», quoique cet aspect qui n'est pas de pure forme témoigne une certaine crainte et peur de ces idées révolutionnaires fondamentales du marxisme-léninisme, à ce qu'il paraît pour ne pas intimider la bourgeoisie (!) Le fait est que, dans les autres thèses et documents de la direction du P.C. Italien on nie l'essence même de ces enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme.

Tous les communistes connaissent la thèse léniniste suivant laquelle peut être marxiste seul celui qui étend l'acceptation de la lutte des classes jusqu'à l'acceptation de la dictature du prolétariat, car c'est justement par cette question que l'on prouve le vrai sens et la vraie acceptation du marxisme, car la dictature du prolétariat étant indispensable et la même en ce qui concerne le contenu et son fond, pour tous les pays qui s'engagent dans la voie du socialisme, peut prendre et en effet prend des formes différentes conformément aux conditions historiques concrètes de chaque pays. Tandis que dans les Thèses il est dit que «le terme de dictature du prolétariat lui-même peut avoir divers contenus» en comparaison avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. Il s'agit, donc, ici de changement non seulement de forme, mais aussi **du contenu même** de la dictature du prolétariat. Mais si c'est le contenu et l'essence même qui change, alors il pourrait s'agir de n'importe quelle autre espèce d'Etat, mais jamais de la dictature du prolétariat.

Nous ne nous en tenons point, par pure forme aux termes, mais nous pensons qu'ici nous n'avons point affaire à une erreur échappée occasionnellement aux auteurs des Thèses; nous jugeons d'après tous les raisonnements des dirigeants du P.C. Italien sur la voie italienne vers le socialisme, dans lesquels **en fait** on nie en substance l'idée même de la dictature du prolétariat comme condition sine qua non pour passer du capitalisme au socialisme.

Les classiques du marxisme-léninisme ont souligné que la dictature du prolétariat est un Etat tout à fait nouveau, qui peut être instauré seulement lorsque la machine du vieil Etat capitaliste sera brisée et détruite jusque dans ses fondements, car la classe ouvrière et son parti ne peuvent pas conserver intacte toute l'administration publique bourgeoise et l'employer à leurs fins et intérêts. Cela est l'un des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme confirmé par l'expérience historique de toutes les révolutions socialistes qui ont eu lieu jusqu'à présent. V.I. Lénine soulignait que, surtout dans

l'étape de l'impérialisme, lorsque l'appareil bureaucratique, policier et militaire de l'Etat capitaliste a pris des proportions colossales, il faut insister pour briser la machine d'Etat bourgeoise (Voir «L'Etat et la Révolution»).

Tandis que P. Togliatti, se rapportant à cette thèse, dit : «Lorsqu'en fait, nous disons qu'il est possible de trouver une voie vers le socialisme non seulement sur le terrain démocratique, mais aussi en employant les formes parlementaires, il est évident que nous corrigeons quelque chose dans cette position, ayant en considération les transformations qui ont eu lieu et ont lieu encore dans le monde» (P. Togliatti : «La voie italienne vers le socialisme», 24 juin 1956). L. Longo aussi, dans le rapport tenu à la réunion du C.C. du P.C. Italien en avril 1962, en ce qui concerne la convocation du X^e Congrès du Parti, a dit : «L'importance qu'ont prise les centres de la puissance des monopoles et l'étendue des oppositions qu'ils engendrent entraînent aussi la nécessité que le problème de la démolition de l'appareil de l'Etat soit posé aujourd'hui d'une manière différente de celle que formulait à juste raison Lénine».

Cela signifie que, d'après les dirigeants du P.C. Italien, il résulte que cette thèse du marxisme-léninisme n'était donc juste que pour le passé, tandis qu'aujourd'hui elle aurait besoin d'être «corrigée», «révisée», conformément aux «nouvelles conditions» et sûrement dans l'esprit du «développement créateur» du marxisme !

Il est clair que la thèse des dirigeants du P.C. Italien sur la nécessité d'une révision des enseignements du marxisme-léninisme sur le renversement de la machine de l'Etat bourgeois, est liée, avant tout, à leur conception sur le caractère de classe, de l'Etat bourgeois actuel. Cette idée est clairement exprimée une fois de plus par L. Longo dans le rapport susmentionné, où il dit que «... la liquidation des monopoles et de leur force peut être faite même sans prendre en main le pouvoir, il suffit qu'il existe un rapport de forces sociales et politiques adéquates». Et plus loin il continue : «Nous disons que, dans la situation actuelle, la force des monopoles peut être limitée et modifiée d'une façon réelle au moyen de l'action du pouvoir politique». Dans la première étape, dit Longo, nous tendons à détacher le pouvoir public à sa soumission à la force économique des monopoles et, plus tard, à limiter et à conditionner la puissance économique des monopoles au moyen de l'action du pouvoir politique.

Il en résulte donc que le pouvoir des monopoles peut être dirigé contre les monopoles.

Ce qui est vrai c'est que Longo accepte que «la société socialiste ne peut **«mûrir spontanément»** au sein de l'ancienne formation sociale et politique capitaliste», que «une transformation entière socialiste de la société ne peut être réalisée dans le cas où la classe ouvrière et ses alliés ne prendront pas le pouvoir d'Etat». Mais de tout cela il résulte que les premiers pas vers le socialisme et les débuts de la société socialiste peuvent être réalisés dans le cadre de l'ordre capitaliste, employant à cette fin seulement l'Etat bourgeois actuel. Ceci est rendu tout à fait clair par Longo lui-même qui pose la question : «Est-il possible d'intervenir par une action politique dans le développement économique et dans le cadre d'un ordre, dans lequel dominant encore les tendances du système capitaliste ? (Devrait-on croire qu'en Italie dominant seulement des **tendances** du système capitaliste ?! — Note de la rédaction). En d'autres termes, les lois du développement capitaliste sont tellement rigoureuses et de fer, que pour les freiner et les modifier, soit même partiellement, la classe ouvrière n'a d'autre possibilité que celle du renversement du système capitaliste en entier et de le substituer par le système socialiste».

Ici nous voyons une «nouvelle» conception du rapport entre l'économie et la politique, la base et la superstructure dans le processus de passage du capitalisme au socialisme. Il nous résulte que, en contradiction avec une des particularités fondamentales de la révolution socialiste, qui, se distinguant des révolutions précédentes, commence par la prise du pouvoir politique, comme moyen décisif et indispensable pour la transformation socialiste de l'économie et de toute la vie sociale dès les premiers pas et jusqu'à l'édification complète du socialisme, les dirigeants du P.C. Italien pensent qu'il ne faut pas commencer par là, mais par la transformation de l'économie, par la modification des lois économiques du capitalisme, par la liquidation de la force et de la base économique des monopoles. Mais cela aurait lieu surtout en employant l'Etat capitaliste actuel lui-même, l'Etat des monopoles !

Et comment tout cela sera-t-il réalisé, suivant les dirigeants du P.C. Italien ? Ils disent que cela sera réalisé «en créant un rapport de forces sociales et politiques adéquates», comme résultat duquel l'Etat

capitaliste peut être obligé d'agir contre les monopoles et au profit des masses travailleuses, en appliquant «des réformes profondes de la structure» dans le sens du socialisme. Tandis que Velio Spano, dans la réunion du C.C. du P.C. Italien en relation avec la convocation du VIII^e Congrès du Parti, en septembre 1956, s'est exprimé encore plus clairement : «Tout Etat, a-t-il dit, est une dictature ; mais il peut arriver qu'une autre classe soit assez forte pour limiter efficacement l'action de la classe qui se trouve au pouvoir».

Quelles «perspectives lumineuses» ouvrent devant le parti et la classe ouvrière en Italie ces conceptions, c'est ce qui ressort des paroles même de P. Togliatti, qui dans la réunion du C.C. du P.C. Italien en relation avec la convocation du X^e Congrès a dit : «Comment arrivera-t-on à briser définitivement cette force (la force des monopoles — réd.)? Nous ne le savons pas, mais nous frayons la voie pour notre marche en avant, une voie de lutte qui sera développée sous les formes les plus diverses» ! Tout ceci constitue un éloignement flagrant des enseignements du marxisme-léninisme, de la conception de classes marxiste-léniniste de l'Etat :

Premièrement, l'histoire nous montre des cas de l'équilibre des forces des diverses classes au pouvoir. Tels furent par exemple, comme le met en relief V.I. Lénine, les cas de la monarchie absolue du XVII^e et XVIII^e siècle en France, Bismarck en Allemagne etc., qui étaient des équilibres relatifs entre les féodaux et la bourgeoisie. Mais il s'agit ici d'un équilibre de forces entre deux classes exploiteuses au détriment des travailleurs et contre eux.

Deuxièmement, on connaît aussi des cas où le pouvoir gouvernemental peut être la dictature de deux classes, comme le cas de la dictature révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse (qui est dirigée contre la classe exploiteuse), qui est un pouvoir transitoire pour passer de l'ordre bourgeois ou féodalo-bourgeois à l'ordre socialiste.

Troisièmement, on connaît le cas de l'existence provisoire en un pays des deux pouvoirs de classes contraires, comme cela eut lieu en Russie dans la première période après la révolution de Février 1917. Dans ces conditions V.I. Lénine a prévu la possibilité du développement pacifique de la révolution socialiste, en définissant pour cela un programme concret de mesures transitoires dans le domaine de l'économie. Mais Lénine rattachait le passage au socialisme, dans ces circonstances également, à une condition indispensable : à savoir que **tout le pouvoir** devait passer aux mains des Soviets.

Quoiqu'il en soit, on ne peut procéder à aucun parallélisme entre la situation de cette époque-là en Russie et la situation actuelle en Italie, où il n'y a aucun élan révolutionnaire puissant comme dans la Russie d'alors, où le peuple n'est pas armé comme il l'était là-bas et où il n'a point un pouvoir à lui à côté du pouvoir des classes exploiteuses. Bien plus, la direction même du P.C. Italien critique ceux qui «voient la perspective d'un dualisme du pouvoir, c'est-à-dire du développement d'un pouvoir ouvrier, en tant qu'alternative du pouvoir bourgeois» (Voir le rapport de L. Longo sur le X^e Congrès du parti).

Ainsi donc, il est clair qu'il ne peut pas y avoir dans la société antagoniste un pouvoir capable de rester au-dessus des classes, d'agir aussi bien dans l'intérêt des exploités, que dans l'intérêt des exploités. Mais, c'est plus ou moins dans ces positions que se maintient en fait la direction actuelle du P.C. Italien. Cette idée a été exprimée assez nettement par P. Togliatti également dans un discours publié dans le journal «Unità» du 26 septembre 1956, où il dit : «Les conditions politiques et historiques concrètes ont changé. Une lutte est menée actuellement et dans cette lutte on parvient à des positions nouvelles transitoires: des formes intermédiaires sont en train d'être créées».

Au fond, c'est la même chose qu'a dit en d'autres termes le révisionniste italien notoirement connu Giolitti dans son livre «Les réformes et la révolution» (publié en 1957), avec lequel ont polémisé les dirigeants actuels du P.C. Italien eux-mêmes : «Dans la période actuelle naissent en pratique et sont marquées en théorie des formes nouvelles du pouvoir, qui ne peuvent plus être définies ni comme une dictature du prolétariat, ni comme une dictature de la bourgeoisie». Dans le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves également on a dit la même chose : «Il est possible que le développement de la lutte de classe dans la voie vers la dictature du prolétariat enrichisse encore davantage les différentes formes politiques avec différentes formes transitoires du pouvoir politique dualiste et de compromis, dans lesquelles sera exprimé toujours davantage l'intérêt de la classe ouvrière, jusqu'à ce que cette influence devienne avec le temps dominante dans la forme politique qui naîtra des conditions concrètes de la lutte de classe».

Tout cela n'est autre chose que des illusions réformistes nuisibles et dangereuses, qui désorientent le parti communiste et la classe ouvrière. Lénine soulignait avec une grande force que la «lutte pour l'affranchissement des masses travailleuses de l'influence de la bourgeoisie en général et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, ne peut pas être menée sans une lutte contre les préjugés opportunistes en connexion avec «l'Etat» (Œuvres choisies, éd. albanaise, vol. II, p. 143).

La «voie italienne», voie «parlementaire»

La direction du P.C. Italien appuie beaucoup ses espoirs pour le passage au socialisme sur l'utilisation du Parlement et sur l'application de la Constitution italienne actuelle.

Plus d'une fois les dirigeants du P. C. Italien ont souligné que «il est possible d'avancer vers le socialisme en se servant aussi des formes parlementaires». Ainsi, par exemple, dans la déclaration programmatique du VIII^e congrès du P.C. Italien, dont la justesse a été réaffirmée une fois de plus par L. Longo dans son rapport concernant la convocation du X^e Congrès, il est dit : «Les institutions démocratiques peuvent être développées comme la base effective d'un régime, qui, en faisant face aux tentatives subversives des groupes monopoleurs et en enlevant la base de leur pouvoir, pourra avancer vers le socialisme», et «le Parlement peut et doit exercer une fonction active... à condition que parallèlement à lui soient développées et doivent être développées des formes de la démocratie directe qui assurent le développement ultérieur et la supériorité de la démocratie socialiste». P. Togliatti également écrivait dans un article publié dans la «Pravda» le 7 mars 1956, que «... le Parlement, qui dans le passé était un moyen d'organisation et de consolidation du régime capitaliste, peut devenir aujourd'hui un moyen efficace dans les mains des partis qui déploient leurs efforts pour la transformation de la société».

Malgré cela, P. Togliatti s'oppose **énergiquement** à ceux qui ont exprimé l'opinion que «la voie italienne vers le socialisme signifie la voie parlementaire et rien d'autre». Pourquoi P. Togliatti fait-il cette réserve ? Pourquoi cherche-t-il avec tant d'opiniâtreté de rester aussi loin que possible du terme «la voie parlementaire» ? Parce que, semble-t-il, il ressent la faiblesse de sa position réformiste. Dans le rapport «La voie italienne vers le socialisme», présenté au plénum du Comité Central du P.C. Italien le 24 juin 1956, il disait : «... si l'on fait une identification extérieure, en général, entre la «voie italienne» et la «voie parlementaire», on peut créer, d'une part, des illusions dangereuses, tandis que, d'autre part, on peut avoir aussi de graves désillusions. Le camarade qui travaille à l'usine, qui sait à quel point est lourd le pouvoir du patron, le citoyen qui a pu connaître quelle est la nature et la lourdeur du pouvoir des classes régnantes capitalistes dans la société actuelle et qui, par ailleurs, voit ce qu'est notre Parlement actuellement, peut aboutir à la conclusion que par cette voie, on ne parviendra jamais à un renversement radical». Très bien ! En quoi réside alors, d'après P. Togliatti la distinction entre «la voie italienne» et la «voie parlementaire» ? Que faut-il faire pour que ne se créent pas des illusions semblables ? En fait, P. Togliatti ne fait aucune distinction ; il dit seulement que, pour l'utilisation avec succès du Parlement, afin que soit réalisé le progrès vers le socialisme, il faut remplir les conditions indispensables suivantes : un Parlement qui soit effectivement le reflet du pays ; un Parlement qui fonctionne ; un grand mouvement populaire qui soulève sur place les revendications, qui puissent être satisfaites plus tard par un Parlement, où les forces populaires se soient assuré une représentation assez forte. Il s'agit donc, encore de «la voie parlementaire». Bien plus, on peut trouver des numéros de «l'Unità» aux grandes manchettes occupant toute la page : «Changeons, par le vote, le visage de l'Italie».

Cela devient encore plus clair, si nous avons en vue que précisément en relation avec «l'utilisation des formes parlementaires» P. Togliatti a considéré judicieux de réviser la thèse de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la nécessité impérieuse de la démolition de l'appareil d'Etat bourgeois, en tant que condition indispensable pour le passage au socialisme. Ce point de vue de P. Togliatti signifie, en fait, la diffusion des illusions opportunistes parlementaristes selon lesquelles, à l'aide du parlement bourgeois on peut imposer à l'Etat capitaliste actuel la volonté de la classe ouvrière et des autres masses populaires et avancer ainsi vers le socialisme.

Mais ce point de vue des dirigeants communistes italiens est, sinon identique, très proche des illusions opportunistes de K. Kautsky, que V. I. Lénine a combattues en son temps. «La tâche de la grève des masses, — disait Kautsky, — ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement

d'obliger le gouvernement à faire des concessions pour une question donnée ou de remplacer un gouvernement qui est contre le prolétariat par un gouvernement qui lui tend la main... Mais cela (c'est-à-dire la victoire du prolétariat contre le gouvernement adverse) «ne peut jamais conduire à la **destruction** du pouvoir d'Etat, mais seulement à un **déplacement**... des rapports des forces à **l'intérieur du pouvoir d'Etat**... Ainsi donc, l'objectif de notre lutte politique reste, comme jusqu'à ce jour, la prise du pouvoir d'Etat en obtenant la majorité au Parlement et en rendant le Parlement maître du gouvernement». «Ici, — dit V.I. Lénine, — nous avons l'opportunisme le plus pur et le plus banal ; ici nous avons affaire au renoncement à la révolution en fait, tandis qu'on l'admet seulement en parole. L'opinion de Kautsky ne va pas plus loin que «un gouvernement qui tend la main au prolétariat», — un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à l'année 1847, lorsque «le Manifeste Communiste» proclama «l'organisation du prolétariat en tant que classe dirigeante»... Quant à nous, nous allons nous séparer des opportunistes ; et tout le prolétariat conscient fera cause commune avec nous dans la lutte non pas pour un «déplacement des rapports de la force», mais pour le **renversement de la bourgeoisie**, pour la **destruction** du parlementarisme bourgeois, pour la république démocratique du type de la Commune ou pour la République des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat» (V. I. Lénine, Œuvres, vol. 25, p. 459-460, éd. russe). Est-ce que, dans les conditions actuelles de l'Italie, sont devenues réalisables les idées de Kautsky, que Lénine avait rejetées comme profondément antimarxistes et opportunistes ?!

Il faut se préoccuper toujours de ne pas sous-estimer les possibilités du parlement bourgeois, de ne pas créer des illusions opportunistes selon lesquelles, grâce à lui, on peut effectuer la transformation socialiste de la société. Il ne faut pas oublier deux tendances de la bourgeoisie à l'égard du parlement dans les pays capitalistes dans la période actuelle, que les dirigeants du Parti Communiste Italien eux-mêmes sont obligés d'admettre :

Premièrement, la bourgeoisie se sert des moyens les plus divers pour ne pas permettre la large représentation des masses travailleuses au Parlement, à commencer par la pression idéologique quotidienne et multilatérale sur les électeurs en recourant aux moyens énormes de la propagande, à commencer par les restrictions de toutes sortes dont est l'objet la libre participation des travailleurs au scrutin, jusqu'à la modification de tout le système électoral, etc.

Deuxièmement, on voit se manifester toujours plus ouvertement la tendance de la bourgeoisie, surtout de la bourgeoisie monopoliste, à limiter, par différents procédés, les droits et les compétences du Parlement et à concentrer au maximum le pouvoir aux mains du pouvoir exécutif. Le plus clair témoignage pour cela de nos jours ce sont les initiatives de de Gaulle en France **pour** la modification de la Constitution.

Dans l'étape de l'impérialisme, qui, comme l'a montré V. I. Lénine, est la réaction dans tous les domaines, existe toujours le danger de l'implantation de la dictature militaire et fasciste, chaque fois que la bourgeoisie monopoliste se rend compte que même les régimes de la démocratie bourgeoise mutilée mettent en danger ses intérêts. Est-ce que cela n'est pas confirmé par l'existence du fascisme en Espagne et au Portugal, par l'instauration de la dictature gaulliste en France, par les persécutions contre le P. C. des Etats-Unis d'Amérique, de l'Allemagne Occidentale et d'autres pays, par les putschs militaires en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique Latine, etc.? C'est une réalité qui ne peut être remarquée, sous-estimée ou considérée avec légèreté par aucun parti révolutionnaire sérieux de la classe ouvrière. Dans ces conditions, baser ses espoirs pour le passage au socialisme sur le parlement et sur le suffrage universel, créer des illusions parlementaristes, orienter la lutte des travailleurs **uniquement ou principalement** vers cet objectif, signifie porter un grand préjudice à la cause de la lutte pour le socialisme.

Naturellement, nous ne sommes ni ne pouvons être contre l'utilisation du parlement bourgeois pour les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte. On sait que V.I. Lénine prévenait contre «la maladie infantile du communisme», contre l'extrémisme «gauchiste» qui niait la nécessité impérieuse de l'utilisation du parlement par les partis communistes pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, pour démasquer la bourgeoisie et son pouvoir, la fausseté de la démocratie bourgeoise et pour imposer à la bourgeoisie des mesures déterminées en faveur des travailleurs, etc. Surtout, dans la période actuelle, alors que la bourgeoisie a rejeté le drapeau des droits et des libertés démocratiques, ce

drapeau doit être porté par la classe ouvrière et son parti communiste. Dans les conditions actuelles de l'aggravation excessive des contradictions entre les grands monopoles, d'une part, et toutes les couches de la population, d'autre part, de plus grandes possibilités ont été créées pour la large utilisation du Parlement pour mener une vaste lutte démocratique et antimonopoliste. C'est pourquoi, la lutte dans le Parlement et en dehors de lui est, sans doute, une tâche importante des partis communistes dans les pays capitalistes de régime démocratique-bourgeois.

Mais il est indispensable, tout en luttant pour la démocratie et les droits démocratiques pour les travailleurs, tout en luttant pour l'utilisation du Parlement pour les buts et les intérêts de la classe ouvrière, de faire parmi les masses un grand travail d'explication contre la création des illusions parlementaristes dangereuses, pour dénoncer la fausseté de la démocratie bourgeoise même dans les républiques bourgeoises «les plus démocratiques», la fausseté du parlementarisme bourgeois, d'éduquer les masses dans l'esprit révolutionnaire du renversement de la fausse démocratie bourgeoise et de son remplacement par la dictature du prolétariat, qui est la véritable démocratie pour les plus larges masses du peuple.

Tandis que les dirigeants actuels du P.C. Italien entendent par «voie démocratique» vers le socialisme l'utilisation du Parlement comme une voie où il n'y a pas de place pour la liquidation de la fausse démocratie bourgeoise et pour l'instauration de la dictature du prolétariat. «La voie démocratique vers le socialisme, — disait L. Longo dans le rapport présenté au mois de septembre 1956 au C.C. du P.C. Italien à l'occasion de la préparation du VIII^e Congrès du parti, — est la voie vers une démocratie toujours plus large, plus sûre et plus efficace, qui, en élargissant les limites de la démocratie existante et surtout en lui donnant des bases sociales plus solides, la transforme en une démocratie réelle pour tous, c'est-à-dire en une démocratie de personnes égales du point de vue politique et social, c'est-à-dire en une démocratie socialiste». En rejetant précisément de telles illusions opportunistes et en démasquant la fausse démocratie bourgeoise V.I. Lénine écrivait: «... le progrès à partir d'une démocratie capitaliste, — qui est, certes, étroite, qui écarte secrètement les pauvres et qui, par conséquent, de fond en comble hypocrite et mensongère, ne se fait pas d'une manière simple, directement et sans obstacles, «vers une démocratie toujours plus grande», comme se l'imaginent les professeurs libéraux et opportunistes petits-bourgeois. Non. Le progrès vers le communisme se fait à travers la dictature du prolétariat et il ne peut pas se faire autrement, parce qu'il n'y a pas d'autre classe et d'autre **voie pour briser la résistance** des exploités capitalistes» (Œuvres, vol. 25, p. 204 éd. albanaise).

Le passage au socialisme dans le cadre de la Constitution italienne actuelle ?!

Dans la détermination de la «voie italienne», «démocratique» vers le socialisme, les dirigeants du P.C. Italien appuient beaucoup leurs espoirs sur la Constitution italienne actuelle. En parlant au C. C. du P.C. Italien le 24 juin 1956, P. Togliatti a souligné que : «Il faut prévoir un progrès socialiste qui se développe précisément sur le terrain qu'établit et prévoit la Constitution et qui est le terrain des libertés démocratiques et des transformations sociales progressistes... Cette Constitution n'est pas encore une constitution socialiste; mais, étant donné qu'elle est l'expression d'un vaste mouvement unitaire, rajeunissant, elle diffère profondément des autres constitutions bourgeoises; elle représente une base effective du développement de la société italienne sur la voie qui conduit au socialisme». Et il poursuit : «... Voilà dans quelle signification, pensons-nous, la classe ouvrière peut arriver à jouer son rôle de dirigeant de la révolution socialiste dans la situation italienne concrète». De même, en parlant à un meeting à Frascati, le 20 novembre 1961, P. Togliatti a déclaré que les communistes italiens désirent arriver au socialisme «... non pas au moyen de la guerre civile, de l'aggravation du conflit armé, mais à travers la voie de la réalisation des réformes, qui sont prévues par la Constitution italienne, et à travers la lutte démocratique et l'unité des masses populaires».

Encore des illusions opportunistes sur la «démocratie italienne». Cela est entièrement identique à ce qu'exprima au VIII^e Congrès du P.C. Italien Giolitti, qui fut critiqué comme révisionniste par P. Togliatti et d'autres, à savoir que la voie italienne vers le socialisme passe par la Constitution de la république et par les réformes de structure ! La direction du P.C. Italien présente la Constitution italienne comme si elle était entièrement différente des autres constitutions bourgeoises, en prétendant que, si elle n'est pas encore une constitution socialiste parfaite, elle n'en contient pas moins en soi

beaucoup de principes socialistes, mais, «malheureusement», n'est pas appliquée par les gouvernants italiens. Voilà pourquoi elle oriente et concentre toute l'attention, toute la lutte de la classe ouvrière et du parti communiste sur l'application de la Constitution et des réformes qu'elle prévoit. Et l'on dit que de cette façon on passera au socialisme !

Nous ne voulons nullement sous-estimer l'importance que présente pour le P.C. Italien et pour les travailleurs italiens la lutte pour la sauvegarde et le développement des droits et des libertés démocratiques que prévoit la Constitution italienne. Il est vrai qu'elle est une constitution démocratique, qui est apparue à la suite de la lutte de la classe ouvrière et du P.C. Italien contre le fascisme, qu'elle contient quelques revendications assez avancées pour le monde capitaliste, dans l'intérêt de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Et, bien entendu, la lutte pour l'application de ces revendications a une grande importance.

Mais tout cela ne doit pas être surestimé et exagéré. En fait, la Constitution italienne actuelle est une constitution démocratique bourgeoise, qui ne déborde point du cadre des autres constitutions bourgeoises, lesquelles sont issues surtout de la lutte contre le fascisme. Par conséquent, créer des illusions sur la Constitution italienne et limiter la lutte des travailleurs et du parti communiste aux revendications et à l'application de la Constitution est très nuisible et signifie, en fait, le renoncement à la révolution socialiste et le maintien à l'intérieur du cadre de l'ordre capitaliste. En réalité, ce que prévoit la Constitution italienne ce sont des libertés et des droits de pure forme, qui sont violés tous les jours par la bourgeoisie, ce qui est admis par les dirigeants du P.C. Italien eux-mêmes. Par exemple, elle prévoit une certaine limitation de la propriété privée ou bien le droit au travail, mais en fait il n'y a eu et il n'y a aucune limitation effective de la propriété des monopoles capitalistes ; au contraire, la concentration ultérieure du capital en moins de mains s'est poursuivie à des rythmes plus rapides ; ou bien, malgré la proclamation du droit général au travail, l'Italie se distingue par un chômage chronique en masse, etc. En outre, il ne faut pas oublier les tentatives des classes régnautes d'Italie visant à limiter la démocratie italienne, il ne faut pas oublier que, dans quelques pays capitalistes, même en Europe, par exemple en France, elles ont atteint leur but. C'est pourquoi, la création des illusions de toutes sortes sur la «démocratie» bourgeoise, sur le parlementarisme bourgeois, sur les constitutions démocratiques bourgeoises, porte un grave préjudice à la cause de la classe ouvrière et du socialisme.

Le remplacement de la révolution par la lutte pour des réformes sociales

La direction du P.C. Italien parle beaucoup de «réformes de structure», en les considérant comme le moyen le plus efficace pour la transformation socialiste de la société italienne dans les conditions actuelles. Parmi ces réformes figurent les revendications pour l'augmentation des salaires et pour la réduction de la journée de travail, la création des commissions de fabriques et d'usines pour exercer le contrôle sur leur activité économique et productive, l'application de la réforme agraire, la nationalisation des grands monopoles et l'établissement du contrôle sur les monopoles, etc. etc.

Quel est le caractère de ces réformes ? La position des dirigeants du P.C. Italien sur cette question est contradictoire. D'une part, ils disent que ces réformes ont un caractère démocratique général. Ainsi, dans le discours qu'il prononça devant la réunion des militants de base du parti de la ville de Moscou le 27 juin 1960, P. Togliatti a dit : «Nous comprenons parfaitement que ces revendications ne sont pas socialistes, mais sont, au fond, des revendications démocratiques de caractère progressiste». Tandis que, par ailleurs, ils disent que l'application de ces réformes est la voie conduisant au socialisme. Dans le rapport «La voie italienne vers le socialisme», le 24 juin 1956, en se référant au programme de ces réformes, Togliatti disait : «un mouvement que nous pourrions orienter et diriger dans le sens de ces revendications et de ces réformes est certainement un mouvement vers le socialisme».

Les dirigeants du P.C. Italien s'efforcent de justifier ces contradictions en se référant aux affirmations de Lénine, à savoir que, entre la démocratie et le socialisme, il n'y a pas un mur de Chine, en utilisant, donc, comme argument la liaison qui existe entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme. Bien entendu, c'est là une thèse juste, mais il faut la considérer d'une façon dialectique et pas d'une façon unilatérale. Tout le truc ici réside dans le fait qu'ils soulignent d'une façon unilatérale **seulement la liaison** entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme, mais passent sous silence la **distinction** entre elles, parce que, quant à eux, **ils limitent la lutte pour le socialisme à la lutte pour la démocratie**. Mais cela signifie, en fait, rester dans le cadre de l'ordre existant capitaliste.

En général les révisionnistes n'admettent pas la subordination des tâches démocratiques aux tâches socialistes, mais font le contraire. C'est ce que font, en fait, les dirigeants actuels du P.C. Italien.

Les dirigeants du P.C. Italien s'écartent des enseignements du marxisme-léninisme sur le rapport entre les réformes et la révolution. D'après eux, en fait, il ressort que la révolution socialiste n'est autre chose que l'ensemble des réformes de structure. Tandis que les révolutionnaires considèrent les réformes dans les conditions du capitalisme, comme l'enseignait Lénine, comme le produit secondaire de la révolution et les utilisent pour le développement et l'extension de la lutte de classe, ils subordonnent les réformes à la réalisation des tâches révolutionnaires radicales.

Bien que P. Togliatti, dans son article «Le communisme et le réformisme», publié dans «Rinascita» du 28 juillet 1962, critique les réformistes en disant que, dans l'intérêt des réformes, ils oublient le but du renversement du capitalisme et de l'établissement des rapports socialistes, Togliatti en personne et ses compagnons **en fait** agissent précisément ainsi lorsqu'ils **concentrent toute l'attention du parti et de la classe ouvrière seulement sur la lutte pour les réformes**, qui sont prévues aussi par la Constitution italienne et ils disent que **c'est ainsi qu'on passera au socialisme dans les conditions de l'Italie**. En quoi consiste alors leur différence des réformistes ?

Pour justifier précisément cette ligne de la direction du P.C. Italien, P. Togliatti, dans son article susmentionné, cite comme argument le fait que «les situations révolutionnaires aiguës ne naissent pas souvent et ne sont pas créées selon notre bon vouloir. Il ne suffit pas de dire que le problème du pouvoir est posé, pour que ce problème soit effectivement posé d'une façon immédiate et pour qu'il soit résolu par une lutte révolutionnaire directe». Il ne fait pas de doute que la création de la situation révolutionnaire dépend avant tout de la création des conditions objectives, les révolutions ne se font pas selon le désir et le bon vouloir de telle ou telle personne. Le fait de perdre de vue cela peut conduire à l'aventurisme et à de graves erreurs. Mais en même temps il ne faut pas oublier le rôle du facteur subjectif dans la révolution. Rendre absolu le rôle du facteur objectif et négliger le facteur subjectif signifie, en fait, laisser la cause de la révolution à la spontanéité et cela porte un très grand préjudice à la cause de la classe ouvrière. La préparation des conditions pour la révolution, outre les facteurs objectifs, dépend, dans une mesure considérable, de la question de savoir comment le parti révolutionnaire de la classe ouvrière prépare les masses pour la révolution, dans quel sens il éduque les masses: dans l'esprit d'une lutte révolutionnaire résolue ou bien dans l'esprit réformiste. Les faits montrent que la direction actuelle du P.C. Italien répand dans le parti et parmi les masses des illusions réformistes et parlementaristes nuisibles, qui les écartent de la véritable lutte révolutionnaire. Le fait de rendre absolues les conditions objectives de la révolution et de passer sous silence le rôle du facteur subjectif de la part de Togliatti n'est autre chose qu'une justification, un prétexte pour renoncer à la révolution et pour concentrer toutes les forces et les énergies dans la lutte pour des réformes.

Nous n'avons nullement l'intention de dire que le Parti Communiste, dans les conditions de l'ordre capitaliste et concrètement en Italie, ne doit pas lutter pour des réformes en faveur des intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Une telle attitude rigide et «gauchiste» ne peut avoir rien de commun avec le marxisme-léninisme révolutionnaire. Mais il est absolument nécessaire de ne pas oublier, dans la lutte pour les réformes, deux enseignements importants du marxisme, qui ont été confirmés et sont confirmés tous les jours par la vie et par l'expérience du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière depuis plusieurs dizaines d'années.

Premièrement, il ne faut pas surestimer le rôle des réformes dans les conditions du capitalisme, il ne faut en aucune façon créer dans la classe ouvrière et parmi les masses travailleuses des illusions comme quoi au moyen des réformes on peut résoudre les problèmes vitaux des travailleurs, assurer l'amélioration radicale de leurs conditions de travail et de vie. Marx a argumenté d'une façon scientifique dans «Le Capital» que l'accumulation de la pauvreté dans un pôle et de la richesse dans l'autre pôle est une loi du développement du capital, que la lutte de la classe ouvrière et les améliorations partielles qu'elle arrache au capital peuvent freiner et limiter temporairement l'effet de l'action de cette loi, mais elles ne peuvent pas la détruire sans avoir détruit le capitalisme lui-même. C'est ce que témoignent les faits qui sont cités dans les thèses elles-mêmes. Ainsi, par exemple, au cours des dix dernières années, en Italie, s'est accentué encore davantage l'écart entre l'accroissement du rendement du travail et le salaire réel des travailleurs : le rendement du travail s'est accru au moins

deux fois plus que le salaire réel des travailleurs ; en somme, durant les dix dernières années on a remarqué la tendance au maintien, et même à la diminution de la partie du revenu national qui est destinée aux travailleurs.

Si le programme des réformes est détaché, isolé, devient quelque chose d'indépendant de la lutte générale pour le renversement du capitalisme et pour le triomphe du socialisme, d'autant plus si la lutte pour des réformes est présentée comme la voie vers le socialisme, comme le font en fait les dirigeants actuels du P.C. Italien, cela vous conduit aux positions opportunistes et réformistes de «l'économisme» de Bernstein, cela désoriente la lutte de la classe ouvrière, sous le prétexte de quelques améliorations et réformes partielles, cela la détourne du principal objectif : la lutte pour le renversement du capitalisme.

Deuxièmement, dans la lutte pour les réformes il ne faut pas oublier non plus l'enseignement important de V.I. Lénine selon lequel il y a réforme et réforme. Il y a des réformes que les travailleurs, sous la direction du parti révolutionnaire, arrachent par leur lutte au capital, l'obligent à battre en retraite, à faire des concessions, ce sont certainement des réformes dans l'intérêt des masses travailleuses et c'est pour de telles réformes qu'il faut lutter. Mais il y a aussi des réformes trompeuses, qui sont entreprises par les classes exploiteuses au pouvoir, afin de détourner les travailleurs de la révolution. Elles sont bien caractéristiques les paroles du socialiste de droite anglais G. Laski, qui, dans son livre «Réflexions sur la révolution de notre temps», écrivait : «En face du danger de la révolution, l'histoire connaît une seule réponse : les réformes...» Voilà pourquoi, l'attitude du parti révolutionnaire de la classe ouvrière à l'égard des réformes dans les conditions du capitalisme doit être critique et réservée.

On nous dit que, dans la phase actuelle de la crise générale du capitalisme, la classe ouvrière de nombreux pays, même avant le renversement du capitalisme, peut imposer à la bourgeoisie l'adoption de mesures semblables, qui débordent du cadre des réformes ordinaires et qui peuvent devenir un moyen radical pour la liquidation de la domination de la bourgeoisie monopoliste et, par conséquent, un moyen efficace pour la marche vers le socialisme. On présente comme des réformes de ce genre, par exemple, les nationalisations, en d'autres termes la diffusion du capitalisme d'Etat. Les dirigeants du P.C. Italien justifient cette attitude avec «le caractère spécifique du mouvement ouvrier en Italie», qui est en mesure d'obliger l'Etat capitaliste à effectuer de profondes réformes antimonopolistes, à le transformer en un Etat «au-dessus des classes» et «neutre», en un moyen pour la marche de la société italienne vers le socialisme.

Nous ne nous arrêterons pas ici dans l'analyse de ces points de vue, puisque nous les avons déjà traités plus haut, mais nous ajouterons seulement que ces points de vue ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux des révisionnistes yougoslaves, qui ont été critiqués et rejetés comme antimarxistes par tout le mouvement communiste international. Par exemple, le Yougoslave N. Pasitch, dans la revue «Nasha stvarnost» N° 5, 1958, écrivait : «Dans la période actuelle, il est devenu historiquement possible que, dans les pays ayant un développement d'un haut niveau, où on n'en est pas arrivé jusqu'au renversement par la violence de l'ordre capitaliste, on réalise de tels changements de structure dans les rapports économiques et sociaux, qui contiennent en soi des éléments désormais clairs de la négation du capitalisme». Tandis que dans le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves il est dit : «... les formes spécifiques des rapports capitalistes d'Etat peuvent être un dernier effort du capitalisme pour se maintenir au pouvoir, ou bien ils peuvent être le premier pas vers le socialisme, ou bien elles peuvent être et l'un et l'autre à la fois. La réalisation ou de l'un ou de l'autre dépend des forces et des actions politiques conscientes de la classe ouvrière».

De toute l'analyse précédente il ressort que la «voie italienne» vers le socialisme, claironnée bruyamment par P. Togliatti et par les autres dirigeants du P. C. Italien, n'est pas la voie de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, mais la voie réformiste, la voie des réformes sociales qui seront réalisées en se servant de l'Etat capitaliste. Cette position n'a absolument rien de commun avec les enseignements révolutionnaires du marxisme-léninisme, elle est en contradiction flagrante avec les faits de la vie actuelle aussi.

La négation du rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste

Les points de vue des dirigeants du P.C. Italien sur la «voie italienne» vers le socialisme sont aussi étroitement liés à leur conception particulière en ce qui concerne le rôle du parti communiste dans la

lutte pour le passage au socialisme. Dans cette conception apparaît clairement la tendance à considérer la marche vers le socialisme comme un résultat du développement spontané des forces productives au sein du capitalisme, qui pousse les couches sociales et les différents partis à s'engager dans la voie de la lutte pour le socialisme. Dans la séance du 24 juin 1956 du C.C. du P.C. Italien, P. Togliatti soulignait qu'il faut commencer «par l'analyse du développement des forces productives, d'où vient une poussée objective vers le socialisme». Partant précisément d'une telle analyse, les dirigeants communistes italiens nient le rôle dirigeant du parti communiste pour le passage du capitalisme au communisme et préconisent en fait la spontanéité dans le mouvement ouvrier, en glissant ainsi dans les positions des «économistes» et de la théorie antimarxiste des forces productives.

En éclaircissant encore mieux son opinion P. Togliatti a déclaré à la même réunion : «Nous pouvons voir, en fait, une poussée vers le socialisme et une orientation plus ou moins claire vers des réformes et des transformations économiques du type socialiste même dans les pays où les partis communistes non seulement ne participent pas au pouvoir, mais parfois même ne constituent pas une grande force... Cette situation se présente aujourd'hui et assume une importance particulière dans les zones du monde qui viennent de se libérer récemment du colonialisme. Mais même dans des pays capitalistes très développés il pourrait arriver que la classe ouvrière, dans sa majorité, suive un parti non communiste et on ne peut non plus exclure l'éventualité où, dans ces pays, des partis non communistes, mais basés sur la classe ouvrière, peuvent exprimer la poussée qui vient de la classe ouvrière pour une marche vers le socialisme. Bien plus, même là où existent des partis communistes forts, il peut exister à côté d'eux d'autres partis basés sur la classe ouvrière et ayant un programme socialiste. La tendance pour réaliser des transformations économiques radicales dans un sens qui est généralement celui du socialisme, peut venir, enfin, même d'organisations et de mouvements qui ne se qualifient pas de socialistes».

Avant de nous arrêter pour faire nos remarques, nous allons souligner que les points de vue de Togliatti et de ses compagnons au sujet de cette question sont **absolument identiques** à ceux des révisionnistes yougoslaves, qui ont été critiqués et condamnés il y a longtemps comme des antimarxistes par le mouvement communiste international tout entier. Nous ferons seulement quelques comparaisons. Dans le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves il est dit : «Le point de vue affirmant que les partis communistes ont, sous tous les aspects, le monopole du développement vers le socialisme et que le socialisme s'exprime en eux et par leur entremise n'est pas juste théoriquement et il est très nuisible pratiquement». Et plus bas : «Plusieurs partis et mouvements, avant tout dans les pays arriérés, dans une période de temps déterminée, peuvent jouer un rôle positif dans le développement de la société et, bien plus, ouvrir la voie du développement socialiste». «Dans les pays où pratiquement il n'existe pas de parti politique classique de la classe ouvrière, comme aux Etats-Unis, il est plus probable que les classes travailleuses, organisées au sein des syndicats, en premier lieu à travers les syndicats, s'engagent toujours plus dans le processus de l'accroissement des forces conscientes socialistes, dans le processus de la lutte pour le renforcement de l'influence sociale de la classe ouvrière et pour son rôle dirigeant dans le système du pouvoir. A propos de la période de l'édification socialiste on y dit : «... La Ligue des Communistes Yougoslaves considère comme un dogme le fait de proclamer le monopole absolu des partis communistes dans le pouvoir politique, comme principe universel et permanent de la dictature du prolétariat et de l'édification socialiste».

Comme on voit, le tableau est tellement complet que tout commentaire serait superflu. Mais, en ce qui concerne les dirigeants italiens qui considèrent les révisionnistes yougoslaves comme leurs partenaires et alliés, qui ont pour eux un grand amour et un profond respect, qui apprécient hautement leur expérience, l'identité de leurs vues avec celles des révisionnistes yougoslaves n'est nullement un argument pour rejeter leurs points de vue comme injustes et antimarxistes. Aussi nous jugeons nécessaire de nous arrêter d'une manière plus détaillée sur cette question. Nous voulons souligner avant tout que tandis que les vues des dirigeants du P.C. Italien correspondent entièrement à celles des révisionnistes yougoslaves, elles sont en opposition flagrante à un document de programme du mouvement communiste international comme la Déclaration de Moscou de 1957 qui considère comme une loi générale et indispensable pour tous les pays «la direction des masses travailleuses par la classe ouvrière dont l'embryon est le parti marxiste-léniniste, au cours de la révolution prolétaire en tel temps ou sous telle forme et l'instauration de la dictature du prolétariat sous telle ou telle forme».

Cet enseignement fondamental marxiste-léniniste, sanctionné par la Déclaration de Moscou de 1957, et dont la justesse a été réaffirmée aussi à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers dans la Déclaration de Moscou de 1960, a été tiré de l'analyse scientifique et théorique que les classiques du marxisme ont fait du développement de la société humaine vers le socialisme et le communisme ainsi que de l'expérience pratique du développement du mouvement communiste international et de tous les pays qui jusqu'à présent se sont vraiment engagés sur le chemin du socialisme. L'histoire ne connaît pas de cas de pays qui se soit engagé sur le chemin du socialisme et qui ait bâti le socialisme sous la direction d'un parti ou d'une organisation politique non marxiste-léniniste. Le fait que dans tous les pays où l'on a renversé le pouvoir des classes exploiteuses et l'on construit vraiment le socialisme, la victoire a été remportée sous la direction des partis révolutionnaires armés de la théorie marxiste-léniniste n'est nullement quelque chose de fortuit mais l'expression d'une légalité objective du passage de la société du capitalisme au socialisme.

Il est vrai qu'actuellement dans le monde il y a beaucoup de gens qui parlent de socialisme, il y a également beaucoup de partis qui se font passer pour des partis socialistes et qui prétendent guider la lutte pour le socialisme. Toutefois il ne faut pas juger les choses sur les mots et les noms que s'attribuent les gens et les partis. Bien au contraire il faut juger par leurs actes, par leur attitude pratique, par la politique qu'ils suivent, en observant à qui servent et à qui profitent leurs points de vue et leurs actes. Il y a beaucoup de partis ouvriers ou qui s'appuient sur la classe ouvrière. Tels sont les partis socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes etc. Mais peut-on dire que ces partis expriment les intérêts vitaux de la classe ouvrière et qu'ils luttent sérieusement pour ses intérêts ? Pour la plupart ces partis, comme l'a dit Lénine, se sont transformés en des «partis bourgeois de la classe ouvrière». Les faits témoignent de plus qu'alors même que ces partis pseudo-socialistes ont été au pouvoir ils ont servi avec dévouement les classes exploiteuses, ils se sont rangés du côté des impérialistes, ils ont suivi une politique réactionnaire anti-ouvrière. Comment peut-on penser sérieusement que même sous la direction de ces partis on puisse passer au socialisme ?

Naturellement les partis communistes ont pour tâche de lutter pour liquider la division de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, de coopérer avec les autres partis de la classe ouvrière et d'arriver à l'unité d'action de tous ses détachements pour régler les questions pressantes qui intéressent en particulier l'amélioration du standard de vie des travailleurs, l'extension et la sauvegarde de leurs droits démocratiques, l'accession à l'indépendance nationale et la défense de celle-ci, le maintien et la consolidation de la paix entre les peuples. Toutefois en luttant pour l'unité d'action, le parti communiste ne doit propager, en aucune façon, des illusions qui font du tort à la classe ouvrière, à savoir qu'elle peut passer au socialisme même sous la direction d'autres partis non marxistes-léninistes. Bien au contraire, comme l'indique la Déclaration de Moscou de 1960, les communistes doivent critiquer les positions idéologiques et la pratique de la droite opportuniste de la social-démocratie et cela d'autant plus lorsqu'on sait que les leaders de ces partis passent de plus en plus sur les positions de l'impérialisme, défendent le système capitaliste et divisent la classe ouvrière en capitulant devant les forces réactionnaires et conservatrices. La Déclaration de Moscou de 1960 pose également la tâche aux partis communistes des pays qui viennent à peine de s'affranchir du joug colonial de l'impérialisme de «dénoncer les tentatives de la fraction réactionnaire de la bourgeoisie nationale de présenter ses intérêts égoïstes de classe comme les intérêts de toute la nation, de dénoncer l'usage démagogique des slogans socialistes par les politiciens bourgeois pour les mêmes desseins». Les communistes saluent et soutiennent toute tendance honnête et sincère socialiste, mais il convient de souligner toujours que dans les conditions actuelles le socialisme ne peut vaincre que sous la direction des partis qui s'en tiennent aux positions du marxisme-léninisme indépendamment du nom que portent ces partis. Ce qui est vrai c'est qu'il n'y a que le marxisme-léninisme qui nous donne le sens exact de la substance du socialisme et des voies pour aboutir à sa victoire. Le marxisme-léninisme est la seule théorie du socialisme scientifique.

Préconiser, comme le font les dirigeants du P.C. Italien, que non seulement les partis communistes, armés de la théorie marxiste-léniniste, mais aussi les autres partis «se reposant sur la classe ouvrière» voire même des organisations ou des mouvements qui se font passer pour socialistes, peuvent guider la lutte pour le socialisme, cela signifie sous-estimer et nier le rôle de la théorie révolutionnaire, du marxisme-léninisme dans la lutte de la classe ouvrière et des masses travailleuses pour le socialisme,

s'éloigner de la thèse fondamentale marxiste selon laquelle sans théorie révolutionnaire il n'y a point de mouvement révolutionnaire, préconiser la spontanéité dans le mouvement ouvrier, du fait que le parti communiste est le vecteur de la théorie révolutionnaire du socialisme scientifique qu'il inclut dans les masses, développe et à laquelle donne une application pratique.

Selon les vues des dirigeants du P.C. Italien il ressort que l'on peut passer au socialisme aussi bien par la voie révolutionnaire, qui repose sur les enseignements du marxisme-léninisme, que par les autres voies qui ne se basent pas sur la doctrine marxiste-léniniste. Comment cela serait-il possible puisqu'on sait que les principes, les particularités fondamentales du régime socialiste sont communs à tous les pays, que la base théorique du socialisme scientifique c'est le marxisme-léninisme ? Faudrait-il donc admettre que le régime socialiste est en substance différent dans les divers pays, que nous avons **certains genres** de socialisme et de conséquence certains genres d'idéologie et de théorie socialiste, sur la base desquels on peut ériger la société socialiste ? C'est précisément en partant d'une telle conception que les révisionnistes yougoslaves prétendent avec ostentation qu'à présent dans le monde entier on bâtit le socialisme, que, comme l'a dit Tito, il n'y a pas longtemps de cela «... le monde socialiste est beaucoup plus vaste que ne l'imaginent certains dogmatiques. Le socialisme, pour autant qu'il voit le jour dans des douleurs et des difficultés, se développe et se renforce aux quatre coins du monde. L'Afrique en est le meilleur exemple».

Nier la nécessité de la direction du parti communiste, à l'instar des dirigeants du P.C. Italien et des révisionnistes yougoslaves, cela retourne à laisser la classe ouvrière et tous les travailleurs sans leur état-major politique, cela retourne à les laisser désorganisés et désarmés devant leurs ennemis, cela veut dire les éloigner du socialisme et les abandonner à jamais à l'oppression et à l'exploitation capitalistes, parce que ni la victoire de la révolution socialiste, ni l'instauration de la dictature du prolétariat, ni l'édification heureuse du socialisme et du communisme ne peuvent se faire sans le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière, sans son rôle d'organisateur, de mobilisateur, de dirigeant et de guide. Il ne fait pas de doute qu'à la lutte pour la victoire du socialisme et pour son édification heureuse peuvent également participer des partis et autres organisations non communistes. Mais cela n'est nullement une loi générale de la marche vers le socialisme, il ne s'agit que d'une particularité nationale et historique de tel ou tel autre pays se rattachant à diverses circonstances concrètes et qui ne dénie en rien ce qui est vraiment une loi générale et indispensable pour chaque pays — la direction d'un parti unique, du parti marxiste-léniniste au cours de la révolution et de l'édification socialiste. Cette loi a été confirmée par l'expérience de nombreux pays socialistes où il y a eu et où il y a même encore certains partis et organisations politiques.

Il est donc clair que les tentatives des dirigeants du P.C. Italien de présenter la négation du rôle dirigeant du parti communiste et l'existence de plusieurs partis dans le système socialiste comme une expression de la voie «démocratique» de la naissance et du développement de la société socialiste, sont absolument étrangères et antimarxistes. Est-ce que le régime socialiste dans les pays où il n'y a eu et où il n'y a qu'un parti — le parti communiste, comme en Union Soviétique, en Albanie et ailleurs, n'est pas démocratique ? Est-ce que le caractère démocratique d'un régime est fonction du nombre de partis qui existent en lui, ou bien est-ce que P. Togliatti et consorts cherchent à ce que les partis communistes des pays socialistes renoncent à leur rôle dirigeant et s'appliquent à créer le plus de partis possible afin «d'étendre» ainsi la démocratie socialiste ?!

Diriger ne veut nullement dire dicter et imposer sa volonté aux autres, diriger cela veut dire convaincre, organiser et mobiliser les masses, diriger leurs propres efforts et ceux de leurs organisations sociales vers un seul but en leur faisant voir clairement les objectifs et les voies à suivre pour les atteindre. Ce rôle historique ne peut être joué que par le parti marxiste-léniniste de type nouveau. Nier ce rôle sous le prétexte qu'il existe aussi d'autres partis de la classe ouvrière et préconiser à l'instar des dirigeants communistes italiens que les organisations de masse de la classe ouvrière, tels les syndicats et les autres organisations sociales, doivent être «indépendantes» du parti communiste, qu'elles ne peuvent pas être des «courroies de transmission» pour relier le parti aux masses, cela retourne à placer le parti communiste sur le même plan que les autres partis réformistes, bourgeois et petit-bourgeois, cela veut dire laisser les syndicats et les autres organisations de masse tomber entièrement sous l'influence de l'idéologie bourgeoise et réformiste, renoncer à la lutte pour

faire du parti un important moyen de l'éducation révolutionnaire des masses dans la lutte pour renverser le capitalisme et faire triompher le socialisme.

Tels sont en grandes lignes les points de vue des dirigeants du P.C. Italien sur le rôle du parti communiste. Pour tout communiste il est clair qu'ils n'ont rien à voir avec les enseignements du marxisme-léninisme sur le parti, ils sont en opposition flagrante aux documents programmatiques du mouvement communiste et ouvrier international, à l'existence historique de ce mouvement et à la réalité de nos jours.

A PROPOS DE CERTAINES QUESTIONS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL ET DES RAPPORTS ENTRE LES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS

L'attitude de la direction du P.C. Italien avec P. Togliatti en tête, envers diverses questions du camp socialiste et les rapports entre les partis communistes et ouvriers peut se résumer en ces termes : elle s'éloigne des documents communs du mouvement communiste, les Déclarations des années 1957 et 1960, elle s'éloigne des principes de l'internationalisme prolétarien.

P. Togliatti dénigre les pays socialistes

Les Thèses et les autres documents de la direction du P.C. Italien traitent de l'attitude envers les pays socialistes et envers leur expérience dans la révolution socialiste et dans l'édification du socialisme. Ce qui frappe c'est que les dirigeants du P.C. Italien parlent en premier lieu et essentiellement des «insuffisances et des erreurs» des pays socialistes et de fait ils dénigrent le système socialiste, emboîtent le pas à la propagande réactionnaire bourgeoise et lui donnent des armes.

Selon P. Togliatti et les autres dirigeants du P.C. Italien, la source principale des «insuffisances et des erreurs» en Union Soviétique et dans les pays de démocratie populaire c'est le «culte de la personnalité» de J. V. Staline et ses conséquences. Toujours selon eux la source du «culte de la personnalité» ne doit pas être recherchée seulement dans les «défauts personnels» de J.V. Staline mais encore dans l'organisation même du régime socialiste soviétique qui accuserait une certaine dégénérescence. Dans l'interview accordée à la revue «Nuovi argomenti», en mai 1956, P. Togliatti indiquait que si l'on explique tout par les défauts de Staline on ne fait que rester dans le cadre du «culte de la personnalité». «Ce faisant, dit-il, on exclut les véritables problèmes, ceux qui se rattachent à la question de savoir de quelle façon et pourquoi la société soviétique pouvait arriver et est arrivée à certaines formes qui l'ont éloignée de la vie démocratique et de la légalité qu'elle se proposait, voire à la dégénérescence». Il ajoute qu'après la Révolution d'Octobre «... un nouveau type de direction bureaucratique vit le jour au sein de la jeune classe dirigeante, au moment où se posaient à elle des tâches absolument nouvelles». Et Togliatti souligne que «les critiques contre Staline soulèvent un problème général et commun à tout le mouvement — le problème des dangers de la dégénérescence bureaucratique, de l'étouffement de la vie démocratique, des dangers de confondre la force révolutionnaire avec la destruction de la légalité révolutionnaire, de détacher la direction économique et politique de la vie, des initiatives, de la critique et de l'effort créateur des masses». En conclusion, il faut apporter des modifications radicales, au régime socialiste lui-même en tant que régime «non-démocratique», en direction du «libéralisme», de la «démocratisation», de la «décentralisation» etc.

Les thèses réactionnaires des dirigeants du P.C. Italien sur la «dégénérescence» du système socialiste soviétique ont été répétées sous une forme encore plus évidente et brutale après le XXII^e congrès du P.C.U.S. Les assertions de Togliatti selon lesquelles il dit tout cela pour défendre soi-disant le système socialiste soviétique des attaques anti-communistes (!), ne peuvent être qualifiées que de cynisme.

Ce qui saute encore et encore aux yeux c'est l'**identité** entière de ces thèses avec les thèses de la clique titiste sur la «dégénérescence stalinienne du système socialiste soviétique», sur «l'étatisation bureaucratique» dans les pays socialistes etc.

Les conceptions précitées de P. Togliatti sont antimarxistes de façon tellement évidente et elles correspondent si ouvertement à la propagande de l'anticommunisme qu'après le XX^e congrès du P.C.U.S., N. Khrouchtchev lui-même fut obligé de contenir Togliatti, de lui dire «de ne pas dépasser les bornes tellement vite» quoiqu'en substance il fût entièrement d'accord avec lui et que lui-même avait alimenté de telles conclusions.

La source profonde «des graves erreurs» dans les pays de démocratie populaire serait, selon les vues des dirigeants du P.C. Italien, la façon mécanique dont ils copient l'expérience soviétique. Les Thèses soulignent que : «Il ressort que particulièrement nuisible a été la tendance à **admettre obligatoirement et à appliquer un modèle unique de l'édification d'une économie et d'une société socialiste**, sans tenir compte des diverses conditions historiques, de la situation politique concrète, des traditions et des besoins de chaque pays. Cette direction erronée, en opposition aux principes du marxisme et aux enseignements de Lénine, ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences économiques et politiques nuisibles qui quelquefois ont été rendues plus graves encore **par les formes de restriction de la vie démocratique, injustifiées par les circonstances extraordinaires d'une dure lutte de classe, de la guerre civile et de l'intervention étrangère pour écraser la révolution**» (Soulignés par la rédaction). Au VIII^e congrès du P.C. Italien, P. Togliatti parlait aussi du «copiage servile du modèle soviétique». Dans l'interview précitée à la revue «Nuovi argomenti» P. Togliatti soulignait la même idée : «Ce qu'a fait le P.C.U.S. demeure, comme je l'ai dit, le premier grand modèle de l'édification d'une société socialiste dont la voie a été ouverte par un renversement profond et décisif révolutionnaire. A présent le front de l'édification socialiste dans les pays où les communistes sont le parti dirigeant s'est tellement étendu (il embrasse un tiers de l'humanité !) que même pour cette partie le modèle soviétique ne peut pas et ne doit plus être obligatoire». Les affirmations de ce genre ne manquent pas.

Il n'est pas nécessaire de nous arrêter ici pour expliquer dans le détail en quel sens P. Togliatti demande le réexamen, la révision de l'expérience soviétique, car cela ressort très nettement quand il traite de la partie sur la voie italienne vers le socialisme. Nous voulons seulement mettre en évidence un «détail» fort curieux: alors qu'ils soulignent bruyamment «qu'il ne faut pas copier le modèle soviétique», les dirigeants du P.C. Italien **soulignent constamment avec force la nécessité indispensable d'étudier à fond l'expérience yougoslave**. Ainsi dans une interview au journal «Borba», en mai 1956, P. Togliatti soulignait que l'exemple de la Yougoslavie «a pour nous une grande importance et il est de notre devoir de la connaître et de l'étudier à fond». Encore par la suite, à la session plénière consacrée aux travaux du XXII^e congrès du P.C. de l'Union Soviétique, P. Togliatti a de nouveau insisté qu'il était indispensable et important d'étudier l'expérience yougoslave. Les Thèses parlent aussi de cette question soulignant que «les divergences sur certaines positions que défendent les communistes yougoslaves ne peuvent et ne doivent pas nous faire renoncer à une étude approfondie et nier la valeur de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils font, en suivant un chemin qui leur est propre». Cette thèse P. Togliatti l'a soutenue avec ardeur et passion même dans un article paru spécialement en octobre 1962 dans la revue «Rinascita».

Tout cela indique que la direction du P.C. Italien s'efforce par tous les moyens de rejeter l'expérience fondamentale de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, basée sur les principes du marxisme-léninisme, et de réviser ces principes. C'est justement pour cette raison que cette expérience est présentée par les dirigeants du P.C. Italien comme une foule d'erreurs sur tous les domaines, et qui pour la même raison ne pourrait avoir aucune valeur positive pour les autres pays qui s'engageront sur la voie du socialisme, voire elle pourrait leur faire tort. Encore l'oppression de la résistance des classes renversées et exploiteuses et la lutte contre les agents de l'impérialisme dans les pays socialistes par la dictature du prolétariat ne seraient autre chose que des «déformations du marxisme-léninisme», des «infractions à la légalité socialiste», des «restrictions de la démocratie», etc., totalement injustifiables. Selon eux, il n'y aurait eu ni de lutte de classe, ni de pression ennemie, ni de tentatives de l'impérialisme et que ce dernier n'aurait jamais menacé la révolution. Comme on le voit, Togliatti et ses suppôts n'ont tiré aucune leçon tout au moins de la contre-révolution hongroise ou bien ils se sont associés à ceux qui l'ont appelée «révolution populaire». La direction du P.C. Italien arrive même jusqu'à présenter les relations entre les pays socialistes comme des relations de contrainte et de soumission, affirmant que les pays de démocratie populaire **auraient été obligés par l'Union Soviétique** d'appliquer immanquablement l'expérience erronée de cette dernière, de suivre obligatoirement le modèle soviétique. C'est en fait une répétition des accusations sur «l'hégémonie politique» et le «monopole idéologique» de l'Union Soviétique au sujet desquels la clique du renégat Tito a fait du grand bruit.

D'autre part, les dirigeants du P.C. Italien s'efforcent ainsi de justifier la ligne et les agissements antimarxistes de N. Khrouchtchev, de Tito et des autres 'révisionnistes, en la présentant comme «un développement créateur» du marxisme, ils s'efforcent de se justifier quant à leur ligne opportuniste et de recommander la voie «italienne» et «yougoslave» comme la seule voie juste. Ce qu'est en substance cette voie et qui sert-elle, nous en avons parlé amplement ci-dessus.

Le soutien du révisionnisme sous le prétexte de la lutte contre le «dogmatisme»

Les Thèses affirment que le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes a régressé, qu'il n'a pas donné ce qu'il aurait dû donner. «Dans l'ensemble il faut admettre — y souligne-t-on — que la classe ouvrière et les masses travailleuses en Europe Occidentale et leurs organisations n'ont pas donné **ces dernières années** (Souligné par la réd.) la contribution qu'il aurait fallu dans la lutte pour la démocratie, le socialisme et la paix... Il demeure donc comme un fait général, indépendamment des opinions sur des pays donnés, que la classe ouvrière n'a pas exercé cette fonction politique dirigeante qui lui revenait, soit du fait de l'importance que lui confère sa position dans le domaine du développement de la production, soit de l'importance des problèmes qui se rapportent à son existence immédiate ou encore du développement de la démocratie et de sa progression vers le socialisme. Rattraper ce retard, voilà l'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes qui se posent à l'heure actuelle».

Comment s'explique une telle chose ? Quelle en est la cause ? Ce devait être précisément le contraire, compte tenu qu'aujourd'hui sont créées des conditions extérieures et intérieures favorables au développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière: renforcement ultérieur des pays socialistes et leurs succès gigantesques dans tous les domaines, l'affaiblissement ultérieur du système impérialiste, l'élan continu du mouvement de libération nationale et l'effondrement du système colonial, l'aggravation ultérieure des contradictions économiques, de classe et politiques du système capitaliste, etc. Les thèses et autres documents de la direction du P.C. Italien ne donnent pas de réponse à cette question.

Il faut avant tout relever que le mouvement ouvrier a, ces dernières années, régressé dans **certains** pays capitalistes, et justement dans ces pays où la direction des partis communistes et ouvriers pratique la politique opportuniste, pacifiste, antimarxiste, révisionniste du groupe de N. Khrouchtchev. Il faut dire qu'une telle chose est caractéristique pour l'Italie où le Parti Communiste a perdu de sa combativité, où un bon nombre de communistes se sont éloignés du parti (la direction du P.C. Italien se voit obligée de reconnaître que le nombre de ceux qui reprennent les cartes du parti diminue et lorsque 80% seulement des communistes inscrits une année plus tôt reprennent ces cartes, elle le considère comme un succès).

Dans les Thèses, bon gré ou mal gré, on indique la source intérieure, la base social-économique de l'expansion du révisionnisme en Italie: d'une part la conjoncture économique relativement élevée de l'Italie en ces dernières années, rattachée à une série de causes sur lesquelles nous ne nous arrêterons pas, et qui suscite certainement différentes illusions ; d'autre part, le fait que presque la moitié des effectifs qui est venue grandir la classe ouvrière de l'Italie ces dernières années, provient des différentes couches petites-bourgeoises, ce qui constitue un terrain favorable à l'augmentation de la pression idéologique bourgeoise sur le mouvement ouvrier. Si nous y ajoutons encore la capitulation devant le chantage atomique de l'impérialisme, si caractéristique dans la direction du P.C. Italien, avec P. Togliatti en tête, il en résulte un cadre parfait.

Mais comment remédiera-t-on à une telle situation et comment relever le mouvement ouvrier à la hauteur des tâches historiques qui se posent devant lui ? L'ordonnance que donne Togliatti pour arracher le mouvement ouvrier à la dépression est une ordonnance révisionniste qui ne fait qu'aggraver la maladie. La seule issue c'est le retour aux solides positions révolutionnaires du marxisme-léninisme, c'est la lutte inflexible contre toute manifestation et tendance du révisionnisme, pour l'extirper complètement.

Tout cela indique que la thèse énoncée avec force dans les deux Déclarations des partis communistes et ouvriers des années 1957 et 1960 **sur le révisionnisme, principal danger pour le mouvement communiste et international de notre époque est aujourd'hui aussi actuelle et plus importante que jamais.**

En effet, la direction du P.C. Italien, Togliatti en tête, a jeté dans le panier cette thèse de principe des deux documents fondamentaux de l'actuel mouvement communiste international. Ils affirment par des mots de combattre sur deux fronts: contre le révisionnisme et contre le dogmatisme. Mais en fait, ils considèrent comme principal danger le «dogmatisme» (nous mettons ce mot entre guillemets car, en réalité, — nous en avons parlé longuement plus haut — les dirigeants du P.C. Italien qualifient précisément de dogmatisme les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, les lois générales de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme, argumentées scientifiquement par le marxisme-léninisme et par l'expérience de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, par la vie quotidienne de tout le mouvement communiste et ouvrier international). Certes, la lutte contre le dogmatisme est une tâche permanente et importante de chaque parti marxiste-léniniste sérieux, qui ne tient pas à se détacher de la vie, mais qui s'efforce de rester sur les premières lignes du mouvement et de résoudre avec courage les nouveaux problèmes que soulève la vie, se laissant toujours guider par les enseignements fondamentaux et la méthodologie du marxisme-léninisme et en généralisant sur la base de leur application créatrice l'expérience nouvelle. Mais il est très indispensable et entièrement intolérable de rejeter sous le prétexte de la lutte contre le «dogmatisme» les principes du marxisme et diffuser toutes sortes de thèses et de vues opportunistes et réformistes, diffuser et défendre le révisionnisme.

Mais la polémique abstraite sur la question de savoir qui en réalité lutte et qui ne lutte pas contre le dogmatisme ne contribue pas au règlement du problème. Il faut en juger des faits, des résultats pratiques. Et les faits indiquent que P. Togliatti et ses suppôts, qui font du grand tapage sur le «danger du dogmatisme» et sur le combat qu'il faut engager contre lui, n'ont pas profité grandement à la classe ouvrière et au socialisme en Italie.

Pourquoi Togliatti soutient-il avec ardeur la clique titiste

Les dirigeants du P.C. Italien prétendent lutter contre le révisionnisme. C'est faux. Au contraire, les faits indiquent qu'ils soutiennent le révisionnisme, étant eux-mêmes des révisionnistes. C'est ce qu'en témoigne nettement leur attitude envers les révisionnistes.

Il est de notoriété publique que les dirigeants du P.C. Italien, ayant à leur tête P. Togliatti, ont constamment parlé en faveur de la clique titiste renégate : après le XX^e congrès, après le XXII^e congrès et voici encore dans les documents relatifs au X^e congrès du P.C. Italien. Voire même dans la revue «Rinascita» du 13 octobre 1962, P. Togliatti, publiait un article sévère contre le P.T.A. et soutenait Tito.

Dans cet article P. Togliatti s'en prend avec rage au P.T.A. et à tous ceux qui blâment la clique de Tito en tant qu'agence de l'impérialisme et qui disent qu'elle amène la Yougoslavie sur la voie du rétablissement du capitalisme, il qualifie cela de «injures vulgaires», de «définitions stéréotypées ordinaires», etc. «A présent, sur la base des faits, — écrit Togliatti, — il est absurde voire même ridicule de ne pas reconnaître que la Yougoslavie n'est pas un pays bourgeois, mais un pays qui s'achemine sur la ligne du développement socialiste et ceux qui la dirigent s'efforcent d'aller de l'avant selon cette ligne».

Nous sommes obligés de rafraîchir la mémoire de P. Togliatti en rappelant qu'à la Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers, publiée en décembre 1960, il est dit que les dirigeants de la L.C.Y. «ont trahi le marxisme-léninisme», «ont opposé à la L.C.Y. tout le mouvement communiste international», «ont détaché leur pays du camp socialiste, l'ont soumis à la dépendance de la prétendue «aide» des impérialistes américains et des autres impérialistes et ont créé ainsi le danger de faire perdre les conquêtes révolutionnaires réalisées par la lutte héroïque du peuple yougoslave». La Déclaration soulignait également que «les révisionnistes yougoslaves mènent un travail de sape contre le camp socialiste et le mouvement communiste international», que «sous le prétexte de la politique étrangère des blocs ils déploient une activité qui ne peut que nuire à l'unité de toutes les forces et des Etats pacifiques». Ainsi, conformément à ces évidentes appréciations de la Déclaration, qui sont basées sur des faits concrets illustrant l'activité de la clique titiste, l'on peut dire qu'elle n'est pas une agence de l'impérialisme, que les dirigeants yougoslaves mènent le pays au socialisme, comme le déclare P. Togliatti ? Il en ressort que même les traîtres au marxisme-léninisme, comme Tito et ses complices, conduiraient le pays vers le socialisme !

Dans l'article précité de P. Togliatti, il est dit également : «**Peut-être** les camarades yougoslaves se trompent **dans certains jugements**. Essayons d'entrer dans le fond des choses pour savoir en quoi consiste, selon nous, l'erreur ou en donner une appréciation exacte. C'est ce qui importe aujourd'hui. Mais **les dures attaques contre «la clique de Tito» ne nous aident pas à faire aucun pas de l'avant, au contraire elles nous font faire bien des pas en arrière**, vers l'impossibilité de cette compréhension réciproque qui devrait précisément de nos jours constituer la base première de l'unité et de la solidarité du mouvement ouvrier et communiste même s'il existe des points de litige» (Soulignés par la rédaction). Il faut donc, selon P. Togliatti, se rapprocher de plus en plus des révisionnistes yougoslaves, qui tout au plus «se trompent peut-être dans quelques-uns de leurs jugements» ! L'on a sans scrupule jeté au panier la Déclaration des partis communistes et ouvriers, qui souligne que «Les partis marxistes-léninistes ont toujours pour tâche impérieuse de dénoncer les dirigeants des révisionnistes yougoslaves et de lutter énergiquement pour préserver le mouvement communiste et le mouvement ouvrier des idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves.»

Il résulte de tout cela que les appréciations qui pour P. Togliatti et ses complices ne sont «qu'une définition stéréotypée ordinaire», «des injures vulgaires», «des excommunications», etc. qui «ne nous permettent de faire aucun pas de l'avant, au contraire nous font faire bien des pas en arrière», ne sont pas seulement la ligne de la direction du P.T.A., mais de tout le mouvement communiste international. Le fait que la direction du P.C. Italien, présidée par P. Togliatti, depuis la réunion des 81 partis communistes et ouvriers de 1960 n'était pas d'accord avec les appréciations susmentionnées formulées par la Déclaration et qu'elle a fait une déclaration spéciale à la réunion — ne modifie en rien la situation : ces appréciations et pas l'opinion particulière de la direction du P.C. Italien, sont la ligne générale du mouvement communiste international sur l'affaire de la direction yougoslave. Mais quelle valeur ont pour Palmiro Togliatti, N. Khrouchtchev et tous les révisionnistes les documents conjoints du mouvement communiste et ouvrier international qu'ils qualifient avec mépris de «documents de compromis qui n'ont pas une longue durée» ! Chaque communiste et tout homme honnête ne peut pas ne pas se demander : Pourquoi donc P. Togliatti se lève-t-il avec tant d'ardeur à la défense de la clique du renégat Tito, et précisément à l'heure actuelle ?

Avant tout pour le fait que les dirigeants du P.C. Italien avec Togliatti en tête, préconisent et défendent **dans le fond** des vues identiques à celles des révisionnistes yougoslaves sur les questions essentielles de l'actuelle évolution mondiale, de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme. Les dires que «les dirigeants yougoslaves ont un programme qui s'accorde à celui des autres partis communistes» ne sont que formels dans le langage de Togliatti. Il est parfaitement vrai que le programme des révisionnistes yougoslaves est absolument contraire à la ligne commune de l'ensemble du mouvement communiste international, nettement exprimée dans les deux Déclarations de Moscou de 1957 et de 1960. Mais il est également vrai que les vues des révisionnistes yougoslaves, exprimées de façon concentrée par le programme de la L.C.Y., sur une série de questions fondamentales, en **fait** ne diffèrent en rien des vues opportunistes et réformistes de la direction du P.C. Italien, ce que nous avons d'ailleurs souligné ci-dessus. Il est significatif que dans des dizaines d'articles de P. Togliatti et des autres dirigeants du P.C. Italien on ne trouve, depuis le XX^e congrès, pas la moindre polémique contre les vues des révisionnistes yougoslaves, mais seulement des appels «à étudier avec soin leur expérience et à en profiter autant que possible», pour se rapprocher de plus en plus d'eux. Donc, l'ardente plaidoirie que P. Togliatti prononce en faveur de la clique titiste est à rechercher dans leur ligne commune.

En outre, cette ardente plaidoirie, justement au moment actuel du rapprochement bruyant des révisionnistes modernes à la clique de Tito, qui a été couronnée par la récente visite de L. Brejnev en Yougoslavie, a pour but de justifier devant le mouvement communiste ces agissements du groupe renégat de N. Khrouchtchev et de ses adeptes, qui constituent une violation flagrante de la Déclaration de Moscou de 1960.

Enfin, l'article de P. Togliatti paru dans «Rinascita», à la défense de la clique titiste, est également une préparation préliminaire de l'opinion du mouvement communiste et un appel au rapprochement ultérieur du groupe de N. Khrouchtchev et de ses adeptes avec cette clique de renégats en vue de la création d'un front uni révisionniste contre le marxisme-léninisme.

Qui est-ce qui porte la scission dans l'unité du mouvement communiste international

Soit dans les Thèses soit dans les autres documents de la direction du P.C. Italien on parle beaucoup de l'unité du mouvement communiste international et on accuse le P.T.A. de porter soi-disant la scission dans cette unité.

Nous ne considérons pas comme nécessaire de nous arrêter ici d'une façon particulière pour argumenter en soutenant que les accusations contre le P.T.A. comme qui porte la scission à l'unité du mouvement communiste sont tout à fait fausses et sans fondement. Sur cette question existent toute une série de documents de notre parti, publiés dans la presse, dans lesquels il est montré **par des faits et documents** et non point par des mots au sens général, que ce n'est point le P.T.A., mais le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev et ceux qui le suivent qui entament par tous les moyens l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international, en violant et foulant aux pieds sans scrupule les principes des relations entre les pays socialistes frères et les partis frères, définis clairement dans les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960. Nous nous arrêterons ici brièvement sur quelques points de vue seulement de la direction du P.C. Italien, qui ont à faire avec la question de l'unité du mouvement communiste international.

Les dirigeants du P.C. Italien et en particulier P. Togliatti ont souligné de temps en temps la nécessité de la création de plusieurs centres différents de l'orientation dans le mouvement communiste international ou, en d'autres termes, de la création du soi-disant «polycentrisme». Cette thèse rencontra l'opposition décidée des partis communistes et ouvriers des divers pays en tant que conception antimarxiste et nuisible pour le mouvement communiste international. Sentant la faiblesse de leurs positions concernant cette question, les dirigeants du P.C. Italien furent obligés de se désister, au moins pour la forme, de leur idée du «polycentrisme». Dans les Thèses on met en évidence que la création des divers centres régionaux engendrerait une lutte dangereuse de fractions dans le mouvement communiste et il est dit que soi-disant «telle fut toujours la position de notre parti, ce qui découle bien clairement des écrits de nos dirigeants et des décisions de nos congrès».

Dire que telle fut toujours la position de la direction du P.C. Italien, ceci n'est point vrai. Pour cela référons-nous justement aux écrits des dirigeants du P.C. Italien. Dans le rapport «La voie italienne vers le socialisme», présenté en juin 1956 au C. C. du P.C. Italien, P. Togliatti après avoir souligné que l'expérience de l'Union Soviétique ne peut servir comme directive pour les partis communistes et ouvriers qui agissent dans des conditions différentes, disait : «On crée ainsi **des points ou centres divers d'orientation et de développement**. On crée ce que moi j'ai appelé... **un système polycentrique**, qui répond à la nouvelle situation, au changement des structures du monde et des structures elles-mêmes du mouvement ouvrier... (Soulignés par la rédaction). La question du polycentrisme P. Togliatti la souleva de nouveau après le XXII^e congrès du P.C. de l'U.S., à la session plénière du C.C. du P.C. Italien consacré aux travaux de ce congrès.

Nous ne nous arrêterons pas sur les mots et les termes, mais nous prendrons le fond même du problème. L'idée du «polycentrisme» est étroitement liée et prend sa source de l'idée qu'ils existent plusieurs voies de passage au socialisme, que pour cette raison il ne faut pas parler de lois générales de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme, commune à tous les pays. Telle est justement la position de la direction du P.C. Italien et pour laquelle nous nous sommes arrêtés longuement plus haut. C'est sur cette base que les dirigeants du P.C. Italien prêchent l'idée de la création de divers centres dans le mouvement communiste international, ils accentuent donc l'idée du «polycentrisme».

Mais cette conception veut dire en fait une négation du principe de l'indépendance des partis communistes et ouvriers car on cherche leur imposer la voie de certains centres, parmi lesquels P. Togliatti et ses compagnons mettent sans doute au premier rang le P.C. Italien comme un centre important d'orientation pour tous partis communistes et ouvriers de l'Europe Occidentale. Le sens pratique de la thèse du «polycentrisme» est d'éloigner les partis frères de la vérité générale du marxisme-léninisme, de l'expérience fondamentale de l'Union Soviétique dans la révolution socialiste et dans l'édification du socialisme, qui est une expérience marxiste-léniniste confirmée par la pratique, que le groupe de N. Khrouchtchev ne peut effacer par aucune correction faussée, par aucune machination et action acrobatique et donner l'orientation par des voies telles «la voie italienne» ou «la voie yougoslave» vers le socialisme. A part ceci, «le polycentrisme», la création de plusieurs centres

qui suivent des voies différentes les unes des autres, mine la base même de l'unité du mouvement communiste et ouvrier international, crée le danger de sa scission, porte à renoncer au principe de la solidarité internationale des partis communistes et ouvriers.

La direction du P.C. Italien prêche comme une des formes principales et la plus effective des relations entre les partis communistes et ouvriers le débat public. Cette idée est contenue dans les thèses et différents discours des dirigeants du P.C. Italien. A la séance plénière du C.C. du P.C. Italien concernant la convocation du X^e congrès du Parti, P. Togliatti mit en évidence : «... ce que je dis ce n'est point que ce débat (le débat entre les partis communistes et ouvriers — réd.), à des moments donnés, entre des limites fixes, peut et doit être un débat public». Mais il ajouta, «on ne peut pas polémiquer comme polémiquent les Albanais, d'une manière qui ne donne aucun argument à discuter, qui n'explique rien, mais s'efforce seulement d'envenimer les relations». Dans les Thèses il est dit encore : «les dirigeants du P.T.A. ont abandonné l'internationalisme, ils ont foulé aux pieds la ligne commune du mouvement communiste, ils ont suivi la voie des polémiques venimeuses et fausses, du fractionnisme manifeste, de la scission dans nos rangs».

Ce qui saute aux yeux c'est que tandis qu'ils s'expriment pour des débats publics entre les partis, les dirigeants du P.C. Italien passent entièrement sous silence le principe des **consultations égales entre camarades**, en tant que principe fondamental pour régler les relations entre les partis frères et pour la coordination des actions communes dans la lutte pour les buts communs. «Lorsque tel ou tel parti — lit-on dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960 — se trouve devant des questions qui sont liées à l'activité d'un autre parti frère, alors sa direction s'adresse à la direction du parti relatif ; en cas de besoin on procède à des rencontres et à des consultations».

Actuellement, lorsque le mouvement communiste international a pris une grande envergure et les partis communistes et ouvriers travaillent dans des conditions très différentes les uns des autres, se trouvent devant des tâches et problèmes qui diffèrent d'un pays à l'autre, dans ces conditions il n'est point étonnant et il n'y a aucun mal que pour des questions diverses entre les divers partis naissent des sens différenciés et même quelques malentendus pour tel ou tel problème. Ceci est normal et s'explique facilement dans les conditions actuelles. Mais toutes ces questions peuvent être résolues par voie directe, si tous les partis frères, grands et petits, s'en tiennent rigoureusement aux principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, aux principes de l'égalité et de l'indépendance des partis, des consultations sociales, définis clairement dans la Déclaration. Ce sont justement le groupe de N. Khrouchtchev et ceux qui le soutiennent qui foulèrent aux pieds ces principes de la Déclaration et pour résoudre les malentendus ils employèrent des méthodes antimarxistes et anti-internationalistes, ils piétinèrent brutalement le principe de l'égalité et des consultations entre camarades et au XXII^e Congrès du P.C. de l'U.S. d'une manière tout à fait arbitraire furent déclenchées des attaques brutales, calomnieuses contre le P.T.A., mettant le mouvement communiste international devant le fait accompli; et ils allèrent même jusqu'à la rupture des relations diplomatiques etc.

P. Togliatti et ses partenaires qui prétendent être contre les polémiques âpres, non amicales, «venimeuses» et qui ont employé toutes les formes et toutes les méthodes pour s'entendre, éclairer et s'approcher de la clique titiste, non seulement n'ont fait aucun effort pour discuter avec le P.T.A. les questions qui ont surgi, mais au XXII^e Congrès du P.C. de l'U.S. se joignirent arbitrairement aux attaques antimarxistes de N. Khrouchtchev contre notre parti et depuis ce temps ils ont transformé leur presse en une arène d'attaques et de calomnies contre notre parti et notre pays.

Mais quel fut le résultat des attaques publiques contre le P.T.A. ? Est-ce qu'elles ont aidé à résoudre le problème et à renforcer l'unité du mouvement communiste international ? Non. Au contraire, elles ont servi seulement à approfondir les malentendus et portèrent un rude coup contre l'unité, d'autant plus qu'elles servirent comme moyen pour attaquer et porter des coups non seulement contre notre parti, mais aussi contre tous les autres partis frères qui ne sont pas d'accord avec la voie révisionniste du groupe de N. Khrouchtchev et de ses adeptes.

Maintenant P. Togliatti et ses partenaires érigent en principe la méthode antimarxiste de la lutte publique entre les partis communistes et ouvriers, car, comme il résulte clairement de leur attitude envers le P.T.A., indépendamment de leurs paroles sur le débat public «à des moments donnés», en

fait ils ne sont point pour une discussion entre camarades, mais pour des querelles et des attaques ouvertes publiques entre les partis communistes et ouvriers, ce qui porte gravement atteinte à la cause de l'unité de notre mouvement. Mais il est étonnant que tandis que pour lui-même et ses amis, il considère qu'il est permis de porter des attaques publiques, il se révolte lorsque notre parti fait usage du droit de l'égalité pour se défendre et pour donner la réponse méritée aux calomnies et aux accusations dépourvues de fondement qui lui sont adressées !

P. Togliatti dit n'avoir trouvé aucun argument et objet à discussion dans la «polémique des Albanais», il l'appelle «polémique venimeuse», etc., etc. Cela aussi est, naturellement, une manière de se dérober aux arguments de l'adversaire et éviter la discussion lorsqu'on se sent mal à l'aise. Mais les mots à sens général ne peuvent convaincre personne, ils ne sont pas des arguments. Et quels sont en vérité «les arguments profonds» et «fondamentaux» qui ont été employés et qu'on emploie pour les attaques et les accusations contre le P.T.A. ? Doit-on considérer comme telles par exemple les allusions ouvertes de N. Khrouchtchev au XXII^e Congrès insinuant que la direction du P.T.A. est en train de se vendre à l'impérialisme pour 30 deniers d'argent et ses appels pour renverser cette direction en Albanie ? Ou devrait-on considérer alors comme un tel «argument» par exemple le grossier mensonge de P. Togliatti dans un article publié par le journal «Unità» du 15 décembre 1961, affirmant qu'à Tirana on avait détruit même par une cérémonie publique, les fondements du Palais de la Culture que le Gouvernement Soviétique avait offert à notre pays ?! Comme on le voit, P. Togliatti a atteint le faite du «respect des principes» et de l'«honnêteté communiste». De telles perles abondent dans la presse de la direction du P.C. Italien, mais elles ne méritent même pas qu'on leur réponde et ce n'est point là le but de cet article.

Tels sont en ligne générale les points de vue dont la direction du P.C. Italien ayant à sa tête P. Togliatti en fait la propagande en ce qui concerne les problèmes les plus importants du développement mondial actuel et du mouvement communiste international, ainsi que sur «la voie italienne» vers le socialisme. Maintenant chaque lecteur peut juger lui-même dans quelles positions demeure en vérité la direction du P.C. Italien. En fait, l'analyse de ses points de vue montre qu'on trouve chez elle des tendances accentuées pacifistes, opportunistes, réformistes, révisionnistes, qui constituent un éloignement évident de la position révolutionnaire du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, de la ligne générale du mouvement communiste international, formulée clairement dans les deux Déclarations communes des partis communistes et ouvriers des années 1957 et 1960. Quoique dans les thèses et dans les écrits de P. Togliatti et des autres dirigeants du P.C. Italien on exprime par des mots la fidélité envers les Déclarations de Moscou et envers la doctrine marxiste-léniniste, on apporte tant de réserves sous prétexte de particularités et des nouvelles conditions nationales et historiques et du «développement créateur» du marxisme, que pratiquement on détruit l'essence révolutionnaire du marxisme-léninisme, ses enseignements fondamentaux, les thèses principales des deux documents de programme du mouvement communiste et ouvrier international.

Mais les points de vue des révisionnistes, pour aussi subtiles et masqués qu'ils soient, ne peuvent résister au tribunal impitoyable du temps, de la vie et des faits. La vérité du marxisme-léninisme triomphera.

TENONS BIEN HAUT LE DRAPEAU REVOLUTIONNAIRE DES DECLARATIONS DE MOSCOU ET DEFENDONS-LES EN FACE DES ATTAQUES DES REVISIONNISTES MODERNES

(Article du journal ZËRI I POPULLIT du 6 décembre 1962)

Aujourd'hui se sont écoulées deux années depuis la publication de la Déclaration de la Réunion des représentants des 81 partis communistes et ouvriers, de ce document programmatique, combatif et collectif d'une grande portée historique pour le mouvement communiste mondial. De même, il y a quelques jours, cinq années se sont écoulées depuis la publication de la Déclaration de Moscou de l'année 1957. Ces documents donnent une analyse scientifique, marxiste-léniniste des profonds processus révolutionnaires qui ont eu lieu dans le monde au cours des dernières décennies, ils généralisent l'expérience du mouvement communiste et ouvrier international et définissent les positions de principe et les tâches communes de tous les communistes pour les questions les plus importantes de l'actuel développement mondial. Ils constituent la base solide de l'orientation et de l'action de chaque parti communiste et ouvrier, de chaque communiste dans la lutte pour la paix, pour la libération nationale, pour la démocratie, dans la lutte pour la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme et pour le triomphe du socialisme et du communisme dans le monde entier.

L'évolution des événements dans le monde au cours de ces dernières années a confirmé la justesse, la vitalité et la force transformatrice des thèses et des principes des Déclarations de Moscou. Chaque jour qui passe montre le changement radical qui a eu et a lieu dans le rapport des forces à l'échelle mondiale, la supériorité des forces du socialisme sur celles de l'impérialisme, des forces du mouvement de libération nationale sur celles du colonialisme, des forces démocratiques et révolutionnaires sur celles de la réaction, des forces de la paix sur celles de la guerre.

De nouveaux succès grandioses ont été remportés par les pays du camp socialiste dans le domaine de l'édification du socialisme. Au cours des quatre dernières années le rythme moyen annuel de l'accroissement de la production industrielle dans les pays socialistes a été d'environ 3 fois plus élevé que dans les pays capitalistes. La part de la production industrielle des pays socialistes représente à présent 37 pour cent de toute la production industrielle mondiale. Il n'est pas loin le jour où le système socialiste mondial dépassera le monde capitaliste en ce qui concerne le volume absolu de la production industrielle. Dès à présent, l'Union Soviétique occupe la première place au monde dans beaucoup de branches importantes de la science et de la technique. Le système socialiste mondial devient tous les jours davantage le facteur décisif du développement de la société humaine, tandis que la sphère de la domination de l'impérialisme se rétrécit tous les jours davantage. L'héroïque Cuba aussi s'est détaché du système de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. Le vaillant peuple cubain, sous la direction de son illustre dirigeant, le camarade Fidel Castro, s'est engagé désormais résolument dans la voie de l'édification du socialisme et a défendu et défend avec un héroïsme sans précédent son indépendance, sa souveraineté et les victoires de la révolution contre les blocus, les agissements agressifs et les interventions de l'impérialisme américain. La victoire historique et l'attitude révolutionnaire résolue et conséquente du peuple cubain sont un exemple éclatant de la faiblesse de l'impérialisme dans la période actuelle, de la force du socialisme, un grand exemple exaltant pour la rupture des chaînes de l'impérialisme, non seulement pour les peuples de l'Amérique Latine, mais aussi pour tous les peuples du monde, grands ou petits.

Le front de la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme vieux ou nouveau s'est étendu et renforcé encore davantage en Asie, en Amérique Latine et en Afrique. Au cours des dernières années, beaucoup de pays ont conquis leur indépendance nationale. Après sept années d'une héroïque lutte armée contre un ennemi équipé jusqu'aux dents de la technique militaire la plus moderne de nos temps, le peuple algérien conquiert sa liberté. Au Laos fut formé le gouvernement d'unité nationale. Le peuple indonésien a obtenu les premiers succès dans la lutte pour le retour de l'Irian Occidental au sein de la mère patrie. C'est une grande victoire qu'a remportée le peuple du Yémen dans la lutte contre le régime réactionnaire et la domination étrangère. La lutte contre le joug des Etats-Unis d'Amérique au Vietnam et en Corée du Sud, au Japon et ailleurs a pris de l'extension.

De même le processus de la décadence et de la décomposition du système capitaliste mondial s'approfondit. On constate une aggravation accentuée de toutes les contradictions qui le rongent continuellement. L'économie capitaliste devient toujours plus instable et les contradictions entre les pays impérialistes pour une hégémonie économique et politique s'approfondissent. La lutte de classe dans les pays capitalistes s'aggrave tous les jours. Le mouvement des masses pour de meilleures conditions de vie, pour la liberté, la démocratie et le socialisme grandit. A présent, dans le monde il y a environ 90 partis communistes et ouvriers qui englobent dans leurs rangs près de 42 millions et demi de communistes. Tandis que le mouvement massif pour la défense de la paix, contre les plans et les agissements agressifs et bellicistes des puissances impérialistes, avec les Etats-Unis d'Amérique en tête, s'est considérablement développé. Les faits montrent, donc, que les conclusions claires et révolutionnaires tirées par la Déclaration de Moscou de l'année 1960, à savoir que «Aucun effort de l'impérialisme ne peut arrêter le développement progressif de l'histoire», que «Des conditions préliminaires sûres pour des victoires ultérieures et décisives du socialisme ont été créées» et que «La victoire totale du socialisme est inévitable», sont confirmées par la vie.

D'autre part, tout cela montre clairement que dans le monde ont eu lieu de grands changements : qu'il s'est créé un nouveau rapport de forces, qui a changé tous les jours davantage en faveur du socialisme et au détriment de l'impérialisme, que se sont créées des conditions nouvelles, encore plus favorables pour la lutte fructueuse pour la paix, pour la libération nationale, la démocratie et le socialisme, lesquelles doivent être appréciées à leur juste valeur et mises à profit au maximum par les communistes.

Mais, tandis que les marxistes-léninistes, en restant fidèles aux enseignements fondamentaux de leur doctrine et en l'appliquant conformément aux conditions actuelles, tirent de cet état de choses des conclusions révolutionnaires et mobilisent toutes les forces pour tirer profit des conditions actuelles, afin de porter la lutte révolutionnaire et de libération nationale des peuples à un niveau plus élevé, d'accélérer l'écroulement total du système impérialiste et le triomphe du socialisme dans le monde entier, les révisionnistes modernes tirent des conclusions opportunistes, en s'écartant toujours davantage des Déclarations des partis communistes et ouvriers des années 1957 et 1960.

Ces dernières années, surtout depuis la publication de la Déclaration de Moscou de l'année 1960, sont les années d'une évolution ultérieure des révisionnistes modernes vers un éloignement toujours plus net des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, vers des menées pratiques toujours plus intenses en vue de saper l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international et de se rapprocher de l'impérialisme.

Dans ses efforts pour violer les Déclarations de Moscou, le groupe de N. Khrouchtchev se sert de deux méthodes. Premièrement, il fait l'impossible pour les laisser tomber dans l'oubli ou bien pour ternir leur importance programmatique. C'est ce but qu'a suivi et suit sa propagande en vue de présenter le Programme du Parti Communiste de l'Union Soviétique, approuvé au 22^e Congrès, comme un «Manifeste mondial du communisme», qui remplace presque même «Le Manifeste Communiste» de K. Marx et F. Engels. Deuxièmement, lorsque les circonstances lui imposent une autre attitude, il commence à manœuvrer, à faire de la démagogie par des paroles sur «la fidélité» à leur égard, en tentant de cacher derrière la répétition des principes généraux ses agissements au détriment de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, au détriment du socialisme, de la liberté des peuples, de la démocratie et de la paix.

L'attitude à l'égard de l'ennemi de classe, en premier lieu à l'égard de l'impérialisme et, en particulier, à l'égard de l'impérialisme américain, qui, comme cela est souligné dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, est la principale force d'agression et de guerre, la principale citadelle de la réaction et du colonialisme, le gendarme et le plus grand exploiteur international, l'ennemi le plus féroce des peuples, demeure le critère fondamental pour juger qui reste fidèle au marxisme-léninisme et qui s'en est écarté, qui lutte effectivement pour les intérêts du socialisme, de la libération des peuples, de la démocratie et de la paix et qui les foule aux pieds et les trahit. C'est ce qui distingue aujourd'hui les marxistes-léninistes des révisionnistes modernes.

Les deux Déclarations de Moscou soulignent que l'impérialisme a été, est et restera agressif, exploiteur, rapace, oppresseur cruel, tant que le socialisme n'aura pas triomphé dans le monde entier.

Cela est confirmé par la vie, illustré par les faits nombreux de nos jours. L'impérialisme, avec l'impérialisme américain en tête, est caractérisé chaque jour davantage par la politique de la «guerre froide», des efforts fébriles pour la transformer en guerre chaude, par sa politique à partir des positions de force, du chantage, des pressions et de l'agression ouverte. Ce sont les agresseurs américains ceux qui ont provoqué la crise de la mer des Caraïbes et menacent Cuba d'agression. Sous l'instigation des impérialistes, les réactionnaires indiens commencèrent leur attaque contre les gardes-frontières chinois et de nouveau incités et aidés par eux, ils s'efforcent d'étendre le conflit avec la Chine, en n'acceptant pas les propositions de la RP de Chine pour la solution pacifique du conflit sino-indien.

Partout et chaque fois que s'aggrave la situation, partout où aujourd'hui on combat et est versé du sang, la cause c'est l'impérialisme, avec l'impérialisme américain en tête. Tout cela et beaucoup d'autres faits montrent que le danger de guerre est actuellement un danger réel, parce que, comme cela est souligné dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, «tant que demeure l'impérialisme, demeure aussi la base pour des guerres agressives».

Mais l'impérialisme aujourd'hui n'est plus en état de jouer, comme bon lui semble, avec les destinées des peuples. Etant donné le changement du rapport des forces dans le monde, la guerre impérialiste n'est plus une fatalité inévitable, la paix peut être sauvegardée et renforcée, parce que pour la paix luttent des forces importantes et organisées, qui ont non seulement le désir de paix, mais aussi les moyens nécessaires pour arrêter la main des fomentateurs de guerre impérialistes. Cette conclusion importante, formulée avec tant de clarté dans les deux Déclarations de Moscou, constitue la base sur laquelle se déroule à l'heure actuelle toute la lutte des peuples pour la paix. La paix peut être défendue. Mais cela sera obtenu en l'imposant aux impérialistes et non pas en le leur mendiant. Il faut opposer à l'impérialisme belliciste l'union et la lutte décidée de toutes les forces pacifiques et, en premier lieu, des forces économiques, politiques et militaires colossales du puissant camp socialiste. La paix est défendue en s'opposant aux plans agressifs des impérialistes et non pas en leur adressant des flatteries et en leur faisant des concessions. «Lutter pour la paix aujourd'hui signifie montrer une grande vigilance, dénoncer sans cesse la politique de l'impérialisme, suivre très attentivement les intrigues et les machinations des fauteurs de guerre, tourner la sainte colère des peuples contre ceux qui suivent la politique du déclenchement de la guerre, signifie porter à un niveau supérieur l'organisation de toutes les forces pacifiques, intensifier continuellement les initiatives actives des masses pour la défense de la paix et renforcer la collaboration avec tous les Etats qui ne sont pas intéressés à des guerres nouvelles», — est-il dit dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960.

C'est tout autrement, par conséquent d'une manière diamétralement opposée à la Déclaration de Moscou de l'année 1960, qu'agissent les révisionnistes. Au lieu de mobiliser les peuples dans la lutte contre l'impérialisme pour la défense de la paix, au lieu de renforcer leur vigilance et de continuer résolument la défense des droits légitimes des peuples, de leur liberté et indépendance, les révisionnistes de nos jours, avec le groupe de N. Khrouchtchev en tête, ont renoncé presque entièrement à la dénonciation de la politique agressive et belliciste de l'impérialisme, ils répandent toutes sortes d'illusions pacifistes sur le compte de l'impérialisme et de ses leaders, lui font des concessions contraires aux principes et capitulent devant le chantage atomique. En agissant de la sorte, les révisionnistes diminuent en fait les possibilités de la sauvegarde de la paix et augmentent le danger de guerre, parce qu'ils laissent les mains libres aux fauteurs de guerre impérialistes, aiguisent leur appétit et les encouragent pour de nouvelles menées agressives encore plus dangereuses.

La politique nuisible et capitularde des révisionnistes est apparue clairement surtout au sujet des récents événements dans la mer des Caraïbes. A présent N. Khrouchtchev et ses tenants font l'impossible pour justifier aux yeux de leurs peuples et de l'opinion publique mondiale leurs concessions et leur retraite en face des menaces de l'impérialisme américain.

On dit qu'en démontant et en retirant de Cuba les fusées et autres moyens N. Khrouchtchev sauva l'humanité d'une catastrophe thermonucléaire. Mais considérer le retrait unilatéral des fusées de Cuba comme une action qui sauva l'humanité de la guerre mondiale, signifie accepter en fait la thèse de la propagande impérialiste selon laquelle, lorsque ces fusées furent installées à Cuba, l'Union Soviétique conduisit, soi-disant, le monde au bord de la catastrophe atomique. La voie pour sauver l'humanité de la guerre, pour maintenir la paix, ce n'est pas la voie du désarmement des pays socialistes, de

l'affaiblissement de leur potentiel défensif, la voie du fléchissement devant le diktat et les ultimatums des impérialistes, de la capitulation devant leurs pressions et menaces, ce qui les rend encore plus agressifs. Une telle voie ne conduit pas au renforcement de la paix, mais inévitablement à la guerre. Les belles perspectives qu'ouvre cette attitude capitularde du groupe de N. Khrouchtchev dans la crise de la mer des Caraïbes pour la solution des problèmes internationaux, sont illustrées nettement ne fut-ce que par le fait que, encouragées par cette attitude et aussitôt après, les puissances impérialistes déclarèrent qu'elles sont, à présent, plus décidées que jamais à se maintenir inébranlablement sur leurs positions à Berlin, ou bien par le fait d'avoir déclaré ouvertement leur participation armée à l'agression armée déclenchée par les milieux réactionnaires indiens contre la République Populaire de Chine.

On dit également que, par ses attitudes, N. Khrouchtchev sauva Cuba d'une agression impérialiste, garantit sa liberté et son indépendance. En réalité le danger d'agression contre Cuba n'a point disparu. Si les révisionnistes modernes croient aux paroles du président Kennedy à propos de la non-invasion de Cuba, heureusement le peuple cubain, ainsi que tous les peuples du monde, qui savent bien qui est l'impérialisme, américain, ne prêtent pas foi aux paroles de Kennedy. Ce ne sont que des paroles que Kennedy cherche à trahir par toutes sortes de manœuvres. Pour garantir effectivement Cuba il faut des faits, des actes concrets, tels que ceux définis dans les cinq points de Fidel Castro, qui constituent la seule base juste pour défendre efficacement et d'une manière digne les droits légitimes de l'héroïque peuple cubain.

Enfin, le groupe de N. Khrouchtchev présente son attitude au sujet des événements autour de Cuba comme un modèle de la politique de la coexistence pacifique, qui, selon l'expression de N. Khrouchtchev lui-même, ne serait, soi-disant, qu'un compromis. En cherchant minutieusement des arguments pour justifier le compromis sans principe du groupe de N. Khrouchtchev avec l'impérialisme américain, à propos de Cuba, ses propagandistes en sont arrivés au point de se référer, d'une façon banale, aux paroles de V. I. Lénine, qui avait comparé à juste titre l'accord pour la signature de la paix à Brest-Litovsk en 1918 avec le cas d'un homme désarmé, capturé sur le grand chemin par des bandits armés. Mais aujourd'hui l'Union Soviétique n'est pas ce qu'elle était en 1918, elle n'est pas comme l'homme désarmé capturé sur le grand chemin par des bandits armés. Cela pourrait être dit aujourd'hui seulement par des hommes pris d'une peur extrême, par des hommes qui sous-estiment les forces du camp socialiste et, en premier lieu, de l'Union Soviétique elle-même et surestiment les forces de l'impérialisme. Il est parfaitement naturel que ces hommes soient prêts à capituler entièrement devant n'importe quel chantage et menace des impérialistes.

Bien entendu, il est nécessaire de faire des concessions réciproques et des compromis pour aboutir à un accord dans le cadre de la lutte pour la paix et la coexistence pacifique. Mais les concessions et les compromis, avant tout, ne doivent pas porter préjudice à nos intérêts généraux ou fouler aux pieds les droits des peuples souverains ; deuxièmement ils doivent être réciproques et non pas unilatéraux, comme cela s'est passé lors des événements autour de Cuba, lorsque le groupe de N. Khrouchtchev céda en tout, tandis que l'impérialisme américain ne fit aucune concession, à part ses verbiages futiles. De même, il n'est nullement juste d'identifier la coexistence pacifique avec les compromis, comme le fait N. Khrouchtchev. Le facteur décisif pour parvenir à la coexistence pacifique ce ne sont pas les compromis, mais la lutte résolue de toutes les forces pacifiques pour l'imposer à l'impérialisme; bien plus, c'est précisément cette lutte qui oblige les impérialistes à faire des concessions et à s'acheminer vers les compromis. Mais le groupe de N. Khrouchtchev tient à présenter la coexistence pacifique comme un compromis, uniquement comme un compromis, pour justifier sa capitulation en face de l'impérialisme, son rapprochement et sa conciliation avec lui. Un grand mouvement de notre époque, soulignent les deux Déclarations des partis communistes et ouvriers, aussi bien celle de 1957 que celle de 1960, c'est la lutte des peuples coloniaux et ex-coloniaux contre le joug colonial de l'impérialisme, pour la libération nationale et pour la défense et le renforcement de la liberté et de l'indépendance nationale. Le développement avec succès du mouvement de libération nationale, comme il est souligné dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, constitue également une contribution précieuse à la paix et un puissant appui au camp socialiste. De leur côté, la grande aide morale et matérielle que le camp socialiste accorde aux mouvements de libération nationale et aux peuples qui déploient leurs efforts pour renforcer leur indépendance nationale, ainsi que la lutte active pour la paix dans le monde créent des conditions favorables pour le développement de ces mouvements.

L'impérialisme s'efforce par tous les moyens de conserver la domination coloniale sous ses formes anciennes ou sous des formes nouvelles, il recourt à tous les moyens possibles, à commencer des procédés scissionnistes et trompeurs jusqu'au chantage et à l'utilisation des forces armées, pour réprimer ou affaiblir les mouvements de libération nationale. Un appui actif pour les impérialistes dans cette question ce sont les révisionnistes modernes. Et pas seulement la clique titiste, qui est une agence de l'impérialisme et qui, sous le couvert de la «neutralité» et de la «non-participation» aux blocs, s'efforce de deviser le mouvement de libération nationale et de détourner les peuples de la lutte contre l'impérialisme, mais aussi le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev. Contrairement à la Déclaration de Moscou de l'année 1960, N. Khrouchtchev s'efforce de subordonner la lutte de libération nationale, anticoloniale et anti-impérialiste des peuples opprimés à la coexistence pacifique, au désarmement général et total. Cela signifie en fait que les peuples opprimés supportent les chaînes de la servitude en attendant que soit réalisé le désarmement général et total, parce que alors, soi-disant, les colonisateurs eux-mêmes leur offriront la liberté, bien plus, ils les aideront généreusement à développer leur économie, à progresser ! Mais les peuples des pays coloniaux, dépendants et ceux qui viennent de conquérir leur liberté, lesquels ont subi pendant longtemps et continuent à subir aujourd'hui encore la sauvage oppression de l'exploitation inhumaine de la part; des impérialistes, lesquels constatent de leurs propres yeux que ce sont précisément les impérialistes ceux qui, par le fer et le feu, cherchent à leur ravir la liberté et à étouffer tout mouvement de libération nationale, ne peuvent pas se laisser tromper; ils sont conscients que, comme il est souligné dans la Déclaration de 1960, les puissances coloniales n'offrent pas la liberté aux peuples des colonies et ne quittent pas de leur propre gré les pays exploités par eux, que ces peuples remportent une solide victoire grâce au puissant mouvement de libération nationale, dans d'âpres mêlées avec l'impérialisme.

Au lieu d'encourager et d'aider les mouvements de libération nationale et démocratiques, pour qu'ils se développent et s'approfondissent, pour qu'ils soient poussés jusqu'au bout, au lieu de démasquer les actes antidémocratiques, antipopulaires et chauvins des milieux réactionnaires de la bourgeoisie, le groupe de N. Khrouchtchev se borne à conseiller les partis communistes et ouvriers de ces pays «à préserver les masses et les personnalités politiques d'un zèle injustifié dans l'utilisation des mots d'ordre socialistes». Et ces conseils sont donnés par ceux-là mêmes qui n'ont point épargné ni le papier ni l'encre pour saluer aussi les déclarations de Nehru que «en Inde est édifié le socialisme», etc., et même pour lui fournir des armes des plus modernes, qui sont utilisées par les milieux réactionnaires pro-impérialistes pour opprimer les communistes et les hommes progressistes et pour provoquer des incidents de frontière et pour l'agression ouverte contre un pays socialiste, telle que la République Populaire de Chine.

En contradiction flagrante avec la Déclaration de Moscou de l'année 1960, par laquelle tous les partis communistes et ouvriers ont condamné unanimement les révisionnistes yougoslaves comme des traîtres au marxisme-léninisme, comme des fauteurs de l'activité de sape et scissionniste contre le camp socialiste et les forces de la paix, et par laquelle a été posée la tâche de porter jusqu'au bout la lutte pour leur dénonciation, le groupe de N. Khrouchtchev et ses zéloteurs, surtout ces derniers temps, ont fait de nouveaux pas en avant en direction de la conciliation complète et du rapprochement multilatéral avec les dirigeants révisionnistes yougoslaves. C'est ce que témoignent à présent beaucoup de faits. On sait que le groupe de N. Khrouchtchev et ses adeptes ont fait des déclarations sensationnelles, à savoir que «la Yougoslavie est un pays qui édifie le socialisme», que leurs relations avec Tito sont «non seulement normales, mais bonnes», que la collaboration et l'aide à la Yougoslavie doivent être considérées comme un facteur qui «non seulement contribuera à l'amélioration des relations réciproques entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie, mais aussi sera profitable à tous les pays qui édifient le socialisme et le communisme». Dans le cadre de ce rapprochement s'est étendue extrêmement la collaboration avec les révisionnistes yougoslaves dans tous les domaines et on échange tous les jours délégation après délégation. Il est clair que, à l'heure actuelle il ne saurait plus être question de «tendances» de conciliation et de rapprochement du groupe de N. Khrouchtchev et de ses tenants avec la clique de Tito. Ce processus s'est engagé désormais dans une phase nouvelle, plus avancée et on procède à l'échange de délégations par la voie d'Etat et de parti au plus haut niveau. C'est ce que montrent la visite que L. Brejnev fit au mois d'octobre de l'année courante en Yougoslavie et la visite de Tito à Moscou en ce moment. Seuls les gens naïfs peuvent croire qu'il s'agit là de «simples visites protocolaires et de courtoisie» dans le cadre de la «coexistence pacifique». En

réalité, il s'agit d'un rapprochement idéologique et politique ultérieur du groupe de N. Khrouchtchev avec les dirigeants révisionnistes yougoslaves pour coordonner les plans de leur activité contre le marxisme-léninisme et l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, pour créer et renforcer un front unique des révisionnistes contre les partis qui se maintiennent sur de solides positions révolutionnaires, pour trouver les voies du rapprochement ultérieur du groupe de N. Khrouchtchev avec l'impérialisme, surtout avec l'impérialisme américain, ce qui, comme l'a déjà déclaré Tito dans son interview connue accordée à Drew Pearson au mois d'août de cette année, constitue l'un des principaux objectifs de sa visite actuelle à Moscou.

Tout cela est une preuve nouvelle et claire qui confirme que le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev n'a pas été d'accord dès le début avec l'appréciation qui a été donnée sur les dirigeants révisionnistes yougoslaves dans la Déclaration de Moscou de 1960. Mais obligé par l'opinion collective des partis communistes et ouvriers, il l'a acceptée en paroles et, avant même que fut séchée l'encre de sa signature sur ce document historique du mouvement communiste international, il commença à agir d'une manière tout à fait contraire au dit document, en suivant son orientation de la conciliation et du rapprochement avec la clique de Tito.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que Tito ne va pas en Union Soviétique pour y passer une période de vacances, comme on le prétend, mais que cette visite mettra fin aux zigzags, que N. Khrouchtchev s'était vu obligé de faire pour écarter l'obstacle qu'apportait la Déclaration de Moscou de 1960 à son union avec Tito. Que Tito est allé ourdir de nouveaux complots avec N. Khrouchtchev à Moscou, c'est une chose qui ne tardera pas à être connue. Mais que, en invitant Tito à Moscou, N. Khrouchtchev dit, en fait, à tout le monde qu'il ne se soucie guère de ce qui est écrit à son sujet dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, cela est clair dès à présent. Ce fait à lui seul suffirait à confirmer que N. Khrouchtchev et son groupe se sont entièrement écartés de la Déclaration de Moscou de 1960. Tito est celui qui était auparavant, rien n'a changé en lui pendant ces deux dernières années, le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves n'a pas été rejeté non plus, aucune des thèses et positions connues du groupe de Tito n'a changé. Que s'est-il, donc, passé ? Il s'est passé que N. Khrouchtchev a ouvertement trahi le marxisme-léninisme et a décidé d'apparaître au grand jour à côté de Tito pour continuer avec plus d'ardeur son orientation qui le conduit à la conciliation avec les impérialistes. C'est ce que disent les faits, qui sont tellement clairs que tout le monde les aperçoit.

Alors qu'il s'efforce de se rapprocher toujours davantage avec la clique renégate de Tito et avec les impérialistes, le groupe de N. Khrouchtchev sape toujours davantage l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, en violant sans scrupule les principes de l'internationalisme prolétarien, consacrés dans les deux Déclarations de Moscou, qui régissent les relations entre les pays socialistes et les partis communistes et ouvriers.

Chacun connaît déjà les agissements antimarxistes de N. Khrouchtchev pour imposer aux autres partis ses conceptions révisionnistes par tous les moyens, en recourant même aux pressions et aux interventions les plus brutales, en violant gravement les principes de l'égalité et de l'indépendance des partis communistes et ouvriers. C'est ainsi qu'il a agi dans les relations avec notre Parti du Travail. Les choses en sont arrivées au point qu'il a révélé au grand jour devant l'ennemi nos désaccords, qu'il a attaqué publiquement le Parti du Travail d'Albanie, a étendu les désaccords idéologiques au domaine des relations entre les deux pays, a lancé des appels à la contre-révolution en Albanie et a rompu en fait les relations diplomatiques entre nos pays. C'est de cette manière qu'il agit partout. Le groupe de N. Khrouchtchev s'emploie de toutes ses forces à regrouper les révisionnistes afin de créer le front révisionniste et cela le pousse à recourir même à des mesures antimarxistes et antisocialistes monstrueuses. Mais en s'engageant dans cette voie, le groupe de N. Khrouchtchev ne fait autre que se démasquer lui-même, s'isoler et accélérer le processus de son propre démasquement. Il est clair que ce comportement est plutôt un signe de faiblesse que de force. Le révisionnisme réussit à tromper quelqu'un pour un certain temps, mais non pas pour toujours, ensuite commence et s'intensifie la résistance contre lui et, comme il n'a pas la force de persuasion, il est obligé de passer aux mesures de coercition. Le résultat de ces mesures est vraiment tragique, en premier lieu pour leurs auteurs.

Après l'échec honteux des calomnies et des accusations tout à fait grossières de N. Khrouchtchev, à savoir que les dirigeants du Parti du Travail d'Albanie sont, soi-disant, des agents de l'impérialisme,

vendus pour 30 monnaies d'argent, qu'en Albanie règne, soi-disant, le régime de la terreur, des assassinats et des internements en masse, etc., à présent lui et ses tenants se voient obligés de changer de tactique et de chercher à convaincre le monde que le Parti du Travail d'Albanie s'est, soi-disant, écarté des Déclarations de Moscou, qu'il a violé leurs principes, glissé dans le nationalisme, etc.

En ce qui concerne les crimes et les autres mesures de terreur, il faut dire qu'il n'y en a pas en Albanie, mais qu'elles ont pris des proportions vraiment alarmantes là où dominant les révisionnistes. Ne nous occupons pas ici des crimes et de la terreur de la clique de Tito contre les communistes et les patriotes yougoslaves, dont on a parlé tant de fois et qui continuent sous les formes et par les moyens les plus barbares. Où en sont, donc, les choses avec le groupe de N. Khrouchtchev ? Sous le prétexte de la liquidation des conséquences du culte de la personne, il sévit avec le maximum de malveillance contre les cadres fidèles et éprouvés du parti, en les remplaçant par des éléments révisionnistes ou dociles aux révisionnistes, il commet des crimes monstrueux contre les communistes et les hommes les meilleurs.

Les révisionnistes ont passé aujourd'hui non seulement à des mesures de terreur pour étouffer la résistance qui monte rapidement contre eux, mais, sous le couvert des formes «nouvelles» d'organisation du parti et de l'édification étatique et économique, ils s'efforcent de faire dégénérer également le parti, l'Etat, etc. Le groupe de N. Khrouchtchev, en marchant sur la voie déjà parcourue avant lui par la clique de Tito, n'hésite pas à lui emprunter aussi les formes d'organisation.

C'est à un échec total que seront vouées également les nouvelles calomnies que les révisionnistes lancent contre le Parti du Travail d'Albanie. Notre Parti, en tant que parti marxiste-léniniste, a approuvé à l'unanimité les deux documents programmatiques du mouvement communiste international, il les a placés à la base de toute son activité, il est resté et restera fidèle jusqu'au bout à leurs principes, parce que dans ces documents il voit la concrétisation des enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme sur les questions les plus importantes de l'évolution mondiale actuelle, la concrétisation de sa juste ligne générale. En fait, les Déclarations de Moscou ont été et sont violées sans ménagement par les révisionnistes du groupe de N. Khrouchtchev, qui, dès le début, n'a pas été d'accord avec la Déclaration de Moscou de l'année 1960 et l'a qualifiée de «document de compromis qui ne fera pas long feu».

Les deux années qui se sont écoulées depuis la Déclaration de Moscou de 1960 ont montré clairement l'évolution du groupe de N. Khrouchtchev et son passage sans ambages dans les positions du révisionnisme. Cette évolution se manifeste dans son éloignement toujours plus accentué des positions du marxisme-léninisme et des Déclarations des partis communistes et ouvriers des années 1957 et 1960, dans ses efforts toujours plus grands pour se rapprocher de la clique de Tito et de l'impérialisme et pour se concilier avec eux, dans ses efforts en vue de diviser et de saper l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, d'étouffer sous différents prétextes, la combativité révolutionnaire des peuples, l'affaiblir leur lutte contre l'impérialisme. Ce n'est pas sans raison que Hume, Spaak et d'autres représentants connus de l'impérialisme adressent des éloges à N. Khrouchtchev pour sa ligne opportuniste et ses menées antimarxistes. Ils ne se contentent pas de faire son éloge pour ce qu'il a fait jusqu'à ce jour, mais de plus ils font appel à N. Khrouchtchev d'avancer encore sur la voie du rapprochement, de la collaboration et de la fusion avec le soi-disant «monde libre». Par tous ses points de vue et agissements, le groupe de N. Khrouchtchev a porté et porte un grand préjudice à la lutte des peuples pour la paix, la liberté, la démocratie et le socialisme. C'est pourquoi, la tâche que soulignent les deux Déclarations de Moscou pour lutter résolument contre le révisionnisme, en tant que principal danger pour le mouvement communiste international, est aujourd'hui plus actuelle que jamais. Sans cette lutte, on ne peut non plus mener avec succès la lutte contre l'impérialisme. Nous sommes convaincus que chacune des difficultés suscitées par les révisionnistes de nos jours sera surmontée, indépendamment du temps et des sacrifices que cela exigera. Telle est la conviction de dizaines de millions de communistes et de centaines de millions d'hommes progressistes dans le monde. L'histoire plus que centenaire du mouvement communiste et ouvrier international est l'histoire de la lutte du marxisme contre l'idéologie bourgeoise et le révisionnisme, au cours de laquelle le marxisme est toujours sorti victorieux. Ce mouvement s'est emparé de l'esprit et du cœur de millions d'hommes. Le socialisme marche triomphalement. Ni les impérialistes, ni les révisionnistes ne pourront arrêter son élan et obliger la société à reculer. C'est à lui qu'appartient l'avenir. L'impérialisme, en même temps que son rejeton le révisionnisme, disparaîtra.

LA CLIQUE DE TITO ET LE PROJET PRELIMINAIRE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION YOUGOSLAVE

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 13 décembre 1962)

Il y a quelque temps fut approuvé et publié le projet préliminaire de la nouvelle Constitution yougoslave. La propagande officielle des révisionnistes yougoslaves a attaché une grande importance à ce document, en le présentant comme un «premier monument du travail vraiment affranchi» et comme un exemple pour tous les autres pays qui doivent édifier le socialisme.

Une analyse, ne fût-ce que générale, de ce document révèle qu'il n'a vraiment rien de commun avec une constitution socialiste et qu'il est la concrétisation et la consécration par la voie législative des principes du révisionnisme moderne sur l'ordre social et étatique qui ont trouvé leur expression dans le fameux programme de l'Union des Communistes de Yougoslavie. Dans ce document sont niés ouvertement et déformés intentionnellement les principes du marxisme-léninisme sur l'Etat, sont affublées d'un nouveau déguisement les thèses surannées anarcho-syndicalistes et boukhariniennes, rejetées par Lénine comme des tentatives pour la restauration du capitalisme et on reprend les conceptions révisionnistes connues sur l'intégration politique et économique, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international. Dans le même temps, ce projet préliminaire reprend une série de principes caractéristiques des constitutions et des doctrines bourgeoises sur l'Etat, bien que pour pouvoir tromper les masses travailleuses et l'opinion internationale, ils soient formulés par des phrases pseudo-révolutionnaires et pseudo-socialistes. A cet égard, à la clique de Tito convient la dénonciation que Karl Marx a faite en son temps aux républicains bourgeois, en disant que «la Constitution était pour eux une grande intrigue. Elle devait avant tout établir la domination de leur clique» (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, vol. I, p. 154).

I

Pourquoi les révisionnistes yougoslaves ont-ils besoin en ce moment d'une constitution nouvelle ? On sait que la modification de la loi fondamentale d'un Etat, en tant qu'une des questions les plus importantes et comportant le plus de responsabilité dans la vie sociale et politique, doit représenter en soi un grand tournant dans le développement des relations sociales, un passage dans une nouvelle situation qualitative. Dans le rapport qu'il présenta devant l'Assemblée Fédérative Populaire de Yougoslavie au sujet de la présentation du projet préliminaire de la Constitution E. Kardelj a prétendu que «la décision de l'Assemblée Fédérative Populaire pour l'élaboration de la Constitution nouvelle est basée avant tout sur le fait que les dispositions constitutionnelles qui sont en vigueur, pour beaucoup de questions ne reflètent plus la situation réelle des relations sociales socialistes dans notre pays et, en tant que telles, elles ne satisfont plus les besoins sociaux actuels dans ces domaines de l'édification sociale politique».

En réalité, dans l'ordre social et étatique de la Yougoslavie, depuis la promulgation de la loi constitutionnelle de l'année 1953 à ce jour, il ne s'est vérifié aucun changement qualitatif sur la voie du développement socialiste de ce pays. Au contraire, tout s'est orienté vers la stimulation et l'extension des relations capitalistes dans tous les domaines, vers la liquidation graduelle et inévitable des conquêtes révolutionnaires des peuples de Yougoslavie.

Mais la promulgation de la nouvelle Constitution est nécessaire aux révisionnistes yougoslaves pour procurer une base légale à beaucoup de conceptions antimarxistes du programme de l'Union des Communistes Yougoslaves, pour justifier leur orientation vers la restauration du capitalisme, pour alimenter l'attaque concentrée que le révisionnisme moderne a entreprise à présent sur tous les fronts contre l'idéologie marxiste-léniniste et pour accentuer la diversion révisionniste à l'échelle mondiale.

Aussi bien dans le projet préliminaire de la Constitution que dans le rapport de Kardelj, ainsi que dans les débats qui se déroulèrent à ce sujet dans la Skoupshtina yougoslave, apparaît clairement l'intention de faire à ce document révisionniste une publicité en tant que «charte du socialisme spécifique», pour présenter l'expérience de la Yougoslavie comme une expérience universelle utile à tous les peuples et à tous les pays. Ce document nie l'importance universelle de l'expérience de l'Union Soviétique, premier Etat socialiste au monde, il nie et attaque l'expérience de tous les autres pays socialistes.

«C'est de la question de savoir si un pays socialiste, — a déclaré E. Kardelj, — **s'orientera vers la thèse de la nécessité absolue du renforcement toujours croissant de l'Etat**, — ce qui naguère était assez répandu dans le monde socialiste, — **ou bien vers l'auto-administration sociale et les formes aussi démocratiques que possibles de la solution des contradictions dans le développement du socialisme** que dépend l'orientation de l'édification générale du système politique et du mécanisme organisationnel de l'Etat socialiste». (Souligné par la Rédaction).

De cette façon, en rejetant la thèse marxiste-léniniste sur la nécessité du renforcement de la dictature du prolétariat dans les conditions de l'existence de l'impérialisme, Kardelj fait l'apologie de la thèse révisionniste de la liquidation de l'Etat socialiste au moyen de l'intégration des classes antagonistes, liquidation qui ouvre la voie à la restauration du capitalisme à l'intérieur du pays et à la capitulation devant l'impérialisme agressif sur le plan international.

Pour concilier leur thèse révisionniste sur l'extinction graduelle de l'Etat dès la phase actuelle avec la nécessité de la promulgation d'une constitution nouvelle, les dirigeants yougoslaves prétendent que «le projet préliminaire prévoit que la Constitution ne doit pas être seulement une Constitution d'Etat, mais dans le même temps **une charte sociale spécifique** (souligné par la Rédaction), qui fournira la base matérielle, le cadre politique et le stimulant pour une extension et évolution intérieures toujours plus larges du mécanisme de l'auto-administration sociale et de la démocratie directe». Ce n'est pas la première fois que les révisionnistes yougoslaves invoquent l'équivalence entre la société et l'Etat, conception qui est un trait caractéristique des idéologues bourgeois et des social-démocrates.

Un trait caractéristique essentiel qui saute aux yeux dans le projet préliminaire de la Constitution yougoslave est le fait que en aucun endroit n'est formulé, soit directement, soit indirectement, le principe connu de la souveraineté étatique, en tant qu'expression de la toute-puissance de la classe régnante, de sa dictature, principe qui est caractéristique pour l'ordre social et étatique socialiste. Cette omission n'est pas due au hasard, elle reflète la conception révisionniste sur le rôle de l'Etat, sur sa fusion avec la société et son extinction dès la phase actuelle.

Tandis que les constitutions socialistes prévoient non seulement les garanties juridiques, mais aussi les moyens et les conditions matérielles pour la réalisation des droits et des libertés démocratiques, le trait caractéristique des constitutions bourgeoises est la proclamation de pure forme de certains principes démocratiques et dans le même temps leur mutilation et leur limitation juridiques par d'autres dispositions, qui trouvent leur expression dans la Constitution elle-même. Dans ce cas les dispositions restrictives pratiquement éliminent les principes démocratiques, confient aux organismes d'Etat un vaste pouvoir afin de décider si les conditions pour que les citoyens bénéficient des droits proclamés existent ou non. Cela figure dans le projet préliminaire de la Constitution yougoslave également, qui est un amas de thèses et d'antithèses, la reconnaissance de certains principes et leur négation à la fois. Bien entendu, ici nous n'avons nullement affaire à l'unité dialectique des contraires ; au contraire, comme l'a dit Karl Marx en se référant aux constitutions bourgeoises, «chaque paragraphe de la Constitution contient en soi son antithèse, sa Chambre haute et sa Chambre basse ; dans la phrase générale : la liberté, et dans la réserve : la suppression de la liberté» (Voir Karl Marx. Le 18 Brumaire et Louis Bonaparte). Dans le premier paragraphe de l'article 24 du projet préliminaire de la Constitution yougoslave il est dit : «L'exploitation de la force ouvrière d'autrui dans l'intention de réaliser un bénéfice est interdite» ; tandis que, immédiatement après, dans le second paragraphe on tolère l'exploitation de l'homme par l'homme : «Dans le domaine de la production agricole, ainsi que dans les secteurs de l'artisanat et des activités semblables que les citoyens exercent avec leur propre outillage, on peut permettre, dans les limites et les conditions prévues par la loi, l'utilisation du travail auxiliaire d'autrui». On observe la même chose également dans l'exercice des droits les plus importants des citoyens, telles que la liberté de presse et autres moyens d'information, la liberté d'association, la liberté de parole et la liberté de réunion, qui sont proclamées dans le premier paragraphe de l'article 41, tandis que le paragraphe suivant de cette même disposition prévoit la limitation et même l'interdiction de leur utilisation. Le contenu de ces dispositions montre clairement la fausseté et le caractère démagogique des allégations des idéologues titistes, qui présentent le système politique-social de la Yougoslavie comme un «système qui donnera la possibilité aux travailleurs de déterminer eux-mêmes de la façon la plus libre et la plus démocratique leur sort et leur justesse».

II

Vladimir Ilitch Lénine, du point de vue de leur contenu, a divisé les constitutions en constitutions fictives et non fictives. Le premier groupe comprend toutes les constitutions qui, en proclamant d'une façon démagogique les droits et les libertés démocratiques, tendent en réalité à consacrer et à consolider l'hégémonie politique et le pouvoir dictatorial de la minorité exploiteuse sur les travailleurs. Historiquement, ce groupe comprend les constitutions que la bourgeoisie libérale a élaborées dans des périodes déterminées pour conserver son monopole politique et économique. Dans ce sens, le projet préliminaire de la Constitution yougoslave également, parallèlement aux thèses qui nient ou déforment ouvertement les principes connus du marxisme-léninisme, contient des dispositions qui, dans leur lettre, proclament à des fins de mystification des principes dans l'esprit des idées du socialisme, mais qui se trouvent entièrement en contradiction avec la réalité yougoslave.

Tout le projet préliminaire est empreint, soi-disant, de la sollicitude pour l'homme. «Le point de départ de notre Constitution nouvelle, — a déclaré E. Kardelj dans une interview au journal italien «Unità», — en réalité n'est pas l'Etat, mais l'homme et les rapports entre les hommes». Mais qui est cet homme ? Comment pourrait-on concevoir l'homme détaché de la notion de classe, de l'Etat ? On ne saurait considérer et traiter l'homme d'une manière abstraite, comme l'homme «en général», détaché du milieu qui l'entoure et, en particulier, des rapports sociaux réels qui naissent et se développent en société, rapports auxquels il participe, en déployant une activité déterminée. Cette façon unilatérale de traiter l'homme, comme le font les révisionnistes yougoslaves, est un trait caractéristique des constitutions et des doctrines bourgeoises sur l'Etat, qui, par la conception de l'homme «en général», cherchent à dissimuler le véritable rapport qui existe dans la société bourgeoise entre les groupes sociaux particuliers qui la constituent.

Selon E. Kardelj, «le projet préliminaire de la Constitution prend toujours en considération deux facteurs fondamentaux du développement social: l'intérêt du travail affranchi et l'intérêt de la société socialiste». Le projet préliminaire proclame que «en Yougoslavie, le système socialiste a pour base les rapports entre les hommes considérés comme des producteurs et comme des créateurs libres et égaux, dont le travail sert uniquement à la satisfaction de leurs besoins individuels et collectifs». Il proclame «l'affranchissement du travail qui est assuré par la suppression des rapports du travail à salaire journalier». De quel «affranchissement du travail» peut-il être question en Yougoslavie alors que là-bas il y a beaucoup d'ateliers privés d'artisanat où travaillent plus de 300.000 ouvriers, autrement dit un dixième du nombre global des ouvriers et des employés que compte tout le pays ? Le nombre de ces ateliers a accusé ces dernières années un accroissement incessant. Quelques-uns d'entre eux emploient des dizaines de journaliers, tandis que plusieurs autres en ont plus de 200. Ce sont de véritables entreprises capitalistes, qui réalisent d'importants bénéfices par l'exploitation des ouvriers.

Un trait caractéristique de l'économie yougoslave est l'accroissement continu du nombre des chômeurs, comme sous le capitalisme. Selon les données de la presse yougoslave elle-même, le nombre moyen des chômeurs augmente sans cesse d'une année à l'autre. Au premier semestre de l'année 1962, il s'éleva à 266.000, soit 30 pour cent de plus par rapport à la même période de l'année passée, ou bien 52 pour cent de plus par rapport à celle de l'année 1960. En Yougoslavie est pratiqué largement le système capitaliste du trafic de la force ouvrière. Non seulement les paysans adultes, mais même les enfants vendent leur main-d'œuvre et deviennent ainsi des «valets de ferme». Le journal yougoslave «Omladina» donne la description suivante de ce phénomène honteux de la vie yougoslave : «On vend au marché l'enfant comme un veau, comme un sac d'avoine ou bien comme quelque autre marchandise». De quel «affranchissement du travail» peut-il être question lorsque ce journal lui-même est obligé de reconnaître que ces «valets de ferme» travaillent en moyenne 10 heures par jour et quelques-uns d'entre eux même 16 heures, dans les champs d'autrui, en touchant pour cela un salaire misérable ?! Dans ces circonstances, ce n'est pas un fait du hasard si le projet préliminaire, en consacrant l'exploitation du travail d'autrui, ne mentionne point le grand principe socialiste «qui ne travaille pas, ne mange pas», principe qui, comme l'affirme V. I. Lénine, est compris de n'importe quel travailleur. Cela est admis... par tous ceux qui ont connu dans la vie la pauvreté, par tous ceux qui ont vécu quelquefois par leur travail... Dans cette vérité simple, très simple et claire, réside la base du socialisme, la source intarissable de sa force, la garantie intangible de son triomphe final» (V. I. Lénine, Œuvres choisies, volume 2, page 362).

Etant donné que le projet préliminaire porte le titre «Projet préliminaire de la Constitution de la République socialiste Fédérative de Yougoslavie», ses auteurs sont obligés d'en saupoudrer le texte de principes socialistes. L'un de ces principes socialistes est celui de la rétribution selon le travail «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Mais en vérité, en Yougoslavie, l'important principe socialiste de la rétribution selon le travail a totalement dégénéré. Le résultat de tout cela, suivant l'aveu de J. Broz Tito lui-même, est que «les salaires des ouvriers sont bas», «les différences entre les salaires des hommes sont tellement grandes qu'elles sont inconcevables», «l'accumulation de la richesse personnelle» est devenue très sérieuse.

Les révisionnistes de Belgrade déclarent que l'organisation de la vie économique de la Yougoslavie sur la base de la prétendue autogestion sociale est un développement «créateur» du marxisme-léninisme, une preuve de la supériorité du «socialisme spécifique» par rapport au «socialisme bureaucratique et étatique». Le problème de l'autogestion occupe une place importante ; bien plus, il est érigé en fétiche dans le projet préliminaire de la Constitution yougoslave. Il est proclamé comme l'une des «bases inviolables de la situation et du rôle de l'homme». Et comme une «innovation» par-dessus le marché. L'article 36 proclame que «le droit du citoyen à l'autogestion sociale est inviolable, il bénéficie de la priorité par rapport à tous les autres droits».

Le principe de la prétendue autogestion sociale est considéré par les révisionnistes yougoslaves comme l'essence de la «démocratie directe» ou «intégrale». A leur avis, le socialisme se divise, soi-disant, en deux phases : la phase inférieure ou «socialisme d'Etat» et la phase supérieure ou «socialisme sur la base de l'autogestion». La phase supérieure, d'après eux, a été atteinte par la Yougoslavie seulement, tandis que les pays socialistes se trouvent encore à la phase inférieure du «socialisme d'Etat». Ils déclarent que le «socialisme d'Etat est caractérisé par le manque de la démocratie socialiste, démocratie qui est, soi-disant, une particularité exclusive du «socialisme sur la base de l'autogestion. Ce qui constitue le principal obstacle à la démocratie socialiste c'est, selon les révisionnistes yougoslaves, la propriété d'Etat et la planification centralisée socialiste, c'est-à-dire la fonction économique de l'Etat socialiste, qui constitue en soi la base de l'application pratique du démocratisme véritable. C'est pourquoi, ce n'est aucunement un fait du hasard si le projet préliminaire de la Constitution yougoslave ne considère pas comme la base économique de l'Etat le système socialiste de l'économie et la propriété socialiste sur les moyens et les instruments de la production, mais «le travail libre et uni avec les moyens de production et autres instruments de travail qui appartiennent à la société et l'autogestion des travailleurs dans la production et la distribution du produit social...», en confondant des conceptions et des notions qui n'ont aucun rapport entre elles.

«L'autogestion sociale» des révisionnistes yougoslaves est une réédition, érigée au niveau d'une loi fondamentale, des formules antimarxistes des anarcho-syndicalistes et de «l'Opposition Ouvrière». En s'appuyant sur la décentralisation économique, elle renie l'importance décisive de la direction centralisée et planifiée de l'économie socialiste et ne reconnaît pas la propriété étatique comme la forme la plus élevée de la propriété sociale, sur la base de laquelle se créent et se développent les rapports socialistes dans la production en tant que rapports du type le plus élevé. Au contraire, en ne définissant pas explicitement (à l'article 8) quels objets constituent la propriété sociale et en laissant aux lois fédérales ordinaires la tâche de décider «sur le pouvoir de disposer» et «sur les autres pouvoirs sur les moyens de production qui appartiennent à la société», le projet préliminaire de la Constitution yougoslave crée la possibilité légale que des établissements importants, tels que, par exemple, les fabriques industrielles, ne soient pas la propriété de tout le peuple, mais de groupes, parfois même de tout petits groupes d'hommes, de cliques qui réalisent pour leur propre compte de grands bénéfices.

La manière dont se développe le «socialisme» dans les conditions de la décentralisation de l'économie et de sa gestion par les «conseils ouvriers», les conséquences qu'entraîne un tel développement de la «libre initiative» et de «l'autonomie» de la production et de la distribution, tout cela on le constate aujourd'hui dans l'économie yougoslave, qui s'est engagée et s'engage tous les jours plus nettement dans une impasse, rongée qu'elle est par toutes les contradictions qui caractérisent une économie capitaliste. Le Comité Central de l'Union des Communistes Yougoslaves, dans une lettre qu'il adressait il y a quelque temps aux membres de l'Union, admettait qu'il «existe encore des problèmes sérieux dans la vie économique». L'augmentation du déficit des paiements et la hausse des prix des

marchandises «ont aggravé encore davantage la situation économique». Le journal «Borba», au mois d'avril de cette année, reconnaissait que «beaucoup de fabriques yougoslaves ne fonctionnent qu'à 10 ou 15 pour cent de leur capacité». Le «Bulletin Fédéral» également annonçait l'année passée que 618 entreprises furent fermées par suite de la diminution de la vente des produits et, au cours des cinq premiers mois de cette année, 259 autres fabriques furent fermées pour la même raison. Les phénomènes de l'économie capitaliste tels que la surproduction, la lutte entre concurrents dans la vente des marchandises sont des traits caractéristiques de l'économie yougoslave actuelle. Ainsi, Tito en personne est obligé de reconnaître : «Nous avons aujourd'hui encore des entreprises industrielles qui doivent être fermées demain par suite de la surproduction et de la vente limitée». Selon les aveux de Tito, «la dette nationale s'élève à environ un milliard de dollars», «le déficit du commerce extérieur est grand» et «continue toujours à monter». Par suite de l'autogestion sociale s'est manifestée «la politique locale des portes fermées», «du régionalisme et du chauvinisme».

En suivant la politique de la «libre initiative» et de «l'autonomie», en Yougoslavie, après la réforme du commerce extérieur et de la réforme monétaire de l'année 1961, toute surveillance étatique sur les devises étrangères a été levée. Le nouveau système des devises et du commerce extérieur, qui fut établi l'année passée avec l'aide financière directe des impérialistes américains, est un système capitaliste qui a pour but de rattacher la Yougoslavie, de «l'intégrer» toujours davantage au «monde économique et politique occidental». En accordant à la Yougoslavie des crédits sous forme de marchandises, les pays capitalistes occidentaux écoulent sur le marché yougoslave des marchandises en mévente, en faisant concurrence à l'industrie yougoslave, qui se trouve dans des positions très faibles.

Ainsi, «l'autogestion sociale» a entraîné dans la vie politique et économique de la Yougoslavie actuelle des phénomènes typiques de l'économie capitaliste, telle que la surproduction, et la lutte provoquée par la concurrence, l'augmentation du chômage et du coût de la vie, la grande disproportion économique et les différences sociales entre les classes. L'accroissement des importations et des investissements des capitaux étrangers avec la «politique des portes ouvertes», la transforme en fait en une économie dépendant des monopoles impérialistes.

Mais le «socialisme yougoslave» découvre son véritable visage et montre nettement qu'il n'a rien de commun avec le socialisme lorsqu'on jette un coup d'œil à ce qui se passe dans les campagnes. L'agriculture reflète très clairement l'échec de la ligne économique des révisionnistes yougoslaves, son retard et sa régression sur les positions du capitalisme. Depuis longtemps la clique révisionniste de Belgrade a renoncé à la voie léniniste de la coopération en agriculture, elle a procédé à la dissolution de la plupart des coopératives agricoles créées dans la période après la libération et a laissé la main libre aux koulaks et aux autres éléments capitalistes. En posant la tâche de «l'émancipation de l'agriculture des facteurs de la direction administrative», l'Etat a renoncé à la «direction de l'agriculture, il a stimulé le développement de l'exploitation individuelle et celle des koulaks, ainsi que la libre concurrence entre les différentes forces économiques. Engels a souligné, en son temps, que «précisément l'économie individuelle conditionnée par la propriété individuelle, est celle qui cause la ruine des paysans». (K. Marx et F. Engels : Œuvres choisies, volume 2, p. 412). V. I. Lénine nous enseigne également que la petite propriété individuelle engendre inévitablement à chaque heure, à chaque instant le capitalisme. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans la Yougoslavie de Tito.

Le projet préliminaire de la Constitution yougoslave, à l'article 19 prévoit qu'on «peut créer» des coopératives agricoles. Mais en fin de compte, la création des coopératives est permise dans les pays bourgeois également. Ici il s'agit de savoir de quelle sorte les coopératives doivent être et pourquoi dans aucune disposition du projet préliminaire de la Constitution yougoslave ne figure le principe caractéristique des constitutions socialistes, le principe de l'encouragement, de l'attention et de l'appui multilatéral dont la coopération agricole doit être l'objet de la part de l'Etat. Il y a lieu de souligner également que le projet préliminaire ne mentionne pas non plus le principe selon lequel «la terre appartient à ceux qui la travaillent».

Quels sont les résultats de la «voie yougoslave» en agriculture ? Aujourd'hui dans les campagnes yougoslaves 90 pour cent de la superficie générale des terres arables appartiennent aux propriétaires individuels. L'aliénation des terres, leur bail et l'exploitation des journaliers de la part des koulaks sont

pratiqués librement et sur une grande échelle. Dans les principales régions qui produisent des céréales, près de 50 pour cent des exploitations individuelles ne possèdent pas d'animaux de travail et de charrues et sont obligées, par conséquent, de vendre la terre ou bien de la céder à bail aux koulaks. Le secrétaire d'Etat à l'agriculture, Sllavke Komar, a été obligé de reconnaître, il y a quelque temps, que dans les campagnes yougoslaves les paysans riches sont devenus des «organiseurs de la production». Dans beaucoup de régions agricoles de la Yougoslavie, au cours de ces dernières années est né «le trafic de la force ouvrière».

III

La question de l'Etat est l'une des questions fondamentales où sont reflétées les positions diamétralement opposées du marxisme-léninisme, d'une part, et de l'idéologie bourgeoise et du révisionnisme moderne, d'autre part. Le marxisme-léninisme considère l'Etat socialiste, la dictature du prolétariat, comme la principale arme aux mains de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour l'expropriation de la bourgeoisie, pour l'élimination de tous les vestiges du capitalisme dans l'économie et dans la conscience des hommes, pour la liquidation complète des classes antagonistes et de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour l'édification complète de la société socialiste et pour la création des conditions de l'édification complète du communisme lorsque, finalement, l'Etat socialiste s'éteindra. «Entre la société capitaliste et la société communiste, — a dit Marx, — il y a la période de la transformation révolutionnaire de la première société en la seconde. A cette période correspond également la période transitoire politique et l'Etat de cette période ne peut être autre que la dictature révolutionnaire du prolétariat...» (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, vol. 2, p. 23).

Dans cette période transitoire l'Etat, par sa fonction économique-organisationnelle et culturelle-éducative, est le principal levier de la classe ouvrière, dirigée par son parti, pour opérer les transformations radicales dans le domaine de l'économie et de la culture. Cette période transitoire est tout une période historique, qui durera jusqu'au jour où seront créées les conditions pour l'égalité communiste complète entre les hommes. C'est pourquoi, en ce qui concerne les conditions intérieures, «pour l'extinction complète de l'Etat, il faut le communisme complet» (V. I. Lénine, Œuvres choisies, vol. 2, p. 209).

Contrairement à ces thèses fondamentales du marxisme-léninisme, les révisionnistes modernes préconisent ouvertement la nécessité de l'extinction de l'Etat socialiste dès la période actuelle, comme font les révisionnistes yougoslaves, ou bien, lorsqu'ils n'osent pas dire cela ouvertement, ils mènent la propagande pour l'extinction de la dictature du prolétariat et pour sa transformation en un «Etat populaire universel».

Pour les révisionnistes yougoslaves l'Etat socialiste n'est pas un Etat de type nouveau et supérieur, il ne se distingue pas par une différence essentielle de l'Etat bourgeois. Selon eux, «l'Etat bourgeois est caractérisé par les particularités qui appartiennent à l'Etat socialiste dans la phase du passage du capitalisme au socialisme». (Problèmes de l'économie politique du socialisme, Belgrade, 1958, p. 138). Dans les conditions de «l'intégration graduelle et pacifique» du capitalisme dans le socialisme, d'après eux, «le capitalisme d'Etat» est, dans le même temps, le stade suprême de l'impérialisme et la première phase du socialisme. Par conséquent, on voit nettement pourquoi le projet préliminaire de la Constitution yougoslave ne définit point du tout le caractère de classe de l'Etat yougoslave, pas plus que le rôle dirigeant de la classe ouvrière, qui fusionne dans les notions générales des «travailleurs» et du «peuple».

Selon les révisionnistes yougoslaves, «le socialisme et l'Etat, ainsi que le socialisme et la propriété étatique, sont deux conceptions contraires, incompatibles». A leur avis, dans une société socialiste développée il n'y a pas d'Etat et, par conséquent, il n'y a pas de propriété étatique. Lorsque l'Etat régit les rapports dans la production, il est impossible, d'après eux, d'édifier la prétendue démocratie économique et, donc, la démocratie politique non plus. Etant donné que «l'appareil d'Etat et l'appareil bureaucratique sont, au fond, des notions identiques», les révisionnistes yougoslaves, contrairement au principe léniniste du centralisme démocratique, soulèvent la thèse de la décentralisation du pouvoir, parce que, soi-disant, sans décentralisation, il n'y a pas «d'auto-administration» et sans «auto-administration» il n'y a pas de démocratie directe et, par conséquent, il n'y a pas de démocratie socialiste.

Conformément à ces principes révisionnistes, dans le projet préliminaire de la Constitution sont édifiées les bases du système politique de la Yougoslavie. Bien qu'on proclame en tant que base de ce système les communes ayant comme organes représentatifs les assemblées (quoique dans le cadre de la fédération aussi et des républiques fédérées les assemblées soient proclamées des organes représentatifs et constituent, pour la forme, la base permanente et unique de tous les systèmes des organes d'Etat), au fond les assemblées n'ont pas le caractère des organes représentatifs proprement dits, et elles ne jouent pas non plus un rôle décisif dans l'édification de la vie étatique en général. Parallèlement à cela, le projet préliminaire n'assigne aucune obligation constitutionnelle représentative de rendre compte devant les électeurs et il ne reconnaît nullement le droit des électeurs de révoquer leurs représentants. Le droit des électeurs de révoquer leurs représentants est l'expression directe du principe de la souveraineté du peuple et, par conséquent, de la démocratisation de l'appareil d'Etat également. Contrairement aux slogans sur «la démocratie directe» et sur «l'auto-administration sociale et politique», effectivement le projet préliminaire renforce et étend encore davantage les compétences des organes exécutifs au détriment des organes élus, en consolidant ainsi le pouvoir de la clique régnante. C'est à cet objectif que sert aussi le principe énoncé à l'article 210, selon lequel le prétendu «système de la rotation», qui interdit l'élection d'une personne à une fonction étatique déterminée plus de deux fois consécutivement, ne se réfère pas au premier président de la République Josif Broz Tito. Cette perpétuation du pouvoir personnel présidentiel de Tito est justifiée par E. Kardelj en ces termes : «la disposition constitutionnelle qui dispense la personne du camarade Tito de n'importe quelle restriction dans les élections n'est pas une exception, mais une décision constitutionnelle de principe» (!). Les «décisions constitutionnelles de principe» de cette sorte ne sont reconnues par aucune constitution bourgeoise du passé, y compris celle des Karageorgévitch, à l'exception des «Statuts fondamentaux du Royaume d'Albanie» de l'année 1928, qui mentionnaient explicitement Ahmet Zogou comme roi !!

Contrairement à la proclamation de pure forme de la décentralisation, le projet préliminaire de la Constitution Yougoslave étend effectivement et renforce au maximum les attributions de la fédération au détriment des droits des républiques fédérées et des régions autonomes. L'oppression des minorités nationales, l'inégalité prononcée dans le développement économique des différentes républiques et régions sont un trait caractéristique de la Yougoslavie titiste. Le projet préliminaire prévoit la création d'un fond spécial de la fédération pour assurer le financement du développement économique des républiques et des régions sous-développées. Mais abstraction faite de ce principe de pure forme du projet préliminaire, l'essence de la politique économique des révisionnistes de Belgrade à l'égard des républiques et des régions arriérées est découverte par Tito lui-même, qui a déclaré à Split que «aux territoires sous-développés il vaut mieux fournir les moyens pour autre chose, pour des travaux publics et pour les activités culturelles, au lieu d'y construire à tout prix des fabriques, qui coûteront de nouveau...»

Cette concentration des pouvoirs dans les organismes fédératifs et politiques discriminatoires à l'égard des autres nationalités, a promis à la Fédération yougoslave de se transformer en une fiction derrière laquelle se dissimule la centralisation sévère du pouvoir politique, la négation des droits des autres nationalités. Cette réalité est camouflée par le projet préliminaire de la Constitution au moyen d'une série de «formules démocratiques», mais malgré cela ces formules expriment les tendances expansionnistes et chauvines de la clique révisionniste de Tito. La République Socialiste Fédérative de la Yougoslavie, en tant que communauté libre de peuples, — est-il dit dans le projet préliminaire, — qui agit pour la collaboration politique, économique et culturelle avec les autres peuples et Etats, considère que cette collaboration doit contribuer à la création des formes nouvelles de l'intégration démocratique des peuples et des Etats, qui répondront aux intérêts des peuples et à la nécessité d'accélérer le progrès social ; elle est dans ce sens une **communauté ouverte** (Souligné par la Rédaction). Est-ce que par là les révisionnistes yougoslaves veulent consacrer par la voie constitutionnelle la possibilité d'engloutir d'autres peuples dans l'avenir ? Tout le contenu du projet préliminaire de la Constitution yougoslave parle d'une façon claire et incontestable du fait important qu'elle n'est pas une constitution socialiste, mais une constitution du type bourgeois, travestie en habits «socialistes». Elle est, donc, la continuation, le développement et l'approfondissement ultérieur du programme antimarxiste de l'Union des Communistes Yougoslaves. Elle est un nouveau document de trahison de la clique de Tito.

LE GROUPE REVISIONNISTE KHROUCHTCHEV-TITO OURDIT DE NOUVEAUX PLANS AU DETRIMENT DE LA CAUSE DU SOCIALISME

(Article du journal ZËRI I POPULLIT du 8 janvier 1963)

Plus le temps passe, et plus les révisionnistes modernes plongent profondément dans le borbier de la trahison des intérêts du marxisme-léninisme, du mouvement communiste et ouvrier international, de la cause du socialisme, de la libération des peuples et de la paix. C'est ce que montre clairement toute l'histoire de l'évolution de la clique renégate titiste et du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev, c'est ce que montrent avec une force particulière les événements de ces derniers temps.

L'attitude du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev lors de la crise dans la zone des Caraïbes, dans le conflit frontalier sino-indien, le rapprochement complet entre ce groupe et la clique révisionniste de Tito, les agissements hostiles toujours plus féroces de N. Khrouchtchev et de ses tenants à l'égard du Parti du Travail d'Albanie et des autres partis qui défendent résolument la pureté du marxisme-léninisme, ses attaques et calomnies monstrueuses contre eux, — tous ces faits considérés ensemble et en étroite liaison entre eux, révèlent très clairement non seulement ce que font les révisionnistes modernes, mais aussi ce qu'ils ont l'intention de faire dans l'avenir également.

C'est ce qui apparaît aussi dans le discours prononcé par N. Khrouchtchev à la séance du Soviet Suprême de l'URSS du 12 décembre 1962. Ce discours est un nouveau témoignage qui montre que le groupe de N. Khrouchtchev s'engage toujours plus à fond dans la voie de la scission et de la trahison, dans la voie de l'antimarxisme et du révisionnisme. Par ses conceptions et agissements il se rapproche toujours davantage de la ligne idéologique et politique de la clique de Tito, en rejetant et rebutant comme un chiffon usé la ligne commune du mouvement communiste et ouvrier international, clairement formulée dans les deux Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960. Il se rapproche et s'unit aux ennemis de la cause du socialisme et du communisme, aux révisionnistes yougoslaves et aux impérialistes, tandis qu'il adopte des attitudes toujours plus âpres et hostiles aux pays socialistes et aux partis frères qui se maintiennent fermement sur les positions révolutionnaires du marxisme-léninisme, de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, en barrant ainsi la voie à toute initiative ayant pour objet le règlement des désaccords au sein du mouvement communiste et ouvrier international et le renforcement de son unité, sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

Après le discours de N. Khrouchtchev, chacun a tiré les conclusions relatives, dont on peut facilement comprendre l'essentiel : au profit de qui a parlé N. Khrouchtchev, sur quelle voie il marche.

Tito, qui, en tant qu'hôte d'honneur, assista et parla à la séance du Soviet Suprême de l'Union Soviétique, salua le discours de N. Khrouchtchev en disant qu'il l'entendit «avec une très grande attention» et qu'il était «en général d'accord avec ce qu'a dit Nikita Sergueïévitch au sujet des relations entre nos deux pays», que «nos points de vue sur tous les importants problèmes internationaux coïncident ou bien sont proches», etc. Le président Kennedy, quelques jours après, à sa conférence de presse, ne ménagea point les paroles aimables pour Khrouchtchev, qu'il soutint, en fait, comme «le meilleur premier ministre de l'Union Soviétique», bien entendu pour les intérêts de l'impérialisme américain. C'est ce qu'ont dit les ennemis du communisme. Et l'on sait que lorsqu'un ennemi fait l'éloge des actions d'un communiste, cela signifie qu'elles ne servent pas à la révolution, aux peuples, mais sont avantageuses pour l'ennemi, pour les contre-révolutionnaires.

Des discours de N. Khrouchtchev tirent leurs conclusions les véritables marxistes-léninistes également, les révolutionnaires, les peuples aussi. Ils se rendent compte que le groupe de N. Khrouchtchev marche d'une manière conséquente sur la voie de la division et de la trahison, que, par tous ses points de vue et agissements, il porte un préjudice toujours plus grand aux intérêts fondamentaux du mouvement communiste et révolutionnaire, des peuples et de la paix mondiale. Voilà pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, les vrais communistes redoublent de vigilance, mènent une lutte décidée pour démasquer le visage de traîtres des révisionnistes, pour empêcher la réalisation de leurs projets et de leurs desseins diaboliques.

Afin de mettre en pratique leurs projets visant à la décomposition du mouvement communiste et du camp socialiste, pour frapper plus efficacement le marxisme-léninisme et le mouvement révolutionnaire des peuples, les révisionnistes se sont efforcés, depuis longtemps, de former leur front uni, ils ont cherché depuis longtemps à trouver entre eux une langue commune dans leurs menées contre le mouvement communiste. La clique de Tito représente le premier groupe des révisionnistes modernes, qui s'est manifesté dans le mouvement communiste et ouvrier international aussitôt après la création du camp socialiste. En se mettant au service des impérialistes américains et autres, la clique dirigeante des révisionnistes yougoslaves s'est mise à l'œuvre, dès le début, pour saper les pays socialistes, pour combattre le marxisme-léninisme, pour empêcher la diffusion de l'influence du socialisme dans le monde. Dans plusieurs pays de démocratie populaire d'Europe elle créa et organisa des groupes d'agents, avec l'aide desquels elle cherchait à mettre en pratique les plans criminels de l'impérialisme pour le renversement du pouvoir populaire, pour la destruction du camp socialiste. Mais les plans diversionnistes de Tito échouèrent. J.V. Staline, le Parti Communiste de l'Union Soviétique et le Bureau d'Information arrachèrent le masque au groupe félon des dirigeants yougoslaves, en prouvant d'une façon claire et convaincante que ce groupe était une clique antimarxiste, un agent de l'impérialisme, un groupe de diversionnistes au sein du mouvement communiste et ouvrier international. Par la dénonciation des révisionnistes yougoslaves furent découverts et écrasés aussi leurs collaborateurs dans les rangs des partis frères, qui reçurent le châtiment mérité.

Les événements ultérieurs ont entièrement prouvé la justesse de la condamnation de la clique titiste par le mouvement communiste international. La clique de Tito trahit le marxisme-léninisme, les intérêts du socialisme et fit ouvertement cause commune avec les impérialistes américains et autres, ce qui est prouvé par de nombreux faits : jusqu'à ce jour elle a reçu, sous forme de «secours» et de crédits, de la part des impérialistes, plus de 5 milliards de dollars ; elle a adhéré au pacte militaire balkanique, dont les deux autres membres sont des participants de l'OTAN ; en se masquant sous l'étiquette de la «neutralité» et du «maintien en dehors des blocs», elle s'est efforcée et s'efforce continuellement d'écarter les pays nouvellement libérés de la collaboration avec le camp socialiste et de les rattacher aux puissances impérialistes et, en particulier, à l'impérialisme américain; elle n'a jamais mis fin à son activité criminelle visant à saper les pays socialistes, ce qui est montré par sa participation et son appui actif accordé aux contre-révolutionnaires du type d'Imre Nagy au cours des événements de Hongrie, ou bien par sa participation à l'organisation des complots, en commun avec les impérialistes américains, les monarcho-fascistes grecs et les différents traîtres albanais, contre notre pays ; elle a érigé en système la lutte contre le marxisme-léninisme, la lutte pour la révision de ses thèses fondamentales, ce qui est exprimé clairement dans le programme de l'Union des Communistes Yougoslaves qui fut approuvé à son 7^e Congrès, etc... C'est précisément parce que cette clique de traîtres est telle que, dans la Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers de l'année 1960, est soulignée la nécessité de la dénonciation incessante et de la lutte résolue contre les chefs du révisionnisme yougoslave. Telle est la conclusion commune du mouvement communiste et ouvrier international, qui exprime l'opinion unanime des révolutionnaires, des marxistes-léninistes.

C'est d'un avis contraire que sont les antimarxistes, tous ceux qui travaillent et agissent non pas pour le renforcement communiste et du camp socialiste, mais pour leur scission, pour leur destruction. Tel est le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev, qui, pour masquer temporairement ses plans, s'est rallié pour la forme à l'opinion des 81 partis frères et a signé la Déclaration, étant décidé, par ailleurs, de la rebuter sans hésitation. Et pour chaque marxiste-léniniste véritable cela était clair. Parce que N. Khrouchtchev et son groupe, qui étaient passés depuis longtemps dans les positions du révisionnisme, pour mettre en œuvre leurs propres plans contre le marxisme-léninisme, devaient s'efforcer inmanquablement d'unir, partout, tous les révisionnistes. Et le groupe le mieux organisé et le plus expérimenté, le groupe qui jouissait de la confiance totale des impérialistes américains aussi, ce qui intéressait grandement N. Khrouchtchev pour ses plans ultérieurs, était le groupe des dirigeants yougoslaves.

Les marxistes véritables, chaque personne qui a suivi attentivement l'activité de N. Khrouchtchev aussitôt après son accession à la tête du Comité Central du PCUS, n'ont pas manqué de remarquer toujours les efforts continuels de N. Khrouchtchev en vue de s'unir en un front unique aux révisionnistes yougoslaves. Ces efforts se sont manifestés dans plusieurs directions : au mois de mai

1955 N. Khrouchtchev se rendit en Yougoslavie et, en rejetant les résolutions du Bureau d'Information, il entreprit l'orientation de la conciliation et du rapprochement avec les révisionnistes yougoslaves ; au 20^e Congrès du PCUS, N. Khrouchtchev s'attaqua à J. Staline, ce dont il avait besoin aussi bien pour répudier le marxisme-léninisme que pour réhabiliter la clique titiste et pour justifier sa conciliation avec elle; sous le prétexte démagogique de la liquidation des «conséquences du culte de la personne», furent réhabilités les anciens agents de Tito, condamnés dans les pays socialistes d'Europe ; N. Khrouchtchev collabora avec Tito pour changer la direction du parti et de l'Etat en Hongrie et il lui laissa main libre au cours du déroulement des événements de la contre-révolution en Hongrie ; sous le prétexte ridicule qu'ils «ne deviennent pas présomptueux», le groupe de N. Khrouchtchev cessa, en fait, la dénonciation de l'activité hostile des révisionnistes yougoslaves et, sous le prétexte de la «coexistence pacifique», il commença le rapprochement multilatéral avec eux par la voie d'Etat et de Parti, à l'aide de l'échange de délégations nombreuses, de différents accords, etc., etc...

Notre Parti du Travail a dénoncé continuellement ces efforts, en montrant clairement où en voulait venir N. Khrouchtchev. Il a fait état de cela également à la réunion des 81 partis à Moscou. Mais N. Khrouchtchev poursuivit sa voie. Le signal qui prépara le terrain pour le rapprochement définitif entre le groupe de Tito et le groupe de Khrouchtchev, ce fut le discours que ce dernier prononça à Varna, en Bulgarie, où il énonça la directive pour l'union. Cette directive fut suivie de la visite de Brejnev à Belgrade et fut scellée par le voyage de Tito en Union Soviétique «pour ses vacances», où l'on a réservé au dirigeant des révisionnistes yougoslaves un accueil chaleureux, très cordial et amical, un accueil triomphal. Les actes récents des révisionnistes ont été bien coordonnés et préparés soigneusement, en veillant à ce qu'on donna satisfaction le plus possible à «l'honorable camarade» J. B. Tito. Cela est illustré clairement par le fait que le voyage de Tito en Union Soviétique a eu lieu après la clôture des congrès des partis communistes et ouvriers de Bulgarie et de Hongrie et alors que se poursuivaient les travaux des congrès de Tchécoslovaquie et d'Italie, où on n'a adressé aucune critique à la clique révisionniste yougoslave ; bien plus, au congrès du PC Italien elle a été publiquement défendue et y a été représentée par une délégation. C'est ce que montre également le fait que la flèche des attaques des révisionnistes, que ce soit aux congrès précités, ou bien dans le discours de Khrouchtchev, fut dirigée particulièrement contre le «dogmatisme», le «sectarisme», et spécialement contre les «dogmatiques albanais», en proclamant arbitrairement «le dogmatisme» comme le principal danger du mouvement communiste et ouvrier international. Cette appréciation du caractère dangereux du «dogmatisme» était nécessaire aux révisionnistes, entre autres, pour contenter J. B. Tito, ainsi que pour ravalier la juste lutte que mènent les marxistes-léninistes contre le révisionnisme moderne du groupe Khrouchtchev-Tito. Enfin, c'est précisément pour justifier le rapprochement et la conciliation complète avec la clique de Tito, que N. Khrouchtchev a «scellé» publiquement, en s'y arrêtant longuement dans son discours, le fait que «la Yougoslavie est un pays socialiste», que les dirigeants yougoslaves ont procédé à beaucoup de corrections et de changements, qu'on a dit beaucoup de choses superflues à leur adresse, que la Déclaration de Moscou est un «chablon», et autres balivernes du même genre, et il serait difficile de trouver un homme à la conscience propre qui put y prêter foi !

Mais de quel droit N. Khrouchtchev qualifie la Déclaration de Moscou de «chablon» et rejette ses conclusions, qui ont été approuvées par tout le mouvement communiste et ouvrier international et qui ont été vérifiées par la vie ? C'est là une attitude tout à fait dédaigneuse et hostile au mouvement communiste international et à ses documents communs, qui montre clairement qu'il cherche à se placer au-dessus de tout le mouvement communiste et à lui imposer sa ligne révisionniste. Les documents communs du mouvement communiste international ne peuvent être modifiés d'une façon arbitraire par aucun parti ou personne, quels qu'ils soient. Mais quelle importance a cela pour N. Khrouchtchev qui, étant un antimarxiste, agit toujours comme un putschiste ? Lui, il avait besoin de créer le front révisionniste commun et il y a réussi. Si auparavant le révisionnisme moderne avait trouvé son expression concrète dans la clique de Tito, à présent le groupe Khrouchtchev-Tito est le représentant typique du front uni des révisionnistes modernes.

La création du front uni des révisionnistes modernes était nécessaire aussi bien à Tito qu'à N. Khrouchtchev pour mieux réaliser leurs desseins. Premièrement, ils en avaient besoin pour lutter avec plus d'agressivité contre le marxisme-léninisme, contre les partis communistes et tous les communistes

qui se maintiennent sur les positions marxistes-léninistes révolutionnaires, contre l'unité du mouvement communiste et ouvrier international. Cela est apparu clairement surtout aux congrès des partis communistes et ouvriers qui eurent lieu ces derniers temps, ainsi que dans le discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême, par les attaques féroces contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres «dogmatiques», par la proclamation arbitraire du «dogmatisme» comme le principal danger pour le mouvement communiste et ouvrier international, etc. Se rendant compte de leur position difficile du fait que les points de vue révisionnistes sont démasqués toujours davantage par la vie elle-même et que la résistance et la lutte des partis et des communistes contre eux grandit continuellement, les révisionnistes modernes s'efforcent par tous les moyens de dissimuler leur véritable visage, de se masquer sous les mots d'ordre fallacieux de la lutte contre le dogmatisme, le sectarisme et l'aventurisme. Mais c'est une vieille tactique connue. La lutte contre le dogmatisme et les dogmatiques a toujours été utilisée par les révisionnistes comme un masque pour lutter contre le marxisme-léninisme, les partis et les communistes qui restent fidèles à leur doctrine révolutionnaire, tout comme la lutte contre le sectarisme et l'aventurisme a été utilisée comme un masque pour écarter les peuples de la lutte et de la révolution, pour les démobiliser et les paralyser, pour préconiser le rapprochement et la conciliation avec les ennemis de classe, pour procéder avec eux à des compromis et à des concessions sans principe et pour capituler devant eux. La lutte que les révisionnistes modernes mènent contre le marxisme-léninisme est une lutte qui touche les questions fondamentales de notre doctrine triomphante; ils s'efforcent de réviser ses principes fondamentaux, de rejeter les lois générales de la révolution et de l'édification socialiste, de proclamer le marxisme-léninisme suranné, de lui enlever son esprit combatif et révolutionnaire, de le transformer en quelque chose d'acceptable et d'inoffensif pour la bourgeoisie et tous les réactionnaires. C'est pourquoi, il est indispensable d'arracher le masque aux révisionnistes, de dénoncer leurs slogans fallacieux et de découvrir leurs véritables desseins. La lutte contre le dogmatisme et le sectarisme ne peut pas être menée à partir des positions du révisionnisme. Seul celui qui lutte résolument contre le révisionnisme est en mesure de mener avec succès la lutte contre le dogmatisme également.

La tendance des révisionnistes à accentuer la lutte contre le marxisme-léninisme et les intérêts du communisme apparaît clairement, de même, dans les processus qui ont lieu dans quelques partis ces temps derniers. Dans ces partis on remarque le phénomène de l'éloignement, surtout des organismes dirigeants, des éléments qui n'appuient pas ou bien qui ne sont pas enthousiastes de la ligne opportuniste et traîtresse du groupe Khrouchtchev-Tito. On les écarte toujours sous le prétexte qu'ils sont, soi-disant, responsables pour les prétendus agissements illégaux au cours de la «période du culte de la personne» ou bien pour le motif de la mutation des cadres. Il apparaît toujours plus clairement que la juste thèse marxiste, qui qualifie d'étrangère la manifestation du culte de la personne dans le mouvement communiste et ouvrier, est utilisée par les révisionnistes pour leurs desseins hostiles. Le prétendu culte de la personne de Staline leur sert d'écran pour liquider les cadres fidèles au marxisme-léninisme, les cadres qui s'opposent au révisionnisme. Les épurations dans les rangs de quelques partis sont accompagnées toujours davantage de «réformes» et de «réorganisations» du parti et de l'économie, sur le plan national et international, dont l'essence, dans bien des cas, rappelle les «réformes», qui ont été effectuées depuis longtemps en Yougoslavie par le groupe révisionniste de Tito.

A la suite des menées des révisionnistes contre les intérêts du socialisme, un processus visible de différenciation se manifeste dans beaucoup de partis : parallèlement au groupe des révisionnistes, qui ont le pouvoir en main, grandit le nombre des simples communistes ayant de la responsabilité, qui, mécontents et révoltés des agissements et de la ligne que suivent les révisionnistes, organisent leur résistance contre le courant révisionniste. Il ne fait pas de doute que les révisionnistes, dans leur voie de la trahison, marcheront avec plus de résolution et ne reculeront pas même devant les mesures de persécution et de poursuite des éléments qui restent fidèles au marxisme-léninisme. C'est ce que prouve la cruauté de leur lutte sur le plan international contre les partis qui défendent hardiment le marxisme-léninisme, c'est ce que prouve l'expérience des dirigeants révisionnistes yougoslaves, qui, dans leur lutte contre les communistes décidés, recourent aux emprisonnements, aux internements dans des camps, aux exécutions sommaires.

Par toutes leurs conceptions et menées, les révisionnistes modernes sont en train de saper l'unité du mouvement communiste et ouvrier international et du camp socialiste, tandis que, par ailleurs, ils accusent les marxistes-léninistes de scissionnistes. D'une part, ils luttent contre l'unité, tandis que, d'autre part, ils réclament, soi-disant, l'unité. Mais de quelle unité parlent les révisionnistes ? Ils demandent une unité malade, une unité tendant à droite, une unité de révisionnistes, basée non pas sur une politique de principe et sur l'idéologie marxiste-léniniste révolutionnaire, mais sur la politique de la capitulation devant l'impérialisme, sur l'idéologie antimarxiste du révisionnisme. Le rapprochement avec la clique de Tito, l'unité avec cette agence de l'impérialisme et le récent discours de N. Khrouchtchev montrent clairement quelle unité envisagent et réclament les révisionnistes. Les marxistes-léninistes sont des combattants décidés pour l'unité, mais pour une unité solide, pure, saine, capable de faire face aux efforts bellicistes des impérialistes et de conduire en avant, hardiment, la lutte révolutionnaire des peuples. Les marxistes-léninistes, en luttant pour l'unité, ont en vue les enseignements et l'exemple de Lénine, qui soulignait toujours que, sans combattre l'opportunisme dans les rangs du mouvement ouvrier, sans l'épurer des révisionnistes, il n'est pas possible de porter jusqu'au bout, avec succès, la lutte contre l'impérialisme.

Chaque jour qui passe confirme la justesse des conclusions des deux Déclarations de Moscou, à savoir que le principal danger du mouvement communiste international n'est pas le dogmatisme, mais le révisionnisme, que ce danger devient toujours plus sérieux et que, si les communistes ne luttent pas contre lui avec la combativité révolutionnaire qui les caractérise, il pourra causer des préjudices encore plus grands à la cause du socialisme, de la juste lutte des peuples et de la paix dans le monde.

Deuxièmement, le front uni est nécessaire aux révisionnistes pour se rapprocher toujours davantage de l'impérialisme, pour ouvrir la voie à une politique internationale «plus large» sur la base des concessions et des compromis «raisonnables», pour créer les conditions nécessaires à la dégénérescence du socialisme, en se basant sur l'expérience et l'exemple yougoslave en ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'impérialisme. Cette tendance, qui a été remarquée auparavant également et qui est soulignée aussi dans le discours prononcé par N. Khrouchtchev devant le Soviet Suprême, a son origine dans les conceptions antimarxistes de N. Khrouchtchev et de son groupe sur l'impérialisme et les leaders de l'impérialisme. Les révisionnistes modernes pensent que la nature agressive de l'impérialisme a changé, que seuls quelques «enragés» et «insensés» veulent la guerre et sont des fauteurs de guerre, que le président Kennedy, au cours de la crise cubaine, s'est montré «sage», «réaliste», «réservé», «préoccupé» du «maintien de la paix» etc. Dès le mois de septembre 1962, dans son article publié dans la revue «Communiste», N° 12, N. Khrouchtchev avait déclaré que, soi-disant, les impérialistes ont renoncé et renoncent à leurs desseins et projets agressifs contre les pays socialistes, qu'ils considèrent sérieusement l'appel à la compétition économique pacifique avec le socialisme, que toutes leurs forces dans la lutte contre le système socialiste mondial ont été concentrées dans le domaine de l'économie, de la politique et de l'idéologie.

N. Khrouchtchev est allé si loin en semant de telles illusions sur les désirs de paix de l'impérialisme, que, dans son récent message adressé à Adenauer, il a déclaré publiquement qu'il soutient totalement les efforts pour la paix déployés par le pape de Rome Jean XXIII. Certes, il se trouvera des gens qui considéreront cette déclaration de Khrouchtchev comme «géniale», comme une «expression de l'élasticité léniniste en politique», comme une «tactique intelligente pour différencier le camp des ennemis», etc. etc. Mais de quelle paix rêve, quelle paix préconise le représentant du Vatican, de ce centre réactionnaire et anticommuniste connu ? Le pape de Rome et tous les représentants du Vatican préconisent la paix chrétienne, la paix entre les pauvres et les riches, entre les classes qui ont été créées par la volonté de Dieu, ils préconisent l'affranchissement des peuples des «hérétiques», ils préconisent le principe de Christ pour l'obéissance sans conditions, à savoir que «si l'on vous frappe sur une joue, offrez l'autre aussi». N. Khrouchtchev aurait-il en vue ce dernier principe de l'Evangile lorsqu'il déclare qu'il soutient totalement les efforts de paix du pape Jean XXIII ?

Avec de telles conceptions antimarxistes, qui expriment le désir subjectif des pacifistes et nullement les conclusions d'une analyse de classe, N. Khrouchtchev, dans son discours du 12 décembre, a «argumenté», en l'érigant aussi en «théorie», la nécessité des concessions et des compromis avec les impérialistes, en tant que base de la politique de la coexistence pacifique. La nécessité des concessions et des compromis justes, réciproques, dans des conditions déterminées, ne peut être niée par aucun

marxiste-léniniste véritable. C'est un enseignement de Lénine. Mais chaque communiste et révolutionnaire est contraire aux compromis unilatéraux semblables à ceux préconisés et appliqués par le groupe de N. Khrouchtchev, qui nuisent aux intérêts fondamentaux des peuples, de la cause de la paix et du socialisme et qui constituent, en fait, une capitulation devant l'ennemi ; il est contre les tentatives visant à présenter la politique de la coexistence pacifique uniquement comme un compromis et rien d'autre, à présenter la politique des concessions et des compromis comme la seule politique juste et comme le seul moyen et la seule voie pour la sauvegarde de la paix et pour l'établissement de la coexistence pacifique.

En suivant cette voie, le groupe de N. Khrouchtchev s'efforce de parvenir à une «atténuation de la tension internationale», à un «apaisement» de la guerre froide sur la base des concessions et des compromis sans principe, afin de créer, ainsi, une fausse situation pacifique, qui peut endormir la vigilance des peuples et mettre en danger sérieusement la cause de la paix et du socialisme.

Dans la réalisation des plans du groupe Khrouchtchev-Tito pour le rapprochement avec l'impérialisme et pour la mise en pratique de la «politique large» avec les impérialistes, au détriment des intérêts du communisme, sans doute un rôle particulier sera joué par l'agence de l'impérialisme, le groupe traître de Tito, en tant qu'intermédiaire pour de nouvelles machinations politiques entre N. Khrouchtchev et Kennedy. Ces machinations peuvent être suivies par quelque réunion putschiste caractérisée par des attaques violentes contre les partis qui se maintiennent fermement sur les positions du marxisme-léninisme. Il ne faut pas oublier que Tito lui-même, dans son interview au journaliste américain D. Pearson au mois d'août 1962, en découvrant le but final des révisionnistes, a dit que «notre voie» c'est celle de l'intégration économique et politique du monde et que, au sujet de toutes les questions, il allait s'entretenir aussi bien avec Khrouchtchev qu'avec Kennedy. Il souligna que «le premier ministre Khrouchtchev sait apprécier les opinions et j'ai remarqué cela chez les personnalités dirigeantes américaines également».

Le front uni Khrouchtchev-Tito se prépare pour de nouvelles menées, pour de nouvelles trahisons, pour de nouvelles attaques au camp socialiste, au communisme. Mais il échouera sûrement, parce que notre siècle est le siècle du léninisme, le siècle où destinées de l'humanité et des peuples ne dépendent pas des machinations et des chancelleries impérialistes et révisionnistes, mais des peuples eux-mêmes. Les peuples, les communistes et les révolutionnaires véritables sont vigilants et, dans ces moments décisifs, par leur lutte, ils feront échouer les plans dangereux des différents ennemis du communisme, ils porteront en avant la cause de la paix et du socialisme, en écrasant implacablement aussi bien les fauteurs de guerre impérialistes que leurs alliés, les laquais révisionnistes.

La «politique large» dans les relations avec les impérialistes, la politique des «concessions» et des «compromis raisonnables», que cherche à mettre en œuvre N. Khrouchtchev, la politique qui tend à frayer la voie du rapprochement avec les impérialistes, s'est manifestée au mieux au cours de l'évolution de la crise cubaine. Là-bas est apparu aussi d'une manière parfaitement claire le caractère dangereux de cette politique pour les destinées du socialisme et de la paix mondiale elle-même. Les peuples et les révolutionnaires dans différents pays, les communistes honnêtes, ont vu en pratique l'attitude déséquilibrée du groupe de N. Khrouchtchev, sa capitulation et son recul devant les chantages de l'impérialisme américain. Le prestige du groupe révisionniste de N. Khrouchtchev a reçu un coup sérieux. C'est précisément pour cette raison, afin de justifier sa politique opportuniste et traïtresse et de rétablir le prestige perdu, que, dans la plus grande partie de son discours, N. Khrouchtchev s'est concentré sur l'évolution de la crise dans la mer des Caraïbes, en exposant aussi les «arguments» relatifs en vue de prouver que l'attitude adoptée était conforme aux intérêts de la paix et du socialisme.

Dans son discours du 12 décembre 1962, N. Khrouchtchev a souligné que, soi-disant, les peuples du monde saluent l'attitude soviétique comme une attitude «prudente», qui a sauvé «Cuba et le monde d'une catastrophe thermonucléaire», etc. Mais si tous les peuples du monde saluent avec tant d'enthousiasme l'attitude de N. Khrouchtchev, pourquoi a-t-il éprouvé le besoin de s'arrêter si longtemps dans l'explication détaillée de la crise des Caraïbes ? Si tout est clair et en règle, pourquoi a-t-on discuté cette question dans tous les congrès des partis, dans les plénums des CC, ou bien dans les conférences nationales et régionales, pourquoi y a-t-on approuvé des résolutions spéciales par

lesquelles est «soutenue» l'attitude de N. Khrouchtchev ? La propagande des révisionnistes traite la question de «l'élasticité» de N. Khrouchtchev dans la crise cubaine d'une manière si tapageuse qu'elle crée l'impression que tout avait été préparé soigneusement, afin d'ouvrir ainsi la voie à de nouveaux «compromis» dans l'avenir. Mais abstraction faite du vacarme assourdissant, les peuples et les vrais révolutionnaires ont constaté nettement, au cours de la crise cubaine, le danger des acrobaties politiques de N. Khrouchtchev et de ses tendances opportunistes et traîtresses vers la capitulation et les compromis avec l'impérialisme, sans tenir compte ni de la souveraineté des peuples, ni du danger qui menace la paix mondiale dans l'avenir.

La crise dans la mer des Caraïbes a montré une fois de plus que l'impérialisme américain est la principale citadelle de l'agression et de la guerre, l'ennemi le plus cruel des pays socialistes et des peuples, qui, pour réaliser ses propres desseins réactionnaires et rapaces, n'hésite pas à entreprendre les aventures les plus dangereuses et à pousser le monde vers une nouvelle guerre. Et les agissements agressifs contre Cuba socialiste ne furent pas entrepris seulement par quelques «enragés» et «insensés», comme cherche à présenter les choses N. Khrouchtchev, mais par le gouvernement même des Etats-Unis d'Amérique, avec en tête le président Kennedy, d'une manière tout à fait consciente et préméditée. En fait, un beau jour, au mois d'octobre 1962, l'impérialisme américain, avec l'impudence et l'arrogance connues des fomentateurs de guerre, décida de dicter à un peuple souverain, au peuple cubain frère, quelles armes il doit posséder pour sa défense et quelles armes il ne doit pas posséder, de qui il doit en recevoir et de qui il ne doit pas en recevoir. Le peuple et le Gouvernement cubains se virent imposer sous forme d'ultimatum ou bien d'éloigner les armes défensives du territoire cubain et de tolérer aussi le contrôle des impérialistes sur le territoire de Cuba, ou bien les Etats-Unis d'Amérique allaient attaquer. Et on établit le blocus maritime autour de Cuba. Le droit souverain d'un peuple fut foulé aux pieds. Les Etats-Unis d'Amérique s'arrogeaient ainsi le droit de dicter à autrui leur volonté, aujourd'hui à Cuba, demain à quelque autre pays.

En face de cet acte arbitraire et de banditisme de l'impérialisme américain on adopta deux attitudes. Contre l'agression américaine se mobilisa l'héroïque peuple cubain, qui, sous la direction du camarade Fidel Castro, avec le mot d'ordre combatif «La Patrie ou la mort ! Nous vaincrons !», se souleva comme un seul corps pour défendre son indépendance, la souveraineté et la dignité nationales, se dressèrent les peuples du monde, se souleva tout entière l'opinion publique internationale. Ceux qui ont confiance dans la force des peuples, dans le rôle des masses et qui apprécient leur action, ne peuvent pas ne pas aboutir à la conclusion que c'est bien l'attitude inflexible, révolutionnaire et pleine de dignité du peuple cubain et de ses dirigeants, avec le camarade Fidel Castro en tête, et la solidarité du camp socialiste et de tous les peuples, qui ont obligé l'impérialisme américain à battre en retraite, à se freiner et à renoncer à son aventure dangereuse. C'est là le facteur décisif qui a eu pour résultat d'écarter le danger immédiat de l'agression contre Cuba et de la guerre.

Le groupe de N. Khrouchtchev, dans l'évolution de la crise cubaine, a suivi la voie des concessions et de la capitulation, la voie de la solution du problème en acceptant en fait comme un droit incontestable de l'impérialisme américain le droit à dicter à autrui sa volonté, à fouler aux pieds leur souveraineté. En sous-estimant la force des peuples, en surestimant les forces de l'impérialisme et pour prouver devant le président Kennedy combien il est large à l'égard de l'impérialisme, à quel point pacifiste, N. Khrouchtchev a retiré les fusées et les avions qui, à son avis, semblaient être la cause ayant engendré la crise, il accepta le droit des Etats-Unis d'Amérique au contrôle. Selon N. Khrouchtchev, les deux parties ont cédé. En quoi a cédé N. Khrouchtchev est une chose plus que claire. Il est clair aussi quelle «concession» ont faite les Etats-Unis d'Amérique. Suivant les propagandistes de N. Khrouchtchev, Kennedy a donné la garantie qu'il n'interviendra pas militairement à Cuba. Mais peut-on appeler cela une concession ? C'est à bon droit que le président de Cuba, le camarade O. Dorticos, a dit : «... Si l'on considère la non-intervention militaire comme une garantie, cela signifie créer un précédent dangereux, qui conduirait au droit à l'intervention armée. Si l'on renonçait au droit souverain de posséder telle ou telle arme en échange du renoncement des Etats-Unis à l'intervention militaire, alors l'intervention militaire dans notre pays pourrait être considérée comme un droit souverain des Etats-Unis, auquel ils peuvent renoncer... Nous n'accepterons jamais et personne peut accepter ce droit à l'intervention armée».

Ainsi donc, tel est le «compromis raisonnable» effectué par N. Khrouchtchev, qui, à son avis, a sauvé Cuba et la paix mondiale et contenta toutes les parties. Comme le dit si bien un proverbe russe, «Les loups se rassasièrent et, de leur côté, les brebis ne subirent aucun dommage !» C'est en vain que N. Khrouchtchev s'efforce de dissimuler ce qui ne peut pas l'être : sa capitulation honteuse en face du chantage atomique de l'impérialisme américain, sans hésiter à sacrifier aussi la souveraineté des peuples et les intérêts du socialisme dans les différents pays.

N. Khrouchtchev cherche à tirer profit des événements de Cuba pour ses desseins antimarxistes. Il désire semer des illusions comme quoi le danger de l'agression contre Cuba et de la guerre a été écarté, que la paix s'est renforcée et que la voie pour la solution pacifique de tous les importants problèmes internationaux s'est ouverte, étant donné que l'attitude «résolue» de N. Khrouchtchev a, soi-disant, freiné les auteurs de guerre impérialistes, les a, soi-disant, obligés à reculer et à devenir raisonnables. En réalité, l'évolution des événements après la crise cubaine montre que non seulement l'impérialisme américain n'est pas devenu raisonnable, mais, au contraire, il est devenu plus dangereux et est mû par un appétit toujours plus grand. Les impérialistes agissent avec plus d'énergies pour la préparation de la guerre et des complots contre les peuples. Les impérialistes américains et leur président, en prenant courage des événements de Cuba, s'efforcent à présent avec plus d'obstination à implanter leur hégémonie dans le monde et sur leurs alliés de l'OTAN.

Premièrement, le danger de l'invasion de Cuba par l'impérialisme américain persiste, indépendamment de la déclaration vague et souvent démentie du président Kennedy pour ne pas entreprendre d'intervention armée contre lui. En fait, même dans l'interview du 17 décembre 1962, même à la rencontre qu'il eut avec les ex-prisonniers contre-révolutionnaires cubains, qui retournèrent aux Etats-Unis d'Amérique le 29 décembre 1962, Kennedy n'a pas manqué de parler de la «libération» de Cuba, de la nécessité de la préparation contre le «régime communiste de Castro», etc. etc. Les véritables garanties pour empêcher l'intervention militaire de l'impérialisme américain à Cuba, se ramènent à l'application des cinq revendications de Fidel Castro. Dans la Déclaration commune de la direction de l'UOR et du Gouvernement cubain, en date du 25 octobre 1962, il est dit à juste titre : «Nous n'avons pas confiance dans la promesse vague de ne pas nous attaquer. Il nous faut des faits. Et les faits dont nous avons besoin sont mentionnés dans nos revendications de cinq points».

Deuxièmement, comme N. Khrouchtchev lui-même a été obligé de l'admettre dans son discours au Soviet Suprême, après les événements de Cuba, beaucoup d'hommes d'Etat aux Etats-Unis d'Amérique, Adenauer et d'autres en Allemagne Occidentale, Hume en Angleterre, ainsi que beaucoup de personnalités du monde occidental, ont fait et font des déclarations préconisant que, à l'égard de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, il faut suivre résolument une «politique forte», que les questions restées en suspens doivent être réglées au détriment et par les concessions d'une seule partie, que, étant donné les enseignements tirés de l'affaire cubaine, l'Union Soviétique doit faire des concessions, à propos de tout, au bloc de l'OTAN, etc. Telles sont les conclusions qu'ont tirées les milieux impérialistes de ce «compromis raisonnable». Il ressort très clairement que la politique des flatteries et des concessions sans principe ne rend les impérialistes ni plus raisonnables ni plus pacifiques.

Mais les milieux impérialistes ne se contentent pas de paroles et de déclarations seulement, ils ont entrepris et entreprennent des actions pratiques aussi. Après les événements des Caraïbes, les efforts des impérialistes pour la préparation de la guerre se sont exprimés clairement dans les conversations Kennedy-MacMillan, à la suite desquelles l'Angleterre sera dotée de fusées «Polaris», en se plaçant ainsi toujours davantage sous la dépendance de l'impérialisme américain. Dans sa récente interview, le président Kennedy a annoncé par ailleurs que le budget militaire des Etats-Unis d'Amérique sera porté de 52 milliards de dollars, chiffre actuel, à 60 ou 65 milliards de dollars l'année prochaine et il exigea que les autres alliés de l'OTAN s'engagent également dans la même voie. Enfin, aussitôt après la crise dans la zone des Caraïbes, les impérialistes et, en premier lieu, les impérialistes américains et anglais, ont annoncé publiquement leur participation directe à l'agression frontalière contre la République Populaire de Chine, en incitant ouvertement les milieux réactionnaires indiens et en leur promettant et envoyant des fournitures d'aide en armes et du personnel militaire.

Quels que soient les efforts de N. Khrouchtchev pour embellir les impérialistes, pour semer parmi les masses des illusions sur un Kennedy «pacifique» et «prudent», en lançant ses foudres grandiloquentes rien que sur les «enragés» du type d'Adenauer, il ne peut pas tromper les peuples, qui savent qu'Adenauer et Kennedy sont tous les deux des ennemis de la paix et de l'humanité, que Kennedy est l'inspirateur d'Adenauer et que, pour défendre la paix mondiale, il faut se montrer vigilant aussi bien à l'égard des menées bellicistes de Kennedy, d'Adenauer et de tous leurs alliés, qu'à l'égard des machinations et des collusions du groupe Khrouchtchev-Tito avec les impérialistes pour créer de fausses situations pacifiques.

N. Khrouchtchev cherche à présenter les choses comme si le sauveur de la paix c'est lui en personne, que dans l'avenir également les peuples doivent fonder tous leurs espoirs sur N. Khrouchtchev, qui, par son «élasticité», en s'entendant avec le président Kennedy, peut assurer l'atténuation de la tension internationale, la sauvegarde et le renforcement de la paix.

Tandis que les événements de Cuba et l'éloignement du danger immédiat de l'agression américaine ont montré au mieux le rôle et l'importance décisive des peuples eux-mêmes et de la solidarité internationale pour la défense de la paix, N. Khrouchtchev sous-estime le rôle des masses populaires, il craint la force et la résolution des peuples à défendre leurs propres destinées. Il ressort de son discours que les protestations des peuples, leur solidarité internationaliste, ne sont autre que des «déclarations grandiloquentes», qui «n'ont pas affaibli les forces impérialistes et n'ont pas facilité la position de Cuba». Cette attitude de N. Khrouchtchev a à son origine le fait qu'il cherche à avoir la main libre en ces marchandages avec les impérialistes, qu'il cherche à ce que les masses suivent et approuvent sans réserve chacun de ses «compromis», chacun de ses accords avec les impérialistes. Cela a été exprimé d'une manière très claire par le ministre des affaires étrangères de l'Union Soviétique A. Gromyko qui a dit : «...si l'harmonie règne entre le chef du Gouvernement Soviétique, N. Khrouchtchev, et le président des Etats-Unis, Kennedy, sera trouvée la solution des problèmes internationaux dont dépendent les destinées de l'humanité». Il est clair que ce point de vue dangereux n'a rien de commun avec le marxisme-léninisme. La Déclaration de Moscou de l'année 1960 souligne: «Lutter pour la paix aujourd'hui signifie montrer une très grande vigilance, démasquer sans cesse la politique de l'impérialisme, suivre avec une grande attention les intrigues et les machinations des fauteurs de guerre, diriger la sainte colère des peuples contre ceux qui suivent la politique du déclenchement de la guerre, signifie rehausser l'organisation de toutes les forces pacifiques, multiplier continuellement les initiatives actives des masses pour la défense de la paix». Partout on met l'accent sur les masses, sur les peuples, sur leur rôle décisif. Nulle part on ne qualifie leurs actes de «déclarations grandiloquentes». Nulle part il n'est dit que les destinées de la paix mondiale se trouvent aux mains de deux personnalités. Et il ne peut en être autrement. Le marxisme-léninisme, sans nier le rôle des personnalités, enseigne que la principale force de l'histoire ce sont les masses, les peuples et non pas les personnalités, si éminentes qu'elles soient ou bien quelles que soient leurs fonctions. Tels sont les enseignements les plus élémentaires du marxisme-léninisme, mais N. Khrouchtchev, avec son zèle révisionniste et pour ses objectifs futurs, s'efforce de les rejeter comme sans valeur.

Si étonnant que cela puisse paraître, dans son discours du 12 décembre N. Khrouchtchev a déclaré que «fauteurs de guerre» sont, soi-disant, «les dogmatiques» et «les sectaires», qu'ils ont voulu précipiter le monde dans le feu de la guerre thermonucléaire, en cherchant de la sorte, d'une part, à discréditer aux yeux des peuples les partis marxistes-léninistes et les pays socialistes qui luttent résolument contre l'agression et les fomentateurs de guerre impérialistes, qui appuient sans réserve la lutte révolutionnaire des peuples pour la libération du joug de l'impérialisme, ou bien qui s'opposent aux efforts néo-colonialistes des impérialistes, et, d'autre part, à laisser entendre aux impérialistes que, pour se rapprocher d'eux, non seulement il peut se séparer des «dogmatiques», mais peut justifier aussi plus tard tout agissement de l'impérialisme contre ces «aventuriers», qui, par leur «obstination» et leur «intransigeance», sont la cause même de toutes les conséquences.

Afin de rendre plus ou moins acceptable son accusation banale que, soi-disant, les prétendus «dogmatiques» s'efforcent de pousser l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale, N. Khrouchtchev tente de lui trouver une base «théorique», en alléguant qu'ils «ne croient pas à la possibilité de la victoire du socialisme et du communisme dans les conditions de la coexistence pacifique avec le

capitalisme», qu'ils «veulent résoudre la question du triomphe du communisme sur le capitalisme au moyen de la guerre, en supprimant des millions et des millions d'hommes».

Les vrais marxistes-léninistes n'ont jamais été et ne peuvent jamais être pour le triomphe du socialisme au moyen de la guerre entre Etats. Ils se conforment strictement au point de vue selon lequel la révolution ne peut pas être exportée. La guerre entre Etats n'est nullement indispensable pour le triomphe du socialisme. La question du triomphe du socialisme dans les différents pays est une question intérieure de chaque pays, qui est réglée par les forces révolutionnaires de chaque peuple, lorsque pour cela ont mûri les conditions favorables. Jusqu'à hier, l'accusation selon laquelle les pays socialistes et les partis communistes sont pour l'exportation de la révolution au moyen de la guerre a été lancée seulement par les milieux les plus réactionnaires et les plus bellicistes de l'impérialisme, qui s'efforcent de justifier de la sorte leurs menées agressives contre les pays socialistes et leurs représailles contre les partis communistes et ouvriers, contre tout mouvement progressiste. En répétant ces accusations, N. Khrouchtchev légalise ces justifications des impérialistes et, sans doute, il a ses propres intentions et raisons pressantes pour faire cela.

Les marxistes-léninistes sont également contre la thèse antimarxiste de N. Khrouchtchev selon laquelle le triomphe du socialisme peut être assuré à l'aide de la compétition économique entre les deux systèmes et à l'aide de la politique de la coexistence pacifique. Bien entendu, dans les conditions où le monde est divisé entre deux systèmes contraires, aucun marxiste-léniniste ne peut nier la nécessité et l'importance de la compétition économique et de la coexistence pacifique entre eux. Les succès des pays socialistes dans la compétition économique avec le capitalisme et la politique de la coexistence pacifique, si elle est conçue et appliquée d'une manière juste, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, ont également une grande importance pour la lutte révolutionnaire et de libération nationale des peuples, elles créent des conditions et des possibilités favorables pour la poursuite avec succès de cette lutte, pour le triomphe du socialisme dans différents pays. Mais, malgré cela, le facteur décisif pour le triomphe du socialisme c'est la révolution, la lutte résolue des travailleurs contre l'oppression et l'exploitation capitalistes. C'est précisément cette lutte qui transforme en une réalité les possibilités favorables créées par l'existence du système socialiste mondial et par ses succès dans la compétition économique avec le capitalisme. Tandis que le fait de souligner d'une manière unilatérale rien que le rôle et l'importance de la compétition économique et de la politique de la coexistence pacifique, en les considérant comme la «baguette magique» pour la solution de tous «les problèmes vitaux qui se posent devant la société» et, sous ce prétexte, freiner la lutte révolutionnaire et de libération des peuples, ne pas lui apporter tout le soutien et l'appui voulus, sans réserve et sans hésitation, comme le font, en fait, N. Khrouchtchev et ses adeptes, ce fait, donc, signifie ne pas avoir confiance dans la force des peuples, dans leur lutte révolutionnaire, ne pas avoir confiance dans le triomphe du socialisme.

Ainsi donc, dans tous les domaines N. Khrouchtchev tend ouvertement la main aux impérialistes et tourne le dos aux intérêts de la révolution, du marxisme-léninisme, des peuples. Par l'identité de vue et par l'unité d'action avec les révisionnistes yougoslaves, il ouvre la voie à de nouvelles menées au détriment du communisme et des peuples. Le temps montrera très nettement comment vont se dérouler les événements et jusqu'à quel point le groupe Khrouchtchev-Tito réussira à mettre en pratique ses plans. Mais indépendamment de cela, une chose est certaine : les peuples, les marxistes-léninistes, les révolutionnaires véritables, de leur côté, ne resteront pas les bras croisés. Ils luttent et lutteront avec toujours plus de résolution, aussi bien contre les plans bellicistes de l'impérialisme, qui est l'ennemi numéro un des peuples, ainsi que contre les complots et l'activité antimarxiste des renégats du communisme. Les peuples, les marxistes-léninistes et les révolutionnaires véritables, en fin de compte, triompheront. Le drapeau de la juste cause, du marxisme-léninisme, de la révolution n'a été et ne sera jamais baissé par aucun ennemi et traître. Il a flotté et flottera toujours victorieux.

Le Parti du Travail d'Albanie a lutté et lutte courageusement contre la politique traîtresse du groupe révisionniste Khrouchtchev-Tito. Il a toujours cherché et cherche à défendre la pureté du marxisme-léninisme, les intérêts du socialisme et du communisme, l'unité marxiste-léniniste du mouvement communiste et ouvrier international, en se basant totalement sur les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960.

L'attitude et la lutte de principe de notre Parti ont toujours été accueillies avec dépit et hostilité par les révisionnistes modernes, aussi bien par la clique renégate de Tito que par le groupe de N. Khrouchtchev. Voilà pourquoi les révisionnistes modernes ont dirigé et dirigent tout le feu de leur haine contre notre Parti, en recourant à n'importe quel moyen: aux pressions, aux calomnies les plus monstrueuses, aux plus basses accusations, aux appels contre-révolutionnaires et à l'organisation des complots. Mais toutes ces visées n'ont pas eu et n'auront pas de succès, parce que notre Parti marxiste-léniniste ne se laisse pas intimider ou vaincre. Il est indissolublement lié à son peuple et jouit de la sympathie et de l'appui des différents peuples, des communistes et des révolutionnaires des divers pays, auxquels il est lié par la solidarité internationaliste.

Dans son discours du 12 décembre 1962 également, N. Khrouchtchev a consacré beaucoup de place aux calomnies et aux attaques contre le Parti du Travail d'Albanie, en se servant à cette fin d'un riche vocabulaire de vagabonds. Il ne vaut pas la peine de nous occuper ici de tout ce qu'a dit N. Khrouchtchev contre nous, s'il n'y avait pas quelques questions ayant trait aux conceptions révisionnistes de N. Khrouchtchev lui-même et qui mettent en lumière ses intentions futures contre le Parti du Travail d'Albanie.

Entre autres, dans son discours N. Khrouchtchev a déclaré que, soi-disant, le Parti du Travail d'Albanie est instruit et incité par quelques «méchantes langues» à «insulter l'organisation mère le Parti Communiste de l'Union Soviétique». Pour ce travail elles paient, soi-disant, au Parti du Travail d'Albanie trois kopeks. Quelques jours avant N. Khrouchtchev, au Congrès du Parti Communiste Italien, P. Togliatti a appelé notre Parti «haut-parleur des Chinois».

Le Parti du Travail d'Albanie est un parti indépendant et aux droits égaux dans le mouvement communiste et ouvrier international. Il a ses points de vue qui correspondent aux enseignements triomphants du marxisme-léninisme, aux Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960 et aux intérêts de l'édification du socialisme dans notre Patrie. Ces points de vue ont été et sont toujours exprimés par le Parti du Travail d'Albanie courageusement, sans qu'il ait besoin d'être «instruit» par qui que ce soit ou bien «d'obéir» à qui que ce soit. Dans toute son existence révolutionnaire, par sa lutte, par sa ligne et son attitude, le Parti du Travail d'Albanie a prouvé qu'il ne s'est jamais livré, avec personne, à des spéculations aux dépens des principes du marxisme-léninisme, qu'il n'est jamais devenu le haut-parleur d'autrui, qu'il ne s'est jamais vendu ni aux impérialistes, ni aux renégats du marxisme-léninisme ou à quelqu'un d'autre, et le groupe de N. Khrouchtchev a eu l'occasion de s'en convaincre parfaitement.

Notre pays socialiste, pour les besoins de l'édification économique et culturelle, a reçu des crédits et des aides multilatérales internationalistes seulement de l'Union Soviétique, de la République Populaire de Chine et des autres pays du camp socialiste. Et à cet égard nous sommes reconnaissants aux peuples frères de ces pays. A présent, après le blocus économique, établi par le groupe de N. Khrouchtchev dans un but vindicatif, notre pays continue à recevoir des aides et des crédits internationalistes de la République Populaire de Chine seulement. Ces crédits et aides sont accordés à la République Populaire d'Albanie sans aucun intérêt et sans aucune condition pouvant porter atteinte, tant soit peu, à l'indépendance et à la souveraineté de notre pays ou de notre Parti. Et cela est en étroite corrélation avec le fait que le PTA et le PC de Chine sont des partis marxistes-léninistes et profondément internationalistes. Le Parti Communiste de Chine n'a rien de commun avec les tendances chauvines de grande puissance, avec la tendance à imposer ses points de vue et sa ligne aux autres partis et pays. Il se maintient fermement sur les positions de l'internationalisme prolétarien, défend avec persévérance les principes de l'égalité, de l'indépendance et des consultations dans un esprit de camaraderie dans les relations avec les partis frères et les pays socialistes frères et leur accorde toute son aide et tout son appui internationaliste. En parlant des «trois kopeks» et des «méchantes langues» il semble que N. Khrouchtchev juge les autres à sa propre mesure, à la mesure de chauvin de grande puissance, selon lequel seuls les grands partis et pays, ceux possédant un grand potentiel économique, politique et militaire, ont le droit d'avoir leurs propres points de vue et de les imposer à autrui au moyen des «aides» et des crédits. Tandis que les petits pays et partis, selon le chauvin N. Khrouchtchev, ne peuvent pas avoir leurs points de vue. Etant donné qu'ils reçoivent des aides et des crédits internationalistes des grands Etats socialistes, ils sont considérés comme des vendus et des hauts-parleurs de celui qui leur accorde ces aides et crédits. C'est de cette façon que N. Khrouchtchev

conçoit, les relations entre pays socialistes et entre partis frères. C'est de cette manière qu'il conçoit le principe de l'égalité et de l'indépendance des partis frères. Si l'on suit cette logique antimarxiste, faudrait-il penser que tous les pays socialistes qui reçoivent des aides et des crédits de l'Union Soviétique sont vendus à N. Khrouchtchev ? De même, faudrait-il penser, que, lorsque le Gouvernement Soviétique aidait notre pays, N. Khrouchtchev se proposait de nous acheter ? Il est plus que clair que par de telles conceptions, N. Khrouchtchev ne fait autre que se joindre au chœur de la propagande réactionnaire bourgeoise, qui a toujours mené et mène un tapage assourdissant dans ce sens, afin de discréditer le système socialiste et les principes élevés de l'internationalisme prolétarien.

En ce qui concerne notre attitude envers l'Organisation mère le Parti Communiste de l'Union Soviétique, cette attitude est immuable. Notre Parti et notre peuple ont considéré, considèrent et considéreront toujours le Parti Communiste de l'Union Soviétique comme une organisation mère et ont eu et ont pour lui le plus grand respect et affection. N. Khrouchtchev a beau s'identifier avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique et semer l'hostilité entre les deux partis frères, entre les deux peuples frères, les deux pays socialistes. Le groupe de N. Khrouchtchev, avec ses points de vue antimarxistes, ne représente aucunement les opinions et les sentiments nobles du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Au contraire, il a trahi les traditions révolutionnaires et internationalistes, sa glorieuse voie et ses idéaux élevés. Notre Parti a toujours fait la distinction nécessaire et n'a jamais confondu le groupe de N. Khrouchtchev avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique. Voilà pourquoi ses critiques ont toujours été dirigées uniquement contre le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev, qui est un mal passager dans le corps sain du Parti Communiste de l'Union Soviétique, du grand Parti de Lénine et de Staline.

Dans son discours du 12 décembre N. Khrouchtchev a accusé le Parti du Travail d'Albanie de «fauteur de guerre», de provocateur qui voulait acheminer «l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique dans la guerre et rester lui-même à l'écart». En calomniant d'une façon si monstrueuse, en soutenant la thèse antimarxiste connue de E. Kardelj selon laquelle le danger de guerre peut venir de la part des pays socialistes également, N. Khrouchtchev a principalement en vue sa stratégie du rapprochement avec les impérialistes, dont nous avons parlé plus haut. Mais, dans le même temps, en se livrant à des calomnies si absurdes, N. Khrouchtchev suit aussi d'autres objectifs. Il cherche à tout prix à entacher et à discréditer également notre Parti aux yeux des peuples, il s'efforce, par ailleurs, de contenter ses amis, les révisionnistes yougoslaves, qui, pour justifier leurs desseins et agissements hostiles et diversionnistes contre notre Patrie, ont parlé depuis longtemps de notre pays comme s'il s'agissait d'un fauteur de guerre, d'un pays «qui trouble la paix» dans les Balkans, etc. etc.

Notre Parti et notre Gouvernement ont toujours suivi et suivent une politique extérieure pacifique qui répond aux intérêts de la sauvegarde de la paix dans le monde et dans les Balkans, ainsi qu'aux intérêts de notre petit pays socialiste. Nous avons lutté et luttons pour le renforcement des relations fraternelles, d'assistance et de collaboration réciproques, basées sur les principes de l'internationalisme prolétarien, avec tous les pays du camp socialiste ; nous avons travaillé et travaillons pour l'établissement des relations d'amitié et de respect réciproque avec tous les Etats à différents systèmes sociaux et, en particulier, avec les pays voisins, sur les bases de la coexistence pacifique ; nous avons appuyé et appuyons sans réserve la lutte de libération nationale des peuples pour la conquête de la liberté et de l'indépendance, des peuples qui résistent à l'agression et aux interventions des impérialistes et des colonisateurs ; nous avons appuyé et appuyons activement les efforts des peuples et de tous les hommes progressistes pour le triomphe de la paix dans le monde entier. Cette ligne claire de la politique suivie par notre Parti et notre Gouvernement se manifeste dans toute notre activité concrète, elle a donné des résultats positifs et a suscité l'affection, la sympathie et le respect chez tous les peuples pacifiques. Cette ligne politique de notre Parti et de notre Gouvernement s'est exprimée, de même, clairement dans l'attitude qu'ils adoptèrent au cours de la crise cubaine. Malgré les accusations de N. Khrouchtchev tout le monde sait que ce n'est pas l'Albanie qui suscita la crise dans la mer des Caraïbes. Quand à la manière dont surgit cette crise, Kennedy et N. Khrouchtchev la connaissent mieux que quiconque. Serait-ce à nous de porter la responsabilité pour leurs actions ? Nous n'avons ni provoqué ni incité quelqu'un pour des conflits et pour la guerre. Ce que nous avons fait et continuons de faire consiste en ceci : comme tous les marxistes-léninistes et l'humanité progressiste tout entière, nous avons condamné et condamnons résolument les agissements piratesques de l'impérialisme

américain ; nous avons appuyé et appuyons de toutes nos forces le peuple cubain dans sa juste lutte, nous nous sommes solidarisés sans réserve avec l'attitude révolutionnaire ferme du Gouvernement Cubain, avec en tête le camarade Fidel Castro, en la considérant comme l'unique attitude juste dans l'intérêt du peuple cubain et de la cause de la paix dans le monde ; nous avons critiqué et critiquons les attitudes et les menées nuisibles de N. Khrouchtchev, ses marchandages avec l'impérialisme américain et sa capitulation honteuse devant le chantage impérialiste.

Et pour cette attitude N. Khrouchtchev nous accuse de provocateurs et de fauteurs de guerre ! Faudrait-il, par hasard, pour ne pas être des «provocateurs» et des «fauteurs de guerre», renoncer à la dénonciation de l'impérialisme américain, de sa politique agressive et belliciste, faudrait-il répandre des illusions à son sujet, faudrait-il adresser des flatteries et des éloges à Kennedy ? Faudrait-il, pour cela, renoncer à l'appui ferme à la lutte de libération nationale et révolutionnaire des peuples, renoncer à la solidarité internationaliste prolétarienne et faudrait-il exercer sur eux des pressions pour qu'ils s'écartent de cette lutte et capitulent en face de l'impérialisme ? Pour ne pas être des «provocateurs» et des «fauteurs de guerre», devrions-nous à présent accepter comme un «principe du marxisme» les marchandages avec l'impérialisme et la soumission, la peur et la capitulation devant lui comme la voie pour assurer la paix ? Si tout cela constitue des «attitudes marxistes», alors qu'est-ce qu'on devra appeler attitudes antimarxistes et révisionnistes ?

Chaque fois que les révisionnistes se trouvent en mauvaise posture en face des faits indéniables qui démasquent leur activité, ils lancent des calomnies contre notre Parti et l'accusent de «fauteur de guerre», de «dogmatique», «d'aventurier», etc. etc. C'est de cette façon qu'ont agi depuis plusieurs années les révisionnistes yougoslaves, c'est de cette façon qu'agit aussi le groupe de N. Khrouchtchev. Mais il est difficile de tromper qui que ce soit par des calomnies et des accusations aussi grossières. Tous les peuples, les communistes et les révolutionnaires du monde se rendent compte clairement qu'il est tout à fait absurde d'accuser de fauteur de guerre un petit peuple, tel que le peuple albanais, qui a éprouvé plus d'une fois à ses dépens ce qu'est la guerre et qui, en cas d'une nouvelle guerre, subirait des destructions et des pertes colossales. Il est d'autant plus absurde d'accuser les Albanais de s'être fixé, soi-disant, pour but d'engager dans la guerre l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, tandis qu'eux, ils se tiendraient à l'écart (!) Ce que peut inventer l'esprit du calomniateur !

L'expérience de la lutte contre de nombreux ennemis a appris à notre peuple que, chaque fois que les ennemis ont préparé des plans et des complots contre la liberté et l'indépendance de notre pays, ils ont organisé d'abord des campagnes de calomnies et d'attaques dénigrantes contre notre Parti, contre la politique de notre Gouvernement, contre notre pouvoir populaire. C'est de cette manière qu'ont agi toujours les révisionnistes yougoslaves. C'est de cette façon qu'ils ont agi aussi au moment où ils préparaient leur complot contre la République Populaire d'Albanie en collaboration avec la 6e Flotte américaine, avec les monarcho-fascistes grecs et avec quelques traîtres albanais, complot que nous avons dénoncé et écrasé en temps voulu. Nous ne pouvons pas oublier les inspirateurs, les liens et les participants de ce complot.

Notre attention ne peut pas ne pas être attirée par le fait que, dans son discours du 12 décembre, N. Khrouchtchev, alors qu'il a défendu avec passion la clique renégate de Tito, s'est attaqué avec autant de fureur au Parti du Travail d'Albanie, en l'accusant de vouloir, soi-disant, introduire «les lois bestiales du monde capitaliste», «la morale des bêtes sauvages» dans les relations avec les partis communistes et ouvriers et avec les pays socialistes, en prétendant que les Albanais sont prêts «à déchiqueter les communistes yougoslaves pour leurs erreurs». Nous ne nous arrêterons pas ici pour prouver à quel point monstrueuses sont les accusations de ce genre, pas plus que pour montrer que précisément N. Khrouchtchev en personne et ses alliés, les titistes yougoslaves, et personne d'autre, ont eu et ont recours aux «lois bestiales du monde capitaliste» et à la «morale de bêtes sauvages» dans leurs relations avec l'Albanie et avec le peuple albanais. Parce qu'on sait que ce ne sont pas les Albanais, mais le groupe de N. Khrouchtchev qui a établi le blocus économique contre la RP d'Albanie; que ce n'est pas l'Albanie, mais le groupe de N. Khrouchtchev qui a rompu les relations diplomatiques avec la RP d'Albanie ; ce n'est pas le PTA, mais le groupe de N. Khrouchtchev qui a fait appel à la contre-révolution en Albanie ; ce n'est pas l'Albanie, mais les révisionnistes yougoslaves qui ont organisé et organisent contre notre pays des complots et des actes de diversion, qui tendent à renverser le pouvoir populaire en Albanie.

La seule énumération de ces faits suffit à attester qui a érigé en loi pour soi-même «la morale de bêtes sauvages», qui s'est placé, à l'égard de l'Albanie, dans une position identique à celle des impérialistes américains à l'égard de Cuba.

Mais nous allons nous arrêter sur une autre question. Pour quel motif, donc, N. Khrouchtchev a-t-il éprouvé le besoin de la provocation selon laquelle les Albanais veulent soi-disant «déchiqueter les communistes yougoslaves pour leurs erreurs» ? Probablement, N. Khrouchtchev, par ces déclarations, cherche, d'une part, à justifier les agissements anti-albanais menés jusqu'à ce jour par la clique de Tito et, d'autre part, à inciter encore davantage, par de telles calomnies, l'hostilité des dirigeants yougoslaves à l'égard du peuple albanais, de la RP d'Albanie ? Par cette déclaration, N. Khrouchtchev assumerait-il par hasard l'engagement public et solennel de soutenir quelque nouveau complot que les dirigeants yougoslaves se proposent d'entreprendre, en commun avec leurs alliés, contre notre Patrie ? Cette question aurait-elle été discutée, par hasard, pendant les entrevues «cordiales» entre Tito et Khrouchtchev, comme elle l'a pu être également au cours de l'échange des nombreuses délégations militaires et diplomatiques, ces temps derniers, entre Athènes et Belgrade ? Le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie tiennent note de tout cela et renforcent leur vigilance. Il ne leur échappe pas non plus que de nombreux efforts sont menés par les agents titistes yougoslaves pour rassembler, unir et organiser les émigrés traîtres albanais qui se trouvent en Yougoslavie, en Grèce et en d'autres pays d'Europe Occidentale, pour leurs objectifs hostiles contre la RP d'Albanie. Mais les révisionnistes et tous les ennemis de notre pays ne nous prendront jamais au dépourvu. Nos frontières sont sacrées et inviolables. Les mercenaires et leurs inspireurs et organisateurs qui oseraient y porter atteinte, subiront le même sort que les mercenaires et les impérialistes américains à la plage Giron, à Cuba.

Le groupe de N. Khrouchtchev avance toujours davantage sur sa voie antimarxiste et antisocialiste de la division et de la trahison, en portant un préjudice toujours plus grand à la cause du socialisme, de la paix et de la lutte des peuples pour la libération nationale et sociale. Mais par ces agissements, les révisionnistes démasquent chaque jour davantage leur véritable visage de renégats devant tout le mouvement communiste mondial et l'opinion publique progressiste. Ni les manœuvres démagogiques, ni les attaques et les calomnies ne peuvent les sauver de la défaite inévitable. Si longue et difficile que soit aujourd'hui la lutte contre les révisionnistes, elle sera couronnée, comme toujours, par le triomphe du marxisme-léninisme.

Avec cette conviction absolue, comme tous les communistes véritables et les révolutionnaires fidèles à leurs idéaux sacrés, le Parti du Travail d'Albanie poursuivra la lutte contre l'ennemi numéro un des peuples : l'impérialisme et, en particulier, l'impérialisme américain, ainsi que contre le principal danger du mouvement communiste et ouvrier international : le révisionnisme moderne du groupe de Khrouchtchev et de Tito, pour le triomphe inévitable du communisme.

POUR L'UNITE COMBATIVE DU MOUVEMENT COMMUNISTE SOUS LE DRAPEAU TRIOMPHANT DU MARXISME-LENINISME

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 7 février 1963)

Les événements de ces derniers temps, concrètement le rapprochement et la conciliation complète des dirigeants soviétiques et de leurs tenants avec la clique traîtresse de Tito, les congrès des partis communistes et ouvriers de Bulgarie, de Hongrie, d'Italie, de Tchécoslovaquie et de la RD Allemande, qui furent utilisés pour d'après attaques publiques contre les partis marxistes-léninistes, le discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'Union Soviétique le 12 décembre 1962, l'article de la «Pravda» du 7 janvier 1963, ainsi que le discours de N. Khrouchtchev au 6e Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié le 16 janvier 1963, ont montré avec la plus grande clarté qu'un danger sérieux menace le mouvement communiste et ouvrier international et son unité.

Les vrais marxistes-léninistes voient, dans les événements précités, des tentatives ouvertes pour rejeter les deux Déclarations de Moscou, pour diviser le mouvement communiste et le camp socialiste. C'est pourquoi, les partis communistes et ouvriers qui sont fidèles au marxisme-léninisme, chaque communiste et révolutionnaire, aujourd'hui plus que jamais, élèvent la voix pour la défense du marxisme-léninisme révolutionnaire, pour la défense des Déclarations de Moscou, pour la défense de l'unité combative du camp socialiste et du mouvement communiste international. Les partis communistes et ouvriers, chaque communiste, se trouvent aujourd'hui devant une grande épreuve comportant de la responsabilité historique. Pour se tirer avec succès de cette épreuve, il faut l'esprit de principe marxiste-léniniste, il faut de la résolution et de la lucidité politique et idéologique pour discerner le blanc du noir, la vérité du mensonge, l'ami de l'ennemi.

L'unité et son rétablissement sont l'objet d'appels venant de plusieurs directions. C'est de la véritable unité que parlent les marxistes-léninistes révolutionnaires, c'est de l'unité que parlent d'une façon démagogique les révisionnistes, obligés par les positions faibles dans lesquelles ils se trouvent, par la résistance à laquelle ils se heurtent dans l'application de leur ligne opportuniste. Alors que les marxistes-léninistes luttent pour une véritable unité combative, pour une unité basée sur les enseignements du marxisme-léninisme, les révisionnistes déploient leurs efforts pour une fausse unité fondée sur une plate-forme révisionniste. Alors que les marxistes luttent pour l'unité en élevant le drapeau des Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960, les révisionnistes s'efforcent pour l'unité en rebutant les Déclarations de Moscou, en repoussant successivement ses thèses fondamentales.

Les intérêts de la révolution et du socialisme exigent de chaque parti communiste et de chaque révolutionnaire conséquent, pour lesquels est chère l'unité du mouvement communiste et du camp socialiste, non pas des paroles et des déclarations futiles, mais des actes concrets dans l'intérêt de l'unité. Et l'exigence principale c'est que tous se placent fermement sur les positions combatives des Déclarations de Moscou, respectent leurs principes et leurs normes fondamentales, luttent sans hésitation, dans la théorie et dans la pratique, pour l'application de leurs thèses et conclusions, aussi bien pour les questions de l'actuelle évolution mondiale, que pour les questions de la tactique et de la stratégie du mouvement communiste et ouvrier international. Il n'y a pas d'autre voie. On est ou bien pour les Déclarations de Moscou et pour l'unité, ou bien contre les Déclarations de Moscou et pour la scission.

Défendons les Déclarations de Moscou, renforçons l'unité sur la base de ces Déclarations

L'unité du mouvement communiste international est sérieusement menacée du fait que, en son sein, s'est manifesté un courant révisionniste, qui est en opposition avec le marxisme-léninisme, ce qui a conduit à la naissance de profonds désaccords sur une série de questions importantes, qui ont trait à l'activité théorique et pratique des partis communistes et ouvriers. Le premier groupe de questions au sujet desquelles ont surgi les désaccords concerne les problèmes de la paix et de la guerre, l'attitude à l'égard de l'impérialisme et la lutte contre l'impérialisme, il concerne la signification théorique et l'application pratique de la politique de la coexistence pacifique, l'attitude envers le mouvement de libération nationale des peuples opprimés, les voies du passage au socialisme, etc.

Alors que notre Parti du Travail, comme d'autres partis frères, demeure fidèle aux principes et aux conclusions des Déclarations de Moscou, le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev et ses adeptes, à propos de toutes ces questions, suivent, aussi bien en théorie que dans leur activité pratique, une ligne révisionniste et opportuniste, qui n'a rien de commun avec les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960.

D'une manière diamétralement opposée aux enseignements du marxisme-léninisme et aux conclusions communes des représentants des 81 partis frères, les révisionnistes modernes s'efforcent d'embellir par tous les moyens l'impérialisme, de semer des illusions parmi les masses des peuples, à savoir que l'impérialisme américain n'est plus, soi-disant, un ennemi de la paix dans le monde entier et que, par conséquent, il n'est plus nécessaire, soi-disant, de lutter contre la politique de l'agression et de guerre qu'il suit, que, en général et en particulier durant la crise dans la mer des Caraïbes, Kennedy a fait preuve de soin pour le maintien de la paix, que les espoirs sur la réalisation de la paix dans le monde entier doivent être basés sur les «concessions bilatérales», sur les «négociations» et sur les «compromis raisonnables» avec l'impérialisme. Dans l'application de ces points de vue, comme la vie elle-même l'a montré, les révisionnistes non seulement n'hésitent pas à fouler aux pieds les intérêts vitaux des peuples, en renonçant aux principes révolutionnaires, mais exigent avec obstination, comme cela apparaît dans les discours de N. Khrouchtchev également, que les autres aussi sacrifient les principes révolutionnaires et mendient la paix aux impérialistes. Les révisionnistes n'attachent aucune valeur à la lutte des peuples pour démasquer la politique belliciste et agressive de l'impérialisme et pour lui arrêter le bras. Pour eux, comme l'a déclaré N. Khrouchtchev en personne, la lutte et les efforts des peuples sont des «paroles vides de sens et sans valeur», les peuples ne font que «bavarder» et cela «n'inquiète personne».

Dans leurs conceptions et leur activité pratique les révisionnistes opposent la lutte pour la sauvegarde de la paix au mouvement de libération nationale et à la lutte révolutionnaire des peuples. Selon leur point de vue, les peuples opprimés doivent accueillir la liberté comme un «cadeau» de l'impérialisme et de la réaction, la réalisation de la coexistence pacifique et du désarmement total et général et ne pas se soulever pour la conquérir par la lutte, parce que, autrement, pourrait être provoquée, soi-disant, la guerre thermonucléaire et pourrait être mise en danger la paix mondiale. Telle est la véritable signification des paroles que N. Khrouchtchev prononça le 16 janvier 1963, à savoir que «aucun problème du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du mouvement de libération nationale ne peut être examiné à présent si on ne le relie pas à la lutte pour la paix et pour l'élimination de la guerre thermonucléaire».

Les conclusions marxistes-léninistes de la Déclaration de Moscou au sujet de la coexistence pacifique ont été remplacées, en théorie et en pratique, de la part des révisionnistes, par des conceptions entièrement opportunistes, par des conceptions selon lesquelles actuellement disparaît l'antagonisme entre les deux systèmes, entre le système socialiste et le système capitaliste, l'antagonisme entre les nations opprimées et les nations oppresseuses, on renonce aux enseignements léninistes de la lutte de classe en remplaçant celle-ci par la collaboration des classes à l'échelle internationale, jusqu'à l'emploi de la propagande de «l'intégration politique et économique du monde».

De même, en ce qui concerne la voie du passage au socialisme, les points de vue du groupe de N. Khrouchtchev sont différents de ceux des enseignements du marxisme-léninisme. Toute l'essence de ses raisonnements révisionnistes tend à écarter les partis communistes et ouvriers, le prolétariat et les masses travailleuses de la révolution, de la lutte résolue pour la suppression de l'esclavage capitaliste et à les plonger dans un état de passivité, en attendant la création de conditions favorables pour le «passage pacifique» au socialisme. Dans son discours au 6^e Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié, N. Khrouchtchev a cherché à justifier ses conceptions révisionnistes sur la voie pacifique, en rappelant, à l'adresse du Parti du Travail d'Albanie, que J.V. Staline également a parlé à propos de cette question. Personne n'en doute. Parce que J.V. Staline, en tant que marxiste-léniniste véritable, ne pouvait pas ne pas admettre, comme une possibilité pour le passage au socialisme, la voie pacifique aussi. Cela a été et est toujours clair pour les marxistes-léninistes. Mais il y a lieu de regretter précisément le fait que N. Khrouchtchev a embrouillé intentionnellement cette question si claire au 20^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, en proclamant la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme comme une «découverte», en rendant absolue la voie pacifique, en la

présentant comme la possibilité la plus réelle dans les conditions actuelles, ce qui tendait à semer la confusion qui a été semée en fait dans les rangs de quelques partis communistes et ouvriers frères. En suivant pour ces questions, en théorie et en pratique, une ligne antimarxiste, le groupe de N. Khrouchtchev et tous les révisionnistes modernes ont causé et causent de graves préjudices au mouvement communiste, à l'unité combative de ce mouvement et des partis en particulier, à la lutte des peuples pour la paix, la liberté, l'indépendance nationale et le socialisme. En suivant une telle voie, différente de celle qui a été tracée en commun par les représentants des 81 partis communistes et ouvriers frères, il a agi et agit contrairement aux indications de la Déclaration de Moscou, où il est souligné : «Les intérêts du mouvement communiste exigent l'application solidaire par chaque parti communiste, des appréciations et des conclusions qui ont trait aux tâches générales de la lutte contre l'impérialisme, pour la paix, la démocratie et le socialisme, qui ont été élaborées en commun par les partis frères dans leurs réunions».

Le Parti du Travail d'Albanie, à propos de toutes les questions de l'évolution mondiale actuelle, de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste et ouvrier international, s'est conformé et se conforme avec dévouement aux enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme et aux Déclarations de Moscou. C'est en vain que les révisionnistes se sont efforcés et s'efforcent de déformer la juste position de notre Parti au sujet de ces problèmes et la lutte de principe qu'il mène pour la défense de la cause de la révolution, du socialisme et de la paix. Leur intention est claire: en déformant la position et la lutte justes de notre Parti, du Parti Communiste Chinois et des autres partis marxistes-léninistes, ils désirent faire passer leur politique des compromis et des concessions sans principe à l'égard de l'impérialisme, de la peur, de la capitulation et de la soumission à son égard, leur ligne de l'éloignement des peuples de la lutte révolutionnaire et de libération, comme une ligne marxiste-léniniste et justifier le révisionnisme et le réformisme dans le mouvement communiste international.

Parler de l'unité dans le mouvement communiste et dans le camp socialiste alors que, pour les questions fondamentales, on viole à chaque pas les conclusions des Déclarations de Moscou et on applique une ligne qui est contraire aux intérêts des peuples et du socialisme, comme fait le groupe révisionniste de N. Khrouchtchev, signifie tromper les communistes et les peuples et faire de la démagogie, être pour la scission et contre l'unité, ou bien réclamer une fausse unité, basée sur une plateforme antimarxiste, révisionniste. Garder à l'égard des différents événements et des problèmes les plus importants de l'époque une attitude coïncidant avec la plateforme révisionniste et contraire à la ligne commune et, par ailleurs, exiger, comme fait N. Khrouchtchev, que les marxistes-léninistes se montrent réservés, n'expriment pas leur point de vue pour défendre les Déclarations de Moscou, signifie suivre consciemment dans l'avenir également la voie de la trahison des intérêts des peuples et du socialisme, en écartant tous les obstacles pour atteindre ces buts.

Ou bien avec les révisionnistes yougoslaves et pour la scission, ou bien contre les révisionnistes yougoslaves et pour l'unité

L'autre grande question pour laquelle il y a des désaccords très profonds est l'attitude à l'égard de la direction révisionniste yougoslave. Le mouvement communiste et ouvrier international a condamné et démasqué les traîtres au marxisme-léninisme et à la cause du socialisme, la clique révisionniste yougoslave. Il a mené une lutte continue et de principe contre les points de vue profondément antimarxistes et contre l'activité de sape et scissionniste des révisionnistes yougoslaves. Il a considéré cette lutte comme sa tâche primordiale pour la défense de la pureté de la doctrine marxiste-léniniste et de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Cette attitude unanime à l'égard des révisionnistes yougoslaves a été exprimée clairement et consacrée dans le document programmatique conjoint de tous les partis communistes et ouvriers, dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960. Il y est dit :

«Les partis communistes ont condamné unanimement la forme yougoslave de l'opportunisme international, qui est l'expression concentrée des «théories» des révisionnistes actuels. Après avoir trahi le marxisme-léninisme, en le proclamant suranné, les dirigeants de l'Union des Communistes Yougoslaves ont opposé à la Déclaration de l'année 1957 leur programme anti-léniniste et révisionniste, ils ont opposé l'Union des Communistes Yougoslaves à tout le mouvement communiste international, ils ont détaché leur pays du camp socialiste, ils l'ont placé sous la dépendance de la

prétendue «aide» des impérialistes américains et des autres impérialistes et ont créé, de la sorte, le danger de la perte des conquêtes révolutionnaires obtenues par la lutte héroïque du peuple yougoslave. Les révisionnistes yougoslaves se livrent à une besogne de sape contre le camp socialiste et le mouvement communiste international. Sous le prétexte de la politique en dehors des blocs, ils mènent une activité qui porte préjudice à la cause de l'unité de toutes les forces et des Etats pacifiques. La dénonciation ultérieure des dirigeants des révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour sauvegarder le mouvement communiste, ainsi que le mouvement ouvrier, du danger des idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves, continuent à demeurer une tâche indispensable des partis marxistes-léninistes».

Mais, malgré l'attitude claire de tout le mouvement communiste international à l'égard des dirigeants révisionnistes yougoslaves, N. Khrouchtchev et ses tenants, en suivant, sous toutes sortes de prétextes, la ligne du rapprochement et de la conciliation avec les révisionnistes yougoslaves, ont réhabilité la clique titiste et ont fini par s'unir entièrement à elle. Surtout la visite de L. Brejnev en Yougoslavie au mois de septembre de l'année passée et celle de Tito en Union Soviétique, le discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'URSS le 12 décembre 1962 et récemment au 6^e Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié, ont été le couronnement des efforts incessants de N. Khrouchtchev pour la réalisation de cet objectif. A présent, ayant proclamé arbitrairement l'Union des Communistes Yougoslaves comme un «parti frère» et la Yougoslavie «pays socialiste», il s'efforce à faire aussi un fait accompli l'introduction de la Yougoslavie dans la famille des pays socialistes et de l'Union des Communistes Yougoslaves dans les rangs du mouvement communiste et ouvrier international.

L'attitude envers le groupe révisionniste yougoslave, envers son programme et sa politique est une question profondément conforme aux principes, c'est l'un des principaux critères pour déterminer dans quelles positions politiques et idéologiques se tient la direction de tel ou tel parti. Les révisionnistes yougoslaves sont le détachement le plus avancé des révisionnistes modernes, leur programme est le code du révisionnisme actuel, ils sont une agence de l'impérialisme, en premier lieu de l'impérialisme américain, de qui ils reçoivent continuellement des millions et des milliards de dollars sous forme de crédits et «d'aides» pour les services qu'ils lui rendent, avec toutes leurs conceptions et menées, pour la réalisation de la stratégie contre-révolutionnaire des impérialistes américains.

S'unir aux révisionnistes yougoslaves signifie accepter comme justes, marxistes-léninistes, leurs points de vue, résumés dans le programme de l'UCY et repousser les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, que les révisionnistes yougoslaves ont proclamés «surannés», jeter au panier les Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960, qu'ils ont proclamées «stéréotypées», «bureaucratiques» et «dogmatiques».

Se rallier aux révisionnistes yougoslaves signifie réviser toute la stratégie et la tactique du mouvement, communiste et ouvrier international, remplacer sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste, définie dans les Déclarations de Moscou, par la stratégie et la tactique de la clique titiste, par sa ligne antimarxiste et opportuniste de la soumission à l'impérialisme, de l'intégration économique et politique du monde, de la dégénérescence du socialisme.

Se rallier aux révisionnistes yougoslaves signifie renoncer à la véritable unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, basée sur les principes du marxisme-léninisme et sur les Déclarations de Moscou, et tendre vers une fausse unité, sur la base de la plate-forme idéologique antimarxiste du programme de l'Union des Communistes Yougoslaves.

Se rallier aux révisionnistes yougoslaves signifie rayer la distinction entre les amis et les ennemis, entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, entre les défenseurs et les scissionnistes de l'unité, entre les combattants contre l'impérialisme et ses agents, signifie unir et soutenir les ennemis du socialisme, les renégats du marxisme, les scissionnistes de l'unité et les agents de l'impérialisme, qui complotent contre les pays socialistes.

La réhabilitation arbitraire de la clique de Tito, la conciliation et l'union complète avec les révisionnistes yougoslaves, les tentatives en vue d'introduire ce «cheval de Troie» dans le mouvement communiste international, constituent l'une des violations les plus brutales de la Déclaration de Moscou de l'année 1960, approuvée à l'unanimité par tous les partis frères. Par ces agissements, N. Khrouchtchev a montré clairement que, dès le début, il n'a pas été d'accord avec la condamnation des

révisionnistes yougoslaves par le mouvement communiste international à la réunion de Moscou, mais qu'il s'y est rallié rien que pour la forme et a signé la Déclaration pour couvrir temporairement ses visées, qu'il a révélées au grand jour récemment. A présent il qualifie ouvertement la Déclaration de «chablon» et dit que «ce serait une erreur de condamner comme des renégats tous ceux qui ne suivent pas ce chablon». Mais devons-nous appeler marxistes-léninistes à présent ceux qui sont contre la Déclaration de Moscou et renégats et antimarxistes ceux qui défendent la Déclaration de Moscou ?

Mais indépendamment des opinions subjectives que peut avoir N. Khrouchtchev et quelqu'un d'autre, de quel droit révisé-t-il arbitrairement la Déclaration de Moscou, ce document collectif de tout le mouvement communiste international ? Comment pourrait-on appeler autrement cette attitude dédaigneuse de N. Khrouchtchev à l'égard des documents communs de tous les partis frères, sinon une tentative pour se placer soi-même à la tête de tout le mouvement communiste et international, pour lui dicter sa volonté et pour lui imposer sa ligne révisionniste ? C'est une activité scissionniste ouverte, qui sape l'unité du mouvement communiste mondial.

Se voyant obligé de justifier devant le parti et le peuple soviétiques, devant le mouvement communiste, international, cette violation flagrante de la Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers, N. Khrouchtchev, dans son discours au Soviet Suprême, a déclaré que les dirigeants yougoslaves ont opéré, soi-disant, «de grands changements dans leur politique intérieure et extérieure», que, soi-disant, ils «ont liquidé beaucoup de leurs erreurs antérieures», qu'ils ont, soi-disant, fait «des pas en avant en direction du rapprochement et de l'unité avec tout le mouvement communiste mondial». Mais il n'a point dit concrètement où, dans quelles questions les révisionnistes yougoslaves ont, soi-disant, modifié leur orientation antimarxiste, quelles sont concrètement les «erreurs» qu'ils ont, soi-disant, corrigées. Du reste, il ne peut dire rien de concret à cet égard, puisqu'il n'existe rien de semblable. Les dirigeants révisionnistes yougoslaves eux-mêmes ont déclaré plus d'une fois qu'ils n'ont rien changé, que leur politique et leur programme restent ce qu'ils étaient, qu'ils ont l'intention de ne rien changer dans l'avenir non plus. Ils ont rejeté résolument les déclarations de ceux qui veulent faire croire que, soi-disant, des changements ont été apportés à la politique de la Yougoslavie et au programme de l'UCY, ils les ont qualifiées de «ridicules et de vaines» et ont conseillé les auteurs de ces déclarations à y renoncer et à ne pas vivre de vains espoirs. Bien plus, ces derniers jours, au congrès de la jeunesse yougoslave, Tito a déclaré à nouveau que la Yougoslavie «n'a point changé et n'a pas non plus l'intention d'apporter un changement quelconque à sa politique».

Mais les faits montrent que ceux qui parlent de changements dans la politique de la clique titiste, trompent le mouvement communiste, que si quelqu'un a procédé à des changements, c'est précisément le groupe de N. Khrouchtchev.

N. Khrouchtchev et ses tenants non seulement ont changé d'attitude et se sont unis désormais entièrement aux révisionnistes de Belgrade en rejetant comme un chiffon la Déclaration de Moscou de l'année 1960, mais aussi s'efforcent d'imposer la ligne du rapprochement et de la conciliation avec Tito à tous les partis, à tout le mouvement communiste international. Et alors qu'ils glorifient les révisionnistes yougoslaves, ils condamnent sévèrement tous les partis qui, sur la base de la Déclaration de Moscou, en s'acquittant de la tâche qu'elle pose, critiquent et démasquent les révisionnistes yougoslaves. Dans leurs attaques contre ces partis frères, ils accusent même le Parti du Travail d'Albanie de chercher à établir dans les relations avec les Yougoslaves la «loi de la jungle», la «morale de fauve». Mais il est de notoriété publique que le Parti du Travail d'Albanie, comme tous les partis marxistes-léninistes, dans cette question également, se conforme scrupuleusement à la Déclaration de Moscou et, dans la mesure de ses possibilités, apporte sa contribution à la lutte commune contre les révisionnistes yougoslaves, pour la dénonciation de leurs points de vue et agissements hostiles, aussi bien contre la République Populaire d'Albanie, que contre le camp socialiste et le mouvement communiste international dans son ensemble. Appeler cette lutte «loi de la jungle» et «morale de fauve» signifie, en fait, donner la même dénomination à la thèse de la Déclaration de Moscou à l'égard des révisionnistes yougoslaves et à la tâche qu'elle pose devant tous les partis communistes et ouvriers pour leur dénonciation ultérieure.

La «loi de la jungle» et la «morale de fauve» ont été mises à la base de leur politique non pas par les Albanais, mais par les amis et les alliés de N. Khrouchtchev, les révisionnistes yougoslaves, par leur

attitude à l'égard de la République Populaire d'Albanie et du peuple albanais. N. Khrouchtchev sait bien cela. Parce que, comme il ressort du document officiel de l'entretien entre N. Khrouchtchev et le membre de la direction titiste, Voukmanovitch Tempo, en date du 16 janvier 1960, document qui se trouve dans les archives du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, N. Khrouchtchev a déclaré alors à V. Tempo ce qui suit : «Le camarade Enver Hodja m'a dit que le service d'espionnage yougoslave envoie en Albanie des assassins et des espions, qui y organisent des actes de terrorisme contre les citoyens albanais. Les camarades albanais disent que les Yougoslaves ont en Albanie leur agence et je crois le camarade Enver Hodja, parce que vous entretenez vos agents dans d'autres pays également». N. Khrouchtchev a déclaré aussi : «Nous considérons erroné et nuisible le fait que vous suivez consciemment la politique des attaques contre l'Albanie. Cela porte préjudice à toute la cause du socialisme». Et en effet, les révisionnistes yougoslaves, durant des années de suite, ont organisé et organisent des actes de diversion et des complots criminels pour renverser le pouvoir populaire en Albanie, en collaborant à cette fin avec leur allié du Pacte Balkanique, les monarcho-fascistes grecs et avec les impérialistes américains. Selon la «loi de la jungle» et la «morale de fauve», à présent également les révisionnistes yougoslaves, en commun avec leurs amis, s'efforcent d'ourdir de nouveaux complots contre notre Patrie socialiste. N. Khrouchtchev, qui a changé de «chemise», en appelant à présent «fauve» notre parti et notre peuple et «victimes» les révisionnistes de Belgrade, prend sous sa protection la clique titiste et soutient, en fait, son activité de sape contre la RP d'Albanie. Mais quiconque s'imagine que l'Albanie peut être facilement avalée au moyen d'actes de diversion et de complots, quiconque s'imagine que la petite Albanie peut être vaincue, se trompe lourdement. Au 6e Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié on en est arrivé au point qu'on a défendu avec ardeur l'ennemi enragé du mouvement communiste, — la clique révisionniste de Belgrade, — et on a accueilli avec des ovations son représentant, tandis que, par ailleurs, envers le délégué du grand Parti Communiste de Chine, qui avait été invité à ce Congrès, on a adopté une vile attitude et organisé un scandale très impudent, sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste et ouvrier international. Et tout cela, parce que le délégué du PC de Chine, sur la base de la Déclaration de Moscou de l'année 1960, a dit la vérité sur les révisionnistes yougoslaves. Tandis que les représentants de quelques autres partis frères, qui défendent la pureté du marxisme-léninisme et se prononcent contre le révisionnisme yougoslave, y compris les représentants du Parti du Travail de Corée, ont été privés de la possibilité de prendre la parole au Congrès.

Comment expliquer que, dans l'intérêt d'une clique de renégats, on adopte une attitude offensante semblable et hostile à l'égard d'un parti frère, tel que le PC de Chine, qui a lutté et lutte héroïquement pour la grande cause du socialisme et du communisme, a conduit et conduit avec sagesse et courage le grand peuple chinois de 700 millions d'une victoire à l'autre, demeure fidèle aux enseignements du marxisme-léninisme et aux Déclarations de Moscou, défend résolument la pureté de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat et la cause de l'unité et de la cohésion du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international ? Pour chaque marxiste-léniniste, pour chaque homme honnête, qui se tient sérieusement sur les positions anti-impérialistes, il est absolument clair que, en particulier, dans ces moments, alors que la réaction mondiale, avec l'impérialisme américain en tête, à commencer de Kennedy jusqu'aux milieux réactionnaires indiens et aux traîtres social-chauvins du type Dange et consorts, s'efforce d'organiser un large front contre la République Populaire de Chine, contre cette citadelle puissante de la lutte contre l'impérialisme, du mouvement de libération et du socialisme, alors que contre elle a été déclenchée une violente campagne de calomnies monstrueuses et de menées provocatrices et agressives dangereuses, dans ces conditions le fait de garder une attitude hostile à l'égard du Parti Communiste de Chine, comme font les révisionnistes modernes, signifie se joindre au chœur réactionnaire antichinois et s'écarter ouvertement de la solidarité prolétarienne internationaliste.

Ces faits sont très significatifs. Ils montrent que les gens qui se livrent à de telles menées, font cause commune avec ceux contre lesquels il faut lutter et luttent contre ceux avec lesquels il faut faire cause commune et renforcer la cohésion dans la lutte contre l'impérialisme et les renégats, pour le triomphe de la cause du socialisme et du communisme. Ceux qui suivent cette ligne savent, en fait, l'unité du mouvement communiste international, parce que cette unité peut être sauvegardée et renforcée non pas en se ralliant aux renégats du marxisme-léninisme, aux ennemis du socialisme et du communisme, tels que les révisionnistes de Belgrade, mais sur la base de la lutte contre le révisionnisme, en tant que

principal danger pour le mouvement communiste, sur la base des principes du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien, des Déclarations de Moscou.

Le fait de suivre assidûment et résolument le cours pour la réhabilitation de la clique de Tito, d'une part, et les paroles bruyantes pour l'unité, pour l'élimination des désaccords au sein du mouvement et pour la préparation de la réunion du communisme international, d'autre part, sont deux choses différentes, qui s'excluent mutuellement. La question se pose de la façon suivante : ou bien avec les renégats du marxisme, avec la clique traîtresse de Tito, contre les Déclarations de Moscou et pour la division de l'unité, ou bien avec les Déclarations de Moscou, pour la dénonciation de l'activité des révisionnistes yougoslaves et pour l'unité marxiste-léniniste du mouvement.

L'unité se renforce en respectant les normes des relations entre les partis frères et les pays frères et non pas par des déclarations de pure forme sur l'unité

Les désaccords au sein du mouvement communiste et ouvrier international s'étendent aussi au domaine de l'application concrète des normes qui régissent les relations entre les partis communistes et ouvriers et entre les pays socialistes.

«Tous les partis marxistes-léninistes, — est-il dit dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, — sont indépendants, égaux ; ils élaborent la politique en partant des conditions concrètes de leurs pays, en se guidant des principes du marxisme-léninisme et en se prêtant mutuellement une aide réciproque». Ces normes sont l'application pratique des principes de l'internationalisme prolétarien dans les relations entre partis communistes et ouvriers frères. Leur respect rigoureux est la condition indispensable pour la sauvegarde et le renforcement de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Tandis que la non-observation de ces principes, leur violation sape l'unité et conduit inévitablement dans le borbier du nationalisme et du chauvinisme.

La grave situation qui s'est créée au sein du mouvement communiste, le danger sérieux de scission qui le menace a aussi à son origine le fait que ces normes et principes ont été foulés aux pieds et violés brutalement. Le plus clair exemple pour cela ce sont les attitudes et les agissements du groupe de N. Khrouchtchev à l'égard du Parti du Travail d'Albanie et de la République Populaire d'Albanie. La question des relations soviéto-albanaïses est une question importante de principe, parce qu'il s'agit de tentatives ouvertes pour imposer aux autres partis, par des méthodes absolument intolérables, par des menées dangereuses, qui minent l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste, une ligne de conduite et des points de vue qui sont contraires à la plate-forme des Déclarations de Moscou. L'attitude antimarxiste du groupe de N. Khrouchtchev envers le PT d'Albanie et la RP d'Albanie n'est pas un acte isolé et dû au hasard, mais la conséquence logique de toute sa ligne et de toute son activité, qui sont contraires à la ligne générale des Déclarations de Moscou, qui sont un chaînon dans le cadre des efforts pour soumettre et diviser le camp socialiste et tout le mouvement communiste.

Dans le mouvement communiste et ouvrier international il y a de grands partis et de petits partis, des partis jeunes ou vieux, plus ou moins dotés d'expérience, mais il n'y a pas de partis supérieurs ou inférieurs, des partis qui dirigent et des partis qui se laissent diriger, des partis qui commandent et des partis assujettis. Toute tentative visant à se placer soi-même au-dessus des autres partis, à rendre les décisions d'un parti, quel qu'il soit, obligatoires pour tous les partis, à soumettre les partis frères et à leur imposer les conceptions d'un parti, ne peut être considérée autrement que comme des manifestations de chauvinisme de grande puissance, de l'égoïsme, de l'orgueil et du patriarcalisme de l'homme qui s'imagine qu'il est lui-même le mouvement, qu'il est lui seul l'incarnation de la sagesse et de la vérité, que sa parole est la loi et que tous lui doivent obéissance.

Le Parti du Travail d'Albanie, en demeurant fidèle aux normes et aux principes léninistes qui régissent les relations entre partis frères et pays frères, a combattu toute violation de ces normes et principes, pour leur respect total, afin de sauvegarder et de renforcer l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. C'est de cette façon qu'il a agi à la réunion de Bucarest de juin 1960, où il s'opposa aux méthodes intolérables dont se servirent N. Khrouchtchev et les dirigeants de quelques partis frères, pour attaquer et condamner d'une façon arbitraire un autre parti frère : le Parti Communiste de Chine, ce qui constituait un grave coup contre l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste.

En partant de l'intention de renforcer plus avant le camp socialiste et le mouvement communiste, de barrer la voie à toute action ou méthode qui porte préjudice à l'unité, à la réunion de Moscou des 81 partis au mois de novembre 1960, le Parti du Travail d'Albanie, par le discours du camarade Enver Hodja, a exprimé de nouveau ses points de vue au sujet des problèmes les plus importants qui préoccupaient le mouvement communiste et a critiqué, dans un esprit de sincère camaraderie, les attitudes injustes de N. Khrouchtchev à l'égard de J. V. Staline, à l'égard des révisionnistes yougoslaves, etc., ainsi que quelques-unes de ses menées inadmissibles à l'égard du PTA et d'autres partis frères. Ces observations critiques du PTA n'ont pas été faites sur la place publique, mais dans une réunion de communistes dans la limite des règles en vigueur, et dans le but unique de réparer les erreurs et de renforcer plus avant l'unité et le mouvement communiste.

Malheureusement, non seulement on n'a pas écouté la voix de notre Parti et des autres partis frères, mais on a lancé contre le PTA des attaques et des calomnies inouïes, on s'est servi contre lui des expressions les plus offensantes, on l'a accusé d'être «antimarxiste», «dogmatique», «aventurier», «belliciste», «vagabond» etc... On ne peut nullement considérer cela comme une attitude empreinte d'esprit de camaraderie, elle n'a rien de commun avec le respect réciproque entre les partis frères. A juste titre les représentants de plusieurs partis communistes et ouvriers exprimèrent leur profonde préoccupation pour le fait qu'on se soit livré à des attaques et à des calomnies féroces à l'égard d'un parti frère uniquement du fait qu'il critiqua d'une manière marxiste les actes erronés de N. Khrouchtchev. Cette préoccupation était légitime, parce que le fait de tolérer une telle méthode allait créer un précédent dangereux dans l'avenir également, à l'égard de quiconque oserait exprimer librement ses opinions à une réunion internationale de communistes.

Pour la sauvegarde et le renforcement de l'unité du camp socialiste, qui constituent la base pour l'unité de tout le mouvement communiste international, il est absolument inadmissible que les désaccords idéologiques qui peuvent surgir entre les partis, soient étendus aussi au domaine des relations d'Etat. Cette façon d'agir accentue encore davantage les désaccords et conduit à la scission. Etendre les désaccords idéologiques au domaine des relations d'Etat entre pays socialistes, pour imposer aux autres sa propre ligne de conduite, signifie renoncer au principe de consultations empreintes d'esprit de camaraderie et sur un pied d'égalité et le remplacer par le principe de la force brutale, de l'assujettissement et de la coercition. C'est précisément de cette manière qu'a agi N. Khrouchtchev à l'égard de la RP d'Albanie après la réunion de Bucarest, surtout après la réunion de Moscou de l'année 1960. Contre notre pays on entreprit des mesures sévères dans tous les domaines : on suspendit d'une façon unilatérale tous les crédits, on rappela d'Albanie tous les spécialistes soviétiques, on chassa d'Union Soviétique tous les étudiants albanais, on annula tous les accords commerciaux, ainsi que les accords militaires et autres, on a recouru même à l'acte sans précédent de la rupture des relations diplomatiques avec un pays socialiste : la République Populaire d'Albanie. En d'autres termes, on fit des tentatives multilatérales pour établir autour de la RP d'Albanie un blocus économique et politique sévère, analogue à celui des Etats-Unis d'Amérique contre Cuba. Pourquoi, donc, N. Khrouchtchev adopta-t-il cette attitude absolument hostile à l'égard d'un pays frère socialiste, telle que la RP d'Albanie, en violant brutalement non seulement les principes de l'internationalisme prolétarien, mais aussi les principes de la coexistence pacifique qu'il préconise si bruyamment, tandis qu'il s'efforce d'entretenir les relations d'Etat les meilleurs possibles même avec les puissances impérialistes les plus réactionnaires et qu'il cherche obstinément à éviter l'extension des divergences idéologiques avec la clique titiste au domaine des relations d'Etat ? Cette attitude peut-elle avoir rien de commun avec le marxisme-léninisme, avec les intérêts du socialisme et du communisme ?

C'est également une pratique nettement contraire aux enseignements de l'internationalisme prolétarien, aux intérêts du socialisme et à ceux de l'unité et de la cohésion du camp socialiste et du mouvement communiste international, que celle consistant à révéler au grand jour, devant l'ennemi, les désaccords au sein du mouvement, à se servir des tribunes des congrès de tels ou tels partis pour des attaques et des calomnies ouvertes contre les partis frères. Une telle pratique antimarxiste a été suivie au 22^e Congrès du PCUS, où N. Khrouchtchev le premier a attaqué publiquement, dans son discours, le PTA et l'a accusé publiquement de s'être, soi-disant, écarté du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, de la ligne commune du mouvement communiste international. Dans le même temps, il intervint brutalement dans les affaires intérieures de notre Parti et de notre pays, en accusant les

dirigeants du PTA de s'être vendus à l'impérialisme, d'assassins et de criminels et il en est arrivé au point de lancer ouvertement des appels à la contre-révolution en Albanie, pour renverser la direction du parti et du pouvoir populaire.

Notre Parti, le PC de Chine et bien d'autres partis frères condamnèrent résolument cette pratique, tout à fait incompatible avec les normes des relations entre partis communistes des pays socialistes, et soulignèrent avec tout le sérieux voulu que ceux qui suivent cette pratique scissionniste sapent l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international et assument une grave responsabilité historique.

Il est à regretter, mais c'est un fait, qu'à ces attitudes et menées de N. Khrouchtchev à l'égard du Parti du Travail d'Albanie et d'autres partis marxistes-léninistes se sont ralliés aussi quelques camarades dirigeants de quelques partis frères. En particulier, après le 22^e Congrès du PCUS ils se sont empressés de s'aligner du côté de N. Khrouchtchev, sans entreprendre une étude sérieuse et objective des matériaux des deux partis, sans s'entretenir et sans un échange de vues avec le Parti du Travail d'Albanie, mais uniquement en se basant sur les attaques subjectives et sur les accusations fallacieuses qu'avait formulées N. Khrouchtchev contre le PTA. Ils convoquèrent les comités centraux de leurs partis, approuvèrent des résolutions par lesquelles ils condamnèrent le PTA et organisèrent de vastes campagnes dans la presse et par d'autres moyens de propagande contre notre Parti. Et pour justifier devant les communistes et leurs peuples les attitudes nullement correctes et entièrement privées d'esprit de camaraderie à l'égard du PTA, ils ont déclaré que, soi-disant, le PTA a lancé des attaques contre leurs partis et leurs peuples. Mais cela ne correspond pas à la vérité. En fait, notre Parti, en aucun cas, malgré les attaques nombreuses qui ont été lancées contre nous de plusieurs directions, n'a absolument rien dit contre la direction de quelque parti frère et de quelque pays frère, indépendamment des divergences nombreuses que nous avons avec eux. Pour prouver cela, il suffit de jeter un coup d'œil soit aux documents de notre Parti, soit à sa presse. Notre Parti a répondu seulement à P. Togliatti et à quelques autres dirigeants du Parti Communiste Italien, et cela après que ces derniers ont exagéré dans leurs attaques. Notre Parti a gardé et garde envers les autres partis frères une attitude juste et correcte, inspirée par les principes de l'internationalisme prolétarien et de l'amitié fraternelle. Sa conscience est, à leur égard, tranquille et pure.

Les dirigeants de quelques partis frères, en suivant l'exemple de N. Khrouchtchev, ont appliqué, dans leurs congrès également, la pratique antimarxiste du 22^e Congrès du PCUS, en se servant largement de ces tribunes pour des insultes et des attaques non seulement contre le PTA, mais aussi contre le PC de Chine, le PT de Corée, contre l'unité même du mouvement communiste international. C'est de cette façon qu'on a agi au Congrès du PC Bulgare, dans les congrès de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Italie et de la RD Allemande. Dans tous ces congrès où notre Parti ne fut pas invité, et en particulier au 6^e Congrès du PSU Allemand, sont apparues clairement les tendances pour lesquelles travaillent depuis longtemps les dirigeants soviétiques et les dirigeants de quelques autres partis frères, tendances visant à exclure le PTA du sein du mouvement communiste international et la RP d'Albanie du camp socialiste. Les scissionnistes sont passés à l'action afin de porter des coups sérieux à l'unité du mouvement communiste ouvrier international. Aujourd'hui contre le PTA, demain contre un autre parti frère et ainsi de suite, contre quiconque osera exprimer, fût-ce même dans une réunion de communistes, son point de vue ouvertement, comme l'a exprimé à Bucarest et à Moscou le PTA. C'est la tentative la plus dangereuse et la plus flagrante pour convertir en loi l'arbitraire et le subjectivisme. C'est l'effort le plus brutal pour imposer à tout le mouvement les points de vue hostiles de quelques personnes, exprimés de la tribune d'un parti, pour les présenter comme des «décisions unanimes» du communisme international. Ce n'est pas sans motif. N. Khrouchtchev, dans son discours au 6^e Congrès du PSU Allemand a appelé les derniers congrès des partis frères «forums internationaux du communisme». Le moment n'est-il pas venu pour que certaines personnes, si pour elles la cause de l'unité du mouvement, la cause du socialisme et du communisme est encore chère, de réfléchir sérieusement et de se rendre compte combien loin va le groupe de N. Khrouchtchev sur la voie de l'antimarxisme ? Nous avons la conviction absolue que le mouvement communiste et ouvrier international a dans son sein beaucoup de forces saines, fidèles au marxisme-léninisme, révolutionnaires, capables d'assumer les responsabilités historiques voulues, qui diront «halte» au révisionnisme, de ne pas permettre l'approfondissement de la scission, de sauvegarder la véritable

unité marxiste-léniniste, d'écarter en temps voulu le danger sérieux qui menace le mouvement communiste en général et les partis frères dans les différents pays.

La violation des principes et des normes des relations entre les partis frères des pays frères a causé des préjudices sérieux à l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste. C'est pourquoi, pour s'engager sérieusement sur la voie du renforcement de l'unité et de la cohésion de notre mouvement, pour éviter la scission, pour s'acheminer sur la voie du règlement des désaccords profonds qui existent au sein du mouvement, avant tout il faut rétablir résolument les principes qui sont définis par les Déclarations de Moscou, le respect des normes dans les relations entre partis frères. Les dirigeants soviétiques doivent avoir le courage, comme ils attaquèrent injustement le PTA, de faire publiquement une autocritique et de condamner leurs propres erreurs, qui consistent dans l'extension des désaccords idéologiques au domaine des relations d'Etat, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec la RP d'Albanie et à l'établissement du féroce blocus économique contre elle ; de retirer les appels qu'ils ont lancés à notre parti et à notre peuple pour la contre-révolution, pour le renversement de la direction, les interventions scandaleuses dans nos affaires intérieures, ainsi que les calomnies et les accusations monstrueuses qu'ils ont lancées contre les dirigeants albanais, en les appelant des agents de l'impérialisme ; de renoncer à tout ce qu'ils ont fait et font contre notre Parti, notre Etat et notre peuple en contradiction avec les principes du marxisme-léninisme et avec les Déclarations de Moscou. Si N. Khrouchtchev ne fait pas ces actes préliminaires, toute déclaration de sa part en faveur de l'unité est démagogie, a pour but l'instauration d'une fausse unité. Tout cela doit être fait afin que ces agissements ne soient plus répétés contre n'importe qui, afin que soit sauvegardée et renforcée l'unité, soient créées les conditions indispensables pour le règlement des désaccords à l'aide de réunions et de consultations dans une atmosphère de camaraderie, sur la base de l'égalité et du respect réciproque. Cela doit être fait infailliblement, parce que de cette façon seulement peut être rétabli le droit d'un parti frère, de cette façon seulement sera liquidée l'injustice envers le PTA. C'est une question de principe et pas d'amour-propre. A juste titre V. I. Lénine a dit : «L'attitude d'un parti politique à l'égard de ses propres erreurs est l'un des critères les plus importants et les plus sûrs du caractère sérieux du parti».

Les dirigeants soviétiques, et à leur suite certains dirigeants de quelques autres partis frères, disent qu'ils ont effectué tous les efforts pour la normalisation des relations avec le PTA et la RP d'Albanie, mais que ces efforts n'ont apporté aucun résultat, prétendent, par la faute des dirigeants albanais qui ont, soi-disant, refusé toute réunion et discussion bilatérale des désaccords surgis, malgré les propositions qu'on leur a faites. Et cela les a obligés, soi-disant, à recourir même aux attaques publiques contre le PTA. C'est une déformation flagrante de la vérité, c'est une tentative pour justifier leur lutte sans principe contre le PTA, basée sur des calomnies, et leurs agissements hostiles à la RP d'Albanie. Tandis que, en vérité, ils ont mené des efforts non pas pour régler, mais pour accentuer et aggraver les désaccords avec notre Parti et notre Etat, en arrivant jusqu'aux mesures les plus extrêmes, telles que celles que nous avons mentionnées ci-dessus. En ce qui concerne le PTA, il n'a refusé et ne refuse en aucun cas les conversations et les consultations biparties sur la base de l'égalité, pour la discussion de chaque question d'intérêt réciproque. Cela est prouvé par beaucoup de faits.

Le 13 août 1960, après la réunion de Bucarest, le CC du PCUS proposa au CC du PTA des pourparlers à mener entre nos deux partis, afin d'éliminer les désaccords qui surgirent entre eux à la réunion de Bucarest, de manière que les deux partis pussent se rendre à la réunion de Moscou «avec une parfaite identité de vues». Premièrement, à la réunion de Bucarest les désaccords avaient surgi entre le PCUS et le PC de Chine et non pas entre le PCUS et le PTA. Deuxièmement, notre Parti, à la réunion de Bucarest, prit position principalement au sujet du caractère de la réunion et au sujet de la procédure des débats, qui étaient contraires aux règles et normes de relations entre partis frères, tandis que pour l'essence des désaccords qui surgirent, il s'est réservé d'exprimer son point de vue. Alors qu'allait-on discuter entre nos deux partis ? Que voulait-on dire en demandant de se rendre à la réunion de Moscou «avec une parfaite identité de vues» ? Aux dépens de qui ? Voilà pourquoi le CC de notre Parti dans sa réponse adressée le 29 août 1960 au CC du PCUS, soulignait qu'à Bucarest on avait discuté les désaccords entre le PCUS et le PC de Chine et que, par conséquent, si les représentants de nos deux partis allaient se rencontrer pour discuter sur ce qui s'était passé à Bucarest, cela signifiait discuter dans le dos d'un troisième parti et sur des questions concernant ce dernier. Il va de soi qu'une telle façon d'agir ne serait pas juste et n'aiderait pas à régler la question, mais lui porterait préjudice.

Au cours des travaux de la réunion de Moscou au mois de novembre 1960, des représentants de notre Parti eurent, à quatre reprises, des entretiens bipartis avec les dirigeants soviétiques, y compris N. Khrouchtchev. Mais si au cours de ces entretiens on n'aboutit à aucun résultat, cela est dû au fait que N. Khrouchtchev chercha, avec arrogance, par des pressions et des menaces, à imposer à notre Parti ses points de vue et, s'étant rendu compte qu'il ne pouvait atteindre son objectif, il provoqua l'interruption des entretiens. Malgré cela, notre Parti, depuis novembre 1960 jusqu'à novembre 1961, indépendamment des attitudes et des menées antimarxistes de la direction soviétique à l'égard du PTA et de la RP d'Albanie, a demandé à plusieurs reprises au CC du PCUS de prendre l'initiative pour le règlement des désaccords, mais les dirigeants soviétiques n'ont prêté en aucun cas l'oreille à ces propositions. Dans la lettre du CC du PTA adressée le 6 juillet 1961 au CC du PCUS et au Gouvernement Soviétique, il est dit :

«Bien entendu, nous sommes conscients que, pour le règlement de ces désaccords il faut du temps et une patience réciproque, il faut de grands efforts, afin de créer les conditions nécessaires pour la liquidation des phénomènes négatifs, qui se sont manifestés depuis une année environ dans les relations amicales, fraternelles, et nous pouvons l'affirmer sans le moindre doute, plus qu'exemplaires qui ont existé auparavant entre nos deux partis, nos deux pays et nos deux peuples frères. En premier lieu, dans ce domaine, il faut renoncer à l'extension des désaccords idéologiques, qui existent entre nos deux partis, au domaine des relations d'Etat, soit dans le domaine économique, soit dans le domaine politique et militaire. Notre Parti et notre Gouvernement n'ont jamais refusé de mener des pourparlers bipartis sur chaque question. Mais nous avons souligné et soulignons que, pour cela, il faut créer les conditions nécessaires, les conditions d'égalité pour les deux parties».

Dans la lettre approuvée par le plénum du CC du PTA et remise à l'ambassade de l'Union Soviétique à Tirana le 11 novembre 1961, laquelle était adressée au CC du PCUS, il était souligné :

«Profondément préoccupé de la situation indésirable et très grave dans les relations albanovo-soviétiques à l'heure actuelle, qui a à son origine les actions brutales antimarxistes de N. Khrouchtchev et de son groupe, le Parti du Travail d'Albanie fait appel au Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique à considérer avec sang-froid la situation créée et à prendre les mesures nécessaires pour sa normalisation... Le plénum du (Comité Central du Parti du Travail d'Albanie est d'avis que, pour remédier au danger qui existe, il faut l'intervention urgente du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, chez qui le Parti du Travail d'Albanie a eu et a une confiance inébranlable».

De même, après le 22^e Congrès du PCUS, où le PTA et sa direction furent attaqués publiquement et calomnieusement, notre Parti, par le discours prononcé le 7 novembre 1961 par le camarade Enver Hodja, s'adressa de nouveau au CC du PCUS :

«Le Parti du Travail d'Albanie fait appel, avec sa conscience tranquille et pure, au Parti Communiste de l'Union Soviétique, il fait appel au nouveau Comité Central élu par le 22^e Congrès, de juger, avec l'esprit de justice léniniste, avec objectivité et sang-froid et non pas d'une façon unilatérale, la situation créée dans les relations entre nos partis et nos pays. Notre Parti a toujours été prêt, dans l'intérêt de l'unité du mouvement communiste et du camp socialiste, dans l'intérêt de nos pays, à régler les désaccords existants. Mais il a toujours été et est d'avis que ces questions doivent être réglées d'une manière juste et uniquement par la voie marxiste-léniniste, dans des conditions d'égalité et non pas sous des pressions et sous le diktat. Nous espérons avec conviction dans l'esprit de justice du Parti Communiste de l'Union Soviétique».

Tels sont les faits. Et pour mieux éclairer la vérité, pour contribuer à ce que l'opinion publique des communistes juge objectivement qui a raison et qui n'a pas raison, le CC du PTA propose au CC du PCUS, pour qui notre Parti a nourri et nourrit une confiance et un respect indiscutables, de publier en commun tous les documents et matériaux authentiques albanais et soviétiques qui ont trait aux désaccords entre nos deux partis et nos deux pays. Cela aiderait tous les partis pour une discussion objective et impartiale dans une réunion internationale prochaine du mouvement communiste. Nous sommes profondément convaincus qu'alors sera prouvé encore mieux que ce ne sont pas les dirigeants albanais qui «doivent renoncer à leurs points de vue erronés et revenir sur la voie de l'unité et de l'étroite collaboration dans la famille fraternelle des pays socialistes, sur la voie de l'unité avec tout le mouvement communiste international», comme l'a dit N. Khrouchtchev au 22^e Congrès du PCUS,

comme il l'a répété aussi au 6^e Congrès du PSU Allemand. Au contraire, il sera prouvé que précisément N. Khrouchtchev et ses tenants doivent revenir au plus tôt sur la voie des Déclarations de Moscou, sur la voie de l'application des normes et des principes qui régissent les relations entre les partis et les pays frères, qu'il doivent renoncer, tant qu'il est temps encore, à leurs conceptions et menées antimarxistes et retourner résolument sur la voie du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

L'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international ne peut pas être renforcée par des déclarations de pure forme sur l'unité, tandis que, dans le même temps, continuent les attaques et qu'on garde des attitudes hostiles contre les partis frères, mais en suivant fidèlement et en appliquant résolument et strictement les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme et les conclusions et les normes instituées d'un commun accord dans les réunions internationales de tout le mouvement communiste, par la lutte efficace et décidée contre l'ennemi commun: l'impérialisme, contre les ennemis de l'unité, contre les scissionnistes, contre le principal danger du mouvement communiste : le révisionnisme moderne, ainsi que contre le dogmatisme, contre toute manifestation du chauvinisme et du nationalisme. En revanche, si dans l'avenir également on répand des points de vue et on suit une politique ne coïncidant pas avec les conclusions, les principes et les normes fixés dans les Déclarations de Moscou et préjudiciables à l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste et ouvrier international, aux intérêts du développement de la lutte de libération nationale et révolutionnaire des peuples, à la cause de la paix, aux intérêts des pays socialistes et des partis frères en particulier, il est clair que les agissements de ce genre ne peuvent ne pas se heurter à l'opposition la plus ferme des marxistes-léninistes, des véritables révolutionnaires et des peuples.

Le Parti du Travail d'Albanie, ainsi que les autres partis marxistes-léninistes, a considéré et considère la question de l'unité du mouvement communiste et du camp socialiste comme la question la plus vitale, comme sa principale tâche internationaliste et a lutté avec pleine sincérité, par des actes et non pas par des paroles, pour sa sauvegarde et son renforcement ultérieur. Il est profondément préoccupé du préjudice que causent à l'unité du camp et du mouvement communiste les conceptions et les menées des révisionnistes modernes. Le Parti du Travail d'Albanie estime que la convocation d'une réunion internationale où seraient présents les représentants de tous les partis communistes et ouvriers, où seraient discutés, sur un pied d'égalité et d'une manière ouverte et sincère, les problèmes les plus importants qui préoccupent aujourd'hui le mouvement communiste, contribuerait au renforcement de l'unité et de la cohésion, au règlement des désaccords sur la base des enseignements du marxisme-léninisme et des Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960.

En face des forces unies de l'impérialisme et de toute la réaction mondiale dans la lutte contre le communisme, luttons avec toutes nos énergies pour le renforcement de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, en tenant bien haut le drapeau révolutionnaire du marxisme-léninisme et des Déclarations de Moscou ! L'unité constitue la source de la force invincible de notre cause, la garantie de l'obtention et de la consolidation de nos victoires, l'espoir de tous les opprimés et exploités dans la lutte pour la libération nationale et sociale, l'arme puissante pour la lutte victorieuse contre l'ennemi commun de tous les peuples : l'impérialisme, pour le triomphe de la cause du socialisme et du communisme. La sauvegarde et le renforcement de cette unité sont la tâche internationaliste la plus élevée de chaque parti marxiste-léniniste.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N. KHROUCHTCHEV DE NOUVEAU DANS LE ROLE DU DEMAGOGUE, DU CALOMNIATEUR ET DU SCISSIONNISTE

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 18 avril 1963)

Le 30 mars de cette année le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique a envoyé une lettre au Comité Central du Parti Communiste de Chine, qui a été publiée dans le journal «Zëri i Popullit» du 17 avril 1963.

Cette lettre traite, entre autres, des questions qui concernent l'organisation des conversations bipartites entre les représentants du PCUS et du PC de Chine, au sujet de leurs désaccords réciproques et des préparatifs pour une réunion internationale des partis communistes et ouvriers.

Le Parti du Travail d'Albanie s'est toujours prononcé pour la voie des rencontres, des pourparlers et des consultations dans un esprit de camaraderie et sur une base d'égalité, pour le règlement des désaccords qui surgissent entre les partis communistes et ouvriers des différents pays et au sein du mouvement communiste international dans son ensemble.

Notre Parti estime que l'échange réciproque des points de vue et l'organisation des rencontres et des conversations bilatérales sont une question intérieure des partis intéressés.

Mais, étant donné que dans cette lettre, N. Khrouchtchev, en poussant plus loin la polémique publique avec le Parti du Travail d'Albanie (ce qui confirme une fois de plus que ses affirmations au 6^e Congrès du Parti Socialiste Unifié Allemand selon lesquelles il faut mettre fin à la polémique, etc., sont un bluff et une hypocrisie), attaque et calomnie d'une façon tendancieuse notre Parti, en cherchant en même temps d'une manière démagogique à montrer qu'il est, tout comme ses attitudes, en règle avec les enseignements du marxisme-léninisme et des Déclarations de Moscou, nous lui répondons.

Dans la lettre du CC du PCUS adressée au CC du PC de Chine, il est dit entre autres :

«Dans votre lettre il est fait état de la question albanaise et de la question yougoslave. Comme nous vous l'avons déjà écrit, nous sommes d'avis que ces questions, bien que de principe, ne peuvent et ne doivent pas éclipser en soi les principaux problèmes du moment, qui exigent d'être discutés dans notre rencontre. Notre Parti, en condamnant les actes scissionnistes des dirigeants albanais, a entrepris en même temps, sans cesse, les démarches nécessaires pour la normalisation des relations du PTA avec le PCUS et les autres partis frères. Bien que ces derniers temps les dirigeants du PTA aient entrepris et continuent d'entreprendre des attaques calomnieuses contre notre Parti et le peuple soviétique, quant à nous, en nous guidant des intérêts supérieurs, nous ne renonçons pas à l'opinion que les relations entre le PCUS et le PTA peuvent être améliorées. A la fin du mois de février de l'année courante, le CC du PCUS a pris de nouveau l'initiative en adressant au CC du PTA la proposition pour organiser une rencontre bipartite des représentants de nos deux partis. Mais cette démarche empreinte d'esprit de camaraderie ne fut accueillie non plus comme il faut par les dirigeants albanais. Les dirigeants du PTA n'ont même pas jugé nécessaire de recevoir notre lettre, qui contenait la proposition du CC du PCUS pour une rencontre bilatérale. Plus tard, après plus mûre réflexion, semble-t-il, les dirigeants albanais ont envoyé une lettre, où, en présentant plusieurs réserves et conditions, ils parlent d'une rencontre semblable. Si le désir est effectivement manifesté, nous sommes disposés à prendre part à une telle rencontre».

Comme on le voit, le groupe de N. Khrouchtchev, dans ce paragraphe également, a combiné la haine, la calomnie, l'attaque contre le PTA avec la duperie et la démagogie. Il s'efforce par tous les moyens de rendre responsables les autres pour ses propres fautes, il tente de rejeter la responsabilité sur le Parti du Travail d'Albanie pour la situation indésirable dans les relations soviéto-albanaises. Il cherche par là à tromper une fois de plus tout le mouvement communiste et l'opinion publique internationale.

La prétendue «question albanaise» n'est pas un incident dû au hasard et isolé

Dans la lettre précitée, que le CC du PCUS a adressée au CC du PCC il est fait état d'une prétendue «question albanaise», qui «ne peut et ne doit pas éclipser en soi les principaux problèmes du moment». Mais en quoi consiste cette prétendue «question albanaise» et existe-t-elle effectivement ? En soi il

n'existe aucune «question albanaise», ce n'est qu'une invention de N. Khrouchtchev, qui en a besoin pour dissimuler ses propres attitudes et agissements hostiles au Parti du Travail d'Albanie et à la République Populaire d'Albanie et pour justifier ses attaques et calomnies ultérieures contre eux. C'est une tentative à présenter cette «question» comme un problème secondaire, particulier, détaché des «principaux problèmes du moment», des profondes divergences de principe qui ont surgi au sein du mouvement communiste international et qui, à son avis, s'est créé, soi-disant, à cause des points de vue et des attitudes «erronés» et «injustes» des dirigeants albanais.

Dans l'évaluation de ce problème nous ne partons pas de positions étroites, nous ne partons pas seulement du fait que nous sommes directement intéressés, mais nous pensons que c'est un problème foncièrement de principe.

La prétendue «question albanaise» n'est nullement un incident dû au hasard et isolé, elle ne se borne pas, non plus, du reste, au cadre restreint des relations purement soviéto-albanaises, mais est une des manifestations les plus nettes et typiques de la grande lutte qui est menée aujourd'hui entre le marxisme-léninisme, d'une part, et le révisionnisme moderne, représenté par la clique titiste et le groupe de N. Khrouchtchev, d'autre part. Elle fait partie intégrante de cette lutte, parce que le Parti du Travail d'Albanie se maintient fermement sur les positions révolutionnaires du marxisme-léninisme et mène une lutte intransigeante contre le révisionnisme moderne. C'est à cette grande question de principe que se rattache aussi, en se tressant étroitement avec elle, la question des relations soviéto-albanaises, la question des relations entre nos deux partis et nos deux pays.

Comment a surgi la prétendue «question albanaise» ? Avant que le groupe de N. Khrouchtchev apparût ouvertement avec sa ligne profondément antimarxiste, opportuniste, révisionniste, alors qu'il menait son activité sous des formes plus ou moins camouflées et tortueuses, imposées par les circonstances du moment, le Parti du Travail d'Albanie, en se tenant sur les justes positions marxistes-léninistes, a gardé une intransigeance tacite à son égard à propos d'une série de questions importantes, telles que l'attitude envers J. V. Staline et son œuvre, l'attitude des révisionnistes yougoslaves, etc. Bien que, à propos de beaucoup de questions, le PTA s'opposât tacitement aux actions de N. Khrouchtchev, en ce qui concerne les révisionnistes yougoslaves il menait une lutte ouverte, ferme, et gardait une attitude nette à leur égard, en les considérant comme des renégats du marxisme et comme des ennemis du socialisme, en se trouvant ainsi en opposition ouverte avec les efforts de N. Khrouchtchev pour la réhabilitation de la clique titiste, pour son rapprochement et sa conciliation avec elle. Déjà à ce moment-là, N. Khrouchtchev voyait clairement que le Parti du Travail d'Albanie constituait un obstacle sérieux sur la voie de la réalisation de son orientation antimarxiste. Cela déterminait également son attitude masquée hostile au PTA au sujet de la juste ligne de celui-ci en général et surtout au sujet de son attitude ferme et nette à l'égard de la clique titiste, future alliée de N. Khrouchtchev. Malgré cela, jusqu'à ce moment-là n'existait pas encore la prétendue «question albanaise». La «question albanaise» a surgi lorsque N. Khrouchtchev s'attela ouvertement à sa besogne en vue de diviser l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, lorsqu'il s'efforça d'une manière brutale et par des méthodes antimarxistes, de leur imposer sa ligne révisionniste. Cela s'est passé à la réunion de Bucarest de juin 1960 et à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou au mois de novembre de la même année, où le PTA, en même temps que d'autres partis frères, s'opposa résolument aux tentatives scissionnistes de N. Khrouchtchev, critiqua ses points de vue, attitudes et agissements nuisibles et antimarxistes, défendit hardiment la ligne marxiste-léniniste du mouvement communiste international et la question de son unité. C'est à partir de ce moment-là que N. Khrouchtchev révéla au grand jour les divergences idéologiques entre le Parti du Travail d'Albanie et son groupe, c'est à partir de ce moment-là que le groupe de N. Khrouchtchev et ses tenants réagirent en commençant : la lutte ouverte et sans principe contre le PTA, lutte qui devint toujours plus âpre et plus féroce, en atteignant son point culminant par les attaques publiques du haut de la tribune du 22^e Congrès du PCUS et ensuite dans les organes de presse et dans les congrès de quelques autres partis.

Ainsi donc, la prétendue «question albanaise» surgit en tant qu'aspect de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, entre les partis qui se maintiennent sur les positions révolutionnaires et les révisionnistes modernes : le groupe de N. Khrouchtchev et ses zéloteurs. En réalité c'est une question qui concerne la ligne générale du mouvement communiste international, avec laquelle s'est

toujours trouvé en opposition N. Khrouchtchev d'une manière masquée ou ouverte ; ici il s'agit donc de savoir sur quelle voie doit se développer ce mouvement : sur la voie du marxisme-léninisme ou bien du révisionnisme.

Le PTA a suivi avec dévouement la ligne commune du mouvement communiste international

La ligne du PTA a toujours été entièrement conforme à la ligne générale du mouvement communiste international, elle a été une juste ligne immuable au sujet de tous les problèmes de l'évolution mondiale actuelle. Le Parti du Travail d'Albanie s'est conformé fidèlement aux enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme et aux principes de l'internationalisme prolétarien, aux documents programmatiques du mouvement communiste international, aux Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960. Sa juste ligne s'est clairement exprimée dans tous les matériaux et documents du Parti, ainsi que dans toute l'activité pratique de notre Parti et de notre Gouvernement.

Le Parti du Travail d'Albanie s'est maintenu sans cesse sur les positions de la lutte intransigeante contre l'impérialisme, il ne s'est fait point d'illusions sur la modification de sa nature agressive, il a dénoncé résolument la politique belliciste agressive de l'impérialisme et, en particulier de l'impérialisme américain, qu'il a considéré comme le centre de la réaction mondiale et un gendarme international, comme l'ennemi le plus forcené des peuples de tous les pays. Etant entièrement conscient du changement du rapport des forces dans le monde en faveur des forces du socialisme, de la paix et du mouvement de libération nationale, il n'a pas surestimé, pas plus qu'il n'a jamais sous-estimé, les forces de l'impérialisme et n'a commis aucune erreur, que ce soit aventureuse ou capitularde.

Le Parti du Travail d'Albanie a considéré la création du système socialiste mondial comme la plus grande victoire historique de la classe ouvrière internationale. Le camp socialiste est la puissante base de l'appui du mouvement révolutionnaire et de libération dans le monde entier, la principale force dans la lutte contre l'impérialisme, la citadelle de la paix et du progrès social de l'humanité tout entière. Le Parti du Travail d'Albanie a suivi résolument la politique de l'amitié, des liens fraternels, de la collaboration et de l'assistance mutuelle avec tous les pays socialistes. Il a appliqué fidèlement et respecté rigoureusement les normes des relations entre les pays socialistes et les partis communistes. Il a toujours considéré l'aide et l'appui des autres pays socialistes comme un facteur très important pour l'édification du socialisme en Albanie. De son côté, il a apporté sa contribution au renforcement du camp socialiste et de son unité.

Dans les relations avec les pays capitalistes, le PTA et le Gouvernement de la RP d'Albanie ont pratiqués d'une manière conséquente la politique de la coexistence pacifique, basée sur les principes de l'égalité, de la non-intervention mutuelle dans les affaires intérieures et du respect réciproque, politique qu'ils ont toujours considérée comme une forme de la lutte des classes dans l'arène internationale, qui a lieu sur tous les fronts, — idéologique, politique et économique, — entre les deux systèmes, le capitalisme et le socialisme. Ils ont considéré et considèrent cette politique comme la seule politique juste entre les pays à différents systèmes sociaux et ils ne l'ont jamais étendue aux relations entre les classes antagonistes dans les pays capitalistes, pas plus qu'aux relations entre peuples opprimés et asservis et les colonisateurs impérialistes.

La lutte pour la coexistence pacifique entre pays à différents systèmes sociaux a été considérée par le PTA comme l'une des voies importantes pour la sauvegarde et le renforcement de la paix dans le monde. Conformément aux conditions nouvelles, il n'a pas considéré et ne considère pas aujourd'hui la guerre mondiale et les autres guerres agressives de l'impérialisme comme fatalement inévitables, mais, dans le même temps, il se conforme au point de vue selon lequel tant qu'existe l'impérialisme, demeure aussi la base pour des guerres agressives. Il a toujours fait une distinction entre les guerres justes et les guerres injustes, il a appuyé sans réserve les guerres justes et il a démasqué et condamné les agresseurs impérialistes. Le Parti du Travail d'Albanie a considéré la lutte pour la paix comme une lutte contre l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, parce que c'est précisément d'eux que provient le danger de guerre, parce qu'eux seuls sont les ennemis de la paix. Il a été et est d'avis que la paix et la coexistence pacifique ne peuvent pas être mendiées aux impérialistes, qu'on ne peut pas les obtenir par des flatteries et par des concessions en leur faveur, mais seulement en les leur imposant à l'aide d'une lutte ferme de toutes les forces pacifiques du monde.

Le Parti du Travail d'Albanie a été et est pour l'atténuation de la tension internationale et pour la solution des problèmes importants qui demeurent aujourd'hui à l'ordre du jour, tels que le désarmement, l'interdiction des essais des armes atomiques, la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne et la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée, etc. Pour le règlement de ces questions sont nécessaires les rencontres et les entretiens entre représentants des différents Etats, mais il faut les combiner avec la lutte des peuples, en tant que principale force qui oblige les impérialistes à participer aux négociations et qui permettrait d'y aboutir à des résultats concrets. Le Parti du Travail d'Albanie a considéré le mouvement de libération nationale des peuples contre l'oppression impérialiste pour la liberté et l'indépendance nationale comme l'un des plus grands mouvements de notre époque, qui sape les positions de l'impérialisme, affaiblit et rétrécit la sphère de sa domination. Notre Parti estime que le système colonial de l'impérialisme n'a pas été encore liquidé, que sous sa domination languissent encore des millions et des millions d'hommes de continents entiers et que les impérialistes, avec en tête les impérialistes des Etats-Unis d'Amérique, mènent tous les efforts, en recourant même aux guerres et agressions ouvertes, pour conserver leurs positions et pour rétablir, sous des formes nouvelles, leur oppression et exploitation coloniales. La lutte de ces peuples contre l'impérialisme est, dans le même temps, une lutte pour le triomphe de la paix et de la coexistence pacifique, une grande alliée et un puissant appui pour la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière internationale et pour tous les pays socialistes. C'est justement pour ces raisons que le PTA et le Gouvernement de la R.P. d'Albanie ont soutenu sans réserve cette lutte juste des peuples pour la libération nationale contre l'impérialisme et lui ont accordé toute leur aide. Nous avons considéré cet appui et aide comme une tâche internationaliste élevée.

De même, le PTA a appuyé et soutenu sans réserve le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses travailleuses des pays capitalistes contre l'oppression et l'exploitation capitalistes, pour leur libération sociale. Il s'est toujours conformé au point de vue léniniste selon lequel la révolution ne peut pas être exportée et il s'est prononcé en même temps contre l'exportation impérialiste de la contre-révolution. Notre Parti a estimé et estime que la voie pour le triomphe de la révolution ne passe pas immanquablement à travers la guerre entre Etats, que cette guerre n'est ni le motif, ni la condition indispensable pour le triomphe de la révolution. En ce qui concerne les formes du développement de la révolution, il a été d'avis qu'elles dépendent des conditions historiques concrètes de chaque pays et de la situation internationale. Il a admis et admet comme une possibilité pour le passage au socialisme la voie pacifique également, mais il s'est prononcé contre la tendance à rendre absolue cette voie et contre son interprétation réformiste et opportuniste, qui nie la nécessité absolue de la démolition du vieil appareil d'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Notre Parti a admis la nécessité pour les partis communistes de se préparer dans le même temps pour les deux éventualités, aussi bien pour celle de la voie pacifique que pour celle de la voie non pacifique et il estime que la bonne préparation pour la voie non pacifique augmente aussi les chances pour le triomphe de la révolution par la voie pacifique.

Telle a été, dans ses traits généraux et sous ses principaux aspects, la ligne du PTA et du Gouvernement de la RP d'Albanie alors que N. Khrouchtchev n'avait pas encore rendu publique la «question albanaise». Cette ligne conséquente est restée immuable et ne s'est pas adaptée à la ligne opportuniste révisionniste de N. Khrouchtchev, même lorsque celui-ci est apparu ouvertement avec son orientation antimarxiste, en opposition avec la ligne générale du mouvement communiste et ouvrier international. La juste ligne et la position de principe du PTA n'ont jamais plu à N. Khrouchtchev et c'est là la principale cause des contradictions et des désaccords avec lui, de sa lutte féroce contre notre Parti. C'est précisément pour ce motif qu'il a appelé la ligne de notre Parti une ligne «sectaire», «dogmatique», «aventureuse» et a qualifié la direction du PTA de «partisan du culte de la personne, de la terreur, de la violation de la légalité socialiste», etc., en cherchant par là à discréditer le PTA et à intimider les autres, afin de leur imposer sa ligne antimarxiste.

Malgré sa démagogie, N. Khrouchtchev ne peut pas couvrir sa ligne entièrement révisionniste

Mais quelle est cette ligne que N. Khrouchtchev s'est efforcé et s'efforce d'imposer au mouvement communiste et ouvrier international et qu'il proclame tapageusement comme une ligne marxiste-léniniste créatrice ?

En réalité, malgré sa démagogie, elle est une ligne entièrement révisionniste et opportuniste, qui a porté et porte un très grand préjudice au camp socialiste, au mouvement communiste international, à la lutte révolutionnaire et de libération des peuples contre l'impérialisme, à la cause de la paix, de la liberté, de la démocratie et du socialisme.

Dans sa propagande et, en particulier, dans celle des temps derniers, le groupe de N. Khrouchtchev, en continuant la diffusion de ses thèses antimarxistes, s'efforce de prouver par des jeux de mots que, soi-disant, ses conceptions et agissements correspondent entièrement aux Déclarations de Moscou, aux enseignements léninistes et aux intérêts du camp socialiste et du Mouvement communiste international. Ainsi donc, pour ne citer qu'un exemple, le groupe de N. Khrouchtchev affirme que, soi-disant, il est guidé par «l'esprit léniniste de la lutte intransigeante contre l'impérialisme» et répète quelques conclusions des Déclarations de Moscou, à savoir que «l'essence antipopulaire et rapace de l'impérialisme n'a pas changé», «que l'impérialisme américain exerce à présent les fonctions du gendarme international», que «l'impérialisme, à cause de son essence rapace, ne peut pas se débarrasser de la tendance à résoudre les contradictions dans l'arène internationale au moyen de la guerre», etc. etc.

Mais comment concilier cela avec les déclarations antérieures et avec toutes les menées de N. Khrouchtchev ? Est-ce que ce n'est pas N. Khrouchtchev qui, au cours de nombreuses années, s'est efforcé de semer des illusions sur le prétendu changement de la nature de l'impérialisme et de ses leaders et d'édifier, sur cette base, toute son attitude et son activité ? C'est précisément lui qui, sans tenir compte de «l'essence rapace de l'impérialisme», a déclaré plus d'une fois qu'on peut, dès à présent, créer «le monde sans armes, sans armées et sans guerres», que «l'année 1960 entrera dans l'histoire comme l'année du commencement de la réalisation de ce rêve séculaire de l'humanité» (Entretien de N. Khrouchtchev avec le directeur du journal argentin «Clarín» le 30 décembre 1959), que «dès la période actuelle s'est créée la possibilité réelle d'exclure définitivement et pour toujours la guerre de la vie de la société». (Discours de N. Khrouchtchev en Indonésie le 21 février 1960) C'est précisément N. Khrouchtchev qui a déclaré que les «impérialistes ont accueilli sérieusement notre appel pour la compétition dans le développement économique... nous entraînons sans cesse les pays capitalistes sur la voie de la compétition pacifique entre les deux systèmes», que «désormais la question se pose ainsi : quel système fera preuve de la plus grande vitalité, autrement dit quel système offrira aux peuples, dans la plus brève période, plus de biens matériels et spirituels». (Article de N. Khrouchtchev dans la revue «Communiste», N°. 12, août 1962)

En contradiction flagrante avec ce qui est dit dans les deux Déclarations de Moscou sur l'impérialisme américain et ses leaders, N. Khrouchtchev, après son retour de sa visite aux Etats-Unis d'Amérique, a déclaré «devant les moscovites, devant tout le peuple, devant le gouvernement et le parti» que le président des Etats-Unis, D. Eisenhower «désire sincèrement liquider l'atmosphère de la guerre froide» et qu'il «jouit de la confiance absolue de son peuple». (Discours de N. Khrouchtchev au meeting des travailleurs de Moscou le 28 septembre 1959) En faisant l'éloge d'Eisenhower, de Mac-Millan et de de Gaulle, N. Khrouchtchev a dit : «ils comprennent tous la nécessité de servir à l'atténuation ultérieure de la tension internationale et à la solution des problèmes internationaux par la voie des négociations et pas par la guerre». (Discours de N. Khrouchtchev à Azerbaïdjan le 25 avril 1960)

N. Khrouchtchev n'a point ménagé les éloges à l'adresse du successeur d'Eisenhower, le président Kennedy. Même pendant les graves journées de la crise des Caraïbes, lorsque Kennedy et son gouvernement ont montré ouvertement leur visage de fauteur de guerre et d'agresseur, N. Khrouchtchev, dans son message du 27 octobre 1962, écrivait à Kennedy : «Votre souci pour la sécurité des Etats-Unis d'Amérique est compréhensible pour moi, monsieur le président, parce que c'est le premier devoir du président... vous voulez assurer votre pays et cela est compréhensible». Tandis que dans son message du lendemain, 28 octobre 1962, il lui écrivait : «J'exprime ma satisfaction et reconnaissance pour le fait que vous avez compris la responsabilité qui retombe sur vous pour le maintien de la paix dans le monde entier».

Selon les déclarations de N. Khrouchtchev, la guerre n'est pas le produit de l'impérialisme, de sa politique agressive, mais son danger provient, soi-disant, seulement de quelques «insensés», de quelques «enragés», qui «préfèrent plutôt mourir en capitalisme que de vivre en communisme».

Toujours selon lui, ce sont précisément ces gens qui exercent une «forte pression» sur les présidents «pacifiques» (qui désirent, soi-disant, vivre en communisme !) et sur les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des autres pays impérialistes et qui les incitent à suivre «parfois» une politique extérieure non-pacifique. Bien plus N. Khrouchtchev en est arrivé au point de prétendre calomnieusement que le danger de guerre vient aujourd'hui même de «personnes qui passent pour des marxistes-léninistes, mais qui en réalité sont des dogmatiques et ne croient pas en la possibilité du triomphe du socialisme et du communisme dans les conditions de la coexistence pacifique avec le capitalisme». (Discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'URSS le 12 décembre 1962)

Cette liste des déclarations et des assertions de N. Khrouchtchev qui embellissent l'impérialisme et ses leaders, en les présentant comme des gens «pacifiques», peut s'allonger beaucoup. Mais nous estimons que c'est déjà suffisant. Peut-on y trouver «l'esprit léniniste de la lutte intransigeante contre l'impérialisme», avec lequel N. Khrouchtchev s'efforce de tromper les hommes ?

N. Khrouchtchev, en suivant d'une façon conséquente sa voie démagogique, déclare qu'il tient compte, soi-disant, du changement du rapport des forces dans l'arène internationale et affirme que pour la sauvegarde de la paix et l'élimination de la guerre mondiale «il faut le renforcement ultérieur et continu du système socialiste, l'unité de toutes les forces de la classe ouvrière internationale, du mouvement de libération nationale, de toutes les forces démocratiques».

Mais est-ce que N. Khrouchtchev s'appuie effectivement sur ces forces pour le maintien de la paix et pour prévenir la guerre mondiale et les autres guerres agressives qu'entreprennent l'impérialisme ? A en juger par toutes les conceptions et actions pratiques du groupe de N. Khrouchtchev dans le domaine de la politique internationale, il ressort que, à son avis, les destinées de la paix des peuples dépendent des «grands hommes», de leur «sagesse» et de leur «raison», des entrevues et des conversations de N. Khrouchtchev avec les représentants de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain. Dès le 31 octobre de l'année 1959, dans le discours qu'il prononçait au Soviet Suprême de l'URSS, N. Khrouchtchev déclarait : «Nous avons affirmé plus d'une fois que les problèmes internationaux les plus compliqués peuvent être résolus seulement par les chefs de gouvernement qui ont de larges attributions. Seuls eux sont en mesure de déblayer l'amas des anomalies dans les relations internationales, qui se sont accumulées au cours des nombreuses années de la guerre froide». C'est précisément dans cet esprit, que lui et ses adeptes ont considéré l'entrevue Khrouchtchev-Eisenhower à Camp David comme le début d'une «étape nouvelle», d'une «époque nouvelle», comme un «tournant dans l'histoire de l'humanité». Tandis que A. Gromyko, membre du CC du PCUS et ministre des affaires étrangères de l'URSS, déclarait dans son discours au Soviet Suprême au mois de décembre 1962 : «S'il y avait harmonie entre le chef du Gouvernement Soviétique, N. Khrouchtchev, et le président des Etats-Unis d'Amérique, Kennedy, il se trouverait aussi une solution aux problèmes internationaux». Bien plus, pour réaliser au mieux «cette harmonie», récemment il fut décidé de créer aussi une ligne téléphonique directe entre Khrouchtchev et Kennedy, entre ces deux hommes d'Etats, qui tiennent prétendument en main les destinées de l'humanité ! Voilà quelle est la véritable préoccupation de N. Khrouchtchev !

Ainsi donc, la vie montre toujours plus clairement que les propos des révisionnistes modernes sur la force des peuples, sur le rôle des masses dans la lutte pour la défense de la paix, etc. etc., ne sont autre chose que démagogie et duperie. C'est ce qu'a affirmé N. Khrouchtchev en personne dans son discours du 12 décembre 1962, où il a appelé la lutte des peuples contre l'impérialisme «vaines injures», «paroles futiles», «déclarations grandiloquentes», qui ne portent aucun préjudice à l'impérialisme. Bien plus, N. Khrouchtchev n'a pas hésité à les accuser de fauteurs de guerre qui «veulent pousser le monde vers la catastrophe nucléaire», qui veulent assurer la victoire sur le capitalisme par «la guerre entre Etats, la destruction, le sang et la mort de millions d'hommes», tous ceux qui osent dénoncer les impérialistes et qui font appel aux peuples à se dresser contre l'impérialisme, pour la défense de la paix et pour leur libération nationale et sociale. Pour écarter les peuples de la juste lutte contre l'impérialisme, pour paralyser le mouvement révolutionnaire et la lutte de libération nationale des peuples, N. Khrouchtchev est devenu un propagandiste bienveillant de la politique du chantage atomique que suit l'impérialisme américain, ce qui montre qu'il a la peur dans l'âme, qu'il a glissé dans le borborygme du défaitisme, qu'il a perdu toute confiance dans la force des peuples, dans l'avenir de l'humanité, dans le triomphe du socialisme et du communisme dans le monde entier.

Cela n'est-il pas confirmé par le discours qu'a prononcé N. Khrouchtchev à l'Association Austro-Soviétique le 2 juillet 1960, où il a dit : «Si sur cette terre nous ne pouvons pas vivre comme les êtres vivants pouvaient vivre sur l'arche de Noé et si nous nous mettons à résoudre par la guerre les désaccords entre Etats, — aux uns ne plaît pas le socialisme, aux autres ne plaît pas le capitalisme, — alors nous allons faire disparaître notre arche de Noé, le globe terrestre» ? Il a repris cette idée en 1963 également, lorsque, en prenant la parole au 6^e Congrès du PSU Allemand, il a déclaré : «Selon les calculs des savants, rien qu'à la suite de la première attaque, seraient tuées 700 à 800 millions de personnes. On assisterait à la destruction, à la disparition de la face de la terre, de toutes les grandes villes non seulement des deux principales puissances nucléaires, — des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, mais aussi de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Chine, du Japon et de beaucoup d'autres pays du monde. Les conséquences de la guerre atomique et nucléaire influeraient durant l'existence de plusieurs générations d'hommes, en causant des maladies, des décès, en conduisant au développement le plus monstrueux de l'homme». Il y a beaucoup de déclarations de ce genre dans les discours de N. Khrouchtchev et dans les matériaux propagandistiques de son groupe. Et que montre tout cela ? Ces attitudes pessimistes et capitulardes ne servent qu'à l'impérialisme et causent un grand préjudice à la lutte des peuples pour la défense de la paix: En effet, quel bienfait peut-on attendre de la propagande du chantage atomique, à laquelle s'est joint N. Khrouchtchev aussi, lorsque l'impérialisme menace les peuples de guerre et d'agression ? Est-ce dans cet esprit défaitiste qu'il faut éduquer et préparer les peuples des pays socialistes et les autres peuples pacifiques pour que, en cas d'une guerre que pourraient déclencher les impérialistes, ils capitulent sans condition et hissent le drapeau blanc ? Y a-t-il là quelque chose de commun avec les déclarations de Moscou ? N'est-ce donc pas une démagogie lorsque N. Khrouchtchev affirme à présent : «Nous obligerons les impérialistes à ne pas oublier que, s'ils déclenchent la guerre pour résoudre par la force des armes la question de savoir dans quelle voie va se développer l'humanité, — dans la voie du capitalisme ou dans celle du socialisme, — ce sera la dernière guerre, dans laquelle l'impérialisme sera écrasé définitivement» ? Il ne fait pas de doute que la démagogie et les sophismes de N. Khrouchtchev ne pourront pas effrayer et tromper les marxistes-léninistes et les peuples.

N. Khrouchtchev parle beaucoup de la coexistence pacifique, de sa signification léniniste, de son application pratique selon les conclusions des Déclarations de Moscou. Bien plus, pour être «en règle», ces temps derniers il souligne que la coexistence «présuppose» une lutte idéologique, politique et économique incessante entre les deux systèmes sociaux, la lutte de classe des travailleurs à l'intérieur des pays du système capitaliste, y compris la lutte armée, lorsque les peuples la considèrent indispensable, le développement continu du mouvement de libération nationale des peuples des pays coloniaux et dépendants. Toutefois, N. Khrouchtchev est, en fait, tellement loin de ces thèses ! S'il conçoit ainsi la coexistence pacifique, pourquoi alors accuse-t-il le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis frères, qui s'en tiennent d'une manière conséquente aux conclusions de la Déclaration de Moscou au sujet de cette question, d'être, soi-disant, contre la coexistence pacifique ?

N. Khrouchtchev, dans ce cas également fait, en réalité, de la démagogie, des jeux de mots, parce que, bien qu'il admette en paroles que «la coexistence pacifique ne signifie pas la conciliation de l'idéologie socialiste avec l'idéologie bourgeoise», il pense que les contradictions idéologiques entre les deux systèmes seront résolues non pas par la révolution pour le triomphe du socialisme dans les différents pays, mais à l'aide de la compétition économique pacifique entre les deux systèmes. Ainsi, dans l'interview qu'il a accordée aux journalistes brésiliens le 21 novembre 1957, N. Khrouchtchev a dit : «Si toutes les questions non réglées sont résolues à l'aide des négociations et les contradictions idéologiques entre le système socialiste et le système capitaliste au moyen de la compétition pacifique dans le développement de l'économie, de la culture et dans la satisfaction des besoins matériels et culturels des hommes, nous pouvons affirmer avec conviction que l'humanité pourra s'assurer une longue période de paix».

Quoique en paroles il reconnaisse que la coexistence pacifique implique la lutte politique entre les deux systèmes, N. Khrouchtchev a renoncé en fait à cette lutte et, au lieu de dénoncer la politique belliciste et agressive de l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain, il répand, comme nous l'avons souligné plus haut, toutes sortes d'illusions pacifistes sur les impérialistes et glorifie leurs leaders.

«Nous devons faire en sorte que la lutte inévitable entre les deux systèmes, — a dit N. Khrouchtchev, — se fusionne sans exception avec la lutte entre les idéologies et avec la compétition pacifique, avec la concurrence, si l'on peut parler un langage plus compréhensible pour les capitalistes». (Discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'URSS en janvier 1960) Et précisément, cette coexistence pacifique, comprise de cette façon, l'actuel secrétaire du CC du PCUS, B. Ponomarev l'a qualifiée de «forme suprême de la lutte de classe entre les deux systèmes contraires : le socialisme et le capitalisme». («Pravda», 12 août 1960)

Bien qu'en paroles ils admettent que la coexistence pacifique n'exclut pas, mais présuppose la lutte de classe et la lutte de libération nationale, N. Khrouchtchev et son groupe s'en tiennent, en fait, à la conception selon laquelle la coexistence pacifique et la compétition économique entre les deux systèmes sont le moyen principal et le plus efficace pour la libération nationale et sociale des peuples. «La coexistence pacifique et elle seule, — a dit A. Roumiantsev, membre du CC du PCUS, — est la meilleure et unique voie admissible pour la solution des problèmes d'importance vitale qui se posent devant la société». («Problèmes de la Paix et du Socialisme», N° 1, année 1962)

Par ces conceptions antimarxistes, le groupe de N. Khrouchtchev a, en fait, déformé la conception marxiste-léniniste de la coexistence pacifique, d'une part, en la proclamant comme «la ligne générale de la politique extérieure» des pays socialistes, tandis que, d'autre part, en s'efforçant de l'imposer comme «la ligne générale» à tout le mouvement révolutionnaire et de libération mondiale, afin d'obliger les peuples à renoncer à leur lutte révolutionnaire et de libération.

N. Khrouchtchev oppose la lutte pour la paix et la coexistence pacifique au mouvement révolutionnaire et de libération mondiale. Il mène bruyamment la propagande préconisant que «la lutte pour la paix est devenue la condition la plus importante de la lutte pour le socialisme», que «aucun problème du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du mouvement de libération nationale ne peut être examiné à présent, sans le lier à la lutte pour la paix, pour prévenir la guerre thermonucléaire». (Discours de N. Khrouchtchev, prononcé le 16 janvier 1963 au 6^e Congrès du PSU Allemand)

Ses propagandistes en sont arrivés même au point d'appeler le désarmement «le facteur le plus important pour la libération des peuples coloniaux», au point d'affirmer que le désarmement est «le principal objectif des peuples qui luttent pour la libération nationale». Quelle signification peuvent avoir les paroles suivantes de N. Khrouchtchev : «chaque guerre locale peut se transformer aujourd'hui en guerre mondiale», «toute étincelle peut attiser l'incendie mondial», sinon que les peuples doivent renoncer à leur lutte révolutionnaire et de libération et accepter, comme le but suprême de leur lutte, la paix et la coexistence pacifique ?

C'est dans ce même esprit que N. Khrouchtchev a dit : «Le désarmement général et total créerait des possibilités nouvelles pour accorder une aide aux Etats dont l'économie dans la période actuelle est encore faible et a besoin d'être assistée par les Etats plus développés», une telle aide (accordée même par les puissances impérialistes) «pourrait inaugurer une époque nouvelle dans le développement économique de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine» (Discours de N. Khrouchtchev à l'Assemblée Générale de l'ONU, le 18 septembre 1959), «la paix durable dans les conditions du désarmement total et général permettrait de mettre toutes les réserves existant dans le monde au service de la satisfaction au maximum des besoins matériels et culturels des hommes».

Le groupe de N. Khrouchtchev non seulement répand des illusions comme quoi la cause de la libération nationale et sociale des peuples sera réalisée automatiquement à la suite de la réalisation du désarmement, de la compétition économique et de la coexistence pacifique entre les deux systèmes, en plongeant ainsi les peuples dans un état de passivité et d'expectative comme quoi la libération et le progrès leur viendraient comme un cadeau du dehors, mais, par ailleurs, il ne souligne point que la lutte révolutionnaire et de libération des peuples contre l'impérialisme est une grande force, qui joue un rôle très important pour la consolidation de la paix et de la coexistence pacifique et pour la réalisation du désarmement, que cette lutte est une grande aide pour le renforcement des positions du système socialiste mondial et pour toutes les forces qui luttent pour le triomphe du socialisme dans le monde.

Les illusions et les attitudes opportunistes ont entravé la réalisation de plus grands succès pour la cause des peuples, de la paix et du socialisme

La démagogie, les conceptions révisionnistes et l'activité pratique du groupe de N. Khrouchtchev au sujet des questions susmentionnées s'étendent aussi à toutes les autres questions fondamentales de l'époque, qui préoccupent le mouvement communiste international et l'humanité tout entière. Et elles confirment, toutes, d'une manière incontestable, une seule chose : en se plaçant en opposition ouverte avec les Déclarations de Moscou et en les sapant, il a causé de très grands préjudices au mouvement communiste et à tout le mouvement révolutionnaire et de libération dans le monde.

Ces préjudices sont mis surtout en évidence en apparaissant comme de sombres taches sur le fond des grands résultats qui ont été obtenus grâce à la politique pacifique de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes et à la lutte du prolétariat international, des peuples opprimés et des autres forces pacifiques contre l'impérialisme, pour la paix, la liberté, la démocratie et le socialisme. Le Parti du Travail d'Albanie a toujours appuyé et soutenu la politique juste de l'Etat soviétique et de tous les autres Etats socialistes au sujet des grands problèmes actuels, tels que celui ayant pour objet de prévenir la guerre mondiale, celui du désarmement et de l'interdiction des armes atomiques, le problème allemand, celui de Berlin-Ouest et autres. Mais ce n'est pas tout, car notre Parti a été et est un combattant décidé et conséquent pour l'application indéfectible de la politique commune des pays socialistes pour la solution de ces problèmes. Il ne fait aucun doute que les victoires du camp socialiste et de tous les peuples seraient encore plus grandes si on ne diffusait pas et si on ne semait pas des opinions subjectives et des illusions irréalisables, qui dérivent de conceptions antimarxistes sur la nature et les intentions de l'impérialisme. La situation favorable créée grâce à la lutte des peuples et à l'aggravation des contradictions de l'impérialisme aurait progressé bien davantage, si on avait barré la voie aux conceptions et aux attitudes opportunistes, si on avait appliqué d'une façon conséquente la ligne et les décisions communes.

«Le monde sans armes, sans armées et sans guerres», qui, soi-disant, devait être offert à l'humanité dès l'année 1960, à part les vaines illusions et les préjudices à la lutte des peuples, ne leur a apporté aucun bienfait. Et il ne pouvait pas en être autrement. Tant qu'existera l'impérialisme, ce mot d'ordre sera irréalisable. En effet, indépendamment des fleurs qu'on a jetées aux «présidents pacifiques», les impérialistes, au cours des dernières années, ont continué avec la même cruauté qu'auparavant une série d'actes de guerre sur divers points du globe, à savoir, au Congo, au Viêt-nam du Sud, au Laos, en Angola, et ailleurs, en noyant dans le sang des peuples entiers, pour conserver leur domination coloniale, ou bien pour restaurer le néo-colonialisme : la domination de l'exploitation impitoyable, de la terreur et des assassinats. Les révisionnistes n'ont pas considéré et ne considèrent pas l'impérialisme tel qu'il est : comme le bastion de la réaction mondiale, parce qu'ils ont toujours pensé et pensent que, par l'adulation et par des concessions, ils pourront contenter et convaincre «le gendarme international» à créer «avec le bon sens» le «monde sans guerres».

Ou bien, à propos du problème du désarmement total et général, que de préjudices ont causé les illusions selon lesquelles les leaders de l'impérialisme américain allaient entamer les négociations «sincèrement» pour la solution de ce problème ! En vérité, les impérialistes se sont servis et se servent de ces négociations interminables seulement comme d'un écran de fumée pour couvrir leurs préparatifs de guerre. L'impérialisme non seulement ne désarme pas, mais il a intensifié au maximum la course aux armements, il s'arme jusqu'aux dents avec des moyens toujours plus modernes, en investissant à cette fin des dizaines de milliards de dollars, il livre des armes atomiques aux revanchards de Bonn, il équipe de fusées «Polaris» ses alliés, etc. etc. Il en est de même de la question de l'interdiction des essais atomiques. L'impérialisme américain a réalisé son programme de ses dernières explosions. Il poursuit ses préparatifs pour de nouveaux essais. Dans ce domaine, il ne devient «raisonnable» pas même par les concessions de N. Khrouchtchev qui, bien qu'il ait affirmé à maintes reprises naguère que «l'inspection» est un acte d'espionnage, comme il l'est effectivement, a accepté qu'on procède à trois inspections de ce genre annuellement sur le territoire de l'Union Soviétique. Malgré cela, les impérialistes américains, qui en fait ne sont pas pour l'interdiction des essais atomiques, ne se contentent pas de cette concession non plus ; ils exigent des concessions nouvelles, ils exigent qu'on leur ouvre les portes de l'Union Soviétique au moins par 8 à 10 inspections par an.

On sait que l'Union Soviétique et les autres pays socialistes ont également défini d'une manière juste et coordonné depuis longtemps leur politique au sujet de la solution de la question allemande et de Berlin-Ouest. Mais y a-t-il rien de commun avec cette politique dans les promesses sensationnelles, dans les hésitations successives et les retraites «élastiques» de N. Khrouchtchev à propos de ces questions ? Son attitude manquant de sérieux et de principe apparaît clairement ne fût-ce que dans ses déclarations ci-dessous citées : A la conférence de presse tenue au Kremlin le 27 novembre 1958, N. Khrouchtchev, en argumentant la nécessité de la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne dans les six mois au plus tard, autrement dit avant le 27 mai 1959, et de la solution du problème de Berlin-Ouest, déclarait : «La politique des puissances occidentales a eu pour conséquence de transformer Berlin-Ouest en une tumeur cancéreuse. Et si celle-ci n'est pas liquidée, cela menacerait par un danger qui pourrait avoir des conséquences assez indésirables. Pour cela nous avons décidé de faire une opération chirurgicale, c'est-à-dire de liquider le statut d'occupation de Berlin».

Le 5 mars 1959, dans son discours à Leipzig, N. Khrouchtchev, en se référant au délai fixé pour la signature du traité de paix avec l'Allemagne, déclarait : «Nous avons dit et disons aux dirigeants des pays occidentaux : si vous, Messieurs, désirez négocier avec nous d'une manière raisonnable, nous pouvons renvoyer ce délai du 27 mai au 27 juin. Si vous le voulez au mois de juillet également, mais il faut résoudre la question de Berlin-Ouest, la question du traité de paix avec l'Allemagne».

L'année 1959 s'écoula. Aucun autre délai ne fut fixé, mais malgré cela, à la conférence de presse à Paris, le 18 mai 1960, N. Khrouchtchev, en déclarant que, pour la signature du traité de paix avec la RD Allemande, «les projets sont désormais prêts», soulignait qu'il ne lui restait qu'à «sortir son stylographe de poche, à s'asseoir, à signer et à le publier».

L'année 1960 aussi s'écoula. Le 15 juin 1961, dans son discours radiotélévisé, N. Khrouchtchev déclarait : «Nous prions tous de nous comprendre d'une façon juste : on ne peut plus renvoyer la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, il faut aboutir à la solution pacifique des questions en Europe cette année» ; et le 21 juin 1961 il précisait : «En commun avec les autres Etats pacifiques, à la fin de cette année, nous allons signer le traité de paix avec la RD Allemande».

Dans son discours radiotélévisé le 7 août 1961, en argumentant la nécessité de la conclusion immédiate de ce traité, N. Khrouchtchev soulignait : «Que signifierait l'ajournement de la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne pour quelques années encore ? Cela signifierait se montrer tolérants à l'égard des forces agressives, battre en retraite en face de leur pression. Une telle situation encouragerait encore davantage l'OTAN et le gouvernement de Bonn à former en Allemagne Occidentale des divisions toujours nouvelles, à les équiper d'armes atomiques et thermonucléaires, à transformer l'Allemagne Occidentale en la principale force du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale». Cette idée a été répétée par N. Khrouchtchev dans l'interview qu'il accorda au journaliste américain D. Pearson le 26 août 1961, où il disait : «Tout atermoiement sera interprété par les milieux revanchards d'Allemagne Occidentale comme un encouragement à l'agression et au déclenchement d'une nouvelle guerre».

Deux mois à peine après ces déclarations, dans le rapport qu'il présentait au 22^e Congrès du PCUS le 17 octobre 1961, N. Khrouchtchev annonçait : «Si les puissances occidentales font preuve d'empressement pour la solution de la question allemande, la question de la date de la signature du traité de paix avec l'Allemagne n'aura pas tant d'importance, alors nous insisterons pour le signer infailliblement avant le 31 décembre 1961».

Ainsi s'est écoulée l'année 1961 également et, à la fin de l'année 1962, le 7 novembre, en répondant aux journalistes qui lui demandaient à quelle date allait être signé le traité de paix avec l'Allemagne, N. Khrouchtchev a dit : «Il s'agit ici d'une sorte d'accouchement, lorsque le moment vient, l'enfant est mis au monde. Attendez, donc, le moment !» Et enfin, dans son discours au 6^e Congrès du PSU Allemand, après avoir considéré la construction du mur entre les deux parties de Berlin comme l'obtention du résultat désiré, il a déclaré : «A présent, si nous envisageons la question sous l'angle des intérêts directs des pays socialistes, la question de la conclusion du traité de paix, en réalité, ne se pose plus comme elle se posait avant l'adoption des mesures défensives à la frontière de la RD Allemande avec Berlin-Ouest».

Aussitôt après cette déclaration, quelques-uns des adeptes de N. Khrouchtchev ont évoqué l'affaire en prétendant que quiconque pose le problème du traité de paix et de Berlin «fait le jeu de l'ennemi» et «prend parti pour les fauteurs de guerre». Toutes ces déclarations charlatanesques ne sont autre qu'un témoignage des attitudes sans principe de N. Khrouchtchev, qui discréditent et compromettent la politique de l'Etat soviétique et du camp socialiste. N. Khrouchtchev a prétendu qu'il connaît bien le monde et ses problèmes graves et compliqués et qu'il est allé au devant, des choses, mais le fait est qu'il en connaît plutôt le revers et qu'il s'est mis à la queue de la procession.

L'aspect le plus monstrueux des actions erronées et nuisibles de N. Khrouchtchev, de ses conceptions révisionnistes et de ses concessions sans principe, est sans doute son attitude dans la crise cubaine et à l'égard du conflit frontalier sino-indien. Lors des événements de Cuba, N. Khrouchtchev s'est comporté à la fois comme un aventurier et comme un capitulard. On sait que, au cours de l'évolution de la crise des Caraïbes, non seulement on a fait des concessions unilatérales aux impérialistes américains, en retirant de Cuba les fusées, les avions, les spécialistes militaires, mais aussi on a exercé des pressions nombreuses sur un pays souverain pour l'obliger à accepter le contrôle international de l'impérialisme sur son territoire, afin de réaliser ainsi les promesses données, au président Kennedy par N. Khrouchtchev. Tandis que, au sujet du conflit frontalier sino-indien, non seulement il a proclamé son attitude prétendument «neutre», mais en est arrivé au point d'accorder une aide militaire à la clique réactionnaire indienne, qui avait entrepris des menées agressives contre un pays socialiste.

Il ne fait pas de doute que, pour les préjudices qu'il a causés et cause au mouvement communiste et ouvrier international par sa politique révisionniste, N. Khrouchtchev devra répondre quelque part. Il devra répondre aussi bien devant son parti et son peuple, que devant tout le mouvement communiste dans les futures réunions internationales.

Il arrive aux partis et aux révolutionnaires véritables d'enregistrer, dans leur lutte, non seulement des victoires, mais aussi des défaites, qui peuvent avoir lieu partiellement à cause d'erreurs subjectives aussi. Mais les partis communistes et les révolutionnaires véritables ne craignent pas de critiquer directement et de reconnaître leurs erreurs. Tandis que, avec N. Khrouchtchev, il en est autrement : il a peur de reconnaître ses erreurs et échecs. Bien plus, il s'efforce par tous les moyens de les dissimuler par sa démagogie, de déformer la vérité et de la présenter sous un faux jour, d'exiger que les autres fassent chœur avec lui, qu'ils ne le critiquent pas et qu'ils cachent la vérité. N. Khrouchtchev fait de la démagogie lorsque, parallèlement aux points de vue et aux agissements révisionnistes, parallèlement aux concessions opportunistes combinées avec des «tempêtes dans un verre d'eau», qui l'ont conduit à des erreurs si lourdes, il prétend qu'il ne s'est pas fait d'illusions sur l'impérialisme. Il fait de la démagogie lorsque, parallèlement à la surestimation des négociations et du rôle des personnalités, il proclame qu'il soutient les actions des masses, le mouvement révolutionnaire et de libération des peuples et leur liaison avec la solution des grands problèmes, tels que la consolidation de la paix, le désarmement, l'interdiction des armes atomiques, etc. En fin de compte, il fait de la démagogie lorsqu'il viole et sabote les Déclarations de Moscou et, dans le même temps, jure fidélité à ces Déclarations. Naturellement, dans tous ces cas, et dans d'autres du même genre, lorsqu'il s'agit de la solution des problèmes internationaux aigus, il s'efforce de cacher ses pieds et d'intensifier la démagogie par des attaques contre les «dogmatiques fauteurs de guerre» du Parti du Travail d'Albanie, etc., en posant la question pathétique: «Mais quoi, que voulez-vous, résoudre les problèmes par la guerre ?» N. Khrouchtchev a beau lancer des calomnies contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis marxistes ! Le Parti du Travail d'Albanie n'a jamais pensé que les questions internationales doivent être résolues par la guerre. Il a été et est d'avis que, pour leur solution, il y a une seule voie, et c'est l'application conséquente des décisions communes et des Déclarations de Moscou, que ce soit pour les questions particulières comme celle du traité de paix avec l'Allemagne, ou pour toutes les questions qui préoccupent aujourd'hui l'humanité. C'est ce qu'a demandé et demande notre Parti. La démagogie et les trucs de N. Khrouchtchev n'auront jamais cours, parce que cela serait très dangereux pour tout le mouvement communiste international. Voilà pourquoi il faut absolument localiser la plaie courageusement, mettre les choses en place, révéler au grand jour la vérité, afin que notre mouvement avance avec encore plus d'élan et accomplisse sa mission historique. C'est précisément cela que feront les partis marxistes-léninistes, c'est précisément ce que feront les vrais révolutionnaires.

Les positions du groupe de N. Khrouchtchev sont exposées à un danger sérieux, au danger de la dénonciation complète. Et il ne pouvait en être autrement. Les clairs révisionnistes devaient s'enrouer un jour et les «héros» opportunistes devaient se heurter aux marxistes-léninistes au sein de leurs partis et du communisme international. Leur orientation antimarxiste, suivie si bruyamment, créa une série de difficultés pour les groupes révisionnistes eux-mêmes, non seulement dans le domaine de la politique extérieure, mais aussi dans celui de la politique intérieure, — économique, culturelle et autres, qui ne pouvaient être couvertes pour longtemps ni par la démagogie, ni par les discours grandiloquents, ni par les prétendus «échos», qui résonnent comme des carillons sans fêtes.

N. Khrouchtchev se voit obligé de procéder à des organisations et réorganisations nombreuses dans tous les domaines d'activité, lesquelles n'ont suscité qu'un chaos dangereux pour son groupe lui-même. Il a été obligé, le cœur meurtri, de frapper son fils adoré Yevtouchenko, qu'il avait élevé et choyé et dont il avait fait le trompeteur de l'anti-stalinisme, en lui accordant la place d'honneur à la «Pravda». Mais les manœuvres démagogiques de N. Khrouchtchev ne trompent facilement et pendant longtemps ni les bolcheviks et les peuples soviétiques, ni les communistes et les peuples des différents pays.

C'est en face de difficultés sérieuses que se trouvent également les alliés de N. Khrouchtchev, qu'il a poussés dans une impasse, qu'il a compromis et attaché à sa remorque et à présent il les traîne lamentablement vers l'abîme. Mais, malgré cela, il y a des gens qui réfléchissent et cela est positif ; il y en a qui réagissent, et cela est encore plus positif ; il y en a aussi qui se débattent, qui ont peur et n'osent pas, mais qui ont des doutes sur les prétendus «bienfaits» de cette orientation révisionniste. Ces gens sont aux prises avec leurs propres partis, avec leurs compagnons, avec leur conscience, ils sont aux prises avec N. Khrouchtchev et Tito. Les révisionnistes fieffés brandissent l'épée en agissant d'une façon ignominieuse pour placer ces gens en face du dilemme : ou bien vous devez vous engager dans la voie de la trahison complète, ou bien à la porte, parce que vous êtes des staliniens, des antimarxistes, des dogmatiques, des nationalistes !

Obligés d'affronter le mécontentement de la masse des communistes et du peuple, surtout à cause des difficultés qu'a créées leur politique dans tous les domaines de la vie, les alliés fidèles de N. Khrouchtchev se servent, à leur tour, de la démagogie, imitent en tout leur «inspirateur» et s'efforcent, en même temps, de mener jusqu'au bout la «déstalinisation», la réhabilitation totale des traîtres, l'épuration du parti et de l'appareil d'Etat en éliminant non seulement les «staliniens», mais aussi les «tièdes», les «hésitants». Ces révisionnistes cherchent à se montrer plus catholiques que le pape, parce que en cela seulement ils voient leur salut. Mais leur attaque ressemble à l'attaque de Don Quichotte contre le moulin à vent.

Le groupe de N. Khrouchtchev, en face de la pression des marxistes-léninistes, s'efforce de se défendre, en faisant siens, soi-disant, les arguments des marxistes ; pour pouvoir tromper les masses, il en arrive au point de glorifier parfois Staline aussi. Les révisionnistes connaissent bien les fils du grand complot qu'ils ont ourdi contre l'Union Soviétique et le communisme international en attaquant l'œuvre et la personne de J. V. Staline.

Mais à leur tour, les marxistes ont découvert ces fils de la toile d'araignée et ils les coupent successivement, de sorte qu'un beau jour l'araignée noire sera privée de sa toile. N. Khrouchtchev connaît trop bien l'importance colossale de la question de Staline, non seulement pour l'Union Soviétique, mais aussi pour tout le communisme international, pour le marxisme-léninisme lui-même. Il s'imaginait avoir liquidé et surmonté cette question, il s'imaginait avoir créé un «épouvantail» effroyable dans le monde, à tel point que non seulement personne n'oserait plus le défendre, mais encore qu'on ne prononcerait même plus le nom de Staline.

Mais c'est le contraire qui s'est produit. Les marxistes-léninistes et les révolutionnaires véritables, les peuples se rendent compte toujours mieux que la question de J. Staline est une question ayant une importance de principe dans la lutte entre les marxistes et les révisionnistes, parce qu'elle concerne la défense du léninisme, parce que, à moins de remettre en place Staline et son œuvre, il ne serait pas possible pour le mouvement révolutionnaire et pour la cause du marxisme d'aller de l'avant.

La vérité ne peut pas être ternie, parce qu'elle est la lumière ; le mensonge, la calomnie et la démagogie sont les armes des comploteurs, les armes des ténèbres.

N. Khrouchtchev sur le même front que les révisionnistes yougoslaves

Dans la lettre que le CC du PCUS a envoyée le 30 mars 1963 au CC du PC de Chine, non seulement il est fait état de la prétendue «question albanaise», mais encore elle est placée sur le même plan que la question yougoslave ; en d'autres termes, la RP d'Albanie est comparée à la Yougoslavie titiste et le PTA à la clique renégate de Belgrade.

On sait que N. Khrouchtchev a suivi avec obstination, à l'égard de la Yougoslavie, la ligne de la conciliation, du rapprochement et de l'union complète, de la collaboration multilatérale, en créant un front commun avec la clique de Tito, sous le prétexte que la Yougoslavie «est un pays socialiste» et l'Union des Communistes Yougoslaves «un parti frère». Et cette ligne à lui, qui est en contradiction flagrante avec la Déclaration de l'année 1960, dans laquelle les révisionnistes yougoslaves ont été condamnés à l'unanimité comme des renégats par tous les partis communistes et ouvriers, il s'efforce de l'imposer à tout le mouvement communiste international, en attaquant sauvagement tous ceux qui demeurent fidèles à la Déclaration et s'opposent au rapprochement avec la clique titiste, aux tentatives de N. Khrouchtchev visant à incorporer la Yougoslavie dans la famille des pays socialistes et l'UCY dans le mouvement communiste international.

Pour tromper l'opinion publique, pour justifier ses points de vue et son activité, N. Khrouchtchev, claironne qu'en Yougoslavie «ont lieu des changements», que «la politique extérieure de la Yougoslavie coïncide avec la politique des Etats socialistes», que, en fin de compte, «au sujet de quelques questions idéologiques on constate des divergences sérieuses et à ce propos on va s'entretenir ouvertement avec les camarades yougoslaves». La démagogie de N. Khrouchtchev ne peut tromper personne. Parce qu'il est clair pour tout le monde qu'aucun «changement» n'a eu et n'a lieu en Yougoslavie, par l'action de la clique titiste, pouvant montrer que là-bas sont corrigées les erreurs, mais au contraire on y marche irrésistiblement sur la voie de la trahison, sur la voie de la restauration du capitalisme. Les dirigeants des révisionnistes yougoslaves ont déclaré eux-mêmes plus d'une fois qu'aucun changement n'a eu et n'aura lieu s'il est contraire au programme de l'UCY approuvé par son 7e Congrès. Pourquoi N. Khrouchtchev ne montre-t-il pas au mouvement communiste en quoi consistent les changements dont il parle ? Pourquoi ne cite-t-il pas des faits concrets, au lieu de parler en termes généraux ? Il est clair qu'il n'y a pas de faits concrets et il n'en trouvera jamais.

L'un des arguments «solides» de N. Khrouchtchev est la prétendue «identité» ou «concordance» des positions de la Yougoslavie titiste avec les positions des pays socialistes, dans beaucoup de questions de politique extérieure. Encore des paroles futiles seulement, encore du bluff. Toute personne, qui suit attentivement l'évolution des événements et les attitudes de la Yougoslavie titiste à l'égard des différents problèmes internationaux, a remarqué que dans chaque occasion l'attitude des révisionnistes yougoslaves n'a eu rien de commun avec l'attitude des pays socialistes. C'est ce que prouve l'attitude au cours de la crise dans la Mer des Caraïbes et à l'égard du conflit frontalier sino-indien, où la clique titiste fit cause commune avec les agresseurs et condamna aussi bien Cuba de Fidel Castro que la Chine populaire. Par quoi «concorde» la politique de la clique renégate des révisionnistes yougoslaves avec la politique extérieure des pays socialistes ? Serait-ce dans l'attitude à l'égard de la lutte de libération nationale des peuples opprimés et nouvellement libérés, que la clique titiste s'efforce de saboter par tous les moyens ? Ou bien dans l'attitude envers les pays socialistes, contre lesquels, comme dans le cas de la RP d'Albanie, de la RP de Hongrie et d'autres pays socialistes, la clique titiste a ourdi et ne fait qu'ourdir des complots contre-révolutionnaires ? Ou bien les révisionnistes yougoslaves seraient-ils, par hasard, du même avis que les pays socialistes à propos des grands problèmes tels que la question de la conclusion au plus tôt du traité de paix avec l'Allemagne et celle de la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée ? Lorsque la situation nécessitera qu'on agisse dans ce sens sérieusement, alors tout le monde se rendra compte pour qui prendra parti la clique de Tito, si elle va se rallier aux pays socialistes, si son attitude va «concorde» avec celle de l'Union Soviétique, ou bien elle fera cause commune avec les impérialistes.

Les mots futiles à des fins démagogiques ne sont pas un trait exclusif de N. Khrouchtchev. La clique de Tito également s'est qualifiée dans ce sens. En paroles elle peut se prononcer même pour coexistence pacifique, pour le désarmement ou pour l'indépendance des peuples, etc. etc. Mais est-ce que la clique renégate de Belgrade s'exprime à elle seule en leur faveur ?

Même les impérialistes les plus agressifs, même Kennedy et Adenauer exhibent le rameau d'olivier, parlent de la coexistence et du désarmement, prononcent des discours et publient des messages pour l'indépendance des peuples, mais cela ne les empêche pas, en fait, de suivre la politique de la guerre et de l'armement, la politique de l'oppression et de l'asservissement des peuples.

N. Khrouchtchev se rend compte qu'il est impossible de fourrer le clocher dans un sac, qu'il n'est pas facile de persuader le communisme international qu'il respecte la Déclaration de Moscou lorsqu'il proclame la Yougoslavie un pays socialiste. C'est pourquoi, pour faire preuve, soi-disant, d'esprit de principe, il souligne que, à propos de certaines questions idéologiques, il n'est pas d'accord avec les «camarades» yougoslaves et qu'il leur en parlera. Mais quelles sont ces questions idéologiques et comment il leur fera ses observations, au vu et au su de tout le monde, ou bien d'une façon confidentielle ? La Déclaration de Moscou souligne que la tâche des partis communistes est de démasquer sans cesse le révisionnisme yougoslave. Non seulement cette juste conclusion de la Déclaration de Moscou est tombée en oubli pour N. Khrouchtchev et pour son groupe, mais par surcroît ces derniers se sont attaqués plus d'une fois et s'attaquent avec arrogance aux partis qui appliquent fidèlement la Déclaration de Moscou et qui dénoncent les conceptions et l'activité des renégats titistes. Cela n'est-il pas apparu nettement dans l'attitude scandaleuse à l'égard du délégué de la RP de Chine au 6^e Congrès du PSU Allemand ?

Tous ces faits montrent que N. Khrouchtchev et son groupe, en repoussant les Déclarations de Moscou, non seulement ont renoncé à la lutte pour la dénonciation du révisionnisme yougoslave, mais depuis des années suivent avec opiniâtreté la ligne de l'union complète avec lui, en créant ainsi le front révisionniste commun. Et cela a lieu non pas parce que la clique de Tito a «changé», mais parce qu'a changé l'attitude de N. Khrouchtchev et de son groupe, qui sont passés eux-mêmes dans les positions du révisionnisme, dans les positions de l'antimarxisme. Cela apparaît clairement, de même, dans l'attitude à l'égard d'une autre thèse des Déclarations de Moscou, à l'égard de celle qui définit le révisionnisme comme le principal danger dans le mouvement communiste et ouvrier international.

A propos de cette question également, N. Khrouchtchev prétend qu'il respecte les Déclarations de Moscou, qu'il mène même une lutte sur deux fronts: contre le révisionnisme et contre le dogmatisme. Mais que se passe-t-il en réalité ? Outre la clique renégate des révisionnistes yougoslaves, on sait également que les conceptions révisionnistes ont été embrassées, entre autres, par la direction du PC Italien aussi, avec en tête P. Togliatti, et que ces conceptions ont trouvé leur expression dans beaucoup de matériaux et documents officiels du parti en question. Malgré cela, N. Khrouchtchev et son groupe n'ont formulé aucune critique, si minime soit-elle, contre ces conceptions opportunistes; au contraire, ils ont pris sous leur protection la ligne révisionniste de P. Togliatti et consorts et mettent à profit chaque occasion pour couvrir d'éloges cette ligne, en la présentant comme un exemple du «marxisme-léninisme-créateur». L'une des manifestations les plus affreuses du révisionnisme moderne est aussi le groupe de Dange en Inde, qui est devenu un valet docile des milieux les plus réactionnaires de la bourgeoisie indienne et est passé à la trahison ouverte et au social-chauvinisme. A l'égard de ce groupe traître non plus et de sa ligne, N. Khrouchtchev et ses tenants non seulement n'ont pas formulé la moindre critique, mais au contraire, ils ont des «rencontres cordiales» avec Dange, en l'encourageant ainsi à avancer encore davantage sur la voie de la trahison.

En quoi consiste, donc, «la lutte décidée» de N. Khrouchtchev et de son groupe contre le révisionnisme ? Ils ont renoncé à cette lutte, parce qu'ils se tiennent eux-mêmes sur les positions du révisionnisme, bien plus ils s'efforcent par tous les moyens d'obliger les autres aussi à renoncer à cette lutte. En fait, N. Khrouchtchev et son groupe ont dirigé la pointe de leur lutte uniquement contre le prétendu «dogmatisme», par lequel ils sous-entendent en vérité le marxisme-léninisme.

C'est en vain que N. Khrouchtchev cherche des voies «originales», soi-disant, pour le rétablissement de l'unité

Mais après tout cela, pourquoi N. Khrouchtchev a-t-il besoin de mettre sur le même plan, ne fût-ce que pour la forme, la question yougoslave et la prétendue «question albanaise» ? Pour nous il est absolument clair que cette manœuvre lui est nécessaire pour lier entre elles et conditionner ces deux choses, afin d'imposer aux partis marxistes-léninistes l'admission de la Yougoslavie comme un pays socialiste et de l'UCY comme un parti frère, en «compensant» cela avec la reconnaissance de l'Albanie

comme un pays socialiste de la part de N. Khrouchtchev. En d'autres termes : ou bien vous, les partis marxistes-léninistes, vous allez admettre que la Yougoslavie est un pays socialiste et l'UCY un parti communiste frère et, par conséquent, vous allez renoncer à la lutte pour la dénonciation de la clique titiste, tandis que nous (c'est-à-dire le groupe de N. Khrouchtchev) «à titre de récompense» acceptons d'appeler l'Albanie pays socialiste et renonçons aux attaques publiques contre le Parti du Travail d'Albanie et ses dirigeants ; ou bien, au cas où vous allez continuer la lutte contre les révisionnistes yougoslaves, nous poursuivrons la lutte contre le PTA et la RP d'Albanie et demanderons leur exclusion du mouvement communiste et du camp socialiste. Ou bien, enfin, laissons de côté aussi bien la question yougoslave que la «question albanaise», qui seront réglées par le temps. (Mais N. Khrouchtchev oublie un «petit détail» : la clique révisionniste de Tito a été condamnée à l'unanimité par le mouvement communiste et ouvrier international comme traîtresse au marxisme-léninisme. Tandis que le PTA est un parti marxiste-léniniste et la RP d'Albanie membre du camp socialiste, par conséquent on ne saurait même pas les comparer à l'UCY et à la Yougoslavie titiste et on ne saurait, du reste, les négliger lors des discussions concernant la solution des problèmes qui intéressent le mouvement communiste et ouvrier international).

Comme on voit, N. Khrouchtchev a découvert des issues assez «originales» pour se tirer de la grave situation dans laquelle il a plongé le camp socialiste et le mouvement communiste par ses attitudes et menées antimarxistes et, en violation des Déclarations de Moscou, il propose, pour ainsi dire, une sorte de «compromis raisonnable». Il propose un compromis au détriment d'un parti marxiste-léniniste et d'un pays socialiste, à savoir le Parti du Travail d'Albanie et la République Populaire d'Albanie. N. Khrouchtchev s'est habitué à faire des marchandages aux dépens de la souveraineté d'autrui, indépendamment du fait que ces marchandages n'ont pas pu exercer et ne pourront jamais, du reste, exercer, dans l'avenir non plus, leur effet néfaste sur les partis marxistes-léninistes et les peuples libres et souverains.

Les attitudes arbitraires du groupe de N. Khrouchtchev à l'égard du PTA et de la RP d'Albanie montrent de la manière la plus claire qu'il n'a l'intention de procéder à aucun tournant, qu'il n'a pas non plus le moindre désir de résoudre les désaccords, mais qu'il est décidé à marcher avec obstination sur la voie de la scission et de la trahison, sur la voie tendant à saper l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.

La tendance précitée de N. Khrouchtchev montre que, dans l'avenir également, il voudrait réaliser son rêve irréalisable pour résoudre les questions des autres et celles du mouvement communiste international par la voie antimarxiste. Mais malheureusement pour lui, il ne pourra pas trouver des partenaires de ce genre. Les questions d'autrui et celles du mouvement communiste international peuvent être résolues et décidées seulement là où il le faut, entre les intéressés et par tous les partis frères et non pas sous son diktat. Cette voie seulement est celle de la solution léniniste des questions. C'est en vain qu'il rêve de trouver une autre voie.

Par ailleurs, il va de soi que la question du règlement des désaccords au sein du mouvement communiste et ouvrier international est un problème vital pour les destinées du mouvement, pour lequel sont intéressés et portent de la responsabilité tous les partis marxistes-léninistes et tous les communistes du monde sans exception. Toutefois, N. Khrouchtchev ne veut pas tenir compte de la nécessité absolue qui exige que toute réunion internationale doit être précédée par une phase préparatoire, autrement dit par la discussion et l'appréciation, au sein de chaque parti, des arguments des différentes parties en présence, de façon que la réunion du communisme international reflète effectivement l'opinion des millions de communistes du monde entier. Telle est la voie pratiquée au cours de leur existence par V. I. Lénine et J. V. Staline, telle est la voie qu'ils ont indiquée aux autres communistes aussi.

En fait, à l'heure actuelle un vaste débat est mené dans le monde sur la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Les points de vue des deux parties en présence ont été clairement exprimés. Mais les directions de quelques partis frères non seulement ont établi la «quarantaine» sur les matériaux qui expriment les points de vue marxistes-léninistes, mais aussi ont déformé ces points de vue. Les masses des communistes de ces partis demandent de prendre connaissance de ces matériaux qui expriment ces points de vue, mais on ne les leur fournit pas. Les communistes exigent

qu'on discute ces questions, mais leur exigence n'est pas approuvée. Dans ces conditions, les communistes, d'une façon ou d'une autre, sont obligés de trouver les voies pour exprimer leur opinion. Que les auteurs des «quarantaines» de ce genre, donc, ne perdent pas de vue que, même s'ils ne permettent pas la discussion et ne tiennent pas compte de l'opinion de la masse des communistes, ce qui est antimarxiste et antidémocratique, ces derniers sauront exprimer, même dans une réunion du communisme international, leur propre opinion par les procédés les plus divers, sans violer aucune norme léniniste. On ne peut établir l'unité marxiste-léniniste du mouvement communiste international ni sans ni contre la volonté des communistes.

N. Khrouchtchev garde une attitude ouvertement hostile au PTA et à la RP d'Albanie

Dans la lettre du 30 mars adressée au CC du PC de Chine, le groupe de N. Khrouchtchev, comme nous l'avons dit dès le début de cet article, lance des calomnies et des accusations contre le PTA, en montrant une fois de plus de la sorte ses desseins scissionnistes. Ce fait ne nous étonne nullement. N. Khrouchtchev persiste d'une manière conséquente dans son attitude hostile au PTA, parce que le PTA est un témoin vivant, «indésirable», aux dépens duquel ont été expérimentées, mais sans succès, toutes les «normes» de N. Khrouchtchev dans les relations avec les partis frères et les pays du camp socialiste, à commencer des flatteries et des promesses jusqu'aux interventions brutales, aux pressions, aux blocus, aux calomnies et aux appels à la contre-révolution. Combien cyniques et fausses résonnent les déclarations que font souvent, en particulier ces derniers temps, les révisionnistes du groupe de N. Khrouchtchev, en prétendant que la direction soviétique s'en tient aux principes de la non-intervention mutuelle dans les affaires intérieures, du respect de chaque parti, qu'il soit grand ou petit, de l'assistance et de l'appui mutuels, que la révélation au grand jour des désaccords et les attaques publiques contre les partis frères ne font qu'accentuer les divergences, que l'extension des désaccords idéologiques au domaine des relations étatiques entre pays socialistes est absolument intolérable et très nuisible, etc. etc. ! Dans la lettre récente adressée au PC de Chine, N. Khrouchtchev suit sa vieille tactique des attaques, d'une part, et de la duperie au détriment de l'opinion publique, d'autre part. Il persiste dans son allégation connue selon laquelle il a fait et continue de faire tous les efforts pour la solution des désaccords et pour la normalisation des relations entre nos deux partis et nos deux pays, mais que tous ces efforts, soi-disant, n'ont pas trouvé «l'écho voulu» auprès de la direction albanaise.

Nous avons affirmé depuis longtemps et répétons que ces assertions sont absolument privées de fondement. Le Parti du Travail d'Albanie a éclairé plus d'une fois l'opinion publique, par des faits et des documents nombreux, en montrant que la direction soviétique actuelle, avec en tête N. Khrouchtchev, non seulement n'a fait aucun pas vers l'amélioration des relations soviéto-albanaises, mais au contraire a marché avec obstination sur la voie de l'accentuation et de l'aggravation ultérieures des désaccords, en commettant des actes hostiles, les uns plus graves que les autres, contre notre Parti et notre pays. Dans l'article du 7 février 1963, pour montrer au grand jour la vérité devant l'opinion publique, le CC du PTA a proposé au CC du PCUS de publier en commun les matériaux de nos deux partis et de nos deux gouvernements, la correspondance échangée entre nous au sujet des désaccords. Mais cette proposition avancée de notre part a été accueillie par un morne silence par le groupe de N. Khrouchtchev. Il est clair que N. Khrouchtchev a peur de la vérité et tient à ce que l'opinion publique ne connaisse pas la réalité à l'aide de documents, qu'elle ne constate pas quels objectifs poursuivaient, en fait, ses efforts et à quoi il visait en incitant et aggravant les désaccords soviéto-albanais. Voilà pourquoi il préfère suivre la voie de la démagogie. C'est cette même voie qu'il s'efforce de suivre également lorsqu'il écrit, dans la lettre du 30 mars adressée au CC du PC de Chine, que «le CC du PCUS a fait preuve une fois de plus d'initiative et a adressé au CC de PTA la proposition pour l'organisation d'une rencontre bilatérale des représentants de nos deux partis». Il aurait bien mieux valu si le CC du PCUS avait cité entièrement sa lettre adressée au CC du PTA à cette fin, d'autant plus qu'elle contient à peine quelques lignes; de la sorte les communistes du monde pourraient se convaincre sur la «démarche empreinte d'esprit de camaraderie» et sur l'application pratique de la part des dirigeants soviétiques, N. Khrouchtchev en tête, des principes du respect, de l'égalité et de l'indépendance des partis frères (!?). Nous proposons au CC du PCUS de faire cela. De notre côté, étant donné que N. Khrouchtchev s'efforce d'utiliser l'échange de lettres entre nos deux partis au début du mois de mars 1963 pour de nouvelles calomnies contre le PTA, nous citons ci-dessous le texte intégral de notre réponse envoyée au CC du PCUS le 13 mars 1963 :

«A la date du 11 mars 1963, au CC du PTA a été reçu le chargé d'affaires de la RS de Tchécoslovaquie à Tirana, Miroslav Holloub, sur la demande de ce dernier. *[Depuis la rupture des relations diplomatiques avec la RP d'Albanie, c'est l'ambassade tchécoslovaque à Tirana qui défend les intérêts de l'URSS en Albanie. — Note de la rédaction.]* Le chargé d'affaires de la RS de Tchécoslovaquie, sur la demande du CC du PCUS, a remis, pour connaissance, une lettre que le CC du PCUS a adressée au CC du PC de Chine, en même temps qu'une lettre d'accompagnement adressée au CC du PTA, contenant quelques lignes, par laquelle le CC du PCUS, en prétendant que sa lettre adressée à un tiers parti soit une base pour la normalisation des relations soviéto-albanaises, en passant, propose que «entre le PCUS et le PTA soient organisées des conversations bilatérales». Le CC du PTA estime que cette démarche du CC du PCUS, entreprise de cette façon, en utilisant comme occasion la lettre du CC du PCUS adressée au CC du PCC, qui contenait des arguments et des considérations concernant les relations et la nécessité pour des entretiens entre le PCUS et le PCC, présente, en fait, le PTA comme s'il dépendait d'un autre parti, ce qui ne peut être considéré que comme un acte de discrédit, de dénigrement et de mépris pour le PTA, comme une violation du principe de l'égalité et du respect réciproque, principe fondamental dans les contacts et les relations entre partis communistes et ouvriers. Par conséquent, la lettre précitée du CC du PCUS ne fut pas reçue, comme étant inacceptable.

Le CC du PTA ne peut ne pas penser que le CC du PCUS montre une fois de plus son manque de désir sincère pour la normalisation des relations entre nos deux partis et, semble-t-il, s'efforce de s'assurer un faux prétexte comme quoi, soi-disant, le PTA n'accepte pas les conversations bilatérales.

Le CC du PTA, qui, dans ses relations avec les partis frères, s'en tient aux normes léninistes du respect réciproque, a été et est disposé à accepter et à étudier attentivement toute lettre et toute proposition que le CC du PCUS adressera à notre Parti, mais il repoussera toute tentative visant à discréditer le PTA, à violer son indépendance, ses droits égaux dans le mouvement communiste et ouvrier international. Le PTA a été et est toujours disposé à mener des négociations bilatérales avec le PCUS, au cas où le CC du PCUS créera toutes les conditions de l'égalité complète».

Comme il ressort clairement de la lettre ci-dessus du CC du PTA adressée au CC du PCUS, la prétendue «initiative» de la direction soviétique pour des conversations bilatérales suivait en vérité des desseins malveillants, elle constituait une tentative pour discréditer le PTA, pour fouler aux pieds son indépendance.

Cette conclusion est évidente pour toute personne qui ne ferme pas les yeux intentionnellement devant la vérité. Elle est confirmée aussi par toute la pratique suivie par N. Khrouchtchev dans les relations avec le PTA au cours des dernières années. Il a gardé continuellement à l'égard de notre Parti une attitude dédaigneuse et méprisante, en ne le considérant pas comme un parti égal et indépendant, mais comme un appendice ou instrument aux mains des autres. Dès le 9 novembre 1960, au moment où siégeait la réunion de Moscou des 81 partis, en partant de ses conceptions chauvines et d'homme d'affaires bourgeois, il a déclaré à la délégation du PC de Chine ce qui suit : «Nous avons perdu une Albanie, tandis que vous les Chinois avez gagné une Albanie». Au 22^e Congrès du PCUS, en octobre 1961, dans son discours de clôture, où il a exprimé toute sa pensée fielleuse et sa haine contre le PTA, N. Khrouchtchev, par des allusions directes, a dit que notre Parti est un parti dépendant et il a fait appel aux camarades chinois en ces termes : «s'ils veulent l'amélioration des relations soviéto-albanaises, personne d'autre qu'eux ne peut contribuer à cette affaire». Il renouvela ces accusations absurdes, sous une forme encore, plus ouverte et avec un vocabulaire très banal, dans son discours du 12 décembre 1962 au Soviet Suprême de l'URSS, où il a dit que le Parti du Travail d'Albanie est, soi-disant, instruit et incité par quelques «sales langues» à insulter l'organisation mère le Parti Communiste de l'Union Soviétique et que pour ce travail on récompense, soi-disant, le Parti du Travail d'Albanie avec 3 kopeks. Nous sommes pleinement convaincus que pour N. Khrouchtchev il était tout à fait clair que la proposition pour des négociations bilatérales avec le PTA, avancée sous la forme susmentionnée, en considérant notre Parti comme un simple appendice d'un tiers parti, était inacceptable pour le PTA, comme pour tout parti indépendant qui a le respect de soi-même. Mais il

avait besoin de cela à des fins démagogiques, pour tromper les autres, pour rejeter la faute sur le Parti du Travail d'Albanie et pour justifier ainsi son orientation belliqueuse contre le PTA et la RPA, ses tentatives tendant à les exclure des rangs du mouvement communiste et du camp socialiste. Il a eu besoin de cela pour disposer d'un prétexte et pour montrer de la sorte que, soi-disant, il a fait tout le possible pour la normalisation des relations soviéto-albanaises, mais que les dirigeants albanais sont, soi-disant, contre toute rencontre et conversation. Il ne s'était écoulé que peu de temps lorsque cette prévision du Comité Central du PTA fut entièrement confirmée. C'est ce que montre clairement la lettre que le CC du PCUS a envoyée le 30 mars au CC du PC de Chine.

Il faut dire que N. Khrouchtchev s'efforce avec obstination à continuer son jeu. Un fait significatif c'est que les dirigeants soviétiques, dans la lettre adressée au CC du PC de Chine, soulignent : «Si le désir est effectivement manifesté, nous sommes disposés à prendre part à une telle rencontre». Ici encore on suit la même tactique : pour ainsi dire, «nous avons exprimé notre désir», «nous avons pris place à notre coin», «nous avons exprimé notre intention par l'entremise du PC de Chine», et à présent aux dirigeants albanais de parler. Nous disons aux dirigeants soviétiques : adressez-vous directement au CC du PTA, mais en observant les normes connues du respect et des relations réciproques entre partis. Créez les conditions de l'égalité complète, que jusqu'à présent vous avez foulées aux pieds délibérément dans les relations avec le PTA et la RPA, si vous êtes effectivement pour la normalisation de nos relations. Laissez de côté les gants de la diplomatie, les raisonnements futiles sur le prestige et les phrases démagogiques. N'oubliez pas que vous êtes très fautif à l'égard du PTA et de la RPA. Si vous vous imaginez que vous pouvez surmonter facilement les menées antimarxistes et anti-albanaises auxquelles vous vous êtes livrés contre le PTA et la RPA, vous vous trompez lourdement !

Mais N. Khrouchtchev et son groupe ne sont pas sincèrement pour les entretiens et pour la solution des désaccords avec le PTA. Cela est confirmé ne fût-ce que par le fait que les dirigeants soviétiques, même lorsqu'ils parlent de conversations et du règlement des désaccords, continuent leurs attaques et calomnies contre le PTA. Ils accusent les dirigeants albanais de continuer, soi-disant, «leurs agissements scissionnistes» et qu'ils «entreprennent des attaques calomnieuses» contre le PCUS et le peuple soviétique.

Le groupe de N. Khrouchtchev, en taxant de scissionniste le PTA, cherche à faire disparaître les traces de sa propre activité scissionniste. Qu'entend N. Khrouchtchev par «agissements scissionnistes» des dirigeants albanais ? Faut-il appeler agissement scissionniste le fait que le PTA ne s'est pas soumis au diktat de N. Khrouchtchev à la réunion de Bucarest et à celle de Moscou, qu'il a eu le courage d'exprimer son point de vue et de critiquer, dans la réunion du communisme international, ses conceptions et menées antimarxistes, tandis que les complots de N. Khrouchtchev contre les partis marxistes-léninistes frères, ourdis dans leur dos, et les tentatives pour entraîner dans ces complots, au moyen de menaces et de pressions, les autres partis, devraient donc être appelés actions marxistes-léninistes en faveur de l'unité ? Pourquoi devrions-nous vanter comme une «élasticité marxiste-léniniste» les violations flagrantes des Déclarations de Moscou de la part de N. Khrouchtchev, tandis que leur défense de la part du PTA et des autres partis marxistes-léninistes devrait être appelée action scissionniste ? Non, ce n'est point le PTA, mais le groupe de N. Khrouchtchev qui, par ses conceptions et menées, a nui et nuit gravement à l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, lui qui a entrepris et accentué tous les jours davantage la scission dans nos rangs. Et si le groupe de N. Khrouchtchev fait du vacarme pour l'unité, les faits montrent qu'il n'est pas pour l'unité marxiste-léniniste véritable, mais pour une unité fautive, antimarxiste, non pas sur la base des Déclarations de Moscou, mais sur une base révisionniste.

Dans la lettre du CC du PCUS du 30 mars adressée au CC du PC de Chine, il est dit que les «dirigeants albanais ont entrepris et continuent d'entreprendre des attaques calomnieuses» contre le PCUS et le peuple soviétique. Où et en quelle circonstance avons-nous lancé des calomnies contre le PCUS et le peuple soviétique ? Que N. Khrouchtchev nous cite au moins un exemple. Notre Parti et notre peuple ont toujours éprouvé et éprouvent une grande affection et un profond respect envers le glorieux Parti Bolchevik, fondé par Lénine, et envers le peuple soviétique frère. Nous les avons toujours considérés et les considérons toujours comme nos amis bien-aimés, nous éprouvons envers eux les sentiments internationalistes les plus fraternels, nous avons été, sommes et serons

éternellement reconnaissants pour tout ce qu'ils ont fait pour le bien de notre Parti et de notre peuple. Le Parti du Travail d'Albanie éduque continuellement les masses des communistes et du peuple avec l'affection pour l'Union Soviétique. Cela apparaît d'une manière évidente dans toute son activité et sa propagande, cela apparaît aussi dans notre presse, qui les met au courant sur la vie et les succès des travailleurs soviétiques, abstraction faite de ce que dans la presse soviétique, depuis trois ans, on n'a écrit pas même un seul mot sur les efforts et la lutte du peuple albanais pour le socialisme. La lutte de principe que mène le PTA contre le révisionnisme moderne est en même temps une lutte pour la défense de l'Union Soviétique. Cela sera confirmé par le temps.

A l'égard du groupe de N. Khrouchtchev non plus nous n'avons jamais tramé aucune calomnie. Nous avons toujours dit la vérité, en nous référant aux faits réels, aux attitudes et aux agissements de N. Khrouchtchev. Nous avons dit et disons que N. Khrouchtchev a été le premier à révéler au grand jour nos désaccords au 22^e Congrès du PCUS, en donnant des armes à nos ennemis et en créant ainsi un précédent dangereux dans le mouvement communiste international, où le congrès d'un parti sert de tribune pour attaquer et condamner arbitrairement les autres partis. Nous avons affirmé et affirmons que le groupe de N. Khrouchtchev a coupé tous les crédits, rappelé tous les spécialistes soviétiques d'Albanie, chassé les étudiants albanais des écoles de l'Union Soviétique, annulé tous les accords commerciaux, culturels et militaires; non content de cela, il a rompu les relations diplomatiques, en établissant ainsi un blocus total contre la RP d'Albanie. Nous avons affirmé et affirmons que le groupe de N. Khrouchtchev a calomnieusement déclaré les dirigeants du PTA agents de l'impérialisme vendus pour 30 monnaies d'argent. Nous avons affirmé et affirmons que N. Khrouchtchev et ses amis ont ouvertement pris sous leur protection les ennemis de notre pouvoir populaire, condamnés comme des traîtres à la Patrie et comme des agents des services d'espionnage étrangers, ainsi que différents éléments anti-partis et, dans le même temps, ils ont fait appel pour renverser la direction du Parti et de l'Etat en Albanie, en intervenant ainsi brutalement dans les affaires intérieures de notre Parti et de notre pays. Tout cela est prouvé avec des documents à l'appui. Nous pourrions citer ici de nombreux autres faits encore, comme, par exemple, les menées hostiles et l'arbitraire du groupe de N. Khrouchtchev à l'égard de la RP d'Albanie en relation avec le Traité de Varsovie et le Conseil d'Assistance Economique Mutuelle. Mais à présent nous ne jugeons pas utile de nous attarder sur cette question et sur d'autres.

Tels sont quelques-uns des faits auxquels nous nous sommes référés dans la polémique avec le groupe de N. Khrouchtchev. Si ce sont des calomnies, comme le prétend N. Khrouchtchev, qu'il ait, donc, le courage de nier publiquement ces actes, qui sont déjà connus du monde entier, actes qui, considérés ensemble, dans la pratique internationale ressemblent seulement aux mesures qu'un pays entreprend contre un autre pays uniquement à la veille d'une déclaration de guerre.

En réalité, ce n'est pas nous, mais N. Khrouchtchev qui calomnie impudemment notre Parti et notre pays. Que désire N. Khrouchtchev ? Voudrait-il, par hasard, nous imposer un mutisme absolu, tandis que lui il continuerait à discréditer, à calomnier le PTA et la RPA et à agir à leur détriment ? Cela est inacceptable. Il faut qu'il soit définitivement clair que telle n'est pas la voie juste qui conduirait au règlement des désaccords et à la normalisation des relations soviéto-albanaises.

Si N. Khrouchtchev est pour le règlement des désaccords et pour le renforcement de l'unité, il doit le montrer par des actes, entreprendre des démarches réelles et non pas fictives, enlever tous les obstacles qu'il a créés dans les relations entre nos deux partis et nos deux pays. Comme il a osé attaquer calomnieusement, intervenir dans les affaires intérieures et mener des agissements hostiles à notre Parti et à notre pays, de même il doit avoir le courage de condamner publiquement ces attitudes et menées antimarxistes et revenir au respect rigoureux des normes internationalistes des relations entre partis communistes et ouvriers et entre pays socialistes. Nous accueillerions favorablement toute initiative sincère dans ce sens.

LA NOUVELLE CROISADE REVISIONNISTE CONTRE LE MARXISME-LENINISME ECHOUERA HONTEUSEMENT

(Article du journal ZĚRI I POPULLIT du 15 juin 1963)

La clique traîtresse des révisionnistes yougoslaves, en tant qu'agence fieffée de l'impérialisme américain, avec l'appui actif et le soutien multilatéral de N. Khrouchtchev, ces derniers temps s'est mise à l'œuvre avec plus de zèle encore pour la division du camp socialiste et du mouvement communiste international, pour leur destruction complète. C'est ce que montrent également les travaux du dernier plénum du Comité Central de la Ligue des Communistes Yougoslaves, qui s'est réuni le 18 mai de cette année.

Le plénum du CC de l'LCY, et en particulier le rapport de Tito eurent assez de retentissement, ils furent l'objet d'une triple publicité. A cette occasion un grand tapage a été fait par la presse et par toute la propagande révisionniste yougoslave, qui glorifie son «importance exceptionnelle». Suivant les informations et les commentaires de la presse yougoslave elle-même, le rapport de Tito a été l'objet d'une large publicité en Occident, dans les pages de la presse bourgeoise. Enfin, une large publicité lui a été réservée aussi par le groupe de N. Khrouchtchev et par ses tenants. Bien plus, le journal «Pravda» du 26 mai a consacré une page entière au résumé du rapport de Tito. Cette «triple alliance» est significative. Elle exprime clairement l'objectif commun des attaques de tous les participants de cette «sainte trinité» : la lutte contre le marxisme-léninisme révolutionnaire et les partis qui le défendent résolument.

Il n'est nullement dû au hasard non plus le fait que le plénum du CC de l'LCY «consacré aux questions du mouvement ouvrier et communiste international» a eu lieu peu après l'entrevue de Tito avec Dean Rusk, à la veille des élections parlementaires en Yougoslavie, avant le plénum du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique pour les questions idéologiques, avant les conversations bilatérales entre les représentants du PCUS et les représentants du PC de Chine, ainsi que dans les conditions de l'intensification ultérieure de la résistance et de la lutte des communistes sains dans le monde entier contre le courant révisionniste ayant à sa tête le groupe de N. Khrouchtchev, lutte qui a causé l'incertitude et l'effarement dans les rangs des révisionnistes. Dans cette situation, la clique renégate de Tito, se conformant entièrement aux besoins et aux intérêts de l'impérialisme, a entrepris une nouvelle initiative dans son activité traîtresse : elle a fait appel à porter jusqu'au bout «sans compromis» la déstalinisation», la lutte contre le prétendu «dogmatisme», en d'autres termes, contre le marxisme-léninisme révolutionnaire, à déclencher une croisade contre les «dogmatiques», où qu'ils soient, c'est-à-dire contre les partis qui se maintiennent sur de solides positions marxistes-léninistes.

Le plénum du CC de l'LCY et le rapport de Tito montrent une fois de plus clairement que la clique renégate de Belgrade, en tant que porte-parole avancé des révisionnistes modernes, marche fermement vers ses objectifs de trahison visant à liquider le mouvement communiste et révolutionnaire, à le soumettre à l'impérialisme, en tentant d'entraîner, d'encourager et d'inciter, pour des agissements aussi décidés que possible sur cette voie, toute la cohorte révisionniste. On sait que c'était précisément Tito avec sa clique qui hissa le premier publiquement le drapeau de la «déstalinisation». Dans le discours malfamé qu'il prononça à Pola au mois de novembre 1956, Tito fit appel à tous les révisionnistes modernes, déclarés ou masqués, de «sortir de leur coquille» et de lutter plus activement pour le triomphe de l'orientation révisionniste, contre le stalinisme et le «dogmatisme», pour la liquidation des prétendues «conséquences du culte de l'individu», etc. Lorsque le groupe de N. Khrouchtchev et ses zéloteurs s'engagèrent résolument dans cette voie et que, surtout lors du 22^e Congrès du PCUS et après lui, ils portèrent à son point culminant la campagne féroce de la «déstalinisation», Tito dans l'interview qu'il accorda au journaliste américain Drew Pearson au mois d'août 1962, exhorta les révisionnistes à faire un nouveau pas sur la voie de la trahison, à avancer résolument vers le rapprochement et la conciliation ouverte avec l'impérialisme, vers «l'intégration économique et politique» avec le monde capitaliste, ce qui en fait signifie s'engager dans la voie de la soumission complète à l'impérialisme. Tandis qu'à présent il fait appel à liquider sans hésitation quiconque deviendrait un obstacle dans la marche sur cette voie de la trahison, il fait appel à déclencher une attaque frontale organisée de toutes les forces révisionnistes unies contre le marxisme-léninisme et les partis qui le défendent et qui s'opposent au courant révisionniste.

Le plénum du Comité Central de l'LCY a procédé à ses travaux pendant trois heures et demie ou quatre heures, juste le temps qu'il fallait pour entendre le rapport de Tito de 11.000 mots et huit interventions. Ce fait également révèle clairement qu'il ne s'agissait pas «d'une discussion approfondie et multilatérale des grands problèmes de l'évolution de la situation internationale actuelle et du mouvement révolutionnaire mondial», comme on a tenté de présenter la chose dans la propagande yougoslave, mais d'une manœuvre politique de la clique titiste, dictée par le moment actuel.

Avant tout on est frappé par le fait que Tito, dans son rapport, en prenant sous sa protection, en soutenant et encourageant la ligne révisionniste de N. Khrouchtchev, s'est efforcé, avec une joie effrénée, de réaffirmer leur complète identité de vue sur toutes les questions fondamentales de l'évolution de la situation mondiale actuelle et du mouvement ouvrier et communiste international. Ainsi donc, il a mis en évidence leurs conceptions identiques, profondément antimarxistes et antirévolutionnaires, sur les questions de la guerre et de la paix, de la coexistence pacifique, des voies et des formes du passage au socialisme, etc. etc. Bien plus, c'est un fait caractéristique que Tito, au sujet de toutes ces questions, a parlé dans le langage de N. Khrouchtchev, s'est servi des mêmes termes et des mêmes arguments qu'on trouve dans le discours connu, prononcé par N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'URSS le 12 décembre 1962 (discours qui, comme on le sait, a été prononcé en la présence de J. B. Tito), ou bien dans d'autres matériaux du groupe de N. Khrouchtchev.

En lisant le discours de Tito au plénum, ainsi que les interventions des participants aux débats, on se rend compte très clairement que la clique de Tito n'a en rien modifié ses thèses fondamentales révisionnistes consacrées dans le programme tristement célèbre de l'LCY. En vérité, en présentant ses points de vue, à l'aide des formules de N. Khrouchtchev, Tito a répété, sous une forme nouvelle, les vieilles thèses antimarxistes formulées il y a cinq ans dans le programme antimarxiste et révisionniste de l'LCY, qui ont constitué et constituent une source d'inspiration pour N. Khrouchtchev lui-même. Mais Tito s'est montré rusé. Dans les 11.000 mots qu'il a prononcés au plénum il ne s'est référé pas même une fois directement au programme de l'LCY. Et pour cause. Le programme malfamé de l'LCY a été condamné unanimement comme le code du révisionnisme moderne par tout le mouvement communiste international. C'est pourquoi, si Tito s'était référé directement aux thèses du programme, cela lui aurait porté préjudice, en même temps qu'à ses amis, N. Khrouchtchev et consorts, qui n'aiment pas qu'on parle de corde dans la maison d'un pendu. Après tout, pourquoi égratigner inutilement les plaies, du moment que le programme est quand même en vigueur, du moment que ses thèses sont appliquées d'une manière conséquente par les révisionnistes yougoslaves eux-mêmes, du moment qu'elles ont été, par surcroît, adoptées et sont ultérieurement développées par les autres révisionnistes aussi, par N. Khrouchtchev et ses acolytes ? Pourquoi créer de nouveaux obstacles à N. Khrouchtchev dans son activité pour la réhabilitation de la clique de Tito, dans ses efforts pour présenter l'LCY comme un «parti marxiste» et la Yougoslavie comme un «pays socialiste» ? Tito s'est fait une idée claire de sa tâche fondamentale : dans ces moments il faut soutenir N. Khrouchtchev, il faut l'appuyer sans réserve dans sa besogne pour la division du camp socialiste et du mouvement communiste, il faut l'inciter encore davantage dans ce sens. Le principal but de Tito c'est de resserrer les rangs chancelants des révisionnistes modernes, de renforcer le front révisionniste uni, pour la lutte ultérieure contre le marxisme-léninisme révolutionnaire et ses défenseurs.

Tito et ses acolytes, dans ce plénum, ont chanté victoire pour les premiers succès qu'ils ont obtenus, ils ont chanté victoire pour le fait que leur orientation traîtresse a élargi sa sphère, en premier lieu avec N. Khrouchtchev et avec son groupe, pour le fait que leurs points de vue ont plongé leurs racines en Union Soviétique et dans quelques autres pays et partis, ce qui a trouvé sa claire expression surtout aux 20^e et 22^e Congrès du PCUS, que Tito n'a pas manqué de saluer publiquement une fois de plus. C'est exactement ce qu'il a souligné indirectement lorsqu'il a parlé de «l'accroissement de l'autorité internationale de la Yougoslavie et de l'LCY». C'est ce qu'il a souligné également en parlant orgueilleusement des «succès» de la Yougoslavie dans la question de l'amélioration des relations et du renforcement des liens de la Yougoslavie avec l'Union Soviétique et avec d'autres pays socialistes. Tito a remercié, par ailleurs, publiquement, N. Khrouchtchev pour les possibilités qu'il a créées à la clique de Tito de jouer avec plus de succès le rôle du «cheval de Troie» au service de l'impérialisme, de diviser et de saper le camp socialiste et le mouvement communiste international.

«Grâce à Khrouchtchev et à ses divers collaborateurs, — a dit Tito, — nous avons, bien que lentement, réussi à améliorer graduellement nos relations avec l'Union Soviétique et avec d'autres pays socialistes».

Le maître de la clique titiste, l'impérialisme américain n'a pas de raisons de ne pas être content des succès de son laquais et de sa politique de «rapprochement» avec les pays socialistes. Malgré cela, comme dans beaucoup de déclarations et de discours antérieurs, au dernier plénum du CC de l'LCY également, Tito n'as pas manqué de dissiper tout malentendu et de calmer toute «âme inquiète». Il a franchement déclaré que le rapprochement avec quelques pays socialistes ne signifie pas que la Yougoslavie désire aggraver ses relations d'Etat avec les pays capitalistes, s'écarter de la collaboration avec ces pays. Et pour donner une preuve de son attitude correcte à l'égard du patron, Tito, dans tout son discours, n'a mentionné en aucun cas ni «l'impérialisme américain», ni le danger qu'il présente pour la paix dans le monde.

En réalité, les impérialistes américains n'ont pas éprouvé et, du reste, n'éprouvent pas d'inquiétude à propos de J. B. Tito, de leur agent docile, parce que le rapprochement de Tito avec le groupe de N. Khrouchtchev est pleinement dans leur intérêt et se fait sur leurs ordres directs ; il permet au «cheval de Troie» de mieux jouer le rôle que lui a assigné l'impérialisme, de saper et de diviser le camp socialiste et le mouvement communiste international ; il donne la possibilité à la clique de Tito d'accomplir mieux et plus facilement le rôle de l'intermédiaire pour le rapprochement graduel de tous les révisionnistes modernes avec les impérialistes américains, le rôle de «l'investigateur» des opinions, des desseins et des plans de N. Khrouchtchev. Si en particulier, ces derniers temps, les impérialistes américains ont commencé à ne pas s'inquiéter tellement des «attitudes fermes» ou bien des notes et discours remplis de «menaces» de N. Khrouchtchev, s'ils font eux-mêmes des déclarations selon lesquelles ils doivent revoir leur attitude envers l'Union Soviétique et envers le problème de la paix, soutenir le premier ministre Khrouchtchev, etc., c'est que les impérialistes américains ont «bien connu» leur partenaire, qui s'est «exposé» entièrement au cours de ces dix années, mais il est bien certain aussi qu'un rôle non sans importance a été joué par les recommandations de leur agence titiste.

Dans le rapport qu'il présenta au plénum du CC de l'LCY, Tito soutint sans réserve le groupe de N. Khrouchtchev dans ses attaques contre les partis communistes et ouvriers qui défendent résolument les principes de l'idéologie prolétarienne. En tant que fidèle serviteur de l'impérialisme américain et pour son profit, Tito a dit : «Nous nous tenons aux côtés des partis communistes et ouvriers qui luttent pour la liquidation du dogmatisme et des méthodes staliniennes dans le mouvement communiste... Lorsque je dis que nous nous tenons aux côtés des forces antidogmatiques dans le mouvement communiste, cela signifie souligner les tâches et les obligations internationales de l'LCY dans les rangs du mouvement ouvrier international». Telle est la mission traîtresse, la mission que lui a assignée comme tâche l'impérialisme américain, telles sont les «obligations internationales» qu'a assumées cette clique de renégats, ce «parti frère» de N. Khrouchtchev. Les termes «liquidation du dogmatisme», «des méthodes staliniennes» ou bien «des conséquences du culte de la personne» sont des inventions des révisionnistes modernes, du groupe de N. Khrouchtchev et de la clique de Tito. En fait, l'essence du but des révisionnistes modernes c'est la liquidation du marxisme-léninisme, la liquidation de l'esprit révolutionnaire, la liquidation des cadres fidèles de la révolution. On sait désormais que, comme ils cherchent à dissimuler leur véritable visage de traîtres sous l'étiquette des «marxistes créateurs» et des «léninistes fidèles», de même les révisionnistes modernes s'efforcent de cacher leurs véritables desseins visant à la destruction du communisme, à l'extinction de la révolution, sous l'étiquette fallacieuse et sous les divagations absurdes sur la nécessité de la lutte contre le «dogmatisme», contre les «conséquences du culte de la personne», contre le «staliniisme», contre le «bureaucratisme», etc., etc.

Mais Tito ne s'est pas maintenu sur des positions passives et il ne s'est pas borné non plus uniquement à soutenir sans réserve l'activité du groupe de N. Khrouchtchev. Il s'est chargé aussi d'encourager et d'inciter activement la lutte contre le marxisme-léninisme, pour l'extinction de l'esprit révolutionnaire. Il s'est attaqué sauvagement en particulier au PC de Chine et au Parti du Travail d'Albanie et, en suggestionnant, pour ainsi dire, N. Khrouchtchev en ces termes : «tu t'y prends bien, continue la lutte encore plus résolument», a ourdi toutes sortes de calomnies et d'inventions contre eux, en premier lieu contre le glorieux Parti Communiste de Chine. Il faut affirmer que, dans ce sens aussi, Tito s'est

efforcé très attentivement de demeurer fidèle aux calomnies que N. Khrouchtchev en personne a formulées de temps à autre contre les prétendus dogmatiques.

Quelle calomnie a tramé Tito en fait ? En répétant essentiellement la thèse connue de la propagande réactionnaire impérialiste, qui, pour justifier et masquer devant l'opinion publique la course effrénée aux armements et la politique agressive belliciste de l'impérialisme, en premier lieu de l'impérialisme américain, mène un grand tapage à propos de la propagation du prétendu «danger communiste» de la part des pays socialistes, le renégat Tito, dans son rapport, a exposé la question en prétendant que le danger de guerre vient, soi-disant, de la RP de Chine, des «dogmatiques» et des «phraseurs pseudo-révolutionnaires», qui sont, soi-disant, contre la politique de la coexistence pacifique, contre le désarmement général et total, qui sont pour la solution des différentes questions par la guerre armée, sans tenir compte des conséquences, etc., etc. L'attitude marxiste-léniniste de principe du PC de Chine envers les questions de la guerre et de la paix, son attitude conséquente et entièrement conforme aux enseignements du marxisme-léninisme envers la question de la révolution et la lutte décidée que mène le PC de Chine pour la dénonciation de l'activité belliciste de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain, ont été qualifiées de trotskisme et d'aventurisme par le traître Tito. C'est en fait ce qu'a dit également contre les «dogmatiques» N. Khrouchtchev. C'est ainsi que, dans son discours du 12 décembre 1962, il a déclaré : «... d'une part, c'est au déclenchement de la guerre que tendent par tous les procédés les forces agressives aventureuses de l'impérialisme, les soi-disant enragés... d'autre part, c'est dans cette direction que s'efforcent de pousser les événements les hommes qui se font passer pour des marxistes-léninistes, mais qui, en vérité, sont des dogmatiques». Et «certains dogmatiques ont glissé dans des positions trotskistes et poussent l'Union Soviétique et les autres pays socialistes dans la voie du déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale». En réalité, les calomnies et les accusations de Tito et de N. Khrouchtchev ont à leur origine leur renoncement aux enseignements du marxisme-léninisme, leur trahison, le changement de leurs conceptions qui ne sont plus basées sur la notion matérialiste de l'histoire, sur l'analyse de classe des différents phénomènes et sur l'étude objective de l'état réel des choses dans le monde, mais sur leur subjectivisme. Les calomnies et les accusations de Tito et de N. Khrouchtchev ont à leur origine le fait que, pour eux, à présent l'impérialisme a radicalement changé, que les guerres ne dérivent pas du caractère même de l'ordre social capitaliste, de ses contradictions intérieures et extérieures, de la politique agressive et belliciste de l'impérialisme, mais qu'elles proviennent des insensés, des enragés, que la découverte des armes nouvelles a supprimé sur la face de la terre la conception des guerres justes et injustes, que le danger de la guerre thermonucléaire a barré la voie à la révolution, etc., etc. et, bien entendu, quiconque s'oppose à ces conceptions traîtresses, qui vont uniquement au profit de l'impérialisme et au détriment des intérêts des peuples et de la révolution, est, selon les révisionnistes, un aventurier et un trotskiste. Mais les révisionnistes oublient que, s'il faut se servir de ces termes, en vérité ils conviennent mieux qu'à quiconque à N. Khrouchtchev, qui dans un passé récent, au cours des événements de la mer des Caraïbes, s'est comporté comme un aventurier trotskiste, en même temps que comme un capitulard.

Le renégat Tito, dans la longue série de ses calomnies, en particulier contre le PC de Chine, a considéré la lutte résolue et de principe que mène le glorieux Parti Communiste de Chine pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme, pour s'opposer aux points de vue contre-révolutionnaires et aux attaques hostiles des révisionnistes modernes, comme une «lutte pour l'hégémonie», exactement comme s'est efforcé de la considérer N. Khrouchtchev également. Il est évident que aussi bien Tito que N. Khrouchtchev mesurent les autres à l'aune de leur chauvinisme. Parce qu'on sait que ce sont précisément eux qui, en prétendant avoir le monopole du «développement créateur du marxisme» et en s'arrogeant le droit de dicter aux autres la voie à suivre, ont eu recours à tous les procédés possibles et imaginables pour imposer leurs points de vue : à commencer par des coups dans le dos (en organisant même des insurrections contre-révolutionnaires comme celle de Hongrie), par la liquidation des cadres dirigeants dans les partis frères, qui s'opposent à leur orientation révisionniste (en envoyant même des émissaires spéciaux à cette fin pour persuader les organismes dirigeants de ces partis frères), pour aller jusqu'aux pressions économiques et militaires, jusqu'à l'utilisation des flatteries et des moyens de corruption. L'appui actif et le soutien sans réserve et internationaliste que le PC de Chine accorde à la lutte révolutionnaire et aux peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine pour se libérer de l'oppression de l'impérialisme et des griffes du néo-colonialisme, ont été qualifiés par Tito de tendance

à opposer aux peuples d'Europe et aux peuples des autres pays développés les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. C'est exactement cette idée qu'a reprise le 24 mai 1963 à son tour N. Khrouchtchev, qui a accusé les prétendus «dogmatiques» de s'efforcer, soi-disant, de diviser et d'isoler les forces révolutionnaires ; en les plaçant hors des classes, selon les continents, la couleur de la peau ou leurs autres marques. C'est bien le cas de dire : lorsque l'un se refroidit c'est l'autre qui tousse ! Par ces calomnies, aussi bien Tito que Khrouchtchev cherchent, en fait, à dissimuler leur attitude hostile au mouvement de libération nationale des peuples qui luttent contre l'impérialisme, ils tentent d'atténuer la lutte contre l'impérialisme en semant la graine de la défiance et de la division parmi les peuples opprimés et parmi les combattants conséquents qui luttent pour leur affranchissement. En réalité, du moment qu'il est question d'opposer les uns aux autres, ce sont précisément les révisionnistes modernes qui divisent les partis communistes et ouvriers et les pays socialistes suivant le critère des pays avancés et arriérés et qui s'efforcent de prouver par là que, soi-disant, les partis qui agissent dans les pays peu développés se maintiennent sur des positions «dogmatiques», «sectaires et aventureuses», tandis que ceux des pays développés se maintiennent sur les positions du «marxisme créateur» (discours de Tito et intervention de V. Vlahovitch au plénum du CC de l'LCY en mai 1963, discours de N. Khrouchtchev au Soviet Suprême de l'URSS en décembre 1962).

Dans les efforts pour discréditer le PC de Chine et la RP de Chine, les titistes, dans leur plénum, ont consacré une grande place au thème préféré de la propagande antichinoise des impérialistes et des révisionnistes modernes : à la question du conflit frontalier sino-indien. Bien entendu, comme il fallait s'y attendre, on a présenté comme agresseur la RP de Chine, contre laquelle on s'est livré à toutes sortes de calomnies. Nous ne nous arrêterons pas ici pour repousser ces accusations fallacieuses, parce que, pour tout homme honnête dans le monde, il est clair que, aussi bien la tension que l'agression contre le territoire chinois dans les événements à la frontière sino-indienne, ont été provoquées et entreprises par les réactionnaires indiens. Mais c'est une «théorie» assez intéressante qu'ont échafaudée les révisionnistes de Belgrade, qui est certainement la «théorie» du groupe de N. Khrouchtchev également, pour soutenir leurs accusations calomnieuses contre le PC de Chine au sujet de la frontière sino-indienne. D'après les théoriciens révisionnistes, dans la question frontalière, les Chinois, soi-disant, n'ont pas tenu compte des enseignements de Lénine, parce que, prétendument, ils se sont «guidés du point de vue de la souveraineté bourgeoise» et «non pas du point de vue du droit d'un Etat souverain socialiste». Les révisionnistes modernes manipulent Lénine d'une façon cynique et le déforment impudemment. L'essence du conflit sino-indien c'est que contre la RP de Chine a été commise une agression de la part des milieux réactionnaires indiens (ils occupèrent environ 90.000 m² du territoire chinois) sous l'instigation et avec l'appui direct des impérialistes américains et autres impérialistes. Et V. I. Lénine ne dit dans aucune de ses oeuvres que le pays socialiste n'a pas le droit de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale en face de l'agression capitaliste et impérialiste, il n'a dit nulle part et en aucun cas qu'il faut se livrer à des spéculations au détriment de la souveraineté et des frontières d'un pays socialiste ou de n'importe quel autre pays.

Il n'est pas nécessaire de nous attarder encore pour énumérer successivement les attaques et les calomnies hostiles et scissionnistes de Tito et de ses acolytes contre les partis frères, qui défendent résolument le marxisme-léninisme. Même ce que nous avons dit plus haut montre clairement ceci : premièrement, le groupe Tito-Khrouchtchev agit sur un front uni contre le marxisme-léninisme révolutionnaire et pour saper et diviser le mouvement communiste international et le camp socialiste ; deuxièmement, les agissements du front uni révisionniste coïncident entièrement avec les agissements, les desseins et les intérêts de l'impérialisme américain et des autres impérialistes.

Encouragé par les attitudes et par le soutien sans réserve de N. Khrouchtchev et de son groupe, par les sentiments de sympathie et de solidarité qu'on lui manifeste, Tito, après avoir souligné que la pointe de l'attaque doit être dirigée contre les «dogmatiques», contre le PC de Chine, contre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis révolutionnaires, dans son discours avertit N. Khrouchtchev et son groupe révisionniste de ne céder en rien sur ce qu'ils ont décidé, autrement «les choses iraient mal pour le mouvement communiste» (!) D'un ton autoritaire, Tito a dit textuellement : «Toute entente de compromis et sans principe aux dépens de qui que ce soit et aux dépens des principes essentiels, sur lesquels est basée la lutte actuelle pour le socialisme, porterait de grands préjudices au mouvement ouvrier en général». Et, voulant, pour ainsi dire, rappeler à Khrouchtchev de quoi il s'agit, il souligne :

«Les décisions des 81 partis à la réunion de Moscou de l'année 1960, au sujet de la Yougoslavie, n'ont pas répondu à la réalité et n'ont pas été conformes aux principes». Cela signifie ni plus ni moins : nous autres révisionnistes devons désormais nous unir entièrement et passer à l'attaque, encore plus résolument et de la manière la plus intransigeante, contre le marxisme-léninisme, contre l'unité du camp socialiste, contre les «dogmatiques» chinois, albanais et autres.

A ce discours provocateur et hostile, l'organe du CC du PCUS, «Pravda», a consacré une page entière du journal. On lui a consacré aussi des commentaires favorables. Le fait que, jusqu'à présent, aucune voix, soit du PCUS ou bien de quelque autre parti qui suit la voie de N. Khrouchtchev, ne s'est élevée contre ce discours ou bien contre une quelconque de ses thèses, montre que N. Khrouchtchev et ses tenants révisionnistes avouent une fois de plus qu'ils sont pleinement d'accord avec lui : ils sont d'accord avec ses calomnies contre le PC de Chine, contre le Parti du Travail d'Albanie et tous les autres partis frères qui se maintiennent sur les positions marxistes-léninistes, ils sont d'accord avec ses appels pour diviser l'unité du camp socialiste, ils sont d'accord avec ses appels pour saper et détruire le mouvement communiste et ouvrier, ils sont d'accord avec son exigence pour rebuter la Déclaration de Moscou de l'année 1960. Pour notre part, nous sommes pleinement convaincus que N. Khrouchtchev et son groupe n'ont aucune objection contre les opinions, les points de vue, les plans et les intentions de Tito et de sa clique, de cette agence de l'impérialisme. Bien plus, ces mêmes plans et desseins sont poursuivis par N. Khrouchtchev et ses tenants eux-mêmes, dans toute leur activité.

Les moments que traverse l'impérialisme en général et, en particulier, l'impérialisme américain, ne sont pas tellement agréables pour les ennemis du socialisme, de la liberté et de la paix. C'est ce que démontre au mieux l'évolution de la situation, les contradictions au sein des impérialistes, qui s'aggravent tous les jours davantage, la montée du mouvement révolutionnaire et de libération des peuples, la consolidation des forces pacifiques dans le monde et le renforcement des pays socialistes. De même, pour le révisionnisme moderne non plus, ces moments ne sont pas aussi agréables qu'auparavant et tout au moins pas autant qu'ils semblent l'être à première vue. Il est rongé toujours davantage de l'intérieur par la résistance des communistes marxistes-léninistes et des peuples, dans les partis ou les pays socialistes, où se trouvent à la direction les éléments révisionnistes, par les hésitations des hommes temporairement trompés, qui trouvent chaque jour mieux la juste voie et les forces en soi-même pour lutter, ainsi que par les contradictions inévitables parmi les révisionnistes eux-mêmes. C'est dans une telle situation que Tito s'est efforcé une fois de plus, au dernier plénum, de contribuer de toutes ses forces à l'union et à la consolidation des rangs ébranlés des révisionnistes modernes, — de ces agents spéciaux de l'impérialisme, — pour des actions plus fermes contre le marxisme-léninisme, contre l'unité du camp socialiste et le mouvement communiste international, contre la liberté et la paix.

Ainsi donc, le monde se trouve à présent en face de la coordination des efforts et des préparatifs fébriles de toutes les cliques révisionnistes pour l'organisation d'une nouvelle croisade contre le marxisme-léninisme, contre l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, en faveur des forces les plus réactionnaires du monde, guidées par l'impérialisme américain. Il va sans dire que les ennemis du socialisme et de la paix ont fondé de grands espoirs sur cette croisade. Notre parti, ainsi que tous les partis marxistes-léninistes, est profondément convaincu que, comme jusqu'à ce jour, les tentatives scissionnistes des révisionnistes échoueront honteusement. Et ce n'est pas une affirmation émanant de raisonnements subjectifs, mais de la réalité objective. Les impérialistes et le révisionnisme ne sont pas et ne seront jamais en mesure d'arrêter la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, de détruire la graine du socialisme et du communisme, semée par Marx, Engels, Lénine et Staline, d'éteindre la flamme des révolutions. La résistance des communistes et des masses travailleuses contre ces plans dans les partis et les pays où se trouvent à la direction les révisionnistes, assume des formes toujours plus évidentes. Les rangs des «alliés» des croisades impérialistes et révisionnistes sont en train de se débander. Les forces révolutionnaires marxistes-léninistes se soulèvent partout dans le monde, d'un parti à un autre, d'un pays à un autre, en diffusant l'appel combatif: Marxistes-léninistes, prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous dans la lutte contre l'impérialisme et tous ses instruments, pour la paix, la liberté, la démocratie, le socialisme ! Le marxisme-léninisme et la cause sacrée de la révolution triompheront, le révisionnisme et tous les ennemis du communisme seront détruits !

QUINZE ANNEES APRES LA PUBLICATION DE LA RESOLUTION DU BUREAU D'INFORMATION «SUR LA SITUATION DANS LE PARTI COMMUNISTE YUGOSLAVE»

(Article du journal ZËRI I POPULLIT du 29 juin 1963)

Nous sommes aujourd'hui le 29 juin 1963, quinze années se sont écoulées depuis le jour de la publication de la Résolution du Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers «Sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave». La Résolution était un document historique d'une importance particulière pour le mouvement communiste et ouvrier international. Elle dénonça un grand et menaçant danger, la manifestation du révisionnisme moderne représenté par les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave. Le révisionnisme que le mouvement communiste connut également dans le passé, en tant que courant opportuniste, prédomine à présent, pour la première fois à la direction d'un parti qui s'était placé à la tête du pouvoir d'Etat.

Les représentants des partis communistes et ouvriers membres du Bureau d'Information procédèrent à une analyse marxiste-léniniste approfondie de la situation créée dans le Parti Communiste Yougoslave et découvrirent le fin fond des erreurs et des déviations antimarxistes, révisionnistes des dirigeants yougoslaves. Dans cette question, ils partirent de l'intention de défendre la pureté du marxisme-léninisme et les destinées du socialisme et de la révolution en général et, de plus, d'aider le Parti Communiste Yougoslave et le peuple yougoslave à surmonter ce danger sérieux, survenu dans leur sein.

Les décisions historiques du Bureau d'Information étaient un programme d'action et de lutte pour tous les partis communistes et ouvriers, un avertissement sérieux, un appel à renforcer la vigilance révolutionnaire, adressé à tous les communistes du monde, en vue de se préserver du danger de la nouvelle orientation révisionniste qui s'était manifestée et de la combattre résolument jusqu'à sa destruction totale.

La Résolution devint pratiquement une arme dans la lutte des marxistes-léninistes pour le renforcement de l'unité d'opinion et d'action dans les rangs des partis, pour l'amélioration ultérieure du travail idéologique, théorique et politique des partis, pour la défense des victoires socialistes dans les pays où la classe ouvrière avait instauré son pouvoir, pour la défense du camp du socialisme, pour la consolidation des forces révolutionnaires partout dans le monde, pour l'intensification de la lutte contre l'impérialisme, pour barrer la voie à l'agence impérialiste en vue de l'empêcher de pénétrer plus profondément dans les pays de démocratie populaire.

Les erreurs et les déviations, pour lesquelles fut critiquée dans la Résolution du Bureau d'Information la direction yougoslave, étaient graves. Dans leur ensemble, elles constituaient une ligne opportuniste entièrement erronée, un grand éloignement du marxisme-léninisme, une grande trahison à l'égard de l'idéologie du prolétariat et de sa cause.

Dans leur politique intérieure, les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave avaient dévié de la théorie marxiste des classes et de la lutte de classes, ils niaient la dictature du prolétariat, préconisaient la théorie opportuniste de l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme. La direction yougoslave révisait la théorie marxiste-léniniste sur le parti, elle abaissait le rôle du Parti en le fusionnant avec le Front Populaire sans parti.

Elle avait violé la démocratie intérieure du parti, y avait introduit des méthodes de direction militaire trotskiste et manifestait des tendances liquidatrices très nettes, qui contenaient le danger de la dégénérescence du Parti et de l'Etat yougoslaves.

Les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave avaient renoncé aux traditions internationalistes et s'étaient engagés dans la voie du nationalisme. «Les dirigeants yougoslaves, — soulignait la Résolution, — ne comprennent pas, semble-t-il, ou bien ils font semblant de ne pas comprendre qu'une orientation nationaliste de, ce genre peut conduire uniquement à la dégénérescence de la Yougoslavie en une république bourgeoise ordinaire, à la perte de son indépendance, à la transformation de la Yougoslavie en une colonie des pays impérialistes».

Le document du Bureau d'Information fut approuvé à l'unanimité et trouva l'approbation totale et sans aucune réserve de tous les partis communistes et ouvriers du monde. Ils condamnèrent avec fermeté le révisionnisme yougoslave et le démasquèrent sous tous ses aspects.

La Résolution du Bureau d'Information avait un caractère programmatique, parce qu'elle définissait clairement, dans les nouvelles conditions, après la victoire sur le fascisme et à l'époque où le socialisme avait triomphé dans une série de pays, l'attitude qu'il fallait adopter à l'égard du révisionnisme moderne, elle souligna de nouveau le rôle du parti de la classe ouvrière dans l'Etat de démocratie populaire, le rôle de la dictature du prolétariat pour l'édification du socialisme, la politique du parti pour la liquidation des classes exploiteuses dans la période du passage du capitalisme au socialisme et pour la consolidation du nouvel Etat. Elle souligna de nouveau la nécessité d'appliquer sévèrement les principes de l'internationalisme prolétarien et du respect des relations fraternelles et d'assistance mutuelle entre pays socialistes, elle attira une fois de plus l'attention sur le danger de la possibilité de la restauration du capitalisme dans les pays où avait triomphé la révolution et montra que la seule voie pour défendre les conquêtes de la révolution et du socialisme est la voie de la lutte intransigeante contre l'impérialisme.

La Résolution du Bureau d'Information de l'année 1948 et les lettres historiques du PCUS, signées par J. V. Staline et par V. M. Molotov «Sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave», eurent une grande importance pour tout le mouvement communiste mondial et pour le camp du socialisme. En particulier, pour notre pays et notre Parti, elles furent vraiment salutaires. La clique de Tito était intervenue brutalement dans les affaires intérieures de notre Parti et de notre Etat et, partant de ses convoitises rapaces et colonialistes, elle s'était efforcée de transformer l'Albanie en une 7ème république de la Yougoslavie. Dans les relations avec l'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie, le groupe de Tito manifesta tous les traits caractéristiques du révisionnisme moderne : les déviations idéologiques et politiques, l'inégalité, le chauvinisme de grand Etat, l'arrogance, les complots, etc. Voilà pourquoi l'attitude envers notre Parti et notre Etat constitue l'acte d'accusation le plus grave contre les révisionnistes yougoslaves.

Les dirigeants du Parti Communiste Yougoslave repoussèrent avec légèreté et arrogance la juste critique de principe du Bureau d'Information et de tout le mouvement communiste et ouvrier du monde. Bien plus, ils s'engagèrent tous les jours davantage dans la voie de l'éloignement du marxisme-léninisme, dans la voie de la trahison des intérêts de la classe ouvrière et de tout le peuple travailleur de Yougoslavie, dans la voie de la collaboration avec l'impérialisme, en se transformant en une agence contre-révolutionnaire dangereuse.

Quinze années d'activité contre-révolutionnaire consécutive de la clique de Tito au service de l'impérialisme confirmèrent au mieux la justesse de la Résolution du Bureau d'Information et des autres documents du mouvement communiste et ouvrier sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave. La vie a prouvé par des faits nombreux à quel point clairvoyants, justes et profitables pour le mouvement communiste et ouvrier, pour le camp du socialisme, étaient les avertissements de J. V. Staline sur le danger de la déviation révisionniste de la clique de Tito. Le grand mérite de J. V. Staline consistait en ce qu'il aperçut dans l'embryon le développement antimarxiste, le rôle perfide qui devaient caractériser plus tard la bande renégate de Belgrade, laquelle accéléra le pas lorsque N. Khrouchtchev s'appropriait et monopolisa entre ses mains le rôle dirigeant à la tête du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

La clique de Tito se transforma en une bande contre-révolutionnaire, en une agence de l'impérialisme américain, en un détachement avancé de diversionnistes et de comploteurs contre les pays socialistes et le mouvement communiste et ouvrier international, en une bande nationaliste et chauvine bourgeoise.

En politique intérieure, elle suivit la ligne de la liquidation des victoires de la lutte de libération nationale du peuple yougoslave, la ligne de la liquidation des cadres sains du parti et de sa dégénérescence en une arme entre les mains du groupe de Tito pour l'application de son orientation antimarxiste. Après la publication de la Résolution du Bureau d'Information, la clique de Tito mena une grande lutte pour la liquidation physique et l'écrasement idéologique des communistes internationalistes.

A cette fin, elle créa un grand appareil policier terroriste, qui avait sa propre méthode des provocations, des menaces, de la terreur, des tortures et des assassinats. Les prisons et les camps de concentration de Goli Otok en Dalmatie, Stara Gradichka, etc., sont le stigmate, le sceau de l'opprobre et du crime titiste, que rien ne peut effacer. Quels que soient les efforts de N. Khrouchtchev pour embellir le masque de la clique de Tito, le spectre de l'UDB malfamé a dominé et domine la Yougoslavie d'aujourd'hui. Les faits montrent que, depuis l'année 1948 jusqu'en 1952, on a exclu du parti plus de 200.000 communistes, qui en constituaient la moitié de l'effectif. Dans le seul Monténégro furent jetés en prison le gouvernement et le Comité Central presque au complet et environ 8.000 communistes monténégrins furent internés à Goli Otok. Plus de 5.000 officiers, parmi lesquels il y avait bien des généraux et des colonels, principalement des commandants et des commissaires de brigades, de divisions, de corps d'armées et d'armées, furent emprisonnés, tandis que 12.000 officiers «furent déchargés» du service militaire.

Les documents du Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers parlent clairement et sur la base de nombreux faits non seulement du régime de la terreur qui régnait en Yougoslavie, mais aussi des desseins et de l'activité complotiste de la clique de Tito pour renverser le pouvoir populaire dans les pays socialistes, pour détacher ces pays du camp du socialisme et de la démocratie, pour transformer les pays de l'Europe centrale et sud-orientale en des instruments de l'impérialisme américain. La vie a confirmé que, dans la critique dont furent l'objet les dirigeants révisionnistes yougoslaves, il n'était pas question d'erreurs quelconques, mais d'une politique ouvertement contre-révolutionnaire, antisoviétique et anticommuniste.

Le Parti du Travail d'Albanie a été et est d'avis que les conclusions du Bureau d'Information et de J. V. Staline au sujet des révisionnistes yougoslaves ont été et restent justes. Elles gardent toujours leur grande valeur de principe et actuelle. L'histoire prouve tous les jours avec beaucoup de nouveaux faits que, dans l'évaluation de la question yougoslave, dans l'attitude à l'égard de la clique titiste, ce n'est ni le mouvement communiste, ni Staline qui se trompa, mais c'est N. Khrouchtchev qui se trompa lourdement, lequel a commencé et bouclé cette affaire par des jugements subjectivistes, contraires aux enseignements du marxisme-léninisme, contraires à la réalité objective, contraires à l'attitude commune du mouvement communiste international.

J. V. Staline, en tant que marxiste-léniniste éminent et combattant résolu pour la sauvegarde des enseignements et des normes léninistes des relations entre partis frères, dans l'examen de la situation dans le Parti Communiste Yougoslave, est parti des intérêts fondamentaux du camp socialiste et du mouvement communiste international, de la classe ouvrière et du peuple yougoslave eux-mêmes, il a jugé la situation en partant des positions du marxisme-léninisme et l'a évaluée sur la base des faits, sur la base de la réalité. La réunion du Bureau d'Information, qui siégea conformément à toutes les règles léninistes, pour l'examen de la question et pour l'application de sa Résolution suivit une juste voie. C'était également l'une des principales raisons pour lesquelles les partis communistes et ouvriers approuvèrent unanimement et appliquèrent résolument dans la vie la Résolution du Bureau d'Information. Les marxistes-léninistes sauvegarderont avec vigilance l'esprit léniniste, les méthodes basées sur les consultations pratiquées, sur un pied d'égalité et dans un esprit de camaraderie, par J. V. Staline pour l'examen et la solution des problèmes qui surgissaient dans le mouvement communiste et ouvrier international. Comme J. V. Staline, les partis communistes considéraient et considèrent comme étrangères les méthodes du diktat, de la pression, de l'inégalité, du manque de respect réciproque, les méthodes trotskistes et putschistes, dont se servent les révisionnistes modernes Tito et Khrouchtchev de nos jours.

La justesse des conclusions du Bureau d'Information est prouvée clairement par l'activité scissionniste, complotiste et de sape de la clique de Tito. La série de ses agissements contre-révolutionnaires, antisocialistes au service de l'impérialisme américain est déjà longue. Le stage des membres de cette agence impérialiste date de longtemps. Dès l'année 1951, la clique de Tito signait avec les Etats-Unis d'Amérique l'accord militaire sur la prétendue «défense réciproque», qui avait pour but l'élévation de la tension et les provocations, surtout dans la zone des Balkans. Deux ans après, la clique de Belgrade, en commun avec deux membres du bloc agressif de l'OTAN, créa le Pacte Balkanique, comme un appendice de l'OTAN dans cette zone.

Les peuples des pays socialistes, surtout dans les Balkans et en Europe centrale, connaissent désormais les complots contre-révolutionnaires ourdis par les révisionnistes yougoslaves, par l'intermédiaire de leurs agents en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Albanie, etc. On ne connaît que trop la contre-révolution qui fut déclenchée en Hongrie et qui mit en danger son existence en tant qu'Etat de démocratie populaire, cette contre-révolution incitée et organisée par la clique de Tito et par ses agents, en collaboration avec les impérialistes américains. On ne connaît que trop le complot organisé par les révisionnistes yougoslaves en avril de l'année 1956 contre le Parti du Travail d'Albanie, à l'aide de leurs agents, les éléments antiparti et traîtres, complot qui fut découvert et dénoncé à la conférence du parti de la ville de Tirana. On ne connaît que trop également le complot de l'année 1960, fruit de la collaboration entre les monarcho-fascistes grecs, les impérialistes américains et quelques traîtres, tels que T. Seyko et P. Plakou, vieux agents des services d'espionnage grec et yougoslave, qui se proposait de liquider le pouvoir populaire en Albanie. Dans le cadre de l'activité des ennemis extérieurs contre la RP d'Albanie, les révisionnistes yougoslaves ont à leur compte 58 pour cent du nombre global des saboteurs armés introduits dans notre pays et 15 pour cent des provocations commises à partir de l'année 1949 à ce jour, ainsi que 37 pour cent des centres d'espionnage, 35 pour cent des cadres de ces centres et 21 pour cent des agents découverts.

Seule l'attitude courageuse, marxiste-léniniste, du Parti et du peuple, compacts en une unité d'acier, peut sauver l'indépendance et la souveraineté du peuple et de la Patrie, lorsque ceux-ci sont menacés par les impérialistes et les révisionnistes modernes. En face de cette grande force du peuple et du Parti aucune force, aucun ennemi, quel qu'il soit, ne peut résister.

Les révisionnistes modernes yougoslaves se sont servis de tous les moyens pour liquider les conquêtes de la révolution populaire en Albanie, pour asservir la République Populaire d'Albanie. Tout cela est connu du monde entier. On sait également que leurs tentatives échouèrent piteusement. Mais il serait bon de le rappeler, puisqu'on ne doit pas perdre de vue que les révisionnistes modernes ne renoncent pas à leur objectif final, qui est la destruction des régimes socialistes et l'asservissement des peuples, qu'ils ne renoncent pas à leurs méthodes ignobles de la scission, du chantage, des pressions politiques et économiques, qui vont jusqu'aux pressions militaires. C'est ainsi qu'ont, agi les révisionnistes modernes yougoslaves contre la République Populaire d'Albanie.

Les titistes créèrent leurs groupes d'espions dans les rangs du Parti Communiste Albanais, et cela jusque dans le Bureau Politique de son Comité Central. Tel fut le groupe traître de Kotchi Dzodzé. Mais notre Parti balaya ces traîtres sans hésiter et renforça ainsi le Parti et son unité. Les révisionnistes modernes firent un grand tapage, ils nous insultèrent, ils échafaudèrent toutes sortes de théories pseudo-marxistes pour nous discréditer, mais notre Parti et notre peuple savaient bien ce qu'ils faisaient, parce qu'ils se basaient sur des faits et sur la justice. L'épuration était exigée par la justice et par les intérêts supérieurs de la Patrie.

Les révisionnistes yougoslaves nous menacèrent par la famine, par des pressions économiques, par des sabotages économiques, dans l'industrie pétrolière, par exemple, etc., mais ils reçurent de durs coups. Notre Parti et notre peuple ne s'effrayèrent pas, ils rassemblèrent leurs forces, qui n'étaient pas insignifiantes et surmontèrent les difficultés. Nous avons des amis fidèles qui vinrent à notre aide, nous avons le peuple de l'Union Soviétique, le Parti Communiste de l'Union Soviétique, avec Joseph Staline en tête, nous avons les peuples des pays de démocratie populaire et leurs partis marxistes-léninistes, nous avons la justice elle-même.

Les révisionnistes yougoslaves s'efforcèrent de faire venir en Albanie leur armée, leurs divisions et de s'emparer des points stratégiques de notre pays et, par les pressions militaires et au moyen de leurs agents Kotchi Dzodzé et consorts, ils se proposaient de briser la résistance du peuple et du Parti, de coloniser notre Patrie. N'oublions pas qu'ils cherchaient à réaliser ce putsch militaire, cette conquête, sous le couvert de prétendus dangers qui menaçaient l'Albanie, sous le couvert de prétendues manœuvres militaires, sous le masque de «l'amitié». Tout cela c'était des écrans de fumée, mais notre Parti et notre peuple dirent aux révisionnistes modernes yougoslaves et à leurs divisions : Halte-là ! Autrement, le sang sera versé ! Joseph Staline, ce défenseur glorieux du marxisme-léninisme, de la liberté et de la souveraineté des peuples, vint à notre secours. Les révisionnistes subversionnistes yougoslaves échouèrent honteusement.

Les révisionnistes modernes yougoslaves et leurs acolytes s'imaginaient qu'il leur serait facile de fouler aux pieds la volonté de fer d'un Parti et d'un peuple, et précisément du Parti du Travail d'Albanie et du peuple albanais. Mais ils furent brisés, ils subirent la défaite, ils échouèrent. Les révisionnistes modernes yougoslaves seraient exposés aux mêmes risques s'ils cherchaient, par des intrigues et avec l'armée, à violer la liberté, l'indépendance et la souveraineté de tout autre peuple de démocratie populaire. Dans un cas semblable, ils subiraient une très rude épreuve, ce serait la fin de leur œuvre traîtresse, putschiste, esclavagiste. La terre brûlerait sous leurs pieds et ce grand feu qu'ils attiseraient, les engloutirait vivants, ils s'y brûleraient comme des rats. Que les amis et les ennemis, ne perdent pas, donc, de vue cette expérience d'un petit pays et d'un petit parti marxiste-léniniste, inflexible. Notre Parti et notre peuple n'ont jamais fait aux ennemis la moindre concession. Notre Parti et notre peuple n'ont jamais eu peur de l'ennemi, indépendamment du fait qu'il était grand. Notre Parti et notre peuple se sont toujours montrés vigilants et prêts à une lutte indéfectible contre tous ceux qui cherchaient à leur ravir les victoires, la liberté, l'indépendance, la souveraineté. Tels ont été, sont et seront notre peuple et notre Parti, affectueux à l'égard des amis, fidèles à eux, prêts à leur venir toujours en aide et sévères et intransigeants à l'égard des ennemis de toute nuance.

C'est un nouvel élan que prirent en Yougoslavie le chauvinisme grand serbe et la politique chauvine nationale. On y vit augmenter encore davantage l'inégalité civique et on renia encore davantage leurs droits aux minorités nationales. Un exemple qui illustre clairement les conséquences de cette politique, c'est aussi Kosovo. Les révisionnistes yougoslaves ont suivi à l'égard des minorités albanaises en Yougoslavie la politique de dénationalisation et de génocide. Ils ont ruiné cette région, ils l'ont transformée en une zone non développée et entièrement arriérée. Une nouvelle manifestation de la politique de liquidation des nationalités étrangères, en premier lieu de la nationalité albanaise en Yougoslavie, apparaît également dans la Constitution nouvelle, qui précise que «tout citoyen qui ne désire pas souligner sa nationalité d'origine, peut dire qu'il est citoyen yougoslave, et, en tant que tel, membre de plein droit de la société socialiste yougoslave». Ainsi donc, ni plus ni moins, il faut changer de nationalité d'origine pour devenir un «membre de plein droit de la société socialiste yougoslave». C'est précisément cette politique nationaliste et chauvine bourgeoise de la clique de Tito que le groupe de N. Khrouchtchev également soutient aujourd'hui par tous les moyens. Les propagandistes de l'orientation de N. Khrouchtchev, en appliquant leur ligne opportuniste pour soutenir à tout prix Tito, en arrivent au point d'encourager les titistes dans la liquidation des nationalités étrangères en Yougoslavie. Ainsi donc, la revue soviétique «Mejdunarodnaia Jizgn», dans un article de ces derniers mois, après avoir cité le point susmentionné de la Constitution yougoslave, souligne : «La nouvelle Constitution de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie contribuera au renforcement ultérieur de la fraternité et de l'unité des peuples de Yougoslavie, au rapprochement réciproque de la culture nationale».

Tandis que tous les partis communistes luttaient unanimement et avec opiniâtreté contre les conceptions et les menées antisocialistes de la clique de Tito, dans le mouvement communiste fit son apparition le groupe de N. Khrouchtchev avec ses tenants, fit son apparition un groupe qui est l'adorateur, le soutien et le défenseur ardent du révisionnisme yougoslave. N. Khrouchtchev, après avoir comploté et pris le pouvoir, par des intrigues et par un putsch contre-révolutionnaire, à la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, s'engagea tous les jours plus à fond sur la voie de la répudiation du marxisme-léninisme. Pour réaliser cet objectif de sa trahison, il lui a fallu déclencher des attaques contre J. V. Staline, grand continuateur et défenseur de l'œuvre de V. I. Lénine. Le proche et fidèle allié dans cette entreprise malfamée, selon Khrouchtchev, devait être le renégat Tito, qui, pendant des années de suite, avait donné de nombreuses preuves dans ce sens. C'est ainsi que commença l'orientation pour le rapprochement et la collaboration avec les révisionnistes yougoslaves.

Pour réaliser ce rapprochement et cette collaboration, N. Khrouchtchev devait tout d'abord enlever les obstacles qui séparaient le mouvement communiste, le marxisme-léninisme, du révisionnisme yougoslave. Ces obstacles c'étaient la Résolution du Bureau d'Information, document conjoint des partis communistes et ouvriers, la lutte résolue des partis communistes pour la dénonciation du révisionnisme yougoslave et pour son écrasement idéologique et politique, la ligne juste et l'attitude inébranlable de principe suivies par le PCUS sous la direction de Staline. En outre, il avait besoin de

temps pour trouver des alliés, ou bien disons plutôt des adeptes disposés à le suivre aveuglément sur cette voie. Pour ces motifs, le rapprochement, la conciliation avec la clique de Tito et sa réhabilitation n'étaient pas un travail très facile pour N. Khrouchtchev. Cela se compliquait aussi par le fait que la clique de Tito s'était gravement compromise comme un valet de la bourgeoisie impérialiste.

N. Khrouchtchev, en suivant fermement sa voie, arbitrairement, sans procéder à des consultations régulières avec les partis frères, en violant les normes léninistes des relations entre partis, en s'assurant d'autorité et par des intrigues l'approbation des partis qui constituaient le Bureau d'Information, en 1955 se rendit, d'une manière unilatérale, à Belgrade pour délivrer un certificat de bonne conduite à l'agent de l'impérialisme J. B. Tito, pour le réhabiliter. Il fit des excuses aux révisionnistes. Il lança le slogan des «stratifications» qui avaient pesé sur les «camarades yougoslaves». Il accusa Staline d'être le fauteur de la rupture des relations avec la Yougoslavie, à cause «de l'appréciation entièrement erronée que ce dernier avait donnée sur les camarades yougoslaves».

Cette gène flexion du premier secrétaire du CC du PCUS devant les révisionnistes yougoslaves induisit ces derniers à se pavaner comme des coqs, à claironner de toutes parts que leur cause était juste et qu'elle avait triomphé, que les erreurs n'avaient pas été commises par la direction yougoslave, mais par le mouvement communiste et ouvrier, elle leur permit d'intensifier leur activité scissionniste contre le camp socialiste, contre le mouvement communiste, contre le mouvement de libération nationale et les autres forces pacifiques. C'était le premier acte officiel de la trahison de N. Khrouchtchev.

En se dressant contre la décision collective des partis communistes et ouvriers qui avaient approuvé la Résolution du Bureau d'Information, contre la ligne de la lutte au révisionnisme yougoslave, élaborée en commun par ces partis, en suivant le cours du rapprochement avec la clique titiste, N. Khrouchtchev donna lieu à des divergences sérieuses, de principe, entre son groupe, d'une part, et le mouvement communiste et ouvrier, d'autre part. Par ce grave acte, il frappa durement l'unité d'opinion et d'action du mouvement communiste.

Le Parti du Travail d'Albanie, qui connaissait bien le véritable visage de la clique titiste, qui avait subi à ses dépens l'activité hostile de cette clique, étant convaincu de la justesse de la lutte contre le révisionnisme yougoslave, s'opposa en principe au plan de N. Khrouchtchev de se rendre à Belgrade pour la réhabilitation de la clique de Tito. Le changement d'attitude à l'égard des révisionnistes yougoslaves et le réexamen de la Résolution du Bureau d'Information ne constituaient pas une question personnelle rentrant uniquement dans les attributions de N. Khrouchtchev. C'était une question de tout le mouvement communiste et, par conséquent, pour en décider, il fallait procéder à des consultations régulières, suivant les normes léninistes des partis. Voilà pourquoi le Comité Central de notre Parti, au mois de mai de l'année 1955, adressa une lettre au CC du PCUS, où il exprimait l'opposition de notre Parti à la visite projetée de N. Khrouchtchev à Belgrade pour y réhabiliter la clique de Tito.

Le temps a pleinement confirmé combien notre Parti avait raison dans cette affaire, combien justifié était son avertissement au sujet des dangers qu'impliquerait, pour le mouvement communiste et pour le socialisme, le rapprochement avec la bande des renégats yougoslaves. En fait, le rapprochement idéologique-politique de N. Khrouchtchev avec Tito, sa réhabilitation, la collaboration avec lui, la coordination de leurs actions constituaient le prélude du 20^e Congrès du PCUS, d'où les thèses du révisionnisme moderne se diffusèrent dans le mouvement communiste. Fait significatif, quelques mois seulement après le congrès, Tito fut accueilli cordialement par N. Khrouchtchev à Moscou, comme un léniniste distingué. Quelques mois à peine après cette visite, on vit éclater en Hongrie le putsch contre-révolutionnaire, avec la participation directe des révisionnistes yougoslaves.

Après la contre-révolution en Hongrie au mois de novembre 1956, Tito, dans son discours à Pola, fit ouvertement appel à mener une activité de sape. «La Yougoslavie, — déclara-t-il, — ne doit pas se renfermer en soi-même. Elle doit travailler en tous sens dans le domaine idéologique, afin que l'esprit nouveau triomphe». Il n'était pas content des pas accomplis par N. Khrouchtchev dans la lutte pour la «déstalinisation», de ses thèses opportunistes prêchées de la tribune du 20^e Congrès et faisait appel à lui et à tous les autres révisionnistes à conduire jusqu'au bout la lutte contre le prétendu culte de la personne et ses conséquences.

«Nous avons dit, — soulignait le renégat, — qu'il ne s'agit pas seulement de la question du culte de la personne, mais d'un système qui avait permis la pratique du culte de la personne, que c'était cela qu'il fallait combattre et qui était la chose la plus difficile à faire. Ses racines se trouvent dans l'appareil bureaucratique, dans les méthodes et les attitudes, dans l'indifférence à l'égard du rôle et des désirs des masses ouvrières, dans les Enver Hodja, les Chehou et autres dirigeants divers de quelques partis occidentaux et orientaux, qui résistent à la démocratisation et aux décisions du 20^e Congrès».

Et des paroles, la clique de Tito passa aux actes. Elle publia en 1958 son programme, qui fut approuvé par le 7^e Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves. Ce programme était d'un bout à l'autre anti-léniniste et antisocialiste, il était la plate-forme idéologique, le code du révisionnisme international, où l'on avait recueilli avec un grand zèle, en les péchant partout, toutes les théories connues des différents courants antimarxistes de tous les temps. Il constituait une grande diversion idéologique, il était une attaque générale contre les bases de la théorie et de la pratique révolutionnaires du socialisme scientifique, une attaque contre le document conjoint du mouvement communiste international : la Déclaration de Moscou de l'année 1957.

Les partis communistes et ouvriers condamnèrent unanimement le programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves, comme un programme entièrement révisionniste. Ils critiquèrent les positions antimarxistes des révisionnistes yougoslaves en ce qui concerne le caractère et l'appréciation de la situation internationale actuelle, des deux systèmes mondiaux et des deux camps, de la signification de l'expérience de l'édification du socialisme en Union Soviétique et dans les autres pays, du rôle des partis communistes et de l'Etat socialiste dans l'édification de la société nouvelle, du développement de la théorie marxiste-léniniste et de la lutte contre l'idéologie bourgeoise, des principes de l'internationalisme prolétarien, des relations réciproques entre pays socialistes, entre partis communistes frères et de toute une série de questions importantes de la théorie du marxisme et de la pratique du mouvement communiste mondial.

Conséquent dans sa voie de la lutte de principe contre le révisionnisme, le mouvement communiste et ouvrier, considérant que tout affaiblissement de la lutte pour la I dénonciation du révisionnisme ne profite qu'à l'impérialisme, ne profite qu'à l'ennemi de classe à l'échelle nationale et internationale, condamna le groupe de Tito pour la troisième fois unanimement et résolument par la Déclaration de Moscou de l'année 1960, signée des représentants des 81 partis communistes et ouvriers, comme un élément traître au marxisme-léninisme, comme un élément de sape et de division du camp socialiste, du mouvement communiste et de toutes les forces et de tous les Etats pacifiques du monde, comme un élément au service de l'impérialisme américain. «La dénonciation ultérieure des dirigeants des révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour préserver le mouvement communiste, ainsi que le mouvement ouvrier, des idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves, — soulignait la Déclaration de 1960, — ne cessent de demeurer une tâche indispensable des partis marxistes-léninistes».

Mais où en sont les choses actuellement, en juin 1963, quinze ans après la Résolution du Bureau d'Information au sujet de la lutte contre le révisionnisme yougoslave, pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme, pour la défense de l'unité du camp et du mouvement communiste, pour l'écrasement idéologique et politique de cette agence de l'impérialisme ?

Alors que les partis marxistes-léninistes, en demeurant strictement fidèles aux Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960, ont mené et mènent une lutte résolue de principe contre le révisionnisme moderne, en particulier contre les conceptions et l'activité traîtresses, dangereuses de la clique titiste, le groupe de N. Khrouchtchev, en violation flagrante de la ligne commune de tout le mouvement communiste international, non seulement n'a pas lutté contre la clique titiste, mais au contraire a marché avec obstination sur la voie du rapprochement, de la conciliation et de l'union avec cette clique de renégats. Il suffirait de ne citer que quelques-uns des faits nombreux qui sont désormais connus de tout le monde, pour prouver cette vérité.

Un mois à peine après la publication de la Déclaration de Moscou, A. Gromyko, membre du CC du PCUS et ministre des affaires étrangères, le 23 décembre 1960 parlant des relations avec la Yougoslavie déclarait au Soviet Suprême : «Il faut mettre en évidence avec satisfaction que, au sujet des questions internationales fondamentales, nos positions sont identiques».

Le 10 septembre 1961, alors qu'une année ne s'était pas encore écoulée depuis la réunion de Moscou, N. Khrouchtchev en personne déclarait au correspondant du journal américain «New York Times» : «Bien entendu, nous considérons la Yougoslavie comme un pays socialiste».

Le 3 octobre 1961, L. Brejnev déclarait à l'ambassadeur yougoslave : «Nous avons toutes les possibilités pour le développement de la collaboration ultérieure et multilatérale». Et après ces déclarations, sous les slogans des relations de la coexistence pacifique, se déclencha la grande vague de l'échange des délégations, de la signature de toute une série d'accords de toutes sortes. C'est avec une hâte et une promptitude surprenantes que trouvèrent une solution tous les problèmes pour l'extension multilatérale des relations économiques et politiques et c'est d'une manière systématique que fut préparé le terrain pour le rapprochement et la collaboration idéologique.

Le 22e Congrès, du haut de la tribune duquel N. Khrouchtchev attisa l'aggravation et la recrudescence des divergences qui existaient au sein du mouvement communiste et ouvrier, à travers ses attaques ouvertes contre la République Populaire d'Albanie, servit de moyen pour s'avancer vers «les camarades yougoslaves», même dans le domaine des relations et de la collaboration idéologique.

C'est à juste titre que, de son côté, le Parti du Travail d'Albanie éleva la voix contre la conception opportuniste de N. Khrouchtchev. Notre Parti souligna que N. Khrouchtchev, sous les mots d'ordre de la coexistence dans les relations d'Etat avec la Yougoslavie, tendait au rapprochement et à la réhabilitation de la clique de Tito. Un flot bourbeux de calomnies et d'accusations des révisionnistes se déversa contre le Parti du Travail d'Albanie, en le taxant d'adversaire de la politique de la coexistence, de fauteur de guerre, de trouble-paix dans les Balkans. Qu'est-ce que le temps a-t-il confirmé ? Il a confirmé que les révisionnistes Khrouchtchev-Tito s'étaient livrés à des calomnies, il a confirmé que le PTA avait parfaitement raison.

Dans ses tentatives de réhabiliter la clique traîtresse titiste, N. Khrouchtchev se heurta, et il ne pouvait pas ne pas se heurter, à l'opposition résolue des marxistes-léninistes. C'est pour cette raison qu'il se vit obligé de manœuvrer et de dire également de temps à autre quelque parole contre les points de vue et les agissements de sape des révisionnistes yougoslaves. Mais toujours, malgré les zigzags, sa ligne fondamentale a été celle du rapprochement et de la conciliation avec la clique de Tito. Bien plus, même dans les cas où il produit l'impression de critiquer «sévèrement» les révisionnistes yougoslaves, il crée la possibilité de laisser toujours ouverte la porte du rapprochement et de la collaboration avec eux, pour que ne soit pas éteinte «l'étincelle de l'espoir» pour leur réhabilitation. On ne connaît que trop ses déclarations. Le 19 juin 1956, à un meeting à Moscou, il salue la clique de Tito comme un «parti combatif de la classe ouvrière yougoslave, dirigeant éprouvé des peuples yougoslaves», et le 13 juillet 1957, à Prague, il souligna la nécessité de «l'échange de l'expérience de l'édification socialiste» avec les camarades yougoslaves. Le 3 juin 1958, au Congrès du Parti Communiste Bulgare, N. Khrouchtchev déclarait que «les dirigeants yougoslaves ont nui beaucoup en particulier à la cause du socialisme par leurs discours publics et par leurs actions dans la période des événements de Hongrie», que «l'ambassade yougoslave à Budapest devint effectivement un centre pour ceux qui entreprirent la lutte contre le système de démocratie populaire en Hongrie», que «le camarade Tito, par son discours à Pola, défendit les rebelles de Hongrie, tandis qu'il qualifia l'aide fraternelle de l'Union Soviétique au peuple hongrois «d'intervention soviétique», etc., etc. Bien plus, pour ne pas se trouver en contraste avec la lutte résolue et unanime que le mouvement communiste menait à ce moment-là contre la clique de Tito, il fut prodigue en faisant usage d'un langage métaphorique et appela le révisionnisme yougoslave «Cheval de Troie» aussi. Le 11 juillet 1958, en parlant au Congrès du Parti Socialiste Allemand Unifié, N. Khrouchtchev déclarait : «Même dans la situation créée dans nos relations avec la LCY, il sera utile de garder une étincelle d'espoir, de chercher des formes acceptables au sujet de quelques questions».

Six mois après, le ton devient «âpre» de nouveau. Au 21^e Congrès du PCUS, en février 1959, Khrouchtchev disait : «Les dirigeants yougoslaves prétendent qu'ils se maintiennent en dehors des blocs et au-dessus des camps, tandis que, en fait, ils font partie du bloc balkanique, qui unit la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce. Ces deux derniers pays, comme on le sait, sont membres du bloc agressif de l'OTAN, tandis que la Turquie fait partie, en outre, du pacte de Bagdad... Et c'est précisément pour cette raison que les positions du «maintien en dehors des blocs», de la neutralité, qui

est tellement recommandé par les dirigeants de la Ligue des Communistes Yougoslaves, répandent une odeur de monopoles américains, lesquels nourrissent le «socialisme» yougoslave. L'histoire de la lutte de classes ne connaît encore aucun exemple où la bourgeoisie ait aidé moralement et matériellement son ennemi de classe à bâtir le socialisme».

Mais la vie a confirmé que toutes ces «critiques sévères» de N. Khrouchtchev aux «camarades yougoslaves» n'étaient autre chose qu'un bluff, une manœuvre démagogique pour jeter de la poudre aux yeux du mouvement communiste. Les agissements flagrants de Tito et les «critiques» de N. Khrouchtchev, bien qu'à première vue ils puissent sembler contradictoires, en fait ne sont pas tels. Les deux parties poursuivent le même but, elles tendent vers un objectif déterminé, mais, à cause des circonstances, chacune d'elles se voit obligée d'agir, pour la forme, d'une manière différente de l'autre. Tito estime que le moment est venu de hâter le pas vers le rapprochement et la collaboration multilatérale, vers la création d'un front commun contre le marxisme-léninisme. Tandis que N. Khrouchtchev, qui ne s'est pas encore assuré les adeptes, les tenants et les «alliés» nécessaires, s'efforce de camoufler les menées de Tito et le conseille d'être plus prudent. Le but de ses «critiques» est, donc, de prolonger aussi longtemps que possible l'état de non-dénonciation de Tito. Résultat : Tito ne s'écarte pas de sa voie, de ses intentions. Celui qui s'adapte au compagnon, c'est N. Khrouchtchev.

Il n'est pas nécessaire de nous arrêter encore ici pour montrer en détail les zigzags et les acrobaties de N. Khrouchtchev. Leur résultat définitif est le rapprochement et l'union totale du groupe de Khrouchtchev avec la clique renégate de Tito, qui fut couronnée au Soviet Suprême de l'URSS en décembre 1962, où fut réalisé complètement le front révisionniste uni Khrouchtchev-Tito pour la lutte contre le marxisme-léninisme révolutionnaire et les partis frères qui le défendent résolument. C'était une violation brutale de la Déclaration de Moscou de l'année 1960. Bien plus, et c'est le comble, N. Khrouchtchev attaque furieusement tous les partis qui, en défendant et appliquant la Déclaration, continuent la lutte politique contre le révisionnisme yougoslave.

N. Khrouchtchev s'efforce à grand renfort de trompettes de persuader au monde que les renégats yougoslaves sont devenus des marxistes-léninistes et que, en Yougoslavie, on construit le socialisme. Par ailleurs, il s'attaque féroce­ment au Parti du Travail d'Albanie, il s'attaque à la République Populaire d'Albanie, il s'attaque à leur juste ligne, il ignore l'œuvre de notre peuple pour l'édification du socialisme. Dans ses menées contre notre pays, N. Khrouchtchev a foulé aux pieds et a violé d'une manière flagrante non seulement les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, mais aussi ceux de la coexistence pacifique, qu'il préconise d'une manière si sensationnelle. C'est précisément N. Khrouchtchev qui étendit les désaccords idéologiques avec le Parti du Travail d'Albanie au domaine des relations d'Etat, qui exerça des pressions de toutes sortes sur notre parti et notre peuple, qui décida un véritable blocus économique contre l'Albanie, qui rompit les relations diplomatiques avec la RP d'Albanie, qui intervint brutalement dans les affaires intérieures de notre pays, en lançant même des appels contre-révolutionnaires en vue de renverser la direction du Parti et de l'Etat en Albanie. Dans le discours qu'il prononça au Soviet Suprême, N. Khrouchtchev précisa clairement ses positions et son attitude à l'égard de la clique de Tito. Ici il déclara que son attitude à l'égard de la Ligue des Communistes Yougoslaves «dérive entièrement de la ligne des 20^e et 22^e Congrès du PCUS», que dans la question yougoslave «nous devons regarder en avant», qu'il est disposé à «faire tout pour surmonter les divergences restées en suspens» et qui dérivent, soi-disant, seulement «des conditions historiques et géographiques concrètes», qu'il «serait injuste d'élaborer quelque formule toute faite» (il s'agit de la Déclaration de Moscou), à laquelle tous devraient se conformer, que ceux qui luttent contre le révisionnisme yougoslave «empruntent dans les relations avec les pays socialistes les lois bestiales du monde capitaliste, comme font les scissionnistes albanais, qui sont, à proprement parler, prêts à tailler en pièces les communistes yougoslaves pour leurs erreurs», qu'il est du devoir du mouvement communiste d'aider la clique de Tito «à occuper la place méritée dans la famille de tous les partis frères», que «le renforcement et le développement des liens économiques, des relations sur les lignes étatiques et sociales entre nos pays créent la base pour le rapprochement des attitudes et pour les questions idéologiques», que «les camarades yougoslaves sont en train de consolider les victoires du socialisme et, si l'on part des lois objectives, des enseignements du marxisme-léninisme, il est impossible de nier que la Yougoslavie est un pays socialiste», etc., etc.

Selon la logique de N. Khrouchtchev, il ressort que les 81 partis communistes et ouvriers, qui condamnèrent unanimement le révisionnisme yougoslave, pour formuler leur jugement, ne sont pas partis de l'analyse de la situation réelle en Yougoslavie, des lois objectives, des enseignements du marxisme-léninisme, qu'ils «empruntent dans les relations entre pays socialistes les lois bestiales du monde capitaliste». Il ressort, donc, qu'à l'heure actuelle, il n'y a dans le monde qu'un seul juge tout-puissant du marxisme-léninisme : N. Khrouchtchev. Mais en quoi consiste la vérité ? Quels sont les arguments sur lesquels se base N. Khrouchtchev pour rayer d'une simple croix les Déclarations de Moscou, pour les nommer «mauvais chablons» et pour déclarer que la clique de Tito ne mène pas une activité traîtresse scissionniste et de sape et qu'elle construit, soi-disant, le socialisme ? Pour quel motif a-t-on fabriqué ces arguments et que montre la réalité yougoslave ?

N. Khrouchtchev, pour rejeter les conclusions de la Déclaration de Moscou de l'année 1960, cite comme des arguments en faveur de sa thèse les «changements» qui ont été effectués, soi-disant, par les dirigeants yougoslaves, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Ces arguments ne peuvent pas tenir debout. Ils ont été rejetés par les dirigeants révisionnistes yougoslaves eux-mêmes: Tito, Kardelj, etc., qui ont déclaré plus d'une fois qu'ils n'ont fait aucun changement et qu'ils n'ont l'intention de faire aucun changement dans l'avenir non plus. Bien plus, les révisionnistes yougoslaves ont averti ceux qui attendent de tels changements de ne pas vivre avec des illusions et des espoirs vains. On ne peut que considérer comme très significative une émission de Radio-Belgrade du 26 décembre 1962, en réponse à ses auditeurs sur «la critique ouverte et sévère portée contre beaucoup de manifestations dans la vie économique, politique et sociale du pays», qui posait la question suivante : «S'agit-il ici de quelques choses de nouveau en ce qui concerne les conceptions du programme de la Ligue des Communistes Yougoslaves et la pratique suivie jusqu'à ce jour par la Ligue ?» Et de répondre : «Les décisions du quatrième plénum et toute l'activité déployée après lui n'apportent rien de nouveau en ce qui concerne les conceptions du programme de la LCY et les mesures ayant trait à la politique suivie jusqu'à ce jour. Au contraire, leur objectif c'est l'application la plus conséquente possible et multilatérale des idées formulées dans le programme. Il n'y a rien de nouveau non plus en ce qui concerne les conceptions formulées dans le programme sur la collaboration de la LCY avec les autres partis communistes et ouvriers».

N'est-ce pas un argument solide et convaincant pour prouver à qui servent le cours politique de la clique de Tito, que l'attitude même des impérialistes américains, l'appréciation qu'ils donnent de l'activité des révisionnistes modernes ? Ce n'est pas inutilement que se déverse le flot des milliards de dollars américains pour le «socialisme yougoslave». Ce n'est pas pour rien que Dean Rusk se dressa contre les membres du Congrès américain, qui réclamaient le réexamen de la question de l'aide à la Yougoslavie et qu'il donna l'avertissement suivant : «Si on procédait à une modification quelconque de la sage politique des USA à l'égard de la Yougoslavie, cela porterait un préjudice très sérieux à l'Occident». Parce que selon une déclaration, toujours de D. Rusk, en une autre circonstance, «la Yougoslavie a été et demeure une source de division au sein du communisme international». Ce rôle scissionniste de la clique titiste a été clairement exprimé par J. Kennan, ambassadeur américain en Yougoslavie, qui, selon le journal «Long Island Press», a déclaré devant le comité du Sénat pour les relations extérieures : «Tito s'est efforcé de toutes ses énergies de renverser le régime d'Enver Hodja en Albanie, en entreprenant des opérations secrètes à l'intérieur du Parti Communiste. Si ces actions subversives échouent, il aura recours aux mesures militaires».

Les quinze années qui se sont écoulées depuis la publication de la Résolution du Bureau d'Information ont entièrement prouvé combien justes étaient ses avertissements à propos de la déviation et de l'éloignement de la clique de Tito de la voie du socialisme et à propos de la restauration du capitalisme en Yougoslavie, à propos de la trahison des titistes et de leur dégénérescence complète en agents de l'impérialisme. Cette période de quinze ans a prouvé que les révisionnistes yougoslaves se sont tout à fait écartés de la théorie marxiste-léniniste dans des questions fondamentales de la théorie et de la pratique de «l'édification du socialisme» en Yougoslavie, dans les questions des voies du développement du socialisme dans le monde actuel, dans la prétendue position de la Yougoslavie «en dehors des blocs», dans la question des voies tendant à assurer la paix et la coexistence, dans la révision ultérieure de la théorie léniniste sur le parti et l'Etat et des autres questions de l'idéologie marxiste-léniniste, etc.

Ainsi donc, lorsqu'il est question de changements, il faut dire que celui qui a effectué des changements ce n'est pas Tito à l'égard de Khrouchtchev, mais plutôt Khrouchtchev à l'égard de Tito.

Pour nous il a été clair que le tapage fait par N. Khrouchtchev au sujet des «changements» et des «tournants» en Yougoslavie n'est qu'une manœuvre tactique pour justifier son rapprochement complet avec la clique titiste, pour justifier l'introduction de celle-ci dans le camp socialiste. La vie a confirmé les affirmations de notre Parti, qui a dénoncé depuis longtemps l'éventualité d'une telle manœuvre de la part du groupe de N. Khrouchtchev. Dès le 17 mai 1962, dans l'article intitulé «La faillite du socialisme spécifique yougoslave et les nouvelles manœuvres des révisionnistes de Belgrade», publié dans le journal «Zëri i Popullit», il était dit que la dénonciation publique de la part des dirigeants yougoslaves des grandes difficultés que traverse aujourd'hui la Yougoslavie se fait, entre autres, pour créer l'illusion qu'en Yougoslavie sont faits des pas en avant, soi-disant de caractère socialiste, que dans la politique économique on procède à des corrections, soi-disant positives, qu'il apparaît, soi-disant, des signes qui montrent que la «Yougoslavie s'achemine sur la bonne voie». Le but poursuivi par Tito et ses maîtres impérialistes dans ce jeu nouveau est grand et très dangereux. Il s'agit ici d'introduire le Cheval de Troie dans la citadelle, dans le camp socialiste, étant donné qu'à présent sont apparus des hommes qui sont prêts à défoncer les murs et à le porter à l'intérieur en grande pompe, en lui réservant même une place d'honneur. Il y a déjà longtemps qu'on annonce à cor et à cri que la clique de Tito montre «quelques côtés positifs en ce qui concerne la politique extérieure». A présent, les révisionnistes modernes claironnent qu'on voit se multiplier «les signes positifs» en ce qui concerne la politique intérieure également. Ainsi donc, sous le prétexte que, soi-disant, les dirigeants yougoslaves effectuent un certain tournant et en formulant quelque observation «objective empreinte d'esprit de camaraderie» sur ce que les traîtres de Belgrade eux-mêmes ont dénoncé, on se propose de tendre le bras entièrement à la clique de Tito. Il faut reconnaître que toute cette histoire ne nuit nullement à Tito ni à l'impérialisme, mais aide plutôt les révisionnistes yougoslaves à découvrir des sentiers nouveaux pour diviser et saper de l'intérieur la camp du socialisme et le mouvement communiste international.

La vie confirmera de nouveau à quel point ils seront nuisibles pour l'édification du socialisme dans les pays socialistes qui ont commencé à ouvrir les portes à la clique diversionniste de Tito, aux relations étroites de la collaboration multilatérale, à l'étude de l'expérience yougoslave et à son utilisation éventuelle. Les premiers indices ont déjà fait leur apparition.

Jetons, donc, un regard sur l'attitude des révisionnistes yougoslaves à l'égard des questions internationales. La clique de Tito n'a procédé à aucune modification de sa politique extérieure, qui a servi et sert aux intérêts de l'impérialisme. Les exemples sont nombreux. Quelle a été, par exemple, l'attitude des révisionnistes yougoslaves lors de la crise de la mer des Caraïbes ? En faisant état de la cause de la crise cubaine, le journal «Borba» du 1^{er} novembre 1962, au lieu de condamner l'impérialisme américain comme agresseur et fauteur de guerre, écrivait : «si nous voulons découvrir la cause de la crise cubaine, nous constaterons qu'elle réside dans la création néfaste des blocs et dans le cadre des opinions qui érigent la politique de force et de puissance nucléaire au niveau d'un principe». Ainsi donc, on met sur le même plan les pays du camp socialiste avec les impérialistes. L'attitude ferme du Gouvernement révolutionnaire de Cuba contre l'agression impérialiste américaine, est appelée par les révisionnistes yougoslaves «tendance unilatérale en politique extérieure», «aggravation des relations avec les USA», «manque de tact», «retour de Cuba sur le front de la guerre froide» ; ils ont condamné Cuba «pour avoir riposté au coup par le coup», et ils ont accusé le Gouvernement cubain d'être devenu, par son attitude, «un obstacle pour la conclusion de l'accord Kennedy-Khrouchtchev», ils ont condamné Cuba pour n'avoir pas accepté «l'inspection internationale», ils ont considéré les justes revendications de cinq points de Cuba comme un obstacle à la solution de la crise cubaine etc.

C'est une attitude encore plus hostile et plus ouverte en faveur de l'impérialisme que la clique titiste a adoptée dans la question du conflit frontalier sino-indien. Dans cette question, les révisionnistes yougoslaves, en secondant toute la propagande réactionnaire bourgeoise, accusent la RP de Chine d'agresseur, de fauteur du conflit sino-indien, de suivre, soi-disant, «la politique de la création de la tension», de chercher «à résoudre la question de la frontière avec l'Inde par les positions de l'usage de la force» et ainsi de suite.

Bien plus, au sujet des propositions et des initiatives connues du Gouvernement de la RP de Chine pour la solution pacifique du conflit, qui furent appuyées par toutes les forces pacifiques du monde, les révisionnistes yougoslaves, en s'alignant dans le même camp avec les réactionnaires indiens et avec les milieux impérialistes les plus bellicistes, se sont hâtés de déclarer que «les conditions de Pékin sont absolument inacceptables pour l'Inde», que «les initiatives entreprises par la Chine contiennent des éléments qu'il est difficile à l'autre partie d'accepter». Il est clair que l'attitude de la clique de Tito dans la question du conflit sino-indien n'a nullement pour but de préserver l'amitié sino-indienne et de voir se résoudre pacifiquement ce conflit. Au contraire, cette attitude sert au complot international impérialiste et révisionniste antichinois.

Sous le couvert de la prétendue politique en dehors des blocs, la direction révisionniste yougoslave s'acquitte de sa mission contre-révolutionnaire d'élément de sape de la lutte de libération nationale des peuples. Les faits montrent que chaque fois que les questions sont soulevées devant les partis et les Etats pour prendre position, pour préciser clairement sa propre attitude dans les différents conflits, dans la lutte entre les impérialistes et les nations et peuples opprimés, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, dans ces cas les révisionnistes yougoslaves ont toujours pris parti en faveur de l'impérialisme et de la bourgeoisie et contre les peuples et la classe ouvrière.

C'est un fait connu que la clique de Tito a considéré l'intervention agressive des néo-colonisateurs américains au Congo comme un «facteur qui a contribué à la stabilisation de la situation, facteur très important et précieux» ; les révisionnistes yougoslaves ont considéré le plan de colonisation de l'Amérique Latine, «L'Alliance pour le progrès» de Kennedy, comme un «empressement à régler et à corriger les erreurs» ; ils ont qualifié l'intervention brutale des USA dans les affaires intérieures du Laos «de véritable préoccupation pour la paix et la neutralité du Laos» ; ils qualifièrent d'injuste la lutte juste du peuple indonésien pour la libération de l'Irian Occidental et préconisèrent la solution «pacifique» de cette question, tandis qu'ils qualifièrent de juste la libération de Goa par la bourgeoisie indienne réactionnaire, uniquement parce que cela fut fait par leur allié Nehru. Telle est la politique de principe des révisionnistes modernes!

N. Khrouchtchev, pour justifier sa ligne de conciliation et d'union totale avec la clique de Tito, fait un grand vacarme à propos de la construction du socialisme en Yougoslavie. Il lui plaît de devenir arbitre de sa propre initiative pour déterminer quel pays est socialiste et quel autre ne l'est pas. De quel droit s'efforce-t-il d'imposer par tous les moyens son point de vue aux autres ? On sait qu'à la réunion de Moscou de l'année 1960, la direction soviétique, avec en tête N. Khrouchtchev, non seulement a signé la Déclaration où il est souligné que les révisionnistes yougoslaves «ont détaché leur pays du camp socialiste, l'ont placé sous la dépendance de la prétendue «aide» des impérialistes américains et des autres impérialistes», mais aussi, par l'entremise de Souslov, il a même déclaré officiellement qu'il n'appellerait plus la Yougoslavie pays socialiste. Pourquoi, donc, renient-ils ce qu'ils ont dit hier ? Serait-ce parce que, au cours de ces 2 ou 3 années la réalité yougoslave a changé? En vérité rien n'a changé en Yougoslavie, il n'y a là-bas rien de nouveau.

En Yougoslavie apparaissent toujours plus nettement les traits caractéristiques de l'économie capitaliste, les tendances particularistes locales et anarchistes, la concurrence entre les républiques, les zones et les organisations économiques, la vaste action des relations de marché, le libre jeu des prix, la violation du principe de la répartition selon le travail, les disproportions dans le développement des branches de l'économie, le bas niveau de spécialisation et de coopération de la production, le chômage et l'exploitation de l'homme par l'homme, etc.

Les traits caractéristiques de l'économie capitaliste apparaissent encore clairement dans la campagne yougoslave. Si nous considérons la campagne yougoslave actuelle, ce qui frappe, avant tout, c'est le processus intensif de la différenciation et de la polarisation de la paysannerie ; les exploitations riches s'enrichissent et les exploitations pauvres se ruinent et s'éliminent. Les grandes exploitations paysannes, qui constituent moins de 14 pour cent du nombre global des exploitations rurales de la Yougoslavie, possèdent à peu près 40 pour cent de toute la superficie de la terre du secteur privé. En tirant profit des possibilités telles que la liberté de vente, d'achat et de cession à bail de la terre, de l'exploitation de la force ouvrière journalière, de la spéculation sur les produits agricoles, en bénéficiant des crédits d'Etat, les koulaks renforcent sans cesse leurs positions économiques.

Dans le même temps, des dizaines de milliers de paysans pauvres, une fois complètement ruinés, sont obligés de quitter leurs terres et d'aller chercher du travail à la ville. La dépendance de l'économie yougoslave chaque jour davantage des dollars américains montre dans quelle voie de développement la clique titiste a engagé la Yougoslavie.

Mais quelle que soit la manière dont le groupe de N. Khrouchtchev manœuvre dans l'appréciation de la réalité yougoslave, ses déclarations ne peuvent pas modifier cette réalité. Le cours révisionniste de la clique de Tito entraîne comme conséquence inévitable la restauration du capitalisme en Yougoslavie. C'est de cette orientation qu'ont commencé à parler ouvertement les impérialistes américains. Ils s'aperçoivent que leurs dollars n'ont pas été versés inutilement dans des entreprises qui ne réalisent pas de bénéfices. «Au cours de ces dernières années, — annonçait l'agence UPI, — en Yougoslavie se sont vérifiés des changements qui ont satisfait l'Occident. La collectivisation a été pratiquement éliminée. L'économie a été adaptée graduellement au commerce occidental». La Yougoslavie est en train de devenir un pays capitaliste sans capitalistes et l'Occident l'entraînera encore davantage dans le monde économique et politique occidental, écrivait entre autres le journal américain «Wall Street Journal». Telle est l'orientation véritable dans le cadre de laquelle apparaissent et se développent les changements réels dans la Yougoslavie d'aujourd'hui.

N. Khrouchtchev en personne avait déclaré au 7^e Congrès du PC Bulgare que les dollars américains que touche la clique de Tito ne lui sont pas offerts pour développer le socialisme. «On sait bien, — a-t-il dit, — que personne ne croira que, soi-disant, dans le monde il existe deux socialismes : un socialisme, que la réaction mondiale hait rageusement, et un autre socialisme, acceptable pour les impérialistes et auquel ils accordent aide et soutien. Chacun sait que les impérialistes ne donnent à personne et en aucun cas leur argent pour rien, «pour ses beaux yeux», ils versent leurs capitaux uniquement dans les entreprises dont ils espèrent tirer de beaux bénéfices.»

Comme auparavant, aujourd'hui encore la clique de Tito reçoit des impérialistes américains et d'autres impérialistes de grandes sommes sous forme de crédits, de prêts et d'autres aumônes. Ainsi donc, le 28 novembre de l'année passée, le gouvernement yougoslave et le gouvernement des USA signèrent un accord, sur la base duquel les USA fourniront à la clique de Tito des excédents de produits agricoles, d'une valeur globale de 103,3 millions de dollars. Au cours de l'année 1962, suivant les données de la presse yougoslave, les USA ont accordé à Tito un nouveau crédit de 46,6 millions de dollars et, par l'intermédiaire d'organisations internationales, contrôlées par les USA, 31,9 millions de dollars. De même, l'Angleterre lui offrira un crédit de 28 millions de livres sterling.

Mais, selon la logique de N. Khrouchtchev, il ressort que, à l'heure actuelle, la quête des dollars des impérialistes, soi-disant, n'a pas d'importance, ne nuit nullement à «la construction du socialisme» en Yougoslavie ! C'est à bon droit qu'on se demande : Faudrait-il admettre que, à présent, l'impérialisme n'est plus l'impérialisme, que, à l'heure actuelle, il est disposé à aider sincèrement et pour des fins bien intentionnées à l'édification du socialisme dans différents pays ? Que maintenant les dollars américains peuvent être utilisés au profit du socialisme ? Que maintenant les dollars sont accordés sans l'intention d'en tirer des profits et que les impérialistes n'exigent plus d'usure pour leurs dollars ?

Dans la lettre du 30 mars 1963 que le CC du PCUS a adressée au CC du PC de Chine, il est dit : «En ce qui concerne la Yougoslavie, le CC du PCUS estime qu'elle est un pays socialiste et, dans les relations avec elle, il déploie des efforts pour parvenir au rapprochement de la RFP de Yougoslavie avec la famille socialiste, ce qui coïncide avec la ligne des partis frères pour l'union de toutes les forces anti-impérialistes dans le monde». Quelle est cette ligne des partis frères ? Quels sont ces partis frères ? Quand ont-ils formulé cette ligne, qui coïncide avec le cours du programme anti-léniniste de la Ligue des Communistes Yougoslaves ? Il est notoire qu'il n'existe qu'une seule ligne générale des partis frères, formulée clairement dans la Déclaration de Moscou de l'année 1960, sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. La ligne dont parle N. Khrouchtchev est seulement la ligne de son groupe révisionniste, la ligne contre-révolutionnaire, qui vise à la liquidation de la ligne générale révolutionnaire marxiste-léniniste du mouvement communiste et ouvrier.

La tactique rusée ayant pour objet de compromettre les autres, de les rendre complices du crime, est employée aujourd'hui largement sous toutes les formes, d'une manière subtile et dissimulée, ainsi que de la façon la plus ouverte et la plus brutale par N. Khrouchtchev à l'égard des dirigeants des partis et

des pays socialistes ou capitalistes, qui, dans des circonstances déterminées et pour des motifs divers, finissent par le soutenir et l'appuient sur la voie de la révision du marxisme-léninisme et de la division du camp socialiste et du mouvement communiste. Cette tactique utile aux desseins de N. Khrouchtchev est très dangereuse, susceptible d'avoir des conséquences graves pour les dirigeants qui marchent aveuglément sur ses traces, elle est très nuisible à la cause pour laquelle ont lutté et luttent leurs partis, les masses des communistes révolutionnaires. Garder le silence lorsqu'on entend N. Khrouchtchev parler et agir non seulement en son nom, mais aussi de votre parti, contre le marxisme-léninisme, contre l'unité des pays socialistes, lorsqu'il attaque les partis frères, coupables seulement de s'en tenir fermement aux principes léninistes, de défendre avec insistance la Déclaration de Moscou, de lutter d'une manière conséquente et sans hésitation contre l'ennemi commun du prolétariat, du socialisme et de la paix, l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain, et contre son agence, la clique de Tito, — cela signifie devenir complice dans l'activité hostile de N. Khrouchtchev, cela signifie assumer, porter sur ses épaules une grave responsabilité devant le parti et le peuple, devant l'histoire, cela signifie inciter N. Khrouchtchev, l'encourager, le pousser à marcher encore de l'avant, à pas plus rapides, dans la réalisation de ses desseins antisocialistes, qui font le jeu de l'impérialisme.

Il est grand temps de repousser avec mépris l'attitude de soumission tacite et l'approbation du diktat d'autrui. Il n'est pas honnête de n'avoir pas le courage d'exprimer librement sa pensée, il n'est pas honnête de renouveler les attaques les plus rageuses des autres contre les partis frères, parce que cela convient aux intérêts de N. Khrouchtchev, lorsque vous voyez que les partis que vous attaquez, que vous souillez de boue, n'ont rien dit, mais au contraire éprouvent un respect fraternel, un respect de communiste envers votre parti et sont fidèles au marxisme-léninisme.

Le Parti du Travail d'Albanie estime que, surtout à l'heure actuelle, alors que dans le monde se déroule une âpre lutte entre le socialisme et le capitalisme, entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre les impérialistes et les nations et peuples opprimés, faire cause commune avec les révisionnistes yougoslaves, avec cette agence dangereuse de l'impérialisme, signifie accepter comme juste, comme marxiste-léniniste, leur programme ; par conséquent, rejeter comme vieillis les enseignements du marxisme-léninisme et les décisions communes et unanimes des partis communistes et ouvriers qui condamnent le révisionnisme yougoslave. Cela signifie réviser toute la stratégie et la tactique du mouvement communiste et ouvrier, remplacer sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste par la stratégie et la tactique du groupe renégat titiste, par sa ligne opportuniste, antimarxiste de la soumission à l'impérialisme, comme le fait de toutes ses forces le groupe traître de N. Khrouchtchev. Cela signifie renoncer à la véritable unité du camp socialiste et du mouvement communiste, basée sur le marxisme-léninisme et les Déclarations de Moscou et tendre vers une fausse unité basée sur la plateforme politique et idéologique antimarxiste du programme de la LCY ; cela signifie rayer la ligne de démarcation entre les amis et les ennemis, entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, entre les défenseurs et les diviseurs de l'unité, entre les combattants contre l'impérialisme et ses agents, comme le fait de toutes ses forces le groupe traître de N. Khrouchtchev.

Aujourd'hui, la question se pose comme suit : ou bien avec les Déclarations de Moscou, pour la dénonciation des points de vue et des agissements des révisionnistes yougoslaves, des révisionnistes de toute nuance et pour l'unité marxiste-léniniste du mouvement ; ou bien avec les révisionnistes yougoslaves, contre les Déclarations de Moscou, contre le marxisme-léninisme et pour la division du mouvement communiste et ouvrier.

En ce qui concerne la position du Parti du Travail d'Albanie à l'égard du révisionnisme yougoslave, elle a été toujours, pendant ces 18 années, de principe, précise, ferme et immuable. Au 4^e Congrès du Parti, en février 1961, elle fut de nouveau proclamée par le dirigeant de notre Parti, le camarade Enver Hodja. Il a déclaré : « Notre Parti se maintient fermement sur la position de la Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers de l'année 1960, à savoir que la dénonciation ultérieure des dirigeants des révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour préserver le mouvement communiste international des idées anti-léninistes des révisionnistes yougoslaves ne cessent pas de demeurer une tâche indispensable de tous les partis marxistes-léninistes. Il estime que, contre le révisionnisme, il faut mener une lutte résolue et intransigeante, jusqu'à sa débâcle totale. Toute diminution de la vigilance révolutionnaire contre lui, toute atténuation de la lutte de principe contre lui, toute hésitation dans cette lutte, sous quelque prétexte que ce soit, conduisent inévitablement au réveil et à l'activation des

tendances révisionnistes, qui portent un grave préjudice à notre grande cause. Sans démasquer implacablement le révisionnisme, en premier lieu la clique révisionniste de Belgrade, on ne peut pas faire comme il faut la dénonciation de l'impérialisme. Sans préciser clairement et nettement la ligne de démarcation entre les conceptions révisionnistes et le marxisme-léninisme, on ne peut pas combattre avec succès et à partir de justes positions le dogmatisme et le sectarisme. La lutte pour l'écrasement idéologique et politique total de cette bande de renégats est une aide internationaliste pour le peuple yougoslave lui-même».

L'attitude de notre Parti à l'égard du révisionnisme yougoslave n'a jamais été une politique du hasard, dictée par des intérêts étroits. La lutte contre le révisionnisme a toujours été considérée par notre Parti comme un devoir internationaliste et c'est comme tel qu'il l'a accompli, sans reculer devant aucune difficulté, devant aucun sacrifice. Devant la lourde épreuve des dernières années, lorsque les positions léninistes de notre Parti dans la lutte contre le révisionnisme furent assaillies furieusement et avec une haine effrénée par N. Khrouchtchev, en vue de briser le PTA, de l'écarter de la juste voie marxiste-léniniste, notre Parti a résisté avec courage et sagesse. Il n'hésita pas, il ne recula pas de ses positions de principe, marxistes-léninistes. La justesse de la cause pour laquelle il lutte, renforce sa confiance et sa conviction inébranlable que, dans la lutte contre le révisionnisme moderne, la victoire appartiendra au marxisme-léninisme. A la lumière des événements qui ont eu lieu au cours de ces 15 années après la publication de la Résolution du Bureau d'Information sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave, tous les communistes et les révolutionnaires du monde se sentent fiers des batailles gagnées dans la grande lutte conséquente et de principe contre le révisionnisme moderne, en général, et le révisionnisme yougoslave, en particulier.

Le fait de ne jamais perdre de vue les enseignements de la Résolution du Bureau d'Information et des lettres historiques du Parti Communiste de l'Union Soviétique sur la situation dans le Parti Communiste Yougoslave, ainsi que des Déclarations de Moscou des années 1957 et 1960, permettra aux communistes et aux révolutionnaires du monde entier de tenir bien haut et intact le drapeau révolutionnaire du marxisme-léninisme prolétarien, le drapeau de l'internationalisme prolétarien, de lutter résolument et avec la confiance inébranlable que, en toute situation, si complexe qu'elle soit, dans chaque tempête et orage, le marxisme-léninisme triomphera du révisionnisme moderne, de ce principal danger qui menace le mouvement communiste international, de cette agence dangereuse de l'impérialisme.